

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE PROTECTIONNISME EN FRANCE

Depuis la Guerre, dans les faits et la doctrine

THÈSE pour le DOCTORAT

(Sciences Politiques et Economiques)

Présentée et soutenue le Mardi 6 Juin 1922

à 10 heures et demie

PAR ROBERT GOUJET

Lauréat de la Faculté de Droit de Paris

1 ^{re} Mention : Droit romain	1 ^{re} année	} 1917—1918
2 ^e Mention : Economie politique ..	1 ^{re} année	
1 ^{re} Mention : Droit civil	2 ^e année	} 1918—1919
1 ^{re} Mention : Droit civil	3 ^e année	
1 ^{re} Mention : Procédure civile	3 ^e année	} 1919—1920
Prix Goullencourt, Licence		
		} 1919—1920

Président : M. Germain MARTIN

Suffragants : { M. DOLLÉANS, chargé de cours
 { M. NOGARO, chargé de cours



PARIS

Editions de "LA VIE UNIVERSITAIRE"

13, Quai de Conti, 13

1922

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE PROTECTIONNISME EN FRANCE

Depuis la Guerre, dans les faits et la doctrine

THÈSE pour le DOCTORAT

(Sciences Politiques et Economiques)

Présentée et soutenue le Mardi 6 Juin 1922

à 10 heures et demie

PAR ROBERT GOUJET

Lauréat de la Faculté de Droit de Paris

1 ^{re} Mention : Droit romain	1 ^{re} année	} 1917—1918
2 ^e Mention : Economie politique ..	1 ^{re} année	
1 ^{re} Mention : Droit civil	2 ^e année	} 1918—1919
1 ^{re} Mention : Droit civil	3 ^e année	
1 ^{re} Mention : Procédure civile	3 ^e année	} 1919—1920
Prix Goullencourt, Licence		



Président : M. Germain MARTIN

Suffragants : { M. DOLLÉANS, chargé de cours
 { M. NOGARO, chargé de cours



PARIS

Editions de "LA VIE UNIVERSITAIRE"

13, Quai de Conti, 13

1922

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.*

A MES CHERS PARENTS
HOMMAGE
DE TENDRESSE ET DE RECONNAISSANCE

A MON FRÈRE
EN TÉMOIGNAGE D'AFFECTION

A MES MAÎTRES
A MES AMIS

LE PROTECTIONNISME EN FRANCE DEPUIS LA GUERRE DANS LES FAITS ET LA DOCTRINE

AVANT-PROPOS

Première partie. — Le protectionnisme dans les faits.

TITRE PREMIER. — La Guerre.

Chapitre premier. De la déclaration de guerre à la loi du 6 mai 1916.

Chapitre II. De la loi du 6 mai 1916 au décret du 22 mars 1917.

Chapitre III. Du décret du 22 mars 1917 à l'armistice.

TITRE II. — L'après-Guerre.

Chapitre premier. De l'armistice au traité de paix.

Chapitre II. Du traité de paix aux premiers jours de 1921.

Chapitre III. Du commencement de 1921 à mars 1922.

Chapitre IV. La France dans ses relations avec l'étranger.

Chapitre V. De quelques questions spéciales : Main d'œuvre, capitaux, œuvres d'art.

Conclusion sur les faits. La politique des décrets. — L'avenir ?

Deuxième partie. — Le protectionnisme dans la doctrine.

Chapitre premier. L'agriculture et le protectionnisme.

Chapitre II. L'industrie, le commerce et le protectionnisme.

Chapitre III. Le Parlement et le Protectionnisme.

Chapitre IV. La Doctrine pure.

Chapitre V. Les Conventions de commerce et la clause de la nation la plus favorisée.

Annexe. — La question des relations franco-allemandes. —

La question d'Alsace-Lorraine.

Conclusion. Vers les conventions commerciales ?

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES GÉNÉRAUX

Colson, cours d'économie politique.		
Gide	id.	 (2 volumes).
Nogaro	id.	
Perreau	id.	 (2 volumes).
Truchy	id.	 (2 volumes).

OUVRAGES SPÉCIAUX

- Annales des Douanes.
H. Lambert, *Pax economica* (1921).
Nogaro et Moye. Les régimes douaniers.
René Théry. La guerre économique mondiale.

THÈSES

- Bouffandeau*. Du régime des importations et des exportations pendant la guerre et l'après-guerre. Paris 1921.
Dijol. Le tarif douanier de 1892 et la situation économique de la France. Paris 1910.
Ledan. Détermination des prix par l'autorité publique pendant la guerre de 1914-1918. Paris 1919.
Lespagnol de la Tramerie. La lutte mondiale pour le pétrole. Paris 1921.
Lugand. L'immigration des ouvriers étrangers en France et les enseignements de la guerre. Paris 1919.
Nigary. La taxation française du blé de 1914-1919. Ses conséquences. Lyon, 1921.
Rémy. La question des sucres. Paris 1919.
Shoeffler. Droits spécifiques et *ad valorem*. Paris 1919.
Typaldo-Rassia. La protection industrielle et le nouveau régime douanier. 1892.

REVUES ET JOURNAUX

Collection :

- du Bulletin de la Société des agriculteurs de France.
- de l'Economiste Européen.
- de l'Economiste français.
- de l'Economie nouvelle.
- de l'Exportateur français.
- du Journal du Commerce.
- du Journal des Economistes.
- du Journal des Halles Bourses et Marchés.
- de la Journées industrielle.
- de la Réforme économique.
- de la Revue économique politique.
- de la Revue économique et financière.
- du Soir.
- du Bulletin de la Société d'Etude et d'Informations économiques.

DISCUSSIONS ET DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

Discussions à la Chambre :

- du 25 juin 1918 (Officiel du 26 juin 1918).
- du 28 juin 1918 (Officiel du 29 juin 1918).
- du 11 février 1919 (Officiel du 12 février 1919).
- du 3 décembre 1920 (Officiel du 4 décembre 1920).
- du 16 décembre 1920 (Officiel du 17 décembre 1920).
- du 18 décembre 1920 (Officiel du 19 décembre 1920).

Discussion au Sénat du :

- 7 février 1918 (Officiel du 8 février 1918).

Rapport de M. de la Trémoille, député n° 556 des impressions de la
II^e législature de la Chambre.

Rapport de M. de la Trémoille sur le projet de loi des conventions de
commerce.

Rapport de M. Haudos sur la prorogation de la loi du 6 mai 1916.

Compte rendus de séances des :

Commission des douanes et des accords commerciaux de la Chambre.

Commission des douanes et des accords commerciaux du Sénat.
Commission d'Agriculture du Sénat.
Commission des Finances de la Chambre.

JOURNAUX ÉTRANGERS ET REVUES ÉTRANGÈRES CONSULTÉES

Divers articles de :

The Economist.
The Times.
Quarterly Journal of Economics.
Berliner Tageblatt.

DOCUMENTS DIVERS

- Albert Aftalion.* La politique française en matière d'importation pendant la guerre. Revue d'Economie politique. Mars Avril 1919. Comptes rendus des séances de la Ligue du Libre-Echange. (Journal des Economistes).
- Pierre Cauboue.* L'Economie politique libérale et la guerre. Page 158. Revue d'Economie politique 1917.
- Gide.* La politique commerciale après la guerre. Revue d'Economie politique. Mai Juin 1917.
- Havy.* Conseiller du Commerce extérieur de la France. Président de la Commission des Douanes du Comité Mascaraud. Rapport sur les réformes à apporter au régime économique de la France (1917).
- Hirsch.* Rapport sur la politique douanière de la France. Congrès du Parti Républicain démocratique et social. (1921)
- Sauvaire Jourdan.* Les clauses économiques du Traité de Paix. Revue d'Economie politique. Année 1919.
- G. Schelle.* Communication à la Société d'Economie politique. 15 octobre 1921. Les aspects actuels du protectionnisme. Revue d'Economie politique.
- Truchy.* Le commerce extérieur de la France depuis l'armistice et la politique commerciale (15 avril 1921). Revue d'Economie politique.

Villey. Le commerce extérieur de la France avant et après la guerre.

Revue d'Economie politique. Juillet août 1916.

Compte rendus divers des Chambres de Commerce de Paris et de
Lyon.

de la Société des Agriculteurs de France.

du Comité Mascaraud.

de la Société de l'Industrie et du Commerce. etc...

AVANT-PROPOS

Libre échange et protectionnisme ! Que de discussions évoquent ces deux mots, que de flots d'encre ont été versés au nom de ces deux tendances !

Libre échange et protectionnisme ! Eternel champ clos des économistes, lutte perpétuelle dans laquelle se sont heurtés et se heurteront toujours les maîtres de la science économique ! Bataille sévère entre deux thèses fortement assises l'une et l'autre sur de solides arguments, tour à tour expérimentées au cours des siècles par des gouvernements divers, par des nations différentes ! Combat sans merci dans lequel aucune des deux doctrines trop absolues semble n'avoir triomphé de l'autre de façon nette et décisive !

Sans doute, de prime abord, le libre échange cher à Bastiat et à l'école de Manchester paraît avoir subi la défaite. En effet, seuls l'Angleterre (où l'influence de M. Chamberlain l'a sérieusement ébranlé ces derniers temps) et quelques petits états comme la Hollande, le Danemark sont restés fidèles au Free-Trade !

Est-ce à dire pour cela que la victoire soit restée au protectionnisme, à l'ancien protectionnisme tel que le concevaient les mercantilistes, à l'ancien protectionnisme basé sur la balance du commerce ? Ce serait faire une doctrine inter-

five. C'est une doctrine intermédiaire qui est venue arbitrer le différend, une doctrine qui, tout en conservant une forte base protectionniste, fait une certaine place à la liberté, qui concilie les deux thèses, qui les synthétise en quelque sorte en faisant l'emprunt le plus large de ses armes à l'arsenal protectionniste.

C'est le « néo-protectionnisme qui estime, écrit M. Gide, que la politique d'un pays en ce qui concerne ses relations commerciales avec les autres pays, ne peut être unilatérale et doit nécessairement se régler sur la politique de ceux-ci. » (1)

C'est là l'antithèse de la formule de Turgot qui disait : « Quiconque n'oublie pas qu'il y a des états politiques séparés les uns des autres et constitués diversement ne traitera jamais bien une question d'économie politique » (2).

Libre échange et protectionnisme se synthétisent dans la politique économique Nationale.

En 1914, à la veille du grand conflit, toutes les nations du monde, à part les exceptions que nous avons déjà relevées, étaient entourées de barrières douanières. La plupart avaient d'ailleurs précédé la France dans la voie du protectionnisme et quand, en 1892, celle-ci transforma son régime douanier, afin d'assurer à son agriculture, à son commerce et à son industrie une protection plus efficace, elle ne fit que suivre l'exemple de l'Autriche, de l'Allemagne, de la Suisse, de l'Espagne, de la Russie et des Etats-Unis.

(1) *Gide*. — Cours d'économie politique, tome II, page 57, édition 1920.

(2) *Turgot*. — Lettres à Mademoiselle de l'Espinasse, 26 janvier 1770, œuvres complètes, édition Daire, tome II, page 800.

Protectionnistes en 1914, les grands états le sont-ils restés après la guerre? Quel fut l'effet de la grande tourmente sur la politique économique des belligérants et des neutres? Ce serait là une étude très intéressante mais, par les développements qu'elle exigerait, elle paraît dépasser le cadre d'une thèse de doctorat. C'est pourquoi nous avons décidé plus modestement de limiter le problème à la France et d'essayer, dans ce livre, de traiter du protectionnisme en France depuis la guerre, dans les faits et la doctrine.

C'est là un sujet tout d'actualité. Il nous a semblé intéressant par le côté historique. On nous dira peut-être que c'est un intérêt rétrospectif. Mais l'histoire n'est-elle pas l'auxiliaire précieuse de l'économie politique? Et le souhait le plus cher que nous formons, sans vouloir hélas!, trop croire à sa réalisation, c'est que les économistes, les hommes d'état de demain n'aient pas à se servir de l'expérience cruelle des années sanglantes que nous avons vécues.

Grouper ensemble les mesures qu'a été obligé de prendre le Gouvernement sous la pression des événements, réunir les documents législatifs qui forment la politique économique de la guerre c'est là, pour nous, le côté historique, le côté du fait. Ce sujet nous a captivés aussi par l'intérêt qu'il nous semble y avoir à rechercher la pensée de ceux qui sont à la tête de la science économique. Connaître la manière de voir des théoriciens, des spécialistes de l'Economie politique, rechercher auprès des groupements professionnels les idées des industriels et commerçants français, étudier, l'évolution de la presse économique, voilà le côté doctrinal!

Synthétiser toutes ces opinions, voir si les actes du Gouvernement traduisent exactement la pensée de ces commer-

çants, de ces industriels, de ces techniciens, n'est-ce pas une recherche intéressante ?

Tâcher, sans aucune prétention, de rechercher si la politique du Gouvernement a été logique pendant la guerre, si les mesures prises aussitôt après l'armistice ont été sages et avisées ; se demander si la politique commerciale est conforme aux intérêts du pays envisagé tel qu'il est avec ses plaies à peine pansées, avec les nouvelles conditions économiques que lui vaut la victoire, avec le riche appoint de ses provinces reconquises, avec le dangereux voisinage d'un ennemi vaincu mais qui, plein de morgue et aidé par certaines complaisances, se relève petit à petit sans payer à la France qu'il a attaquée sans raisons la dette qu'il a contractée par son envahissement, ses crimes et ses pillages, quelle angoissante question ?

Se demander si la France de 1922 peut suivre la politique de la France de 1914 si le protectionnisme d'avant la guerre est encore de mise aujourd'hui, si ce protectionnisme a évolué, si le gouvernement s'en inspire toujours, si la France triomphante mais blessée doit ouvrir ses portes toutes grandes, les fermer complètement ou ne les laisser qu'entrouvertes, si elle doit reprendre avec ses ennemis d'hier les relations commerciales d'aparavant, n'est-ce pas là un des problèmes les plus importants de l'économie politique moderne ?

Traiter du protectionnisme depuis la guerre c'est, en somme, se demander quelle est la politique économique depuis la guerre. Par les problèmes qu'elle soulève la question nous a paru particulièrement intéressante et c'est pour toutes les

raisons que nous venons de mentionner que nous en avons fait choix.

Nous n'avons pas la prétention de faire une œuvre scientifique. Nous voudrions seulement, avec les éléments dont nous avons pu disposer, apporter notre modeste contribution à la science économique d'après guerre.

Si nous réussissons à classer méthodiquement les divers actes législatifs et si nous arrivons à mettre un peu d'ordre dans les diverses opinions émises par la doctrine notre but sera atteint. Nous ne demandons pas plus et forts de la confiance et de la sympathie que nous ont témoignées nos maîtres nous donnerons toute notre volonté et tout notre cœur à une question qui nous intéresse au plus haut point, ce qui est déjà un bien puissant stimulant.

Avant d'entrer dans le vif même de notre sujet et d'en donner les grandes lignes, c'est un devoir pour nous de remercier bien sincèrement tous ceux qui nous ont prouvé leur sympathie, qui nous ont fourni des documents et des renseignements si précieux et qui ont été pour nous des auxiliaires si utiles.

Décembre 1922

R. G.

DIVISION SOMMAIRE DU SUJET

Dans un chapitre préliminaire, après avoir rappelé ce qu'il faut entendre par protectionnisme, nous essaierons de présenter rapidement ce que nous appellerons « l'arsenal protectionniste » et d'indiquer d'un mot sous l'influence de quelles causes la France est devenue protectionniste; nous terminerons ce chapitre par un exposé rapide de la politique économique qui était celle de notre pays en 1914.

Dans une première partie nous étudierons les faits, c'est-à-dire que nous essaierons de classer l'œuvre législative en matière économique depuis la guerre; nous étudierons les décrets et lois pris successivement, depuis le 31 juillet 1914 jusqu'aux premiers mois de 1922 en matière de douane dans les différentes branches de la production et nous nous occuperons sommairement des questions si brûlantes et un peu spéciales des capitaux, des déplacements de personnes, des œuvres d'art et de toutes les questions d'ordre un peu particulier qui, tout en rentrant dans le cadre du négoce, méritent cependant qu'on leur fasse une place à part. Dans cette première partie, qui est plutôt une partie historique nous diviserons nos explications en deux grandes périodes :

La guerre : 1914-1918;

L'après-guerre : 1918-1922.

Pour ce qui est de la période de guerre, il nous paraît que la politique commerciale peut être divisée en trois périodes bien distinctes :

1° De la déclaration de guerre à la loi du 6 mai 1916.

C'est une époque de tâtonnements si l'on peut dire. C'est une époque qui est marquée par la nécessité de pourvoir aux besoins de la Défense nationale et de la population civile et dans laquelle, sans se préoccuper des doctrines, on agit selon les circonstances de fait.

2° De la loi du 6 mai 1916 qui autorise le gouvernement à prohiber provisoirement, par décret, l'entrée des marchandises étrangères jusqu'au décret du 22 mars 1917. C'est une phase qu'on peut appeler une période préliminaire dans laquelle on se contente de proscrire des articles tout à fait superflus.

3° Du décret du 22 mars 1917 et surtout de l'arrêté du 13 avril 1917 qui fut pris en exécution du précédent et qui semble devoir ouvrir une ère de prohibitions systématiques et énergiques jusqu'à l'armistice.

En ce qui est de l'après guerre, c'est encore à une division tri-partite que nous aurons recours.

1° La période qui va de l'armistice au traité de paix, période essentiellement transitoire.

2° La période qui va du traité de paix aux premiers jours de 1921 et qui est marquée, à côté de mesures nettement protectionnistes, par une reprise des prohibitions d'entrée et de sortie de la guerre.

3° La période qui va depuis 1921 jusqu'aux premiers mois de 1922 et qui est une phase de retour au protectionnisme. A cette période s'ajoutera tout naturellement la ques-

tion des conventions commerciales, ou si l'on préfère des relations commerciales avec l'étranger.

Dans une seconde partie nous suivrons l'évolution de la doctrine depuis la guerre; nous rechercherons les opinions des parlementaires et quelques intéressantes discussions à la Chambre et au Sénat nous fourniront la matière de la pensée des législateurs. Nous puiserons un peu partout les avis des théoriciens de l'économie politique, professeurs, journalistes spécialistes, économistes, de ceux enfin que M. Germain Martin appelait à son cours les « Ingénieurs sociaux ».

Les articles de revue, de journaux, les livres spéciaux, les réunions d'économistes seront pour nous une source précieuse. Nous chercherons enfin à pénétrer la pensée de ceux qui sont à la tête du mouvement commercial et industriel. Là, les procès-verbaux des congrès de commerçants et d'industriels, les réunions de Chambres de Commerce, les vœux des Fédérations, les enquêtes diverses nous fourniront les éléments nécessaires.

Nous nous demanderons ce que pensent toutes ces personnalités qui vivent dans des milieux si différents, qui ont une formation d'esprit différente et qui voient les choses sous un angle ou des points de vue divers.

Après avoir étudié les opinions des techniciens de l'agriculture, du commerce et de l'industrie nous réserverons un chapitre à la doctrine parlementaire. Puis dans un quatrième chapitre nous étudierons l'évolution de la doctrine pure, c'est-à-dire de l'avis des économistes et des spécialistes de l'économie politique et nous serons amenés dans un dernier chapitre à parler des accords commerciaux et de la clause

de la nation la plus favorisée qui est une cause de discussions éternelles entre protectionnistes et libre-échangistes.

A ces deux parties nous ajouterons une sorte d'annexe indispensable dans laquelle nous verrons ce qui a été fait en ce qui concerne les relations économiques avec l'Allemagne et ce qu'en pense la doctrine. C'est une question particulièrement délicate sur laquelle on est loin d'être d'accord et dans laquelle les intérêts des producteurs, qui semblent trouver leur avantage dans une protection sévère contre la « camelote boche », sont souvent en conflit avec ceux des consommateurs qui trouvent dans le « Made in Germany » des différences de prix très considérables. C'est une question dans laquelle la sensibilité intervient ce qui rend particulièrement ardue la tâche de l'économiste pour qui, si respectable qu'elle soit, la sensibilité doit passer au second plan.

Nous aurons aussi l'occasion, au cours de notre étude, de nous occuper de certains problèmes de brûlante actualité tels que le conflit douanier franco-espagnol. Mais il est bien évident que nous ne voulons en dire qu'un mot en passant pour ne pas allonger démesurément un sujet que déjà nous aurons peine à contenir dans les limites ordinaires d'une thèse de doctorat.

Ces questions résolues, il nous restera à conclure et à prendre nos responsabilités. Ce ne sera pas le plus facile.

Tel est, dans ses grandes lignes, le plan de notre sujet, telle est la tâche à laquelle nous allons donner le meilleur de nous-même et dans laquelle nous souhaitons de ne pas échouer complètement !

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

Qu'est-ce que le Protectionnisme ?

L'Arsenal Protectionniste

Les Lois de 1892 et de 1910

Qu'est-ce que le protectionnisme ?

C'est un système qui, au lieu de laisser aux lois de l'économie politique le soin de régulariser les échanges, tend, par des mesures appropriées, soit à empêcher complètement les produits étrangers de venir faire la concurrence aux marchandises nationales sur leur marché, soit à empêcher de sortir certains produits déficitaires ou même certains produits qui sont en abondance quand ceux-ci peuvent servir à une industrie nationale soit, et c'est là son but essentiel, à rétablir à l'entrée les conditions égales de la lutte commerciale par le paiement d'un droit compensateur, soit encore à activer la production en y servant les primes.

C'est, en somme, un système qui a pour but de réserver autant que possible le marché national aux producteurs nationaux.

Au service de ce système est un arsenal douanier très complet dont l'armement est nombreux et au premier rang duquel il faut citer *le droit de douane* qui est une taxe perçue par l'Etat sur des marchandises qui franchissent la frontière du pays.

Ces droits peuvent être *ad valorem* ou *spécifiques*. Dans le premier cas les droits sont calculés d'après la valeur des marchandises, selon le système du tant pour cent. Dans le second cas, ils sont calculés en tenant compte soit du volume, soit de la quantité, soit du poids, soit de tous ces éléments réunis.

Le régime douanier peut être établi par une loi du pays. Dans ce cas, le tarif est dit *tarif autonome*. Quand, au contraire, ce tarif est établi d'accord avec d'autres pays, le tarif est appelé *tarif conventionnel*. Ce tarif conventionnel comprend deux types principaux : les *traités de commerce* et les *conventions commerciales*.

Les traités de commerce proprement dits sont conclus pour une durée déterminée et contiennent un tableau des droits établi après discussion par les négociateurs des puissances en cause ; c'est d'ailleurs la raison pour laquelle on les appelle *traités à tarifs annexés*.

Les conventions, qui diffèrent des traités de commerce surtout par la durée (puisqu'on peut les dénoncer dans le délai d'un an), sont basées sur le principe d'un *double tarif autonome*. Ce tarif, selon la définition que nous avons donnée plus haut, est fixé par une loi. Il comprend un *double tarif maximum et minimum*. Le tarif minimum peut être accordé à une Nation si celle-ci nous accorde en revanche un régime qu'on estime équivalent. Cette convention n'est valable que pour un an et renouvelable par tacite reconduction.

Ces traités de commerce et ces conventions comprennent souvent la *clause de la nation la plus favorisée* et la *clause de réciprocité*.

En ce qui est des tarifs douaniers, on trouve à côté des tarifs autonomes et conventionnels *des tarifs de représailles* supérieurs non seulement aux tarifs conventionnels mais encore aux tarifs autonomes qui sont plutôt des bases de négociation.

En dehors de ces tarifs de représailles, on trouve des *droits dits de compensation*, des *droits antidumpig* qui frappent les produits qui bénéficient, dans leurs pays, d'une prime directe ou indirecte, de droits compensateurs égaux au montant de cette prime.

A côté des taxes douanières que nous venons de passer rapidement en revue et qui constituent surtout un obstacle direct aux importations, l'arsenal protectionniste contient, en outre, un autre procédé dont le but est de favoriser la marchandise nationale, de l'aider à supporter, sur le marché national, la concurrence qui lui est faite par l'étranger. C'est le système des *primes à la production*. Le Gouvernement sert au producteur une certaine somme pour le stimuler à produire plus une marchandise déficitaire. C'est le cas des primes à la sériciculture et à la filature de la soie, aux industries du lin, du chanvre, et à la marine marchande.

Toutes ces mesures, que nous ne pouvons étudier dans le détail, tant au point de vue de leur influence que de leur utilité constituent des mesures relatives à l'importation. Ce sont d'ailleurs les mesures les plus importantes et les plus sérieuses du système protectionniste.

Il nous faut encore signaler les mesures qui concernent l'exportation. Puisque nous parlons de primes, citons tout d'abord, *les primes à l'exportation*, destinées à faciliter aux produits nationaux l'accès des marchés étrangers. Ces pri-

mes si importantes jadis dans la législation sur les sucres, ont été supprimées par la convention de Bruxelles de 1902 dont l'historique constitue une des parties les plus intéressantes de l'économie politique. Singulièrement réduites aujourd'hui, on ne les trouve plus guère que dans la grande pêche maritime.

Il y a, à côté de ces primes, *les tarifs différentiels de transports*. On fait payer moins cher le transport des marchandises destinées à l'étranger que le transport de celles destinées à la consommation Nationale.

On trouve enfin les prohibitions de sortie et les droits de sortie qui, inutilisés en temps normal, ont eu, au contraire, un grand rôle pendant la guerre et dont on a fait un usage inaccoutumé.

Enfin, le système douanier protectionniste prévoit, à côté de ces moyens, des mesures qui ont pour but d'aider au développement de l'industrie nationale ou de faciliter le placement des produits nationaux à l'étranger. Elles se caractérisent toutes par un trait commun : elles dispensent, temporairement ou pour toujours, les importateurs du paiement de droits de douane ou bien, en faisant payer tout d'abord le droit, elles en assurent la restitution si certaines conditions sont réalisées.

Ces mesures nombreuses et diverses s'appellent : *transit, entrepôt, admission temporaire, draw-back, port franc ou zone franche*.

Nous avons indiqué leur caractère commun. Elles diffèrent quelque peu dans le détail. On trouvera ces nuances indiquées dans les différents traités d'économie politique. (1)

(1) V. Gide, Perreau, Truchy, Nogaro, Cauvès, Colson, etc.

La plupart de ces mesures ont été employées par le système douanier français qu'a instauré la loi du 11 janvier 1892, modifiée par celle du 29 mars 1910 et qui était encore en vigueur à la veille du grand conflit.

Il importe de fixer ce système dans ses grandes lignes avant d'examiner comment la guerre a influé sur lui.

Nous n'avons pas à indiquer en détail les causes de cette réforme rationnelle. Qu'il nous suffise de rappeler que la France n'a fait que suivre l'exemple qui lui était donné par la plupart de ses voisins et que c'est à la suite de la volonté fermement exprimée par les électeurs et surtout par les électeurs ruraux de voir réformer le régime douanier, que le gouvernement se mit au travail et chargea le Conseil Supérieur du Commerce et de l'Industrie de demander aux Chambres de Commerce, aux Associations professionnelles et syndicales, leurs opinions et leurs desiderata, pendant que le Conseil supérieur de l'Agriculture procédait à une consultation analogue des groupements agricoles.

La conclusion de ces enquêtes fut d'ailleurs nettement en faveur du protectionnisme.

Après de longues et brillantes discussions où s'illustrèrent des hommes comme :Léon Say, Méline, Félix Faure, Raynal, Peytral, Aynard et Bourgeois, la réforme fut votée.

Quelle est à grands traits l'économie de la loi ?

Elle instaure deux tarifs, un tarif général qui est un tarif de droit commun et s'applique à toutes les nations, et un tarif minimum qui ne devra être accordé à l'étranger qu'à titre de faveur dans certaines formes et sous certaines conditions.

C'était l'abandon de la politique des traités de commerce qui avaient le gros inconvénient d'obliger le Gouvernement

d'attendre, pour les modifier, l'expiration de la convention conclue alors même que les conditions économiques avaient changé à un point tel que les intérêts des industriels et commerçants français étaient gravement compromis. Avec le système du double tarif on évitait ce grave inconvénient. En effet, le tarif général applicable aux nations avec lesquelles aucun accord n'intervenait pouvait toujours être augmenté de même que le tarif minimum, concédé à titre de faveur mais sans nul engagement d'en maintenir les chiffres indéfiniment.

La plupart des marchandises étaient frappées de deux droits, l'un très élevé celui du tarif général, l'autre moins élevé celui du tarif spécial, mais avec un écart tel que l'étranger eût toujours avantage à rechercher le tarif minimum.

Cependant un seul droit fut établi sur les marchandises que nous ne produisons pas du tout ou en quantité insuffisante. Ce droit s'appelait *droit d'accise* et comme ce n'était pas un droit protecteur mais simplement un moyen de procurer des ressources au Trésor il était assez naturel que ce droit fût toujours le même quelle que soit la provenance de la marchandise.

Les céréales ne furent aussi frappées que d'un droit unique. Le but du législateur était de ne pas être obligé d'accorder, dans les conventions de commerce, un tarif moins élevé que celui prévu au tarif général. Les agriculteurs craignaient en effet les aléas de ces conventions de commerce et c'est pour calmer leur méfiance que le gouvernement prit cette mesure.

La même mesure avait été prise pour le bétail mais la loi du 31 juillet 1903 a fait rentrer dans le droit commun les animaux vivants des espèces bovine, ovine, caprine et porcine.

Pour d'autres matières que l'on considérait comme matières premières par excellence, cuirs et peaux, matières textiles et que la France ne produit pas en assez grande quantité une exemption a été établie et pour stimuler la culture de ces produits déficitaires le législateur a même accordé des primes à la culture. C'est le système de la protection par primes dont les primes à la culture du lin et du chanvre, à l'élevage des vers à soie, à la filature de la soie sont les types les plus parfaits.

La loi a maintenu aussi le régime de l'admission temporaire pour certaines marchandises étrangères destinées à recevoir un complément de main d'œuvre en France, à y être transformées en objets fabriqués, mais à la condition que les marchandises ainsi importées soient réexportées ou réintégrées dans des entrepôts dans un délai de six mois.

La loi est suivie d'un certain nombre de tableaux indiquant le taux des droits à percevoir sur les diverses marchandises. Le législateur ne voulait plus de différence entre les différentes branches de la production. Il voulait pour toutes l'égalité dans la protection. C'est cette pensée que traduisait le rapporteur de la loi à la Chambre, M. Méline, quand il écrivait : « Nous avons considéré qu'il ne nous était pas permis de choisir entre les différentes branches de travail, de préférer l'une à l'autre et que nous leur devons à toutes l'égalité de traitement. » (1)

Et cependant si on relève les droits d'un grand nombre de produits agricoles comme le bétail, les viandes abattues, les vins, la bière, le houblon, les céréales, si on établit des droits

(1) *Méline*, rapport sur le projet de réforme douanière. 1892, page 9.

nouveaux sur les produits qui entraient jusqu'ici en franchise comme le beurre, la margarine, les œufs, le lait, les volailles, le miel, la cire, les fourrages, le bois, les soies, dans l'ensemble cependant les droits de douane établis en faveur de l'agriculture varient entre 10 et 25 o/o de la valeur des produits tandis que les droits qui protègent l'industrie dépassent en général 25 o/o et atteignent jusqu'à 60 o/o. Cela semble tout à fait contraire à l'égalité de traitement qui avait été promise.

M. Méline a eu soin, dans son rapport général d'essayer d'expliquer et de justifier cette différence, en disant que les produits agricoles étaient des produits simples. Nous empruntons à M. Marcel Dijol la réfutation suivante de l'explication de M. Méline :

« L'explication que donne M. Méline n'est ni claire ni satisfaisante. Il n'est pas vrai que des produits agricoles soient, comme il le dit, des produits simples, qu'ils n'aient encore subi aucune transformation et qu'ils profitent du droit tout entier qui les protège. C'est l'ancienne théorie des matières premières qui est erronée.

« Le producteur agricole supporte comme les autres, notamment dans l'achat des machines agricoles le renchérissement dû au droit de douane, et il ne bénéficie intégralement des taxes établies en sa faveur que lorsque la production nationale ne suffit pas à la consommation française et que les producteurs étrangers n'ont pas un prix de revient assez bas pour prendre à leur charge tout ou partie de ce droit de douane et vendre encore avec profit sur le marché protégé.

« La véritable raison de cette différence, c'est que les productions industrielles sont les dernières en série et doivent être dédommagées par des droits proportionnellement plus

élevés, des renchérissements plus ou moins importants suivant les circonstances, que les produits qui leur servent de matières premières ont subis au cours de leurs transformations successives par suite des droits de douane établis en faveur des industries intermédiaires.

« On fut obligé d'ailleurs, dans l'élaboration du tarif général et du tarif minimum, de ne pas respecter cette égalité de traitement de l'industrie et de l'agriculture posée comme principe. En dehors des influences particulières qui ont pu agir sur la décision du législateur, la différence de situation des diverses productions agricoles ou industrielles en présence de la concurrence internationale devait faire accorder aux uns des droits protecteurs beaucoup plus élevés qu'aux autres. » (1)

Cette différence entre la production industrielle et la production agricole était intéressante à marquer. Il est regrettable qu'il ne nous soit pas permis de nous étendre plus longuement.

La loi du 29 mars 1910 est venue compléter et, sur certains points, modifier notre tarif douanier et parmi les raisons qui ont poussé le législateur, la plus essentielle fût certainement celle que M. Morel exposait ainsi à la Tribune de la Chambre :

« Parmi les faits nouveaux qui nous incitent à faire un remaniement de nos tarifs, le plus important c'est l'attitude de certains états européens depuis cinq ou six ans. Tous les

(1) *Marcel Dijol*. Le tarif douanier de 1892 et la situation économique de la France. Thèse pour le Doctorat, Montpellier 1910. Page 27.

Etats de l'Europe centrale et orientale ont opéré la refonte de leurs tarifs douaniers. » (1)

La loi de 1910 a porté surtout sur trois points particuliers. Elle a révisé le tarif minimum sur certains points mais cette révision ne fut pas, en somme, très considérable.

Elle a ensuite relevé systématiquement le tarif général. Il a été établi à un niveau de 50 0/0 plus élevé que le tarif minimum. « On a pensé ainsi servir grandement nos intérêts nationaux dans la négociation et la préparation de nos futures conventions commerciales. Plus sera étendue la gamme des concessions offertes par la France d'un échelon à l'autre de ses tarifs, plus seront étendus les avantages réciproques qu'elle sera en droit elle-même de réclamer. Plus sera menaçante la perspective d'une rupture douloureuse et irréfléchie, plus y gagnera la cause d'une paix économique féconde et durable. » (2)

C'est en ces termes que M. Morel expliquait l'augmentation du tarif général.

La troisième innovation qu'on trouve c'est la lutte anti-dumping. L'article 3 de la loi de 1910 autorise le gouvernement, par décret rendu en Conseil des Ministres, « à établir sur les marchandises taxées ou non qui bénéficient dans leur pays d'origine ou de provenance d'une prime directe ou indirecte à l'exportation, un droit compensateur égal au montant de la dite prime. »

Tel est, exposé à grands traits, le régime d'avant la guerre, innové par les lois de 1892 et de 1910. Nous n'avons pas

(1) *Morel*. Discours à la Chambre des Députés. Séance du 28 juin 1909. Page 168.

(2) *Morel*. Rapport général sur la réforme douanière. Page 1501.

à discuter ici de sa valeur, nous avons seulement voulu marquer les caractéristiques du régime douanier de la France à la veille du grand conflit.

Notre politique, sans être à tendance libérale, n'était pas à tendance protectionniste, au sens absolu du mot. Elle était empreinte d'une doctrine intermédiaire que nous avons essayé de définir plus haut. Aucune prohibition, seuls des droits compensateurs permettent de rétablir l'équilibre entre nos prix de revient et ceux des producteurs étrangers, favorisés par une main d'œuvre dont le prix était moins élevé qu'en France ou par la possession de matières premières trouvées à pied d'œuvre, c'est bien ainsi qu'on peut, en deux mots, résumer tout le système français.

Il importait, nous a-t-il semblé, de nettement définir le régime qui nous gouvernait à la veille d'être lâchement attaqué par un ennemi orgueilleux et sans vergogne. Ces dispositions préliminaires que nous nous sommes efforcés de réduire au minimum et qui sont cependant encore très longues nous ont paru indispensables à la bonne harmonie de notre sujet. Nous nous excusons d'avoir rassemblé dans ce chapitre préliminaire ces quelques définitions et ces quelques textes législatifs. Nous n'avons eu qu'un but : jeter un peu de clarté sur notre sujet et essayer de n'être pas obligés de revenir en arrière au moment de l'examen d'une question qui resterait incompréhensible sans ces notions préliminaires.

Et maintenant que nous connaissons le système qui était celui d'avant-guerre, essayons, selon le plan que nous nous sommes imposés, de déterminer les effets de la guerre sur ce régime économique. Examinons, en somme « le protectionnisme dans les faits ».

C'est là que commence vraiment notre étude.

PREMIÈRE PARTIE

LES FAITS

TITRE PREMIER

La Guerre

CHAPITRE PREMIER

*La politique commerciale du 2 août 1914 à la loi
du 6 mai 1916. Réductions ou suspensions des
droits de douane et prohibitions de sortie.*

Pendant cette période, qui suit immédiatement la déclaration de guerre, le gouvernement prit des mesures propres à assurer le ravitaillement de l'armée et de la population civile, à assurer en un mot, les besoins de la défense nationale. Pour cela il se servit d'une part des suspensions ou des réductions de droits de douane, d'autre part, des prohibitions de sortie.

Les suspensions ou réductions de droits de douane sont avant tout des mesures de prévoyance qui s'inspirent de la doctrine libérale. Nous citons les principales d'entre elles parce que nous trouvons dans les prohibitions de sortie qui font essentiellement partie de l'arsenal protectionniste un en-

semble de mesures qui sont les corollaires de ces suspensions de droits.

Une série de décrets visait surtout à assurer le ravitaillement du pays en supprimant les droits d'entrée sur le froment, l'épeautre et le méteil en grains et sur les farines de froment, d'épeautre et de méteil (décret du 31 juillet 1914), sur les viandes conservées par un procédé frigorifique, sur divers légumes secs et sur les viandes salées (décret du 2 août 1914) sur les farines et sur les grains (décret du 3 août 1914) sur le maïs en grain (décret du 4 août 1914), sur les bestiaux (bœufs, vaches, moutons, porcs, etc., (décret du 15 octobre 1914) sur les graines de betterave (décret du 20 novembre 1914), sur les œufs, les volailles et le beurre frais, fondu ou salé (décret du 9 novembre 1915), sur les charbons de bois de Tunisie importés en France (loi du 22 avril 1915).

Une autre série vise surtout à pourvoir aux besoins de l'armée et porte suppression ou suspension des droits d'entrée sur les chevaux, mûles et mûlets, ânes et ânesses (décret du 12 août 1914), sur les riz, farines et semoules (décret du 13 août 1914), sur les tourteaux (décret du 17 août 1914), sur les sacs neufs en tissu de jute, les pochettes mangeoires en tissu de lin, ainsi que sur les bâches en tissu de lin pour voitures militaires (décret du 7 septembre 1914 complété par le décret du 1^{er} octobre 1914 qui établit que seules les commandes faites par l'Etat jouissent de l'immunité), sur les ponts et pièces de ponts métalliques (décret du 30 novembre 1914) sur une quantité de rails et d'éclisses pour voies de communication pour la défense nationale (décret du 3 mars 1915), sur les nitrates de soude importés pour les besoins de la défense nationale (décret du 3 mars 1915).

Les besoins du service de santé devenant sans cesse grandissants obligèrent le Gouvernement à faciliter l'entrée de divers produits nécessaires aux hôpitaux et ambulances et c'est dans ce dessein que furent levés les droits d'entrée sur le coton hydrophile (décret du 13 août 1914), sur l'iode brute et raffinée (décret du 14 août 1914), sur les tissus de coton en bandes coupées pour pansements (décret du 15 octobre 1914).

La presse a une utilité si grande pour un Gouvernement en allant porter aux quatre coins du pays les bulletins de victoire, en atténuant l'effet des mauvaises nouvelles, elle a une puissance tellement forte sur ce qu'on a appelé le moral de l'arrière que le Ministre du Commerce fut amené à faciliter le rôle si important des journaux en abaissant de 60 o/o, par le décret du 16 février 1915, les droits d'entrée sur les papiers destinés à l'impression des journaux et sur les pâtes de cellulose. Le décret du 16 août 1915 porta d'ailleurs cet abaissement à 95 o/o.

Le décret du 22 août 1915 autorisa les gouverneurs généraux et les gouverneurs des colonies à suspendre les droits applicables aux denrées d'alimentation et de première nécessité à l'entrée de la colonie, ainsi que ceux établis aux mêmes marchandises originaires des mêmes colonies, à la sortie de celles-ci.

Ajoutons, pour éviter une confusion possible, qu'il convient de donner, d'après le rapporteur de la Commission des douanes de la Chambre des députés, le même sens aux termes « supprimer » et « suspendre » qui sont employés indifféremment dans la rédaction des décrets : c'est dans le sens de suspension que ces deux termes doivent être pris.

Les interdictions d'exportation et d'importation avaient un but semblable à celui des suspensions de droits : c'était de conserver sur le marché national les produits nécessaires à l'approvisionnement du pays. Mais elles répondaient encore à une autre préoccupation, celle d'empêcher les ennemis et les neutres de venir chercher en France les produits dont ils auraient pu manquer. Ces interdictions, au contraire, des suspensions de droits, sont des armes protectionnistes. Si elles ne sont pas comprises dans l'ensemble des mesures prévues par la réforme de 1892, du moins elles n'y sont pas interdites et ainsi reste en vigueur la loi du 17 décembre 1814 (article 3) qui permet au Gouvernement de suspendre par décret (sous réserve de l'approbation des Chambres avant la fin de leur session), l'exportation des produits du sol ou de l'industrie nationale. Par conséquent, au point de vue strictement juridique, ces prohibitions sont parfaitement légales.

Dès le 3 juillet 1914, le Gouvernement prend un décret qui interdit la sortie de marchandises dont la seule énumération servira à montrer qu'il s'agit de produits nécessaires à nos armées. On trouve, en effet, l'interdiction de sortie des aéroplanes et aérostats, des armes de guerre de toutes sortes, des navires, des bois de fusils, des capsules de poudre fulminante, de la dynamite et des explosifs similaires, des effets d'habillement, de campement, des poudres et explosifs assimilés, etc. Un décret du 2 août 1914 prohibe la sortie et la réexportation du sel marin, du sel de saline et du sel gemme. Le 11 août 1914, le 14 octobre 1914 paraissent des prohibitions de sortie d'objets intéressant la défense nationale : successivement se trouve interdite la sortie du coton et des déchets de coton (décret du 18 octobre 1914), de l'huile de ricin (20 oc-

tobre 1914), du graphite de l'île de Madagascar (décret du 16 octobre 1914, du nickel et du chrome (décret du 19 octobre 1914).

Le 9 novembre 1914, un décret rend applicables aux colonies, aux pays de protectorat, les prohibitions édictées dans l'intérêt de la défense Nationale.

Citons encore parmi ces décrets visant des prohibitions de sortie intéressant la défense Nationale et constituant en somme la contrebande de guerre, ceux du 23 novembre 1914, du 21 décembre 1914, qui énumèrent une série de prohibitions de sortie (ce décret du 21 décembre reprend les prohibitions anciennes pour les classer dans un texte unique), du 30 mars 1915, comme les décrets du 13 avril, 26 mai, 3 juillet, 25 juillet, 31 juillet, 20 août, 21 septembre, 13 octobre 1915, 12 février et 23 février 1916, qui prohibent la sortie de diverses marchandises dont il serait fastidieux de donner l'énumération.

En ce qui est de l'alimentation humaine et animale, nous trouvons une série de prohibitions de sortie intéressante. On interdit la sortie du lait et du sucre (décret du 5 août 1914), des tourteaux, des graines oléagineuses (décret du 22 septembre 1914), des betteraves destinées à la fabrication du sucre (30 septembre 1914), des œufs, des volailles et du gibier (décret du 16 octobre 1914), des sucres dans les colonies et pays de protectorat autre que la Tunisie et le Maroc — sauf à destination de la métropole — (décret du 23 octobre 1914), des fruits frais, secs ou tapés (décret du 26 octobre 1914), du charbon de bois (décret du 17 novembre 1914), des volailles mortes (décret du 29 novembre 1915).

Signalons enfin, dans un autre ordre d'idées, les décrets

du 3 juillet 1915 prohibant la sortie de l'or, du 25 août 1915 interdisant la sortie des monnaies d'argent, du 18 novembre 1915 prohibant la sortie de l'argent brut, en masse, lingots, barre et poudre.

Tous ces décrets devaient être ratifiés par le Parlement. Les lois du 16 avril 1915 et 26 août 1915 ont précisément pour objet de ratifier les décrets qui ont établi des prohibitions de sortie et qui ont réduit ou suspendu les droits d'entrée ou des surtaxes d'entrepôt sur diverses marchandises.

La loi du 12 avril 1916 ratifie le décret du 18 novembre 1915 qui prohibe, comme nous l'avons dit plus haut, la sortie de l'argent sous un régime quelconque.

Pour être complets, il est utile que nous mentionnions, pour mémoire, les diverses lois qui établissaient en France la taxation de certaines denrées : ce sont les lois du 17 avril 1916 sur la taxation de l'avoine, du seigle, de l'orge, des sons et des issues, du 22 avril 1916 sur la taxation des charbons et la limitation des frets pour le transport des charbons sous pavillon français.

Toutes ces prohibitions de sortie, toutes ces suspensions de droits eurent, au point de vue fiscal, des retentissements considérables.

Les nombreuses marchandises qui entraient en franchise laissaient un large trou dans le budget. « Il fallait s'attendre « à un abaissement très notable du produit des douanes par « suite de la suspension des droits à l'importation sur diverses marchandises », écrivait M. Ribot dans son exposé des motifs de la loi portant ouverture, dans l'exercice 1915, des crédits provisoires applicables au premier semestre de 1915.

« En outre, les prohibitions édictées à la sortie de nom-

breux articles dans l'intérêt de la défense Nationale et de l'alimentation publique ont eu pour effet d'apporter aux opérations commerciales des restrictions qui se sont ajoutées au ralentissement général des affaires, dû à l'interruption partielle des échanges internationaux » (1).

Que peut-on dire de cette politique du commencement de la guerre, si ce n'est qu'elle ne se rattache à aucune tendance. Quand on manque d'une denrée indispensable on ouvre les portes toutes grandes et on interdit à cette denrée de sortir du territoire national. C'est, en somme, une politique de nécessité, c'est une politique au jour le jour, au gré des circonstances, c'est une politique qui, à notre sens, était indispensable au début de la guerre, bien que certains aient pensé que c'était une politique dangereuse.

C'est ainsi que nous lisons, dans la *Réforme économique*, un article de M. Vergne qui écrit textuellement ceci :

« Sous prétexte de se procurer des produits que l'industrie nationale ne pouvait plus fournir, au moins en quantité suffisante, on a suspendu la perception des droits de douane sur un grand nombre de produits. C'est là une conception à la fois dangereuse et absurde, dangereuse parce qu'elle remet en discussion un régime économique établi conformément aux vœux et à l'intérêt de la majorité du pays, absurde parce que, s'il achète à meilleur compte, le gouvernement perd les recettes souvent supérieures ou tout au moins égales qui résulteraient de la perception des droits de douane, et il rappelle à ce sujet un vœu du Comité des Forges du 8 novembre 1914 :

(1) Ribot. — Exposé des motifs loi sur les crédits provisoires, 1915.

« Le Comité des Forges est d'avis de ne pas laisser ouvrir les portes aux demandes d'exonération de droits de douane qui ne profiteraient nullement au véritable consommateur et ne serviraient qu'à favoriser les spéculations de quelques commerçants avisés et prêts à saisir toute occasion pour s'enrichir au détriment du Trésor sans aucun soulagement pour la population ». (1)

C'est une opinion que nous préférons ne pas discuter car elle nous semble par trop exagérée.

Quoi qu'il en soit, il ne reste pas moins vrai que la politique de cette première partie de la guerre ne se rattache à aucun grand principe de l'économie politique.

(1) La réforme économique, 23 avril 1915. Vergue. atteintes à notre régime économique. Page 167.

CHAPITRE II

De la loi du 6 mai 1916 au décret du 22 mars 1917.

Causes de la loi du 6 mai 1916. Ses raisons d'être. Les prohibitions d'entrée et de sortie.

Notre dette envers l'étranger augmentait chaque jour et les produits continuaient à affluer. Il fallait donc des efforts considérables pour enrayer cet afflux de marchandises étrangères, non pas, peut-être, dans un but protectionniste, dans le dessein de protéger l'industrie nationale, mais plutôt dans le but d'améliorer notre balance des comptes, notre balance commerciale. Dans le but de réduire notre dette, on n'interdira pas l'entrée des marchandises utiles à la défense Nationale, mais seulement de toutes celles que nous produisons en quantité suffisante ou qui auront un caractère de luxe.

Pour réaliser cette politique, qui ressemble singulièrement au vieux mercantilisme, on va user de deux armes les plus précieuses du régime protectionniste : l'élévation des droits de douane et les prohibitions d'entrée.

C'est le but de la loi du 6 mai 1916 dont l'article premier est ainsi conçu :

« Pendant la durée des hostilités, le gouvernement pourra provisoirement, par décret rendu en Conseil des Ministres, prohiber l'entrée des marchandises étrangères, augmenter les droits de douane », et quelques jours après, le décret du 11 mai 1916 mettait pour la première fois ce texte en vigueur. L'article premier de ce décret s'exprime ainsi :

« Est prohibée l'importation en France et en Algérie, sous un régime douanier quelconque, des marchandises d'origine ou de provenance étrangères inscrites au tableau annexé au présent décret ».

La prohibition ne s'applique pas aux marchandises importées pour le compte de l'Etat. Cette restriction est particulièrement intéressante et indique nettement le but du décret qui est de restreindre la consommation. Ce qu'il défend, c'est l'entrée d'objets que le gouvernement jugerait inutiles ; celui-ci se réserve la possibilité d'importer des objets défendus aux particuliers mais dont il peut avoir besoin pour les nécessités de la défense Nationale.

Le tableau annexé à ce décret contient un nombre relativement restreint de prohibitions et si l'on examine cette liste (1) on est frappé par le caractère de luxe de tous les objets prohibés. Ce n'est pas une politique prohibitionniste qu'on inaugure, c'est une politique « somptuaire », pour employer l'expression de M. Albert Aftalion. Et, en effet, à cette liste d'objets prohibés s'ajoute relativement peu de choses, pendant les 10 mois qui suivent jusqu'au décret du 23 mars 1917. C'est la prohibition d'entrée faite aux alcools (eaux-de-vie et esprits de toute sorte) et aux liqueurs d'origine ou de provenance étrangère, par le décret du 11 mai 1916, toujours avec la réserve de la possibilité des importations faites pour le compte de l'Etat. Cette prohibition fut d'ailleurs levée par un décret du 24 juin 1916 et remplacée par une élévation considérable de droits qu'on trouvera à

(1) Voir page 589 annuaire statistique du Ministère des Finances, année 1916, tome 79.

l'Annuaire statistique des Finances (1). Il en fut de même en ce qui concerne les voitures automobiles ; le décret du 24 juin 1916 vint en effet lever la prohibition d'entrée faite par le décret du 11 mai, mais en revanche porta à 70 o/o les droits d'entrée *ad valorem*.

Un décret très important est sans conteste celui du 18 juillet 1916 qui prohibe l'importation en France des produits, bois et métaux de provenance ou d'origine étrangère, sauf les dérogations qui pourront être autorisées par le ministre de la guerre après avis de la Commission des Bois et Métaux et sous les conditions qui seront déterminées par un arrêté interministériel.

Les décrets des 26 et 28 septembre 1916 prohibent l'entrée en France et en Algérie sous un régime douanier quelconque de diverses marchandises d'origine ou de provenance étrangère (bromures et tous produits bromés, papier sulfurisé, carton, baguettes en bois, verreries pour appareils et instruments scientifiques et de laboratoire).

Celui du 26 octobre 1916 interdit l'importation en France de la lie de vin et du tartre brut.

A côté de ces mesures si protectionnistes par elles-mêmes, mais si mercantilistes par leur but, il faut mentionner quelques mesures de suspension de droits de douane comme celles prévues par le décret du 4 août 1916 relativement aux huiles lourdes, quelques dérogations à des prohibitions de sortie comme celles du décret du 10 mars 1917 concernant les fruits et espèces médicinales, les pelleteries brutes et les

(1) Voir annuaire statistique page 757.

pelletteries non ouvrées ni confectionnées etc. et des rétablissements de nouvelles prohibitions de sortie qui nous retiendront un peu plus longtemps.

Notons les décrets du 28 juillet, du 15 août et du 16 septembre 1916 qui prohibent la sortie de divers produits (1), celui du 7 août 1916 qui interdit la sortie des tabacs de toute espèce, du 3 octobre 1916 qui empêche la sortie des soies et soieries. Notons encore l'interdiction de sortie des articles en tissu de lin (28 décembre 1916), de certaines pelletteries (14 juin 1917), des diamants bruts autres que ceux utilisables dans un but industriel (décret du 22 juin 1817), des éponges.

Il est bon de remarquer aussi pendant cette période la fidélité du législateur pour une des formes du protectionnisme, la protection par primes. La loi du 24 octobre 1916 prorogea, en effet, pour une période de 6 ans, la loi du 9 août 1910 qui accorde des encouragements à la culture de lin et du chanvre. C'était un point de détail intéressant à marquer.

Ne quittons pas cette période sans indiquer que plusieurs décrets et arrêtés furent pris qui, dérogeant au principe établi des prohibitions de sortie, permettent l'exportation ou la réimportation sans autorisation préalable de différents produits ou objets quand l'envoi a pour destination certains pays.

Il est à peine besoin d'ajouter que ces pays sont des pays alliés. C'est là le but des décrets du 12 février 1915, du 30 septembre 1916, du 18 janvier 1917 pour les pelletteries, du 3 février 1917 pour les fruits à distiller et les espèces médicinales, etc.

(1) Nous renvoyons au bulletin de législation comparé du Ministère des Finances où l'on trouvera le détail.

C'est, en somme, l'ébauche d'une politique interalliée, c'est l'unité de front sur le terrain économique, corollaire indispensable et nécessaire de l'unité de front militaire.

Dans cette seconde période on semble passer de la période de tâtonnements du début à une période préliminaire de la politique commerciale française de la guerre. On sent, à ce moment, que le Gouvernement a un but, c'est de limiter les importations surtout les importations de luxe; les importations inutiles pour diminuer la dette de la France vis à vis de l'étranger et pour rendre libre le plus de fret possible.

On voit alors apparaître les prohibitions d'importation, premier pas dans la politique de prohibition qui caractérise la politique de la guerre.

D'ailleurs ces mesures de prohibition d'entrée ne semblent pas avoir complètement répondu à l'espoir qu'on avait mis en elles. C'est du moins l'avis de M. Clémentel qui, en 1918, alors qu'il était ministre du Commerce, s'exprimait ainsi à la tribune de la Chambre :

« La prohibition d'importation n'a pas suffi. C'était une mesure très simpliste et il a fallu, pour la rendre efficace, la pousser à l'extrême et ajouter à la prohibition, comme vous l'avez fait il y a quelques mois, la saisie des marchandises importées sans autorisation préalable..(1)

(1) Chambre des Députés. Séance du 28 juin 1918. Discours du Ministre du Commerce. Page 1876.

CHAPITRE III

*Du décret du 28 mars 1917 jusqu'à l'armistice
La prohibition générale d'importation. Les exceptions. Les accords intéralliés. Caractères de cette politique de nécessité et mercantiliste.*

Le décret du 22 mars 1917 va aller plus loin que la loi du 6 mai et le décret du 11 mai 1916.

Il pose, en effet, le principe, d'une prohibition absolue d'entrée des marchandises étrangères.

Dans son article 1^{er} il s'exprime ainsi : .

« Est prohibée l'importation en France et en Algérie de toute marchandise d'origine ou de provenance étrangère. A ce principe, des exceptions sont apportées dans les articles suivants. L'article 2 prévoit des dérogations de deux sortes. Tout d'abord des dérogations pour les marchandises dont on manque totalement en France et des dérogations spéciales pour des produits qui manquent seulement en partie en France mais pour lesquels un Comité spécial sera chargé de fixer les contingents d'entrée pour ce

Ce Comité spécial auprès du Ministre du Commerce est appelé Comité des Dérogations et est chargé, d'après l'article 3 du décret, d'établir et de soumettre à l'approbation du Ministre du Commerce :

1°) Les propositions de dérogations générales pour certaines marchandises ;

2°) Le contingent trimestriel des importations pour des produits déterminés par espèce et provenance ;

3°) Pour chaque contingent un plan de répartition entre les divers groupements industriels ou commerciaux au prorata de leurs besoins indispensables.

Cette politique des contingentements fut difficilement réalisable en pratique parce que la fixation de ces contingents exigeait des documents et des recherches souvent difficiles. La question se posait de savoir si en attendant qu'ils soient déterminés on devait ou non interdire toute importation.

Résoudre la question par l'affirmative était porter un coup trop sérieux à la vie économique du pays, d'où l'importance de l'arrêté du 13 août 1917. L'arrêté comme le décret donne des dérogations d'ordre général qu'on obtient sans autorisation. Ces dérogations, très nombreuses, constituent la liste n° 1 du tableau à la page 576 du bulletin de législation comparée du Ministère des Finances.

Pour ce qui est de la liste N° 2, articles à continger, l'arrêté permettait leur entrée en nombre illimité en attendant que les contingents soient fixés.

Pour ce qui concerne la dernière catégorie qui contient les produits prohibés, l'arrêté en donne une liste très longue mais, en admettant des dérogations à titre individuel qui pourront être accordées par un Comité de dérogations.

Enfin, l'article 4 dit que l'importation des alcools et des liqueurs d'origine ou de provenance étrangère demeure prohibée à titre absolu sous réserve des exceptions prévues par

le décret du 22 décembre 1916 en ce qui concerne les alcools autres que les eaux-de-vie.

Enfin, le régime général des prohibitions d'entrée fut fixé d'une façon définitive par l'arrêté du 8 septembre 1917, décret revenant sur les procédés établis par les deux décrets précédents, supprimant la catégorie des produits à continger pour ne plus garder que la catégorie des produits qui ont le droit d'entrer sans autorisation, catégorie d'ailleurs peu nombreuse (1) et celle des produits auxquels l'entrée est formellement interdite sauf dérogations spéciales qui leur est accordée par certains comités qu'énumère l'article 2.

La règle, c'est la prohibition; l'exception, au contraire, c'est l'entrée libre.

Si les prohibitions d'entrée constituent la base essentielle du système commercial de ces dernières années de guerre, il ne faut pas oublier que le système des prohibitions de sortie continue à jouer un grand rôle. C'est d'ailleurs l'aboutissant logique de la politique gouvernementale. On ne laisse entrer en France que ce qui nous est strictement indispensable, il serait ridicule de laisser sortir des objets qui nous sont nécessaires et que nous serions obligés de nous procurer ensuite à l'étranger à prix élevé et en chargeant nos frets.

Les décrets du 30 avril et du 8 mai, du 12 mai, du 29 mai, du 31 juillet 1917, du 31 janvier, du 18 avril 1918 interdisent la sortie de divers produits (2). Des décrets successifs inter-

(1) Voir pages 42 et 48 du tome 52 du bulletin du Ministère des Finances. Année 1917.

du Ministère des Finances. *Op. cit.*

(2) On trouvera ces divers textes à leur date au bulletin de statistique

disent la sortie des machines agricoles (Décret du 27 mai 1917) des soies et soieries (22 juin 1917) des bois de chauffage (Décret du 4 juillet 1917) de la magnésie et du carbonate de magnésie (Décret du 17 août 1917) des algues, lichens mousses et varechs (7 septembre 1917) des écailles d'ablette (28 décembre 1917).

On abroge ensuite les dispositions de divers décrets antérieurs qui avaient apporté des dérogations aux prohibitions de sortie en ce qui concerne le charbon (Décret du 13 décembre 1917) les peaux de lapin brutes (27 décembre 1917) le phosphate de chaux (14 janvier 1918) l'hypo-sulfite de soude (18 janvier 1918) le café et le cacao (26 février 1918) le sel marin, de saline et le sel gemme (15 juin 1918).

Tandis que quelques décrets autorisent l'exportation à destination de certains pays de divers produits comme les soies ouvrées ou moulinées non teintées et les confections en tissu de soie (4 juillet 1917) ou encore de la magnésie et du carbonate de magnésie (9 août 1917) d'autres décrets, au contraire, abrogent les dispositions libérales que des décrets avaient données pour l'exportation dans les pays alliés des plaques et des enveloppes et du papier photographique, par exemple.

Il faut signaler les divers accords commerciaux que la France a passés avec ses voisins, et qui au milieu des mesures diverses d'ordre général, qu'avait prises le gouvernement, viennent faire un régime exceptionnel pour certaines marchandises en provenance ou en direction de certains pays.

Un accord du 24 août 1917 avec l'Angleterre établit que les prohibitions d'entrée établies dans chacun des deux Etats contractants sont levées pour les importations provenant de l'autre pays. S'il n'y a pas d'exceptions à cette règle en ce qui

concerne nos exportations en Angleterre, au contraire, un grand nombre de restrictions concernant principalement les tissus de laine, de coton, de jute, les savons, les bougies et chandelles sont imposées aux importations anglaises. Nous basant sur le coup terrible porté à nos capacités productrices, nous avons fait valoir à l'Angleterre la nécessité de maintenir et de développer nos exportations et d'améliorer notre balance commerciale avec elle.. Se rendant à nos raisons elle nous avait donné pleine et entière satisfaction.

Un accord avec l'Italie du 30 mai 1917 permet à de nombreuses marchandises italiennes de pénétrer librement en France ou jusqu'à concurrence d'un certain contingent d'ailleurs assez élevé. Un régime réciproque est établi pour les marchandises françaises.

Des accords semblables sont conclus avec la Suisse (29 décembre 1917) avec l'Espagne (28 février 1918). Pour la Suisse il s'agit surtout de chocolat, d'articles d'horlogerie et de bijouterie, de broderies et de tissus de coton, de chaussures, de soieries et de fils de soie. Pour l'Espagne il s'agit principalement de vins, d'oranges, de liège. Ces deux pays nous ouvraient, en retour pour les achats que nous faisons chez eux des crédits qui nous étaient particulièrement avantageux par suite de la dépréciation subie par notre change.

L'observation des statistiques nous permet de conclure que ces accords n'ont pas ouvert une large brèche au régime des prohibitions. Avec le système des dérogations particulières il est probable que les entrées en France des marchandises anglaises, italiennes suisses ou espagnoles n'auraient pas été inférieures à ce qu'elles ont été avec le système des accords commerciaux. Mais il serait injuste de ne pas reconnaître

le gros avantage qui nous a été donné par ces traités en ce qui concerne soit les crédits mis à notre disposition, soit la liberté laissée à nos exportations.

En arrivant au terme de la politique de guerre, il nous suffit, pour être complets, d'indiquer qu'un régime spécial fut fait pendant la guerre : au blé, au pétrole, aux charbons aux sucres, au coton, au papier. Certains de ces produits nécessitèrent la création de commissariats généraux comme celui des essences, de bureaux comme le Bureau National des charbons, de conférences, comme celle des pétroles, de comités comme ceux de la laine, du chanvre, du lin, du jute, du coton, des aciers, d'offices comme celui du papier. Chaque régime exigerait une étude spéciale et nous ne pouvons même pas avoir la prétention d'esquisser les caractéristiques essentielles de chacun de ces systèmes. Cela nous mènerait trop loin et sortirait du cadre de notre étude.

D'ailleurs, beaucoup de choses ont été dites sur ces sujets qui ont inspiré quelques thèses de doctorat. (1)

Nous voilà arrivés au bout de la législation de la guerre. Nous avons essayé et nous nous rendons compte d'y avoir incomplètement réussi, de tracer le processus de cette politique commerciale de guerre. Nous avons pu y distinguer plusieurs périodes : la période que l'on pourrait appeler la période des premiers pas, de l'enfance : celle des prohibitions de sortie ; la période de l'adolescence : c'est celle des prohibi-

(1) *Rémy*. La question des sucres Paris 1920.

Nigary, la taxation française du blé de 1914 à 1917, ses conséquences. Lyon 1921.

Ledan, détermination des prix par l'autorité publique pendant la guerre. Paris 1919. La lutte mondiale pour le pétrole. *Lespagnol de la Trémerye*. Paris 1921 etc.

tions d'entrée, c'est l'avènement de la politique prohibitionniste, mais d'une politique qui cherche encore sa voie, d'une politique qui n'interdit encore que l'entrée des marchandises superflues, l'autre période enfin, celle de l'âge mûr dans laquelle la politique des interdictions d'entrée s'épanouit vivement en passant par diverses phases.

De ces distinctions que nous avons faites ou plutôt que l'ordre logique des faits nous a imposées il faut maintenant tirer une conclusion d'ensemble et essayer de donner un caractère précis à cette politique commerciale de guerre.

Cette politique imposée, nous l'avons dit, par les circonstances, cette politique de nécessité est marquée par un fort caractère de mercantilisme. Pourquoi ce retour au mercantilisme ?

M. Albert Aftalion nous en donne l'explication : « C'est que la guerre produisit en France, nul ne l'ignore, le double phénomène d'un énorme accroissement des besoins au moment où diminuaient les moyens de les satisfaire. La consommation s'amplifiait alors que se réduisait la production. D'une part, en effet, venait s'ajouter à la consommation née de la guerre, le besoin de matériel, d'équipements, de munitions, etc.

« D'autre part, en France, plus que partout ailleurs, avaient fléchi les moyens de production. Moins de bras, malgré l'appel au labeur féminin à cause des gros effectifs envoyés aux armées. Moins de capital après la perte de tout le puissant outillage des industries métallurgiques, textiles et autres du Nord et de l'Est. Moins de terre, par suite de l'occupation par l'ennemi des terrains à haut rendement du Nord, du Pas-de-Calais, et de la Somme, avec la main-mise alle-

mande sur nos belles mines de fer dans l'Est, de charbon dans le Nord. (1) »

Pour combler ce déficit il fallait bien s'adresser à l'extérieur d'où une augmentation sérieuse des importations corrélatrice à une importante diminution des exportations. Les excédents d'importation qui, en 1912, étaient de 1.518.000 fr. en 1913 de 1.541.000 fr. passent en 1916 à 14.425.000 fr. et en 1917 à 21.541.000 francs.

Le système protectionniste ne pouvait plus jouer ; le montant des droits prévus par les lois antérieures à la guerre n'était pas adéquate aux nouveaux prix, parfois quadruplés, pratiqués pendant le conflit.

A quoi bon d'ailleurs se servir d'un système dont le but est de protéger le marché national en limitant la concurrence étrangère alors que le but que se propose d'atteindre un tel système n'existe plus puisque, en effet, pour toutes les raisons exposées par M. Aftalion et que nous avons reproduites plus haut, il fallait logiquement avoir recours à l'étranger.

Le recours à la doctrine mercantiliste s'explique alors aisément. Il faut diminuer nos dettes vis à vis de l'étranger il faut sinon rendre favorable du moins améliorer la balance commerciale, améliorer la balance des comptes ; il faut laisser la disposition du tonnage aux marchandises vraiment indispensables. Et pour atteindre ces fins mercantilistes, ne permettre que l'entrée des marchandises strictement nécessaires, se servir en somme de la vieille arme mercantiliste, la prohibition, établir un système de priorité pour les trans-

(1) *Albert Aftalion, Revue d'Economie politique* 1919. La politique française en matière d'importation pendant la guerre, page 462.

ports de manière à donner l'avantage aux marchandises nécessaires à la défense nationale et au ravitaillement et hérissier d'obstacles le transport des autres marchandises, voilà les moyens dont on devait tout naturellement se servir.

Nous avons vu les raisons d'une telle politique nous avons vu ses armes, nous connaissons son but, quels sont maintenant ses résultats ?

En 1916 le chiffre des importations de luxe (tissus de toutes sortes, ouvrages en caoutchouc, en bois, pelleteries, papier, poteries, verres et cristaux, savons parfumés, couleurs et encres, horlogerie, bijouterie) atteignent 1482 millions de francs. Pour le premier semestre en 1917, 940 millions de francs; pour le deuxième semestre en 1917, 695 millions de francs; pour le premier semestre en 1918, 674 millions. Par conséquent, cette courbe descendante tend à prouver d'une façon indéniable que les prohibitions d'entrée ont joué d'une façon certaine mais il faut, en outre, tenir compte de la pénurie du tonnage maritime surtout après la recrudescence de la guerre sous-marine, de la difficulté des transports par voie ferrée, de la difficulté même pour l'étranger de produire des objets par suite du manque de main-d'œuvre, du manque de matières premières. Quoi qu'il en soit, il faut savoir reconnaître les bienfaits de ces prohibitions d'entrée qui ont aidé dans une large mesure à diminuer notre endettement et à relever notre balance commerciale.

Est-ce à dire que cette politique était désirable ?

Une telle politique, dangereuse et difficile à appliquer, n'est pas souhaitable mais il est des circonstances qui font loi, qui imposent en quelque sorte leur volonté. Les événements ont obligé nos gouvernants à agir de cette façon. Nul ne sau-

rait les critiquer. Les nécessités de la défense nationale les ont forcés à ces mesures, nous pensons qu'ils ne pouvaient agir d'une manière différente.

Constatons seulement que pendant la guerre on ne peut parler de protectionnisme, mais seulement de prohibitionnisme, de mercantilisme et, en examinant la législation qui a suivi la guerre il s'agit maintenant de se demander si ce mercantilisme a survécu à la guerre, si au lendemain de l'armistice on est revenu à l'état de choses antérieures, si, en somme, du mercantilisme on est revenu au protectionnisme. C'est maintenant le régime de l'après guerre qui va nous intéresser.

TITRE II

L'après Guerre et le Protectionnisme

CHAPITRE PREMIER

De l'armistice au traité de paix. Une période transitoire. Disparition presque complète des prohibitions et les Comités de dérogations. Les surtaxes ad valorem. L'admission temporaire.

Le 11 novembre 1918 l'armistice était signé. La mort avait cessé son œuvre, la vie allait reprendre ses droits. Les armes mises à bas, une autre lutte moins sanglante, mais tout aussi difficile, hérissée d'obstacles et de difficultés devait s'engager, la lutte économique. Etions-nous prêts pour l'affronter ? Le système adopté pendant la guerre pouvait-il suffire ? Nous ne le croyons pas. Et le gouvernement d'ailleurs va petit à petit revenir aux procédés d'avant guerre.

Les mois de novembre et de décembre ne voient paraître aucun décret, aucune loi sur la matière. Nous sommes, en effet, dans une période de liquidation. La plupart de nos soldats ne sont pas encore démobilisés, car l'armistice n'est que provisoire au point de vue juridique et avec les Allemands il faut toujours veiller. Une partie de nos troupes est en occupation — Ce n'est plus la guerre, mais c'est le commencement de l'après guerre, c'est le commencement de la résur-

rection. Les mesures de guerre s'appliquent durant cette période.

Pour arriver à un décret sur la matière il faut attendre celui du 20 janvier 1919 qui rapporte pour certaines marchandises la prohibition générale d'importation édictée par le décret du 22 mars 1917. La plupart des marchandises dont l'entrée était interdite pouvait entrer maintenant librement en France, à peu d'exceptions près. Cette mesure est d'ailleurs complétée bientôt par le décret du 20 mai 1919 qui rapporte pour un certain nombre de marchandises les prohibitions générales d'importation édictées par le décret du 20 mai 1917 et elle est confirmée et amplifiée par le décret du 20 janvier 1919 et par celui du 16 juin 1919 qui abroge la prohibition d'entrée en France des sucres étrangers.

En ce qui est des prohibitions de sortie elles furent révisées par un décret du 20 janvier 1919. Toutes les prohibitions de sortie que nous avons rencontrées tout le long de cette étude étaient levées sauf cependant pour certaines marchandises qu'énumérait le décret et qui étaient surtout indispensables au ravitaillement du pays et dont plusieurs constituaient des matières nécessaires à certaines de nos industries.

Le 13 juin 1919, l'*Officiel* publiait le décret fixant la liste des marchandises qui demeurent provisoirement prohibées à l'importation. 51 articles du tarif douanier restent seulement prohibés et ce nombre sera encore diminué par le décret du 7 juin 1919.

Toutes ces mesures devaient amener la disparition des divers Comités qui étaient chargés d'examiner les diverses demandes de dérogations. Cette disparition fut réalisée par le décret du 18 mars 1919.

L'arrêté du 16 avril 1919 institue le régime de l'admission temporaire en dérogation aux prohibitions d'entrée pour les produits étrangers des catégories prohibées en vertu de la loi du 6 mai 1916 qui sont destinés à être transformés, travaillés ou reconditionnés en France.

Des surtaxes *ad valorem* seront perçues sur les marchandises déjà taxées en vertu du décret du 14 juin 1919 en sus des droits spécifiques résultant de la loi du 11 janvier 1892 et des lois subséquentes.

Enfin, par un décret du 17 juin 1919, on rétablit les droits d'entrée sur l'avoine, l'orge et le maïs en grains.

Nous avons qualifié cette période qui va de l'armistice au traité de paix de période de liquidation ; pour le point de vue économique qui nous intéresse c'est surtout une période de transition. Le gouvernement cherche sa voie, et, par degrés, par étapes, il va revenir à un régime qu'on pourrait qualifier de régime de liberté partielle puisqu'il supprime presque toutes les prohibitions d'entrée et de sortie et avec elles les Comités des dérogations. C'est aussi dans cette période que sont prises les premières mesures qui marquent le retour aux mesures protectionnistes. La surtaxe *ad valorem*, le rétablissement de l'admission temporaire ne sont-ce pas là de vieilles connaissances ? Ne sont-ce pas les armes de l'arsenal protectionniste supprimées pendant la guerre. La période qui s'étend de l'amistice au traité de paix nous libère par conséquent de ce régime de prohibitions, qui rappelle tant le mercantilisme et elle nous laisse entrevoir pour un temps plus ou moins rapproché le retour aux procédés du protectionnisme ou plutôt du néo-protectionnisme d'avant guerre.

CHAPITRE II

Du traité de paix aux premiers jours de 1921. La lutte économique. Recrudescence des prohibitions d'entrée et de sortie. Les coefficients de droits de douane. Le relèvement des droits de majoration de douane. Quelques mesures protectionnistes. Que penser de cette période ?

Le Traité de paix signé à Versailles le 20 juin 1919 marque une nouvelle étape dans l'après-guerre. Au régime essentiellement provisoire de l'armistice devait succéder une régime définitif. Ce Traité, qui devait contenir la récompense des efforts héroïques et sanglants de quatre années de guerre et qui devait tant décevoir les espoirs qu'on avait mis en lui, ce traité marque cependant d'une façon décisive la conclusion de la plus épouvantable des guerres. On est en paix maintenant, on ne se bat plus et s'il faut tenir compte de l'encombrant voisinage de nos ennemis d'hier, on peut préparer la reprise des affaires, on peut songer à panser les blessures de notre pays, on peut s'adonner de tout cœur à la lutte économique et essayer de réaliser l'idéal pour lequel sont tombés 1.500.000 des nôtres. Essayons d'examiner dans cette dernière partie de l'après-guerre les mesures prises depuis cette journée mémorable où l'Allemand pliait l'échine devant ses vainqueurs assemblés dans le Palais des Rois jusqu'aux alentours de mars 1922, en tenant compte de la division de notre plan et en n'étudiant dans ce chapitre que les mesures qui

s'étendent jusqu'aux premiers jours de 1921 et dont les unes nous ramènent pour quelque temps les prohibitions mais dont les autres sont à tendance protectionnistes.

Débarassons-nous tout d'abord des prohibitions d'entrée et de sortie. Le décret du 12 juillet 1919 fixe la liste des marchandises prohibées à l'exportation et remplace le tableau annexé à celui du 13 mai 1919 par un tableau qui porte sur les animaux vivants, les produits et dépouilles d'animaux, quelques farineux alimentaires, quelques denrées coloniales de consommation, certaines boissons, certains métaux, etc.

On trouve successivement interdite la sortie du riz et des betteraves (décret du 20 août 1919) du lin brut peigné et en étoupes (décret du 19 décembre 1919), des traverses de bois dur pour chemin de fer (décret du 10 janvier 1920), des chiffons de coton neufs et des chiffons de laine (décret du 16 février 1920), des graines de trèfle (décret du 26 février 1920), du goudron de houille et des produits directs de sa distillation (décret du 2 mars 1920), des peaux brutes ainsi que des pelleteries brutes (décret du 4 mars 1920), des alcools d'industrie autres que les eaux-de-vie (décret du 17 avril 1920), des fontes (décret du 4 juillet 1920), des futailles vides en état de service (décret du 17 juillet 1920), des bois d'essence résineuse (décret du 4 mai 1920), des celluloïds et des fils de lin (décret du 17 mai 1920), des huiles minérales et de leurs dérivés (décret du 22 mai 1920), des bois perches et charbons de bois (décret du 27 mai 1920), de l'alcool méthylique brut, de l'alcool méthylique rectifié et de l'acétone (décret du 12 août 1920), des bois de noyer sciés à l'exception des placages (décret du 14 août 1920), des prunes,

des poires et pommes à cidre et à poiré (décret du 26 octobre 1920), du lait (décret du 8 janvier 1921).

A ces prohibitions de sortie une dérogation prévue par le décret et par l'arrêté du 22 mars 1920 relatifs aux dérogations aux prohibitions de sortie concernant les animaux des espèces chevalines, asine et mulassière. C'est là une dérogation importante qui s'explique d'ailleurs parfaitement par l'importance du trafic de notre élevage hippique avec l'étranger.

Les prohibitions d'importation sont régies par deux textes d'une importance capitale, le décret du 23 avril 1920 et la loi du 30 avril 1920. Le décret du 23 avril 1920 contient une liste très longue qui occupe plusieurs pages de l'*Officiel* et vise surtout à prohiber l'entrée des objets de luxe, qu'il s'agisse d'alimentation ou de luxe (volailles truffées, foies d'oie par exemple), de parures de tous genres (joailleries, parfumeries, plumes, tapisseries, etc), ou de tissus de luxe (bonneteries de soie, pelleteries, etc). Cependant l'article 2 du décret stipule que sont exceptées de la prohibition les marchandises importées en vue de la réexportation sous le régime de l'admission temporaire.

Ce décret, d'ailleurs, n'était destiné qu'à avoir une vie précaire puisque, 3 mois plus tard, il était rapporté par le décret du 22 juillet 1920 qui conservait seulement quelques-unes des prohibitions d'importation et relevait les coefficients des droits de douane afférents à certains articles.

La loi du 30 avril 1920 donne ou plutôt proroge les pouvoirs immenses du gouvernement en cette matière et maintient en vigueur jusqu'au 17 avril 1921 les dispositions de la loi du 6 mai 1916 prorogée jusqu'au 23 avril 1920 par l'ar-

ticle 12 de la loi du 30 décembre 1919, autorisant le gouvernement à prohiber l'entrée des marchandises étrangères ou à augmenter les droits de douane. Signalons qu'un arrêté du 15 avril 1920, porte à la fois dérogation aux prohibitions d'entrée et aux prohibitions de sortie en ce qui concerne les blés, froments destinés à la fabrication des semoules, des pâtes alimentaires et des biscuits sucrés pour l'exportation.

A côté de ces deux textes fondamentaux, citons dans cet ordre d'idées le décret du 12 juin 1920 prohibant l'importation en France et en Algérie des vins étrangers piqués, tournés, aigres ou avariés, celui du 8 novembre 1920 portant prohibition d'importation des poivres de provenance ou d'origine étrangère.

Voici, par conséquent, toute une série de mesures qui nous ramène aux prohibitions de la guerre.

A côté de ces prohibitions il y a les mesures à tendance protectionniste qui, après les quelques mesures prises aussitôt après l'armistice, marquent un pas de plus vers le retour au protectionnisme.

Il faut aussi noter un décret d'un grand intérêt pratique, celui du 8 juillet 1919, qui vient remplacer les surtaxes *ad valorem* par les coefficients de majoration des droits spécifiques. A ce décret est annexé le tableau des coefficients à appliquer au produit des droits de douane spécifiques résultant de la loi du 11 janvier 1892 et des lois subséquentes. Le coefficient varie pour chaque marchandise et il s'applique de la façon suivante indiquée par l'article 2 du décret : « Pour toute marchandise désignée au dit tableau, la liquidation des droits s'effectue en multipliant le montant de la taxe spécifique, due d'après le tarif des douanes, par le coefficient

propre à cette marchandise et le produit ainsi obtenu représente la somme à acquitter. »

Certains de ces coefficients de majoration prévus par ce décret du 8 juillet furent modifiés par la suite dans le sens d'une augmentation.

Ce fut l'objet des décrets du 26 février 1920 pour les produits chimiques, les teintures préparées, les couleurs et la dynamite, du 27 mars 1920 pour les mouvements de montre sans boîtes, les fournitures d'horlogerie et les chapeaux, du 29 mars 1920 pour la cire blanche, les ouvrages dorés ou argentés; les poteries et autres ouvrages en étain, les ouvrages en nickel, la carrosserie, etc, du 12 avril 1920 pour les cuirs, l'acier fin, pour les bijoux, les tapis de laine pure, le papier sulfurisé ou simili sulfurisé, du 21 avril 1920 pour les bonneteries de coton et les chapeaux de feutre de laine, du 22 avril 1920 pour les levures de bière, les poteries réfractaires, les presses et machines à imprimer pour la typographie.

D'autres décrets ont institué des coefficients de droits de douane pour des articles qui en avaient été exempts jusqu'ici. Le décret du 5 novembre 1920 porte institution de coefficients de majoration des droits de douane en ce qui concerne les raisins, les mistelles et les vins. Ceux du 11 janvier 1921 et du 2 février 1921 font de même en ce qui concerne divers articles qu'il serait fastidieux d'énumérer.

Les droits de douane avaient été supprimés sur de nombreuses marchandises pour des raisons que nous avons vues chemin faisant. Petit à petit, ces droits vont être rétablis. C'est d'abord un décret du 12 mars 1920 qui rétablit les droits d'entrée sur le coton hydrophile, c'est ensuite le texte

du décret du 3 mai 1920 qui rétablit pour les importations qui en étaient affranchies les droits d'entrée sur certaines marchandises, c'est encore celui du 27 mars 1920 qui rétablit les droits de douane sur les graines de betterave, c'est enfin le décret du 18 décembre 1920 qui rétablit les droits d'entrée sur les ponts et pièces de ponts métalliques.

Un décret du 23 décembre 1919 modifie dans le sens d'une augmentation les droits d'entrée applicables aux voitures automobiles. Une surtaxe d'entrepôt est établie sur le nitrate de soude par un décret du 13 mai 1920.

Enfin, un décret du 5 novembre 1920 autorise la taxation *ad valorem* des médicaments composés non dénommés d'origine étrangère, importés en France.

Disons enfin, en terminant, que la loi de Finances du 25 juin 1920, qui a établi l'impôt sur le chiffre d'affaires, prévoit une disposition spéciale pour les importations, sur lesquelles elle établit une surtaxe.

« L'impôt sur les importations, dit la loi, sera majoré d'un pourcentage égal à la taxe sur le chiffre d'affaires lorsque le vendeur français ou étranger n'a ni le siège de son commerce ni une succursale en France et par suite ne paie pas la taxe sur le chiffre d'affaires. »

Toutefois, la majoration ne s'applique pas aux produits facturés quand le vendeur est établi au pays d'origine. Cet impôt sur les importations est un véritable impôt de douane.

Dans l'esquisse rapide que nous venons de faire, il nous a été facile de dégager le caractère des diverses mesures prises par le Gouvernement pendant la fin de l'année 1919 et pendant toute l'année 1920. Que conclure de tout cela ?

Il peut paraître étrange que, à un moment où on était en droit de songer à la lutte économique, on établisse des prohibitions de sortie. Et cependant cela n'a rien que de très naturel. Nous avons supporté le poids le plus lourd de la guerre, nos départements les plus riches sont complètement dévastés. Il faut reconstruire, on veut réserver à cette reconstruction ce dont nous pouvons disposer sur notre territoire. Il faut assurer le ravitaillement de la population, et il est naturel qu'on réserve à l'alimentation nationale nos propres produits. Il faut aussi assurer à notre industrie certaines matières premières dont elle a un besoin indispensable. Toutes les marchandises sont rares sur le marché national ; il faut conserver tout ce que l'on peut y trouver à la consommation nationale. Ça n'est pas seulement une question de patriotisme, c'est une question d'économie politique. En effet, notre monnaie est dépréciée par le change et c'est à prix d'or que s'effectuent nos achats à l'étranger ; pour limiter notre endettement vis-à-vis de l'étranger il faut, par conséquent, comme nous l'avons dit plus haut, y faire le moins d'achats possibles. C'est un premier point par lequel s'expliquent les prohibitions de sortie, mais il y a plus encore. On craint que les anglais, les américains dont le change ne nous est pas favorable, ne viennent s'approvisionner chez nous à des prix si avantageux que les cours s'en trouvent faussés par la concurrence faite à notre commerce sur notre propre territoire ; ce serait une cause nouvelle de la hausse du « prix de la vie ». Par conséquent « réserver à la consommation nationale la totalité de la production nationale, travailler à rendre moins défavorable la balance commerciale, ne pas créer une cause

nouvelle de « vie chère » ce sont, semble-il, les raisons qui ont présidé à cette mesure des prohibitions de sortie.

Pour les prohibitions d'importation il suffit de reproduire ici une partie du rapport fait au Président de la République pour la signature du décret les établissant. Ce rapport constate tout d'abord que pendant l'année 1919 la valeur de nos importations s'est élevée à près de 30 milliards de francs tandis que celle de nos exportations atteignait à peine 7 milliards et il fait observer que cette énorme disproportion est la cause prépondérante de l'affaissement de notre change puis il s'exprime textuellement ainsi :

« L'analyse des chiffres ci-dessus fait ressortir qu'en 1919 et par comparaison avec 1913, les entrées de denrées d'alimentation et d'objets fabriqués ont respectivement augmenté en tonnage de 26 0/0 et de 10 0/0; en valeur de 374 0/0 et de 378 0/0. Quant aux matières nécessaires à l'industrie pour un tonnage diminué de 20 0/0, elle ont accusé en valeur un accroissement de 167 0/0.

« Mais c'est à la sortie que l'inflation des valeurs apparaît de la manière la plus saisissante alors que, par rapport à 1913, le tonnage de nos exportations en 1919 fléchissait de 74 0/0 (c'est-à-dire des $\frac{3}{4}$) la valeur correspondante (8.713 millions) dépassait de 183,3 millions, soit de 26 0/0 la valeur de 1913 (6.800 millions) ».

« La balance commerciale, constate-t-on, ne s'est pas sensiblement améliorée durant les trois premiers mois de 1920, par comparaison avec la période correspondante de 1919. Il y a bien une plus value sérieuse à l'exportation (3384 millions contre 1181 millions), mais la valeur des importations s'est elle-même relevée (7767 millions contre 6343 millions)

l'écart est encore considérable, il s'élève au chiffre de 4.38,3 millions pour les 3 mois envisagés. Le résultat en est que le cours des marchandises a encore haussé et que le change est dans un état déplorable.

« Les exportations ne pouvant malheureusement reprendre avec assez d'intensité tant que la production nationale restera déficitaire et la persuasion demeurant impuissante à restreindre les achats à l'étranger il est indispensable de recourir à des mesures prohibitives pour réduire nos importations. D'autres pays, dont la situation économique est moins précaire que celle de la France, ne se sont-ils pas imposés des restrictions de ce genre ?

« Imposons-nous les si nous voulons obtenir au dehors les crédits nécessaires à l'achat des denrées alimentaires et des matières premières indispensables. D'ailleurs les prohibitions frappent surtout les produits dont on peut se passer.

« L'étude à laquelle ont procédé à cet égard les départements ministériels intéressés, a démontré la nécessité d'interdire l'entrée de toute une série d'articles de luxe ou de fantaisie et de produits non indispensables qui ne seraient admis à l'importation qu'à charge d'être réexportés dans un délai déterminé, après avoir subi en France une main-d'œuvre complémentaire ou conditionnellement. »

Il est évidemment très regrettable, deux ans après la guerre, d'en être réduit, dans un pays victorieux, à des mesures qui sont surtout des expédients, des palliatifs. En France on est franchement individualiste, on a en horreur le contrôle **de l'Etat**. On avait mal supporté les prohibitions pendant la guerre, on était encore plus mal disposé contre elles, après la victoire. Aussi de véhémentes protestations se firent en-

tendre dans le monde du commerce. On discutait l'efficacité des prohibitions d'entrée et on déclarait préférer la majoration des coefficients de droits de douane qui, s'ils avaient pour effet, en vertu de la loi de l'incidence, de hausser le cours de la marchandise avaient, au moins, le mérite de n'en pas empêcher la vente. Les réclamations eurent gain de cause et trois mois après qu'on eût établi les prohibitions d'entrée, un décret vint les supprimer presque toutes et les remplacer par des coefficients de droits de douane.

Nous avons noté aussi plusieurs mesures à tendance nettement protectionniste, ce sont là des mesures isolées, des mesures sous lesquelles on sent certainement l'hésitation, les tergiversations. On invente au gré des circonstances. On ne peut dire que 1920 ait marqué un point important dans l'évolution qui nous intéresse. Pas de politique commerciale nettement arrêtée. On essaie de réduire notre dette vis à vis de l'étranger et pour cela on a recours aux plus empiriques des mesures, on ne s'occupe que du moment présent, on n'a pas l'air de vouloir songer à l'avenir. Ne se sentant pas soutenu, marchant à l'aveuglette sans direction, sans savoir « où l'on va », le commerce ne commettra-t-il pas des erreurs graves qui lui feront transgresser les règles de l'économie politique qu'on ne passe jamais en vain. On vend cher, à des prix exorbitants, c'est la période de prospérité, prélude indispensable de toutes les crises. (1)

Tout d'un coup, c'est alors la crise commerciale dans toute son horreur, crise qui a commencé en 1921 et qui n'est pas

(1) Voir Juglar. Les crises économiques.

encore terminée, crise que ne méritait pas l'héroïsme de notre pays. Est-ce que cette crise, résultante de nombreuses causes, ne peut pas s'expliquer un peu par le silence du gouvernement sur les projets d'avenir économique. Est-ce que l'ignorance totale dans laquelle était le commerce français de la politique qui devait mener le gouvernement n'a pas empêché dans une certaine mesure le commerçant, dont le rôle essentiel est de supputer les besoins, de deviner un peu le lendemain, est-ce que cela ne l'a pas empêché de jouer ce rôle en toute liberté et en toute connaissance de cause ? Ce sont autant de points d'interrogation qui exigeraient de longs développements qui sortent du cadre de notre étude.

Est-ce à dire cependant que le Gouvernement pouvait agir autrement qu'il ne l'a fait. Il faut attendre un certain temps, il faut avoir un certain recul pour discuter de ce point. Nous croyons que les difficultés de la paix, et les nécessités de l'après-guerre justifient la plupart des mesures prises. Ce que nous reprochons aux pouvoirs publics ce n'est pas même l'absence d'une politique précise, c'est seulement de ne pas avoir laissé entrevoir les possibilités d'une politique commerciale adéquate aux résultats de la guerre.

CHAPITRE III

Du commencement de 1921 à mars 1922. Retour au protectionnisme. Augmentation des droits de douane, des coefficients de majoration, rétablissement de certains droits supprimés. Levée de plusieurs prohibitions de sortie. Etablissement de droits de sortie. Prorogation de la loi du 6 mai 1920. Triomphe de l'opportunisme.

Cette dernière période est marquée par un retour progressif au régime d'avant-guerre. On revient aux principes posés par les lois de 1892 et 1910 mais on tient compte des nouvelles conditions économiques, de l'augmentation du prix de la vie et les droits subissent des majorations proportionnelles et adéquates à l'augmentation de la valeur de toutes les marchandises. Certains droits, supprimés pendant la guerre, sont rétablis, certaines prohibitions de sortie sont levées, mais des droits de sortie sont établis à leur place. C'est ce tableau qu'il nous faut dresser dans le détail.

Un décret du 20 juin 1921 rétablit les droits d'entrée sur les chevaux autres que ceux destinés à la boucherie, les ânes et les mulets et sur les tourteaux.

L'importation des broderies est prohibée par un décret du 29 février 1921.

Successivement sont levées les prohibitions de sortie des pommes et poires à cidre (décret du 23 août 1921), des huiles

de pétrole (décret du 17 septembre 1921), du bauxite (décret du 11 octobre 1921), des chevaux (décret du 22 octobre 1921).

Un décret du 5 août 1921 établit la liberté d'exportation des volailles mortes et institue un droit de sortie sur ces produits et un décret du 29 septembre 1921 établit les mêmes règles pour les beurres et fromages autres que les fromages à pâte ferme. A la suite d'ailleurs de pressantes démarches de la Fédération Nationale des Syndicats d'expéditeurs de volailles, beurre et œufs, ces droits ont été réduits à un taux très inférieur qui permettra de reprendre les relations avec l'étranger, relations que ces droits de sortie exorbitants rendaient difficiles.

Certains décrets substituent pour certaines marchandises les taxes *ad valorem* à la taxation spécifique. C'est là le but des décrets du 14 octobre 1921 en ce qui concerne les vitrifications, les perles en verre, les pierres à bijoux en verre, etc., du 26 octobre 1921 pour les dents artificielles, pour les tissus de lin, les instruments de musique, du 15 octobre 1921 pour le malt.

Le décret du 12 octobre 1921 lève la prohibition d'importation sur les poivres introduits sous le régime de l'entrepôt et le transit.

Mais les deux grandes mesures qui marquent cette période et qui caractérisent toute la législation d'après-guerre sont sans conteste les décrets du 28 mars 1921 et du 27 juin 1921. Le premier relève les droits du tarif général des douanes à l'importation.

Ce serait un intéressant travail de faire le parallèle entre les droits prévus par la loi de 1892 et ceux qu'établit le décret

du 28 mars 1921. Mais ce parallèle tiendrait une place trop grande dans cette thèse et l'allongerait démesurément. Nous l'avons fait pour notre édification personnelle mais il est pratiquement impossible, dans un cadre aussi restreint que celui-ci, de donner le résultat de nos observations. C'est chaque matière qu'il faudrait reprendre l'une après l'autre pour constater l'importance de l'augmentation qui varie selon les marchandises, qui dans certains cas est infime pour être considérable dans d'autres cas. On peut poser en principe que l'augmentation est adéquate à chaque marchandise, qu'elle est en rapport avec l'augmentation du coût de la vie.

Ce qu'il est plus intéressant d'indiquer — et c'est là qu'est la grosse augmentation — c'est l'importance des coefficients de majoration, qu'ont organisés le décret du 29 juin 1921. De nos constatations il semble résulter que, dans la plupart des cas, et en moyenne, le coefficient appliqué est de 3, ce qui signifie que le droit sur l'objet auquel il s'applique est augmenté de 200 0/0 sur le régime de 1892.

Mais si ce coefficient 3 est le plus souvent appliqué, il est des objets pour lesquels le coefficient est de 5, c'est le cas des chapeaux de feutre de laine, dressés et garnis, de 6, c'est celui des tulles unis, de 9, c'est celui des articles de parfumerie. Par conséquent, le tarif minimum a doublé presque sur tous les objets l'ancien tarif maximum et pour certains l'a dépassé de 8 fois. Ce tarif indique par conséquent d'une façon très nette la volonté de conserver le régime de protection d'avant-guerre, qu'a le législateur ou plutôt le gouvernement, mais il est vrai qu'en l'occurrence le gouvernement a reçu pleins pouvoirs du législateur puisque la loi du 6 mai 1916, autorisant le gouvernement à modifier les droits de

douane, a été prorogée jusqu'au 1^{er} janvier 1923. Un grand nombre de décrets qui suivent ce décret du 28 mars modifient quelque peu ce régime, soit en modifiant le tableau des coefficients de majoration, soit en établissant les majorations sur des marchandises qui jusqu'ici en avaient été exemptées.

C'est ainsi que le décret du 28 juin 1921 porte majoration des droits de douane en ce qui concerne les céréales et leurs dérivés, les sucres et produits sucrés. C'est le coefficient 2 qui est le plus souvent appliqué; le coefficient 3 est très rarement usité.

Le décret du 21 août 1921 établit des coefficients de majoration qui varient de 2 à 6 pour le bois, le feuillard, la terre d'infusoire et certains produits chimiques.

Celui du 29 décembre 1921 modifie le tableau des coefficients de majoration des droits de douane pour les épingles, clous, etc., etc., celui du 30 décembre 1921 pour certaines catégories de tissus de soie et les tubes de fer en acier abouti ou sans soudure, celui du 9 janvier 1922 pour certaines huiles, celui du 12 janvier 1922 pour les graines de betteraves.

Enfin, une loi du 29 décembre 1921 ramène de 70 à 45 0/0 de la valeur le taux du droit d'entrée applicable aux voitures automobiles pesant 2.500 kilg. et moins et aux pièces détachées de ces véhicules.

Telle était au début de mars la situation nette et définitive. Les décrets pris pendant cette dernière période semblent indiquer un retour au protectionnisme d'avant-guerre et d'ailleurs ce besoin, plus cette nécessité de protectionnisme, s'explique très bien. Dans les circonstances actuelles la liberté des frontières est impossible. Trop d'industries ont été bouleversées par la guerre dans notre pays pour être en état de

soutenir par elles-mêmes une lutte inégale avec l'étranger.

Mais cette politique rappelle singulièrement l'opportunisme de la guerre. Notre législation douanière ressemble singulièrement à la législation de la guerre, on peut dire que la devise du gouvernement semble être en cette matière « opportunisme ».

Si on en doutait un seul instant il suffirait de se rappeler la loi du 6 mai 1916 qui a été prorogée le 1^{er} janvier dernier jusqu'au 17 janvier 1923 et qui, en autorisant le gouvernement à modifier (on ne dit plus augmenter) par décret les coefficients de majoration en vigueur, proroge les pouvoirs de la Commission qui s'attache à ajuster les coefficients aux variations de la situation des différentes industries nationales de manière à faire jouer aux droits douaniers un rôle de compensation mettant la concurrence à égalité. Cette prorogation, M. Néron, dans le rapport qu'il faisait sur cette question au nom de la Commission des Douanes, la justifiait ainsi :

« Les circonstances qui ont justifié la prorogation édictée par la loi du 30 décembre 1920 existent toujours. La situation économique est loin d'avoir retrouvé son équilibre normal et la crise des changes est toujours aiguë; il est indispensable de mettre notre industrie à même de soutenir la concurrence de rivaux étrangers qui ont l'avantage énorme de pouvoir se procurer le combustible à des prix très inférieurs à ceux pratiqués en France et d'utiliser une main-d'œuvre beaucoup moins onéreuse. Cette situation doit être suivie très attentivement pour que, par des mesures appropriées, le droit de douane puisse continuer son rôle protecteur. Mais — et nous insistons sur ce point — pour faire face efficacement et sans délai aux circonstances exceptionnelles qui pourraient

entraver la reprise de l'activité économique, il importe que les décisions prises à cet effet soient réalisées par décrets; cette procédure rapide peut seule, en outre, faire obstacle aux spéculations qu'une publicité prématurée des mesures à prendre ne manquerait pas de provoquer! »

C'est le régime du bon vouloir et nous avons toujours eu peur des innombrables dangers que présente un tel régime. Il était à craindre que cette prorogation de la loi de 1916 ne soit le signe avant-coureur d'un relèvement général des taxes de douanes et que cette Commission ne soit pas toujours documentée d'une façon précise pour pratiquer à bon escient cette politique d'opportunisme si difficile à manier.

Un rédacteur du *Soir* est allé interviewer à ce sujet un haut fonctionnaire de la Direction générale des douanes qui lui a apporté quelques paroles d'apaisement. (1)

Ce haut fonctionnaire se serait exprimé ainsi :

« Si vous avez pensé qu'il s'agissait de préparer un relèvement général des taxes de douane, détrompez-vous. Telle n'est pas l'intention du gouvernement et l'aurait-il que le Parlement mettrait certainement un obstacle à la réalisation d'une semblable politique en refusant de ratifier les décrets. N'oublions pas, en effet, que la loi nouvelle a réservé le droit de contrôle parlementaire. »

« Vous me demandez qui se trouve être appelé à discerner l'opportunité des mesures douanières. C'est évidemment la Commission de révision et les pouvoirs publics. Mais ne craignez pas que les décisions soient prises à la légère.

« Les intéressés sont toujours consultés. Bien mieux, depuis que ce système est en vigueur, voici comment il fonction-

(1) *Le Soir*. 7 janvier 1922. R. L. La législation douanière.

ne : la Direction des Douanes reçoit les demandes des industriels et de leurs groupements corporatifs sur les modifications à apporter au régime établi. La Commission étudie ces vœux, reçoit les délégués qui les présentent, écoute leurs arguments, les discute au besoin, puis entreprend une étude personnelle sur le point soulevé et enfin fait son rapport. Celui-ci est transmis aux départements ministériels dont la question dépend, qui l'étudient à leur tour, se mettent d'accord et élaborent un décret qui est soumis à la signature du Président de la République et à l'approbation des Chambres qui peuvent y apporter des changements. Aussi toutes les garanties imaginables sont prises contre les possibilités de fautes et il serait bien difficile, convenez-en, de trouver une procédure plus sûre. »

Si dangereux que soit ce régime du bon vouloir il est peut-être nécessaire dans cette période de l'après-guerre, qui est une période de liquidation, mais pour que ce bon vouloir ne s'exerce pas à la légère et surtout pour qu'il ne vienne pas fausser les échanges il serait utile que les mesures douanières soient prises suffisamment à temps pour que les commerçants aient tout le loisir de prendre leurs précautions ; il serait surtout utile que ces mesures n'aient pas d'effet rétro-actif et que les majorations de droits de douane, instituées par décret n'affectent pas les affaires conclues pour lesquelles il sera prouvé qu'il y a eu, avant la promulgation du décret de majoration, commencement d'exécution par règlement d'ac-comptes, provision de devises étrangères ou autrement. Nous sommes d'ailleurs là dessus d'accord avec l'Assemblée des présidents de Chambre de Commerce de France qui, dans sa séance du 6 mars 1922, adoptait un vœu précisément semblable.

Par conséquent acceptons cette politique d'opportunisme puisqu'elle semble imposée par les circonstances, mais souhaitons qu'elle disparaisse le plus tôt possible car le régime du bon vouloir, que ce soit sur le terrain politique ou économique, est toujours une arme dangereuse dans les mains d'un gouvernement.

Mais nous devons à l'impartialité de dire que de cette grande liberté qui lui est donnée pour conduire la politique commerciale de la France, le Ministre du Commerce ne fait pas un mauvais usage. Depuis janvier 1921 qu'il est au pouvoir, M. Dior suit une politique nette et il ne s'égare jamais de la route qu'il s'est tracée. Les circonstances imposent la protection et bien que nos tendances personnelles soient plutôt tournées vers le libre échange, nous reconnaissons bien volontiers que ce libre échange n'est pas possible dans les circonstances actuelles et que la politique suivie par les Bureaux de la rue de Grenelle sous l'impulsion de M. Dior, est la seule politique possible à l'heure actuelle. Ce que nous admirons surtout dans cette politique du Ministère de Commerce c'est la fermeté et la continuité de vues que comporte chacune des décisions. Quelle que soit l'opinion qu'on puisse avoir, il faut avouer très loyalement que c'est déjà un sérieux progrès de se rendre compte exactement des tendances de ceux qui gouvernent et que c'est un précieux élément de ne pas travailler comme autrefois, dans l'inconnu, à l'aveuglette, de savoir, en un mot, où l'on va...

On peut dire, sans hésiter, que le régime de 1922 ressemble beaucoup à celui de 1892 et par conséquent à celui de 1914. C'est le système du protectionnisme qui semble avoir pris le dessus.

CHAPITRE IV

La France et ses relations avec l'étranger. La situation en 1914. La loi du 29 juillet 1919. Les rapports de la France avec le Canada. Les conflits franco-espagnol et franco-italien. Les relations franco-anglaises, franco-américaines et franco-russes.

Nous n'aurions donné qu'une idée très incomplète de l'évolution du « protectionnisme dans les faits » si nous laissions de côté la question des relations de la France avec l'étranger, c'est précisément cette lacune que nous voulons combler dans ce chapitre mais nous ne dirons rien du problème des relations franco-allemandes que nous n'examinerons qu'à la fin de notre étude.

En 1914 ces relations étaient assurées pour la plupart des pays par des conventions commerciales. Ces conventions commerciales étaient d'ailleurs prévues par la loi de 1892. Le législateur de cette époque avait posé comme principe que la France ne devait plus accorder aux pays contractants que son tarif minimum toujours modifiable, en ne s'engageant que pour un an au maximum. La règle a subi des entorses et peu à peu on est venu à créer un régime bâtard qui ne tenait ni de l'ancien système des traités de commerce avec tarifs annexés et à durée déterminée ni du système de 1892.

Les conventions souscrites par la France n'étaient pas toutes du même modèle. Les unes ne contenaient que la concession réciproque du traitement de la nation la plus favorisée, d'autres contenaient l'abaissement des droits de douane, mais si elles différaient par le traitement imposé elles se ressemblaient par ce point commun, que, pour cesser leurs effets, elles devaient être dénoncées.

Rappelons rapidement ces conventions pour bien marquer le régime qui était celui de la France en 1914.

Elles peuvent être rangées en trois catégories, les conventions avec les ennemis, avec les alliés et avec les neutres.

Nos relations avec l'Allemagne étaient assurées par l'article XI du traité de Francfort, avec l'Autriche-Hongrie par la Convention du 18 février 1884, avec la Bulgarie par la Convention du 13 janvier 1906, avec la Turquie par les traités du 25 juin 1802 et du 25 novembre 1838. Toutes ces conventions, tous ces traités sont devenus caducs par l'effet même de la guerre. Nous ne les citons que pour mémoire.

Avec les Alliés, nos relations commerciales étaient assurées de façon diverse.

Avec la Grande-Bretagne la Convention du 28 février 1882 consacrait le bénéfice, de part et d'autre, du traitement de la nation la plus favorisée entre toute autre matière que les tarifs de douanes.

Une loi du 27 février 1882 a admis les marchandises anglaises au bénéfice des tarifs les plus réduits. C'est d'ailleurs là une concession toujours révocable que pouvait annuler une nouvelle loi. Les marchandises françaises étaient soumises dans la Grande-Bretagne au tarif autonome commun à toutes les provenances.

Il n'y avait aucune convention avec la Belgique. Seuls des actes gouvernementaux, révocables à tout instant, assuraient l'application de part et d'autre du traitement de la nation la plus favorisée.

C'est la Convention du 16 septembre 1905 qui établissait nos relations avec la Russie. Cette convention avait pour but de consolider certains droits de notre tarif minimum. D'autre part, les deux pays s'assuraient le bénéfice mutuel du traitement de la nation la plus favorisée.

Une Convention du 16 mars 1907 avec la Roumanie comprenait également les consolidations de droits de notre tarif minimum et pouvait être dénoncée avec préavis d'un an.

Avec la Serbie, la Convention du 5 janvier 1907 était basée sur le traitement de la nation la plus favorisée, et était exécutoire jusqu'au 31 décembre 1917.

Les rapports franco-italiens étaient réglés par un accord commercial du 21 novembre 1898 qui avait réduit certains droits du tarif douanier conventionnel italien. Le traitement de la nation la plus favorisée était appliqué de part et d'autre, exception faite pour les soies et soieries.

Les relations franco-portugaises, basées sur le traitement de la nation la plus favorisée, se trouvaient réglées dans le *modus vivendi* du 17 février 1911, dont les effets pouvaient prendre fin moyennant dénonciation trois mois d'avance.

Enfin, la Convention du 14 août 1911, basée sur le traitement de la nation la plus favorisée, et à laquelle était annexé un protocole qui fixait les droits de certains articles, établissait les relations franco-japonaises.

Il nous reste à voir les conventions conclues avec les neutres.

C'est, sans conteste, la Convention du 26 octobre 1906 avec la Suisse qui était la plus importante, car elle comporte des réserves pour 54 articles de notre tarif minimum. La France était liée pour ces 54 articles et la convention devait rester en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année après la dénonciation.

Le traitement de la nation la plus favorisée était établi avec l'Espagne dans le *modus vivendi* du 29 novembre 1906 qui devait d'ailleurs être révocable après un préavis de 2 mois. C'est exactement le même traitement qu'établissaient les arrangements du 2 décembre 1906 avec la Suède et du 20 février 1909 avec la Norvège.

C'est aussi le traitement de la nation la plus favorisée qui était à la base de nos relations avec les Pays-Bas, le Danemark et la Grèce, mais cette fois on peut dénoncer ces diverses conventions sans être tenu à aucun préavis.

La Convention avec la République Argentine du 19 août 1892, avec le Canada du 23 janvier 1909 admettaient le même régime que les précédentes conventions mais exigeaient un préavis d'un an.

Enfin une Convention, qui ne fixait aucune durée, était passée avec les Etats-Unis dont les marchandises se voyaient concéder le tarif minimum à leur entrée en France.

Ces diverses conventions avaient toutes un but commun : c'était de restreindre les effets trop absolus du régime de la loi de 1892. En accordant certaines facilités à l'étranger pour l'entrée en France de certaines marchandises nous obtenions des concessions pour nos produits et nous aidions ainsi à l'exportation. Ces conventions étaient autant d'exceptions au tarif général et elles servaient surtout à donner à certains produits l'avantage du tarif minimum.

La nouvelle situation économique créée par la guerre, la nécessité où nous nous trouvions à la fin des hostilités de redonner un nouvel essor à notre production anéantie par la guerre nous permettaient-elles de conserver le régime établi par ces conventions de commerce relativement à nos relations avec les autres nations ? Le gouvernement ne l'a pas pensé ; il a estimé qu'au lendemain de la guerre il devait être libre d'adapter la politique économique de la France aux circonstances nouvelles et qu'il devait conserver la maîtrise de ses tarifs. C'est pourquoi, encouragé d'ailleurs par les avis de certains économistes, par les vœux de certaines associations industrielles et commerciales, que nous étudierons d'ailleurs quand nous verrons la doctrine, le Gouvernement français a dénoncé toutes les conventions commerciales qui liaient la France à l'étranger ; la France avait donc reconquis sa liberté ou plutôt l'acquerrait d'une façon complète au commencement de 1922, quand les diverses conventions dénoncées viendraient à échéance.

Comment la France se servirait-elle de cette liberté ? Comment orienterait-elle sa politique ? Le gouvernement pouvait-il faire de nouvelles conventions commerciales sur des bases adéquates aux circonstances ?

Précisément une loi d'un intérêt économique considérable fut promulguée à ce sujet le 29 juillet 1919. Elle avait pour but de fixer les conditions dans lesquelles le Gouvernement est autorisé à négocier les conventions de commerce et ces conditions l'article unique qui constitue la loi les énumère ainsi :

« Le Gouvernement est autorisé à négocier avec les pays étrangers pour une durée déterminée la concession de réduc-

tions de droits sur le tarif général, calculées en pourcentage sur l'écart existant entre ce tarif de droit commun et le tarif minimum.

« Les réductions accordées dans ces conditions pourront, en échange d'avantages corrélatifs, être mises provisoirement en application par décrets rendus en Conseil des Ministres. Dans ce cas, les accords conclus devront être soumis à la ratification des Chambres immédiatement si elles sont réunies, sinon dès l'ouverture de la session suivante.»

Point n'est besoin d'insister longuement, semble-t-il, sur les conclusions à tirer du vote d'une telle loi dans de telles circonstances. Cette loi tend, en somme, à permettre au Gouvernement de rompre avec l'intransigeance du système de 1892. Nos négociateurs auront un instrument plus souple entre les mains et ils pourront limiter les réductions aux produits que tel ou tel pays peut exporter.

Ce régime permettra aussi au Gouvernement de conserver la maîtrise de ses tarifs, ce qui semble d'ailleurs être le but essentiel de sa politique. C'est ce que montre M. de la Trémoille qui est un spécialiste des questions douanières et qui, chargé par la Commission des douanes de la Chambre des Députés, du rapport sur le projet de loi qui est devenu la loi du 29 juillet, s'exprimait ainsi :

« Malgré ce nouvel état de choses nous conserverons la maîtrise de nos tarifs. Il s'agit, en effet, non de fixer des droits dont les chiffres seront inscrits dans des accords mais seulement d'arrêter le pourcentage d'une réduction du tarif général, 10 o/o, 15 o/o par exemple. Nous pourrions donc modifier par la suite les droits qui y sont inscrits sans qu'on nous oppose les engagements pris, l'avantage concédé continuant à

jouer indépendamment des taxes. Plus l'écart entre nos deux tarifs sera élevé, plus les autres pays auront avantage à s'entendre avec nous pour la concession d'un tarif intermédiaire si le taux de leur production est tel qu'ils ne puissent bénéficier de nos droits les plus réduits.»

On voit, par ces explications, toute la souplesse du système et l'incontestable utilité qu'il pourra avoir pour nos relations futures avec les autres pays.

Déjà le Gouvernement a mis en application la liberté que lui donne la loi du 29 juillet 1919 de conclure des conventions de commerce. Quatre conventions ont été passées avec des pays qui, si on les considère sous le seul point de vue de leur importance démographique n'ont qu'une importance relativement limitée, mais qui, si on les envisage sous le point de vue économique, qui est le seul d'ailleurs qui nous intéresse, ont, au contraire, une importance considérable.

Un arrangement commercial a été signé le 29 janvier 1921 entre la France et le Canada. On stipule que cet arrangement est fait en attendant la nouvelle convention commerciale dont les négociations commenceront immédiatement. Le Canada appliquera à l'importation des produits originaires et en provenance de la France les tarifs et taxes les plus favorables qu'il accorde ou pourra éventuellement accorder aux produits de toute puissance, à l'exception du Royaume-Uni ainsi que des Dominions et possessions britanniques; cette dernière réserve s'explique d'ailleurs suffisamment bien par elle-même pour qu'il ne soit pas nécessaire d'y insister. Le Canada accorde de même le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne l'exportation, le transit, les droits de consommation et taxes intérieures.

De son côté, le Gouvernement français s'engage à appliquer son tarif minimum à certains produits canadiens dont la liste est annexée à la Convention (1) et dont les principaux sont des fruits, des huiles, du chocolat, du houblon, des oxydes divers, des sels, des machines à vapeur, des machines pour l'agriculture, des pièces détachées, des serrures, des articles de ménage, etc. A une autre série de produits le Gouvernement français n'accorde qu'une réduction qui est en général de 50 o/o sauf sur un ou deux articles où elle n'est que de 15 o/o. Les produits qui bénéficient de cette réduction sont constitués principalement par des fontes, des aciers, des tables en fer, des objets d'ameublement, des instruments de musique, etc.

Le 4 novembre 1920 une Convention commerciale était signée entre la France et la Tchéco-Slovaquie. Les produits naturels ou fabriqués en provenance de France sont admis en Tchéco-Slovaquie sous le traitement de la nation la plus favorisée. Pour les produits en provenance de Tchéco-Slovaquie un régime différent est appliqué selon la nature des produits. Pour une première catégorie qui constitue la liste A annexée à la Convention (2) c'est le tarif minimum qui sera appliqué. Cette liste comprend en particulier le gibier, les volailles, les peaux, les plumes de parure, les huiles, les crayons, les poteries, les faïences, la gobletererie, les dentelles, les machines, les ouvrages en cuivre, les instruments de précision, etc. Une autre série de produits qui constitue la liste B entre sous le taux du tarif général, mais bénéficie de réduc-

(1) Voir *Journal Officiel* du 13 mars 1921. Page 3.136.

(2) Voir *Officiel* du 2 mai 1921. Page 5.318.

tions qui varient entre 50 et 80 o/o. Nous trouvons dans cette liste les fontes, les aciers, la potasse, les tissus de lin et de chanvre, les tissus de coton, les coutils, les tissus de laine, les objets en carton ou en cellulose, les clous, les ouvrages en zinc, etc.

Le Gouvernement français qui contrôle l'exportation des phosphates, accorde des dérogations d'exportation à destination de la Tchéco-Slovaquie jusqu'à concurrence d'un contingent annuel de 50.000 tonnes. En revanche le gouvernement Tchéco-Slovaque, dont les frontières sont fermées par de rigoureuses prohibitions d'importation, accorde des dérogations permanentes pour les objets en provenance de France, prévus à la liste C (1) et qui comporte surtout des produits alimentaires, des huiles, des appareils de culture, des armes, des appareils de coutellerie, des matières chimiques, des produits tinctoriaux.

Enfin, la liste D se compose de produits qui ne seront admis à l'importation que jusqu'à concurrence d'un certain contingent fixé par la Convention. Citons en particulier le cacao, le thé, les vins, les vêtements et articles de mode, les métaux non précieux, les vinaigres, les articles de parfumerie, etc.

Les hautes parties contractantes s'engagent, en outre, à appliquer mutuellement et réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée relativement aux droits et taxes d'exportation, aux droits d'octroi et d'accise.

Pour éviter toutes fraudes possibles les deux Etats s'engagent à exiger des certificats d'origine, à protéger les appel-

(1) Voir *Officiel* du 2 mai 1921. Page 5.320.

lations d'origine, les brevets d'invention. La Convention établit un régime spécial pour les voyageurs de commerce; enfin un dernier article prévoit que les sociétés civiles ou commerciales constituées conformément aux lois de l'un des deux pays pourront, en se soumettant aux lois de l'autre, s'établir sur le territoire de ce dernier pays et y exercer leurs droits ou leur industrie, à l'exception toutefois des industries qui, en raison de leur caractère d'utilité générale, seraient soumises à des restrictions spéciales.

Une autre Convention qui a moins d'importance pour le point de vue qui nous intéresse mais qui est extrêmement intéressante pour les exportateurs de vin, a été signée le 23 avril 1921 entre la France et la Norvège. (1) Elle permet l'importation en Norvège des vins et des spiritueux français, d'une teneur d'alcool égale ou inférieure à 14 degrés, sans en limiter la consommation. Le gouvernement norvégien s'engage à accorder aux vins français un traitement aussi favorable à tous les points de vue que celui qui serait à l'avenir accordé à l'importation aux produits de même teneur en alcool, en provenance de tout autre pays. La Norvège exige des certificats d'analyse et des certificats d'origine. Elle s'engage, en outre, à faire respecter les appellations d'origine.

Citons encore la Convention du 21 juillet 1921 entre la France et la Finlande (2). Elle est exactement conçue sur le modèle de la convention franco-tchéco-slovaque. Nous ne la reprendrons par conséquent pas dans ses détails. Bornons-nous à signaler cette disposition fort intéressante que la Fin-

(1) Voir *Officiel*, 18 juin 1921. Page 6.958.

(2) *Journal Officiel* du 21 juillet 1921.

lande s'engage à acheter en France tous les vins et toutes les boissons alcooliques qui sont nécessaires pour la consommation légale, à l'exception de telles spécialités que la France ne pourrait produire. Là les mêmes exigences (certificats d'analyse, d'origine) que dans la convention franco-norvégienne se retrouvent. La convention prévoit en outre l'application du traitement de la nation la plus favorisée au cas où une prohibition d'entrée serait levée pour les produits d'une tierce puissance.

En somme toutes ces conventions présentent un trait commun essentiel, elles ne sont que provisoires et ne sont valables que jusqu'à la conclusion de conventions définitives. Cela tient à ce que toutes les nations sont ébranlées dans leur contexture économique et à ce que la situation n'est pas encore assez stable pour qu'on puisse établir un *modus vivendi* définitif.

Quand, d'autre part, on examine ces conventions dans le détail, on est frappé par ce fait que la France se fait bien concéder par l'autre partie contractante le traitement de la nation la plus favorisée envers ses importations mais qu'elle ne donne à celle-ci à l'entrée en France que le bénéfice de son tarif minimum qui, établi par une loi nationale, peut être modifié à volonté. Par conséquent, ce qui domine l'esprit de nos négociateurs c'est de conserver coûte que coûte la maîtrise de nos tarifs douaniers. C'est la grande préoccupation et c'est le but essentiel de la politique du Ministère du Commerce.

Quoi qu'il en soit ces accords commerciaux sont très peu nombreux et si l'on est sur le point de conclure deux Conventions l'une avec la Pologne, l'autre avec l'Esthonie, conven-

tions qui ne sont pas encore publiées, cela ne porte qu'à six le nombre total de ces conventions commerciales. Avec les autres nations c'est par conséquent notre tarif général qui joue et c'est le protectionnisme complet de nos lois douanières qui est appliqué. Les conventions que nous avons dénoncées viennent petit à petit à expiration et comme aucun *modus vivendi* nouveau n'a été prévu, le tarif général vient à jouer complètement et cela amène inévitablement un conflit douanier, une guerre de tarifs qui produit des conséquences absolument désastreuses.

C'est ce qui s'est produit dernièrement avec l'Espagne, c'est ce qui a failli se passer avec l'Italie. Ce conflit franco-espagnol vaut d'être conté car il est un exemple typique des lourdes perturbations économiques que peut amener le protectionnisme quand il est appliqué dans toute sa rigueur.

La France, nous l'avons vu, en pleine guerre, pour se réserver pleine liberté d'action dans l'avenir, avait dénoncé tous ses traités de commerce et conventions douanières. Le *modus vivendi* qui, depuis 1906, réglait nos relations commerciales entre la France et l'Espagne avait été dénoncé comme les autres et c'est le 10 décembre 1921 que cette dénonciation devenait efficace.

On avait bien essayé depuis la fin de 1920 de négocier un nouveau *modus vivendi*. On trouve un échange de notes serrées, de négociations suivies qui ne purent malheureusement aboutir. Le 14 février 1921, la France formule des propositions concrètes pour la conclusion d'un accord économique, le 16 février, l'Espagne y répond par une fin de non recevoir. Le 2 mai 1921, le gouvernement français renouvelle ses propositions et le 14 mai 1921, le gouvernement espagnol

répond tout à fait à côté de la question, mais le 3 juin, l'Espagne établit des droits compensatoires sur les changes qui aggravent encore les difficultés mises à l'entrée des marchandises françaises. En outre, droits de douane et surtaxes de compensation devront être payés en or. Par deux notes du 14 juin et du 17 juillet 1921 la France proteste contre l'établissement de ce régime différentiel et le 22 août elle demande à l'Espagne de proroger le *modus vivendi* et d'engager des négociations immédiates ce qu'accepte le cabinet de Madrid le 30 août, mais quand le 28 octobre 1921, le gouvernement français présente des conditions nouvelles pour un accord commercial, l'Espagne fait savoir qu'elle ne peut discuter avant la mise en vigueur de son nouveau tarif douanier qui, publié en février 1922, a été accueilli en Espagne par un *tolle général*.

C'est par cette série de négociations qu'on arrive à l'état de guerre économique qui subsiste encore à l'heure actuelle.

Les deux pays se trouvent donc maintenant soumis aux conditions du tarif général. Comme l'Espagne a institué le paiement en or des droits de douane, et, en outre, une surtaxe compensatrice des changes, que d'un autre côté elle bénéficiait, pour ses produits à leur entrée en France, d'un tarif général sans surtaxes et, en outre, de la prime que constituait pour elle le paiement de nos droits en papier, l'équilibre a dû être rétabli par un décret du 11 décembre 1921. Aux termes de ce décret, les marchandises originaires ou provenant d'Espagne sont soumises (indépendamment des droits en tarif général), au paiement des surtaxes *ad valorem* spécifiées à un tableau annexé au décret. Ces surtaxes atteignent 80 0/0 pour les fruits de table frais et secs, 50 0/0

pour les vins, 50 o/o pour les tissus de coton et de laine, 50 o/o pour certaines catégories de chaussures et 80 o/o pour les joailleries, bijouterie et orfèvrerie, 40 o/o pour les machines outils et 25 o/o pour tous les articles autres que ceux désignés au tableau annexé au décret.

En outre ces droits sont majorés d'une surtaxe égale à l'écart des cours moyens du franc et de la peseta; le pourcentage de cette majoration sera fixé mensuellement par arrêté du Ministre des Finances.

C'est par conséquent la guerre de tarifs dans toute son horreur. C'est une lutte meurtrière pour le commerce des deux pays qui était pourtant si florissant. Les intérêts en jeu sont considérables et le tableau ci-dessous que nous trouvons dans *l'Économiste Européen* suffira à en donner une idée : (1)

Echanges commerciaux entre la France et l'Espagne de 1911 à 1920

Années	COMMERCE SPÉCIAL				Commerce total
	Importat. en France	Exportat. en France		Différence	
1911	230.467	135.641	—	94.826	366.108
1912	230.125	140.063	—	90.062	370.188
1913	281.592	151.232	—	130.360	432.824
1914	193.095	112.267	—	80.828	305.362
1915	581.362	139.475	—	411.887	720.837
1916	883.884	190.154	—	693.730	1.074.038
1917	1.348.149	206.942	—	1.141.207	1.555.091
1918	577.697	183.272	—	394.425	760.969
1919	1.464.233	387.618	—	1.076.617	1.851.851
1920(2)	849.368	883.676	+	34.308	1.733.044

Les principaux articles échangés pendant la même période sont les suivants :

(1) *Economiste Européen*. Vendredi 16 décembre 1921. page 390.

(2) Chiffres provisoires.

Principaux Articles d'échange

COMMERCE SPÉCIAL

Articles	Quantités			Valeurs		
	Milliers d'unités			Milliers de francs		
	1911	1916	1920 (1)	1911	1916	1920 (1)
<i>Importations en France</i>						
Vins (hectolitres).....	1.322	2.700	2.720	51.947	141.899	299.409
Fruits de table (quintaux).	1.178	1.466	496	25.448	40.874	24.909
Soufre et pyrites (tonnes).	388	656	246	20.564	36.087	40.622
Laines et déchets (quint.)	82	40	57	19.313	6.656	70.069
Minerais divers (quintaux)	4.494	4.776	8.161	16.121	12.867	40.163
Orfèvrerie (kilos).	4	4	1.6	13.842	6.279	8.147
<i>Exportations en France</i>						
Laines et déchets (quint.).	18	4	2.8	8.331	3.027	6.287
Machines (quintaux)	43	21	60	7.323	7.464	37.463
Bimbeloterie (quintaux)...	7	2.8	4.3	5.620	3.917	13.697
Tissus de laine (quintaux).	4	0.3	1	4.784	1.027	4.765
Tissus de soie (quintaux)...	0.3	1.7	183	2.306	17.976	44.011
Bois communs (tonnes)...	41	2.6	55	4.579	607	5.107
Outils (quintaux).....	32	16	80	4.353	4.852	33.233

Ce tableau suggestif montre suffisamment toute l'importance et tout l'intérêt qu'il y aurait à assurer par un accord commercial les relations économiques franco-espagnoles. Il faut, d'un côté comme de l'autre, se faire de grosses concessions. L'Espagne nous demande d'abaisser le coefficient sur les vins espagnols de 2,6 à 2., d'élever la limite du degré des vins au-dessus de laquelle joue le droit de deux francs par degré de 12° à 15°, de modifier le régime des vins de liqueur dans un sens favorable aux mistelles et vins espagnols. C'est la question des vins qui domine tout le débat. La France, de son côté, demande la suppression de la surtaxe compensatrice du change et l'abaissement des tarifs pour 50 articles français, notamment pour les soies. Ce sont :

(1) Chiffres provisoires.

là les éléments purement économiques de la discussion et de la négociation en cours. La question des emprunts français près des banques espagnoles et la question du régime futur de Tanger ne tiendraient-elles pas une place importante dans les préoccupations des négociateurs espagnols. La longueur et la difficulté des négociations nous permettent, semble-t-il, de nous poser une telle question.

Et malgré l'espérance que faisait entrevoir à M. Robert Chenevrier (1) le 10 février 1922, M. Haudos, président de la Commission des douanes de la Chambre, de voir régner bientôt un *modus vivendi* provisoire dont la durée ne serait pas supérieure à un an, à la fin de mars rien encore n'est fait.

Il faut de part et d'autre être empreints du plus large esprit de conciliation et il faut espérer que l'habileté de M. Serruys, directeur des accords commerciaux au Ministère du Commerce, joints à la bonne volonté des diplomates espagnols donnera bientôt une solution qui mettra un terme à ces difficultés qui jettent dans le marasme une partie importante de l'industrie et du commerce des deux pays.

Quant à ce qui concerne nos rapports avec l'Italie, la convention a été également dénoncée et les événements menaçaient de prendre une tournure semblable à celle des relations franco-espagnoles mais, elles ont été favorablement réglées par la prorogation de trois mois à partir du 17 février 1922 du *modus vivendi*. Ce *modus vivendi* peut être aussi, en revanche, dénoncé tous les mois. En somme ces relations

(1) *Le Soir*, 10 février 1922. Robert Chenevrier. Vers un accord provisoire franco-espagnol.

sont instables, elles sont à la merci des événements, de la moindre tension, du moindre malentendu et c'est regrettable. Pour assurer un accord définitif, il faut attendre la fin des négociations franco-espagnoles et le retour du technicien averti et distingué qu'est M. Serruys, qui se dépense sans compter mais qui est actuellement un des seuls hommes auquel on puisse donner en toute confiance la conduite de ces négociations difficiles et délicates.

Que se passe-t-il vis-à-vis des autres nations avec lesquelles nous n'avions pas de conventions douanières. L'Angleterre, libre-échangiste avant la guerre, est entrée, sous l'influence de M. Chamberlain, dans la voie de la protection. Elle se trouve actuellement sous le régime du *Safeguarding Act* ou loi de protection des industries. Cette loi comprend deux parties bien nettes : l'une qui prévoit une taxe de 33,3 o/o pour certains produits, l'autre qui prévoit une taxe de 33,3 o/o pour les produits provenant de pays à change déprécié mais cette dernière taxe ne peut s'appliquer qu'à des produits dénoncés par les industriels britanniques comme constituant une menace pour l'industrie anglaise. On pouvait penser que ce *Safeguarding Act*, étant données les tendances libre-échangistes des industriels anglais, ne serait jamais appliqué. En effet, dès son apparition, il fut violemment pris à partie mais peu à peu l'opinion s'apaisa et beaucoup de groupements d'industriels en vinrent même à réclamer l'application de la taxe des changes dépréciés de 33,3 o/o. Ce fut le cas pour les gants de tissus, les objets de verre servant à l'éclairage, les ustensiles en aluminium, en fer battu et en émail. Et il semble que des demandes analogues ne tarderont pas à être formulées par d'autres groupements industriels.

Avec l'Angleterre nous n'avions aucune convention commerciale; une loi nationale, nous l'avons vu, consentait l'application d'un tarif réduit à l'Angleterre et consentait l'entrée en franchise de nos marchandises; par conséquent une convention ne s'imposait pas, mais aujourd'hui les circonstances ne sont plus les mêmes, les conditions économiques ont changé. Ne serait-il pas nécessaire de régler nos relations commerciales avec la Grande-Bretagne par un accord commercial? Cela ne vaudrait-il pas mieux que d'instituer une guerre de tarifs?

N'est-ce pas une politique analogue qu'il faudra suivre avec les Etats-Unis d'Amérique dont le projet de *Fordney Bill* actuellement pendant devant le Sénat et certaines déclarations du président Harding au Congrès, dans lesquelles il insistait sur la nécessité d'en venir à la flexibilité des tarifs douaniers, semblent indiquer que l'on songe, outre-Atlantique à frapper les importations européennes de taxes calculées en fonction du prix que coûteraient les marchandises si elles étaient fabriquées en Amérique.

Que va-t-on faire également avec la Russie? C'est un peu hasardeux peut-être d'aborder une telle question si ardemment, si passionnément débattue, mais si scabreux que soit le problème nous voulons là, comme partout, prendre nos responsabilités. On se refuse à reprendre des relations avec la Russie des Soviets dont on craint la propagande bolcheviste? Eh bien nous sommes d'un avis tout contraire. Nous n'avons pas peur du Bolchevisme parce que la France est un pays de bon sens, parce que la France n'est pas un peuple d'impulsifs et que ce n'est pas une propagande, si bien conduite qu'elle soit qui fera tomber le Français dans le *panneau*

dangereux du communisme. Nous croyons qu'on a tort de ne pas vouloir *parler* avec le gouvernement de Moscou, parce que ce n'est pas un moyen de faire reconnaître nos dettes. parce que ce n'est pas en entourant la Russie d'un blocus étroit qu'on y rétablira la situation, parce que la France chevaleresque et généreuse, la France, terre de la charité, se doit d'aller au secours d'un peuple affamé et qui meurt dans les plus inimaginables souffrances. Oui, la France doit aller au secours du peuple russe et elle doit prendre sur le marché russe la place que d'autres nations moins sentimentales ne manqueront pas d'y prendre — si elles ne l'ont déjà prise — Certes le profit ne sera pas actuel mais nous nous réservons, en agissant ainsi, une ample moisson d'or pour l'avenir, quand la situation sera redevenue normale et quand aux soviets oppresseurs aura fait place la véritable démocratie russe que la faiblesse de Kerensky n'a pas su établir. Si on ne fait pas de propagande commerciale dès maintenant en Russie, nous craignons que dans quelque temps il ne soit trop tard et c'est dans l'intérêt de notre patrie que nous croyons fermement et sincèrement que nous devons lever l'interdiction de commerce avec la Russie. Mais nous ne voulons pas aller plus loin et nous estimons que des accords commerciaux ne pourront être pris qu'avec un gouvernement stable et définitif et la Russie paysanne aura bientôt — il faut l'espérer — le sursaut qui la libèrera du joug de ses oppresseurs. La Conférence de Gênes qui s'est réunie malgré les difficultés qu'on a opposées au Gouvernement français (dont l'un même a été renversé à cause de cette Conférence) la Conférence de Gênes disons-nous, n'est-elle pas un signe précurseur de la thèse que nous soutenons ?

A part cette exception, les faits semblent nettement indiquer qu'il faut franchement aller vers une politique d'accords commerciaux. Nous retrouverons d'ailleurs cette importante question quand nous étudierons le problème en doctrine.

Et avec le système nouveau qu'a permis la loi française du 29 juillet 1919, les plus grandes espérances sont permises mais ce système ne vaudra que par la manière dont il sera appliqué.

Comme l'écrivait M. de la Trémoille dans le rapport dont nous avons eu l'occasion de citer quelques extraits, « utilisé par un gouvernement habile et ferme, il nous procurera de considérables profits, confié à des hommes hésitants et timides, il ne donnera aucun résultat.

« Trop longtemps paralysés par notre méfiance de nous-mêmes nous n'avons foi ni dans notre cause ni dans notre puissance.

« La victoire doit transformer cet état d'esprit » (1)

On ne saurait vraiment mieux dire.

(1) M. de la Trémoille. Rapport à la Chambre des Députés.

CHAPITRE V

*De quelques questions spéciales. Les capitaux.
La main d'œuvre étrangère. Les œuvres d'art.*

Au cours de l'étude que nous avons entreprise du protectionnisme pendant la guerre nous avons laissé de côté plusieurs questions d'un ordre un peu spécial et qui, par leur importance, nous ont semblé mériter une place à part. C'est ces questions que nous nous proposons d'examiner dans cette dernière partie. Elles peuvent être rangées en trois parties : le mouvement des capitaux, le mouvement des personnes et la question de l'exportation des œuvres d'art.

I. — Avant la guerre l'exportation des capitaux était libre et en 1912 sur un montant total de valeurs mobilières évaluées en capital à 115 milliards les valeurs étrangères s'élevaient à un chiffre de 45 milliards de francs soit à près de 40 0/0 du total.

Ce fait pour notre pays de détenir une partie importante des valeurs mobilières étrangères lui a été certainement d'une grande utilité au début de la guerre en lui permettant de payer facilement des marchandises de toutes sortes achetées à l'étranger. M. Lloyd George pouvait même dire, le 15 février 1915 à la Chambre des Communes que « la France et l'Angleterre pouvaient soutenir la guerre plusieurs années avec leurs placements à l'étranger. »

Mais, quelle que soit l'utilité qu'aient pu nous rendre nos

placements à l'étranger au début de la guerre, il était nécessaire, avec la tournure que prenaient les événements, avec la prolongation de la guerre dont on n'entrevoyait pas la fin, que les Français soutiennent de tout leur patriotisme l'effort financier de l'Etat. Il fallait, par conséquent, prohiber la sortie des capitaux français. Ce fut là l'objet de la loi du 31 mai 1916 qui prohibe l'émission, l'exposition, la mise en vente, l'introduction sur le marché français de titres de rente, emprunts et autres effets publics des gouvernements étrangers, d'obligations ou de titres de quelque nature qu'ils soient de villes, corporations ou sociétés françaises ou étrangères, sauf autorisation spéciale du Ministère des Finances. La date de la cessation de l'effet de ce décret devait être fixée par un décret en Conseil des Ministres, après la fin des hostilités. Il est utile de remarquer que l'interdiction ne s'étendait pas seulement aux placements étrangers mais encore aux villes, corporations et sociétés françaises. Comme l'écrit M. Truchy « il s'agissait de canaliser toute l'épargne française dans la direction des emprunts de l'Etat. » (1)

Une loi du 3 avril 1918 réglemente l'exportation des capitaux et l'importation des titres et valeurs mobilières. Dans le titre premier « l'exportation des capitaux » elle envisage toutes les hypothèses d'exportation de capitaux (avoir en titres ou en fonds, souscription à une émission, prêts à des personnes, à des sociétés, etc.) et elle les interdit. Dans le titre II elle envisage l'importation des titres et valeurs mobilières (actions, obligations ou bons) et de toutes valeurs représentant, directement ou indirectement une part de pro-

(1) *Fruchy*. Cours d'économie politique tome 2, page 86.

priété ou une créance ; l'importation de ces divers titres est interdite. A ces règles quelques exceptions qui visent les fonds qui seraient envoyés dans les colonies ou pays de protectorat, les valeurs émises depuis le début des hostilités par l'Etat français, les titres échus remboursables en France, etc.

Ces diverses dispositions ont été maintenues en vigueur jusqu'au 31 mars 1922 par l'article 18 de la loi des finances du 31 décembre 1921, promulguée au *Journal Officiel* du 1^{er} janvier 1922.

Il était peut être nécessaire, pendant la guerre, d'appliquer une telle politique qui nous réservait tout notre disponible financier. Après la guerre on dit qu'il est imprudent de fournir à des pays appelés à devenir nos concurrents les armes économiques dont ils se serviront contre nous. Il y a une considération qui pousse peut être le législateur à prendre ces mesures relatives à l'exportation des capitaux et qui ont survécu à l'après-guerre, c'est que nous avons besoin de tous nos capitaux pour payer notre dette qui, au 17 juillet 1920 s'élevait à 34 milliards de francs, c'est pour couvrir ses emprunts que la France a besoin de toutes ses disponibilités financières, pour relever ses régions envahies, pour refaire son commerce, son industrie et son agriculture anéantis par la guerre, pour aider le commerce à sortir de la crise épouvantable qu'il traverse. La France qui, avant la guerre, était le pays où venaient de préférence les solliciteurs de capitaux, la France qui était un pays prêteur est devenu un pays emprunteur.

De telles mesures vont à l'encontre de leurs intérêts et rétrécissent le champ des placements possibles. Les producteurs de capitaux, dans leur ensemble, préfèrent sans aucun

doute la liberté complète d'exportation. C'est du moins l'avis de l'*Economiste Européen* qui, dans son numéro du 6 janvier 1922, en relatant le vote de la mesure prohibitive, écrivait : « Nous ne pouvons que regretter cette décision en rappelant que nous nous sommes élevés à différentes reprises contre cette mesure que nous estimons inopérante. »

II. — Avant la guerre l'immigration étrangère était particulièrement importante. On comptait en 1912 plus d'un million d'étrangers dans notre pays. Le statut de l'étranger était réglé par la loi du 26 juin 1889 qui tendait à assurer la fusion dans la nation française de tous les éléments étrangers qui s'installent sur notre sol avec quelque persévérance. Cependant on a pris contre les étrangers quelques précautions. Contre l'indésirabilité politique la loi du 8 août 1893 a obligé l'étranger à une déclaration de résidence à son arrivée dans la commune où il va exercer sa profession, à son immatriculation sur un registre et à un visa pour tout changement de résidence. D'autres mesures ont été prises pour protéger le travail national. On a écarté les étrangers des conseils de prud'hommes, de l'administration des syndicats, on exige la réciprocité diplomatique pour que l'étranger puisse profiter des lois d'assistance; les lois sur les retraites ouvrières, sur les accidents du travail n'accordent pas les mêmes avantages aux nationaux qu'aux étrangers. Enfin les décrets Millerand de 1899 posent le principe du salaire égal.

Par conséquent, on peut dire, sans nous étendre sur les mesures diverses dues à l'initiative privée, qu'avant la guerre la législation sur le mouvement des personnes, sur l'immigration était protectionniste. Nous n'irons pas jusqu'à prétendre qu'elle était très efficace; les faits nous donneraient

un démenti trop sévère, mais il y avait un essai timide de protection du travail national. C'est simplement ce que nous voulions marquer avant de voir l'influence du conflit sur cette législation.

La guerre arrive, prend au pays les meilleurs de ses fils. Il faut bien remplacer les absents, il faut bien à l'arrière combler les vides laissés par ceux qui font leur devoir à l'avant.

Si magnifiques que soient les efforts des femmes, des vieillards, des enfants, si sublime que soit leur courage, ils ne peuvent suffire. Six millions de Français se battent, il faut les remplacer. Il faut pour cela faire appel à la main-d'œuvre étrangère et c'est alors le commencement de toute une politique nouvelle.

Trois organes principaux s'occupent du recrutement et du placement de cette main-d'œuvre étrangère :

1° Le service de la main-d'œuvre étrangère, au Ministère de l'Armement ;

2° Le service de la main-d'œuvre coloniale et chinoise, au Ministère de la Guerre ;

3° Le service de la main-d'œuvre agricole, au Ministère de l'Agriculture.

Ces trois organes visent à obtenir un recrutement sélectionné, une bonne utilisation économique et un contrôle politique permanent de la main-d'œuvre importée. On utilise à cet effet divers moyens qui n'ont pas leur place ici. Il nous faut seulement dire quelques mots du décret du 21 avril 1917 qui, confirmant une série de circulaires de la Sureté générale, entend déterminer les conditions d'accès à nos frontières des

travailleurs étrangers, en renforçant les services d'identification, de contrôle et d'hygiène, procurer du travail aux intéressés en les mettant en rapport avec les employeurs et resserrer autour d'eux une surveillance indispensable à la sécurité nationale en réglementant leurs déplacements. C'est ce décret qui a innové le fameux système des cartes d'identité.

Par conséquent, filtrage à l'entrée, renforcement de la surveillance et de la réglementation de la circulation, système des contrats-type, stipulation du salaire égal, telles sont les grandes mesures de guerre.

On avait besoin de main-d'œuvre étrangère, on a repoussé le système libéral, on a organisé l'armée de la main-d'œuvre étrangère, on l'a disciplinée, on l'a militarisée et les résultats semblent avoir été excellents puisque, à part quelques grèves vite réprimées, fomentées par les étrangers, on n'a pas eu à se plaindre de ce régime.

On peut remarquer que, pendant la guerre, on est entré dans une voie plus protectionniste qu'auparavant. L'intervention de l'Etat dans cette matière semble avoir mieux réussi que dans certaines autres. On a fait du protectionnisme non seulement dans le but de protéger le travail national qui n'était pas en danger puisque pendant la guerre il n'y avait pas de chômeurs et que dans cette habitude prise de travailler n'importe quand, sans avoir de compétence spéciale, à des prix élevés on pourrait peut être trouver une des causes de la vie chère, mais on a surtout fait du protectionnisme politique. En effet, puisque cette main-d'œuvre étrangère était nécessaire il fallait éviter qu'elle constitue un danger pour l'Etat, il fallait éviter l'écueil politique, il fallait empêcher les étran-

gers de devenir chez nous les apôtres du défaitisme et les cadres de la Révolution. Les mesures sages et énergiques d'une administration d'élite aidée par une initiative privée intelligente semblent avoir triomphé des difficultés du problème.

Quelle doit être après la guerre la politique de la main-d'œuvre étrangère? Nous avons besoin encore de son aide car si nos agriculteurs, nos commerçants, nos ouvriers sont rentrés, 1.500.000 des nôtres ont payé de leur vie leur tribut à la patrie. Nous avons besoin de l'étranger pour refaire nos usines et nos maisons du Nord, pour remettre en culture les terres dévastées des contrées les plus florissantes de la France. Il faut dans l'après guerre, comme pendant le conflit, une politique énergique et sage. Comment mettre en pratique cette politique?

M. Tissier ne croit pas que le remède soit dans les difficultés dont certains veulent entourer l'acquisition de la nationalité française. Il pense que c'est seulement l'arrivée des austro-allemands qu'il faut paralyser. M. Tissier préfère voir surveiller les étrangers en renforçant la pénalité prévue, en établissant comme en Suisse un registre des communes, en interdisant l'acquisition par les étrangers d'immeubles sur la frontière, sur le littoral et plus généralement sur des régions à déterminer. Puisqu'il faut attirer la main-d'œuvre étrangère on doit éviter les taxes qui atteignent les ouvriers soit directement soit par leurs employeurs; ce sont là des mesures inefficaces et inutiles. M. Tissier croit qu'en revanche, il faudra employer ces mesures contre les voyageurs de commerce contre lesquels il faudra se défendre avec ardeur.

S'il faut, par conséquent, nécessairement recourir à la

main-d'œuvre étrangère il faut éviter à tout prix le danger politique que peut faire craindre une invasion d'ouvriers étrangers en France. Aujourd'hui, plus qu'hier, nous avons le devoir de ne pas laisser ces étrangers prendre chez nous une place par trop prépondérante. La France est un pays hospitalier. Soit, qu'elle ait toutes les qualités de l'hôte, mais qu'elle fasse attention de ne pas exagérer les règles de l'hospitalité. Pas de xénophobie, certes ! mais que les étrangers qui travaillent chez nous, qui souvent bénéficient d'un change favorable, qui profitent en définitive de nos malheurs, sachent bien qu'ils sont chez nous et pas chez eux. C'est un élément important du problème dont il faut tenir compte à un moment surtout où la liberté politique, supprimée par les circonstances, nous est rendue et, où l'on voit dans certains meetings la place par trop considérable qui est faite à certains étrangers, disciples fervents de Moscou et d'ailleurs.

Pour nous, par conséquent, la solution du problème est nette : c'est d'un protectionnisme absolu, nous dirons même outrancier, mais d'un protectionnisme clairvoyant et sage que nous sommes partisans sur ce point et c'est pourquoi nous applaudissons sans réserve aux vœux de la Commission Administrative de l'Office central de placement émis en 1917 et qui disaient en substance :

1° Pas de recrutement libre des ouvriers étrangers et nécessité d'une autorisation gouvernementale, subordonnée elle-même à l'avis favorable de la Commission administrative ;

2° Cet avis sera précédé d'un examen des contrats d'embauchage précisant les salaires et les conditions de travail. Ceux-ci devront contenir :

a) La clause du salaire égal au salaire français normal.

b) L'égalité de toutes les conditions de travaux.

Ces vœux nous semblent répondre aux nécessités de l'heure présente. Pas de libéralisme ! Lutter contre l'indésirabilité politique et éviter toute concurrence au travail national, ne pas troubler la liberté de conscience et ne pas prendre des mesures qui ressembleraient à des violations de la liberté individuelle, mais rester sévères et énergiques, tels sont les grands principes qui nous paraissent devoir gouverner la politique de la main-d'œuvre étrangère de l'après-guerre.

III. — Il reste encore une question fort intéressante à examiner c'est celle de l'exportation des œuvres d'art. Elle est intéressante par le gros trafic auquel elle donne lieu. La France, patrie de la pensée et de l'intelligence, la France pays des artistes, exporte des quantités de chefs-d'œuvre des maîtres admirables qu'elle produit dans la sculpture, dans la peinture et dans tous les arts en général. Elle exporte aussi d'autres chefs-d'œuvre qui sont de véritables travaux d'art et dans lesquels se synthétisent tout le goût et toute la grâce de la « midinette parisienne ». C'est pour notre pays une source importante de profits. C'est là une question particulièrement intéressante et qui a séduit un de nos amis, M. Duguin, qui la traitera d'une façon complète dans une thèse de doctorat qu'il intitulera « L'industrie de la mode ». Son choix nous dispensera de nous étendre longuement et c'est simplement quelques lignes qui nous seront nécessaires pour traiter sommairement de l'importante question de l'exportation des œuvres d'art pendant la guerre.

Un décret du 17 mai 1920, promulgué à l'*Officiel* du 2 mai, prohibe la sortie des objets d'art et d'ameublement antérieurs à 1830, ainsi que des œuvres de peintres, sculpteurs,

dessinateurs et graveurs décédés depuis plus de 20 ans à la date de l'exportation.

Les droits de sortie qu'établissait la loi du 11 janvier 1892 étaient augmentés pour les œuvres d'art qui pouvaient sortir après avoir obtenu une dérogation. Pour les objets d'une valeur inférieure à 100.000 francs, on mettait un droit égal à 50 o/o de la valeur, plus un droit progressif de 0.50 o/o par tranche de 1.000 francs. Pour les objets d'une valeur supérieure à 1.000 francs on appliquait un droit égal à 100 o/o de la valeur.

La loi du 31 août 1920 dispose que les objets présentant un intérêt national d'histoire ou d'art ne pourront être exportés sans une autorisation du ministre de l'Instruction publique et des Beaux Arts, qui devra se prononcer dans le délai d'un mois à partir de la déclaration fournie à la douane par l'exportateur.

Ces dispositions sont applicables aux objets d'ameublement antérieurs à 1830, aux œuvres des peintres, graveurs, dessinateurs, sculpteurs, décorateurs, décédés depuis plus de 20 ans à la date de l'exportation, ainsi qu'aux objets provenant de fouilles pratiquées en France.

L'article 3 donne à l'Etat le droit, pendant 6 mois, de retenir soit pour son compte, soit pour le compte d'un département, d'une commune ou d'un établissement public, au prix fixé par l'exportateur, les objets proposés pour l'exportation.

Enfin, la loi prévoit que les objets antérieurs à 1830 et les œuvres diverses dont l'exportation aura été laissée libre seront frappés à l'exportation d'un droit de :

15 o/o de la valeur jusqu'à 5.000 francs.

20 o/o pour la valeur comprise entre 5.000 et 20.000 fr.

25 0/0 pour une valeur supérieure à 20.000 francs.

Cette loi avait été votée à la Chambre sous l'impulsion énergique de l'éminent rapporteur du Budget et de l'Instruction publique d'alors, M. Edouard Herriot, dont la seule préoccupation était de conserver à la France les œuvres qui font partie de son patrimoine artistique et qui constituent un des plus sûrs éléments de son prestige dans le monde. La Chambre avait imparti un délai de deux mois à la décision du Ministre mais devant la résistance spirituelle et éloquente du distingué sénateur du Lot, M. de Monzie qui proposait 8 jours, on tomba d'accord pour un délai d'un mois. M. de Monzie plaida la cause de la liberté avec cette finesse qui est la caractéristique de son éloquence.

« Je ne suis pas de ceux qui abusent du mot liberté, s'écria-t-il, et qui font profession de libéralisme politique pour en vivre ou en grandir; mais il s'agit d'un domaine où la liberté est la condition même de la vie. Je demande à M. le Ministre de l'Instruction publique de bien affirmer, comme il l'a déjà fait dans des propositions de loi qui ont trait au même sujet, cet amour et ce culte de la liberté artistique (1) ». Et, combattant la commission que le Ministre proposait d'instituer pour donner les autorisations d'exportation, commission qui devait à son sens allonger les formalités et rendre presque impossible un commerce si florissant, M. de Monzie disait encore « J'estime que plus vous abrégerez ce délai d'instance, plus vous rendrez de liberté et de jeu à un com-

(1) *de Monzie*. Séance du Sénat du 31 juillet 1920. J. O. du 17 août 1920. Page 1665.

merce qui est une des nécessités de notre vie parisienne, de notre vie française. (1) »

Un décret du 28 juillet 1921 porte un règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 31 août 1920 relative à l'exportation des œuvres d'art.

Enfin, la loi de finances du 17 janvier 1922 a abrogé tout ce système. La faculté qu'avait le Ministre des Beaux-Arts d'interdire la sortie des œuvres d'art, dans les conditions que nous avons vues, est supprimée.

Cependant, à titre de compensation, les opérations de vente effectuées par les antiquaires ou portant sur des peintures, sculptures, aquarelles, etc, sont frappées d'une taxe de 10 o/o et d'une autre de 1 o/o. Celles-ci permettront de constituer une caisse avec les ressources de laquelle l'Etat pourra acquérir certaines œuvres d'intérêt national. En outre, la liste des objets d'art connus et appartenant à des particuliers sera dressée. Le propriétaire sera tenu d'aviser le Ministre des Beaux-Arts lorsqu'il désirera aliéner un de ces objets. Ainsi, l'Etat pourra les acquérir et les empêcher de passer à l'étranger. Il aura d'ailleurs la faculté d'exercer sur toute vente publique d'œuvres d'art un droit de préemption.

Ces dispositions, quoique très combattues, M. Léon Bérard, Ministre de l'Instruction Publique les fit voter en disant : « Nous avons parfois entendu de justes et longues lamentations sur ce que, par la négligence du pouvoir, ou par l'insuffisance de la législation, telle œuvre d'art, tel chef-d'œuvre qui auraient dû trouver place dans nos collections nationales,

(1) *De Monzie*. Séance du Sénat 31 juillet 1920. J. O. du 17 août 1920. Page 1.665.

aient émigré dans quelque collection étrangère. Vous voyez donc que sauf à éviter tout abus, il peut y avoir intérêt à laisser à l'Etat le pouvoir de s'opposer dans de telles circonstances, d'ailleurs très rares, à l'exportation des œuvres rares. Ou cela, ou la liberté entière avec de sages mesures qui permettent de sauvegarder ce qui est vraiment digne d'entrer dans le patrimoine national. Il faut opter (1) ».

Pour nous, nous avons opté. Nous ne sommes pas partisans de la liberté complète mais des sages mesures préconisées par M. Léon Bérard et qui permettent de sauvegarder notre patrimoine national. Nous sommes, en cette matière, les adversaires irréductibles de la législation qu'a fait disparaître la dernière loi de finances, législation qui, selon M. Tissier « a suffi pour arrêter tout commerce et fait tomber complètement la valeur des objets que l'on voulait protéger (2) ».

Pas de prohibition quand il s'agit d'exportation d'œuvres d'art, la liberté restreinte seulement par la nécessité de conserver chez nous ce qui peut enrichir vraiment notre patrimoine national. C'est le but des dispositions de la dernière loi de finances, auxquelles nous donnons sans réserves notre approbation.

(1) *Léon Bérard*. Discours à la Chambre. 2^e séance du 14 décembre 1921, et du 16 décembre 1921. Page 5.090.

(2) *Tissier*. Ibidem.

RÉSUMÉ DU LANGAGE DES FAITS

Tableau sommaire de l'évolution du Protectionnisme

La politique des décrets. Un coup d'œil sur l'avenir!

Nous avons tenté de donner un aperçu de la politique commerciale de la France depuis le commencement de la guerre jusqu'aux premiers jours de mars 1922. Nous en avons marqué les traits essentiels et, à une conclusion d'ordre général sur les faits, nous avons préféré, à la fin de chaque chapitre, donner notre appréciation sur les faits de la période que nous venions d'examiner. Rappelons seulement, en terminant, les diverses conclusions auxquelles nous sommes arrivés et, en condensant notre pensée, en résumant les conclusions que nous avons pu porter sur chaque période, nous aurons ainsi un tableau de l'évolution du protectionnisme. C'est là le seul but de notre conclusion sur la première partie de notre thèse. Nous nous bornons à constater et rien de plus. Ce sont les faits que nous avons énoncés et que nous avons fait parler du mieux que nous avons pu. Ce n'est, en somme, pas une conclusion que nous formulons, c'est un résumé du langage des faits que nous voulons donner.

Du 2 août 1914 au 6 mai 1916, les réductions ou suspensions des droits de douane, les prohibitions de sortie marquent cette période où les nécessités de la défense Nationale et du ravitaillement de la population dominent tout. C'est une

période où l'on sent l'absence de toute tendance et de toute politique. Ni libéralisme ni protectionnisme. C'est avant tout une politique de nécessité.

Du 6 mai 1916 au 23 mars 1917, les prohibitions d'entrée viennent se joindre aux prohibitions de sortie. C'est une période de transition où s'ébauche une politique commerciale interalliée. Elle porte d'ailleurs la marque très nette du mercantilisme.

Du 22 mars 1917 à l'armistice, c'est le triomphe du mercantilisme, c'est la période où l'on a en vue un seul but : « Améliorer la balance des comptes ».

De l'armistice au traité de paix, disparition presque complète des prohibitions et tendance de retour au protectionnisme avec le rétablissement des droits *ad valorem*, de l'admission temporaire.

Du traité de paix aux premiers jours de 1921, le mercantilisme se joint au protectionnisme. A côté du rétablissement des prohibitions d'entrée et de sortie on trouve l'établissement de coefficients de majoration, le rétablissement de certains droits de douane, le relèvement d'autres droits de douane et quelques mesures protectionnistes. Mais là encore on peut dire « politique de nécessité, de circonstance », et de façon plus imagée, « politique de convalescence ». Cependant, le protectionnisme n'a pas perdu tous ses droits, il n'est pas mort, il veut vivre et on y revient petit à petit, comme par étapes.

De 1921 à 1922 on trouve alors une marche en avant complète vers le retour au protectionnisme. On revient au régime d'avant-guerre, mais notons-le, cela à son importance, c'est une série de décrets qui nous y fait revenir.

On pourrait dire : au début de la guerre, pas de politique nette, aucune tendance décisive. A partir de 1917, mercantilisme et protectionnisme et enfin retour au protectionnisme.

Plus simplement on pourrait caractériser la politique de guerre en deux mots :

Pendant la guerre : mercantilisme ;

Après la guerre : retour au protectionnisme.

Mais partout le procédé employé par le gouvernement c'est l'opportunisme.

Telle est dans ses grandes lignes, l'évolution du protectionnisme dans les faits. C'était la partie la plus fastidieuse de notre travail parce qu'il n'est pas aisé de faire défiler une série de décrets, de textes divers, dont l'énumération est cependant indispensable pour pouvoir apercevoir la philosophie à tirer de ces faits. Si c'était la partie la plus fastidieuse ce n'était pas la moins intéressante car c'était la partie essentiellement réaliste et pratique de notre étude.

La politique des décrets

La politique des décrets constitue à vrai dire la pièce maîtresse du système de guerre. Le gouvernement a des pouvoirs tellement grands en la matière, certaines commissions peuvent jouer un rôle tellement important qu'il est impossible dans une conclusion qui n'a d'autre but, rappelons le, que de rappeler le langage des faits de ne pas réserver une place à part à cette politique des décrets contre laquelle nous avons déjà eu l'occasion de nous élever ! Et en terminant bien que nous rendions hommage à la loyauté et à la compétence de M. le Ministre du Commerce, et bien que nous reconnaissons la nécessité de l'opportunisme qui est la caractéristique de la politique actuelle nous voulons encore dire nos craintes sur ce procédé de gouvernement.

Nous résumons les faits ; c'est, par conséquent le moment de rappeler en quelques lignes la politique que nous appelons la politique des décrets qui fait l'objet de nos critiques.

Dès 1914 les Chambres donnaient pleins pouvoirs au gouvernement pour prendre toutes mesures utiles à la défense nationale et les décrets de cette époque ont surtout pour but d'édicter des prohibitions de sortie ou de réduire ou même de suspendre des droits de douane.

La loi du 6 mai 1916 que les Chambres ont prorogée et sous le régime de laquelle nous sommes encore actuellement, donnait au gouvernement le droit de prohiber par

décret l'entrée des marchandises et d'augmenter les droits de douane par le même procédé.

On prohibe alors l'entrée et la sortie de diverses marchandises et le décret du 28 mars 1917 édicte une prohibition générale d'importation mais il est vrai qu'à cette prohibition d'ordre général des autorisations d'importation d'ordre général elles aussi viennent apporter une importante exception.

A partir de l'armistice disparaissent presque complètement les prohibitions, et des surtaxes *ad valorem* viennent s'ajouter aux marchandises déjà taxées et des décrets divers vont modifier dans le sens d'un abaissement ou, au contraire, d'une augmentation les coefficients de droits de douane. Un droit assez bas est subitement redressé. C'est justement cette politique là qui est dangereuse.

Ce sont, en effet, des soubresauts perpétuels qui défont toutes les prévisions et rendent impossibles toutes combinaisons industrielles et commerciales. Prenons un exemple pour mieux marquer notre pensée.

Un décret du 23 avril 1920 interdisait subitement l'importation en France des marchandises comprises dans une série de près de 206 numéros du tarif douanier et, comme chaque numéro comprend plusieurs espèces d'articles commerciaux il s'ensuit que des centaines d'articles se trouvèrent interdits à l'importation; si le but de cette interdiction était d'améliorer le change en restreignant les achats à l'étranger, le résultat était bien maigre car on a pu calculer que l'importation des articles prohibés représente une moyenne de 551 millions par an ce qui ne fait guère que 1,90 des importations totales de l'année qui s'élèvent à 29 milliards. Cette mesure a suscité des réclamations énergiques tant à

l'intérieur qu'à l'extérieur du pays et un nouveau décret du 22 juillet a réduit à 23 numéros du tarif douanier la liste des articles prohibés par le décret du 23 avril et augmenté les droits sur les articles libérés de la prohibition.

Cet exemple est suffisamment net et montre clairement le danger de cette politique que nous qualifions de politique de l'incertitude.

Un autre exemple aussi suggestif est celui de l'interdiction d'exportation des fils de lin. Un décret interdit cette exportation. Cette mesure inattendue a causé dans l'industrie linière de Lille une grosse émotion. Cette industrie se relevait péniblement des dévastations commises par les Allemands. Elle commençait à exporter surtout en France et en Belgique (9 millions de fils de lin dans les deux premiers mois de 1920).

Pourquoi ce décret? Pour conserver en France ce produit qui est une matière pour le tissage.

Les filateurs se sont émus, ont protesté et ont demandé qu'on rapporte le décret. Au lieu de cela le Ministre a demandé à l'Administration des Finances d'accorder dans la plus large mesure des dérogations au décret de prohibition.

Or de ces autorisations d'importation ou d'exportation il a été fait un usage absolument scandaleux.

M. Emmanuel Brousse, député des Landes, dénonçait les abus auxquels conduit ce régime des autorisations d'importation et il le faisait en ces termes :

« Ce régime des autorisations d'importation aboutit à des résultats comme ceux-ci que je tiens à placer sous les yeux de la Chambre. Voici, par exemple, l'annonce extraordinaire suivante que l'on a vu passer ces jours-ci dans *le Midi Vinicole* :

« Un importateur de vin d'Espagne en 1916 et 1917 vendait son droit d'importation pour 1918 à 6 francs par hecto.

« Et un autre dans un numéro plus récent déclare : « A vendre 3 francs l'hecto l'autorisation d'importation de vins d'Espagne jusqu'à concurrence de 12.000 hectos. » (1)

Mais là n'est pas seulement le danger de la politique des décrets. Elle en présente de bien plus graves. Elle a permis d'accentuer dans des proportions énormes la protection jusqu'ici accordée à l'industrie et, dans une certaine mesure, celà est une des causes de la vie chère. Nous estimons que de véritables scandales se sont produits à la faveur de ce protectionnisme outrancier qui était devenu du prohibitionnisme et ce sont les consortiums et de gros intérêts privés qui en ont profité au détriment non seulement du consommateur mais encore des industriels qui travaillent la matière première et de tous ceux (et ils sont presque l'unanimité !) qui utilisent la machine.

Dès le commencement de 1919, M. De la Trémoille soulevait cette importante question à la Chambre et il n'hésitait pas à qualifier ainsi cette politique ! « Les prohibitions ont eu pour résultat et ont peut être pour but d'empêcher la baisse des cours. » (2)

Si sévère que soit cette opinion elle ne paraît cependant pas exagérée et elle semble parfaitement justifiée.

(1) Brousse. Séance de la Chambre des Députés, 28 juin 1918, *Officiel*, page 1834.

(2) De La Trémoille, 11 février 1919, séance de la Chambre, *Officiel* du 12 février 1919, page 510.

N'est-ce pas pour vendre à 145 francs un produit que l'étranger nous offre à meilleur compte qu'a été conservée l'interdiction d'importer le sulfate de cuivre ?

Le prix du cuivre n'a-t-il pas été fixé à 308 f. 13 net les 100 kilogr. alors qu'importé d'Angleterre il reviendrait à 246 francs, soit, par conséquent, une différence de 62 francs.

Le zinc n'est-il pas vendu 157 francs les 100 kgs alors qu'importé de l'étranger il ne coûterait que 115 francs ce qui fait une différence de 42 francs.

Mais il y a plus encore. M. de la Trémoille, au cours de son exposé, signalait le fait suivant qui est d'une gravité exceptionnelle.

« Jusqu'au 20 janvier 1919, disait-il, l'importation des machines agricoles était libre. Elles avaient tout d'abord été inscrites sur la liste des dérogations générales de l'arrêté du 30 avril 1917 ; nous les retrouvons dans l'énumération si restreinte pourtant du 13 juillet de la même année.

« Et voilà qu'aujourd'hui au moment où se pose dans toute son acuité le problème de la reprise générale du travail agricole la prohibition est pronocée. »

Et se demandant la raison d'une telle mesure, M. de la Trémoille ajoutait :

« Vous ne direz pas, j'imagine, que c'est pour venir en aide à notre industrie. Celle-ci est tout à fait incapable de produire en quelques mois les instruments aratoires qui nous sont nécessaires et les pièces détachées avec lesquelles nous pourrions mettre en état les machines que nous possédons déjà. » (1)

(1) De La Trémoille, op. cit., *Officiel* 1919, page 510.

Mais, sans conteste possible, le scandale le plus formidable fut celui des « huiles ». Un consortium a été chargé de répartir entre les huileries françaises les cléagineux mis à sa disposition et des profits énormes ont été réalisés par ce consortium puisqu'en effet de 45 à 50 francs en 1916 le prix des arachides est passé à 140 francs en 1918.

M. de la Trémoille a tenté d'établir l'écart entre le prix de revient et le prix de vente, c'est-à-dire le bénéfice de l'Etat et de son associé et il l'a fait en ces termes :

« Au cours de la dernière campagne, les arachides ont été payées à 31 fr. 65 les 100 kilogs rendues à Dakar.

« Les frais de magasinage, de manutention, d'embarquement, d'assurance contre les risques de la guerre, les frais divers se montent à environ 15 francs. Le fret sous pavillon français, coûte 40 fr. 50 soit, en tout 87 francs. Mais 19 o/o environ de nos importations s'effectuent sous pavillon étranger et ce transport est plus cher que le nôtre. Majorons donc notre chiffre de 4 francs. Nous arrivons à 91 fr. Ajoutons-y encore 5 fr. pour les frais de consortium, nous obtenons une dépense totale de 96 à 97 francs. » (1)

Or l'importation des huiles étrangères est absolument prohibée. Le consortium reste donc maître du marché et ce qui est acheté 96 à 97 francs est revendu 140 francs (prix fixé par décret) ce qui représente un bénéfice de 45 francs par quintal d'arachides, correspondant à 1 fr. 45 par kilogramme d'huile comestible.

Cela se passait pendant la guerre. On aurait pu espérer que la guerre une fois terminée cette situation prendrait fin,

(1) De La Trémoille, après citation, *Officiel*, 1919, page 510.

il n'en fut rien. Depuis l'armistice est intervenu le décret du 2 décembre 1918 qui ramène le prix des arachides en casses, importées en vrac à 121 fr. 50 les 100 kilogs. De son côté l'Etat a bénéficié d'une diminution sur les risques de guerre de 6 0/0 par mois; ces risques ont été réduits à 0 fr. 25 0/0 par mois.

D'autre part le fret n'est plus que de 283 fr. 50 la tonne, par conséquent les frais généraux ayant baissé, le bénéfice reste exactement le même bien que le prix de vente soit lui aussi abaissé.

Quel est le résultat concret de cette politique de décrets de prohibition, c'est que les consommateurs français paient 5 fr. 30 les huiles comestibles tandis qu'elles sont vendues couramment 2 fr. 50 de l'autre côté de la Manche.

Et l'on ne peut même pas avec un semblant de raison soutenir que sans ces prohibitions d'importation le prix de l'huile n'aurait pas sensiblement diminué. Voici un exemple qui démontre tout le contraire. En août, septembre et octobre 1918 il a été accordé un certain nombre de dérogations à la prohibition d'importer. Les heureux bénéficiaires de cette faveur ont payé de 84 à 86 francs les 100 kgs de graines de palmistes achetées au Congo, rendues en France et transportées sous pavillon belge tandis que, vendues par l'intermédiaire du consortium, elle revenaient à 150 francs.

Le résultat de cette politique fut l'augmentation du prix de l'huile et l'enrichissement scandaleux du consortium. M. Barthe pouvait dire, en effet, à la Chambre des Députés : « Il y a plus de 30 millions dans la caisse accidentelle du consortium des oléagineux. A qui vont revenir ces bénéfices qui ont, dans une certaine limite occasionné la vie chère? Est-ce que

les bénéficiaires d'un tel état de choses, qui ont gagné des sommes considérables, vont encaisser ces sommes ? » (1)

Depuis la signature de la paix ce protectionnisme a encore été augmenté, spécialement en ce qui concerne l'industrie, et l'industrie métallurgique en particulier. Il suffit pour cela de faire une comparaison entre le tarif établi par la loi de 1892 et celui établi par le décret du 28 mars 1921 tarif qui se trouve d'ailleurs majoré des coefficients de majoration établis par des décrets antérieurs.

Par exemple 100 kilogrammes de fer ou acier machiné paient 26 fr. au lieu de 6 fr. sous le régime de la loi de 1892.

Le cuivre pur ou allié de zinc, d'étain, d'aluminium ou de manganèse paie 90 francs les 100 kilogrammes au lieu de 13 fr. sous le régime antérieur.

Le minerai de plomb qui était exempt de droits paie 13 fr. aux 100 kilogs.

Ces quelques exemples suffisent à démontrer l'exagération de la protection accordée à certaines industries et à l'industrie métallurgique en particulier.

Les consortiums, les grosses firmes industrielles possèdent des stocks considérables de produits acquis à des prix élevés et ils veulent s'en défaire avec la moindre perte. Certains autres veulent être les maîtres du marché et n'admettent pas la concurrence étrangère. Notre industrie handicapée de la sorte ne peut pas diminuer ses prix et le coût de la vie ne diminue pas. Voilà quelles sont les graves conséquences de cette politique des décrets qui a tout de même par trop favo-

(1) Barthe. Séance de la Chambre des Députés 11 février 1919, *Officiel*, 1919, page 510.

risé certains intérêts puissants au détriment des intérêts généraux bien plus intéressants de la masse.

Est-il exact enfin que les mêmes industriels sont en même temps membres de la Commission interministérielle instituée par le décret du 21 juillet 1919 pour la révision périodique des coefficients de majoration des droits de douane et de la Commission des valeurs en douane qui est chargée de donner son avis sur les changements à apporter au tarif douanier? S'il en est ainsi ces industriels peuvent très aisément, par leurs avis et à l'aide des coefficients et des droits proprement dits, faire renforcer la protection qui peut leur être utile. Si ce fait existe vraiment il faut souhaiter que les avis de ces commissions ne soient pas suivis aveuglément et qu'ils soient examinés de bien près avant d'être exécutés.

Il n'y a pas que dans la métallurgie que se manifeste la politique néfaste des décrets. Elle se rencontre aussi dans le domaine agricole; comme la politique protectionniste qui est faite pour certains produits agricoles est une des causes directes de la vie chère, c'est surtout cette politique agricole qui est stigmatisée par la foule des consommateurs qui payant les denrées alimentaires à des prix très élevés accusent volontiers le paysan de trop profiter de la situation. Il est vrai que la politique suivie par le Ministère de l'Agriculture n'est pas faite pour faire cesser ce concert de récriminations.

Le 7 mars 1922 le Ministre de l'Agriculture prenait un décret qui prohibait l'importation et le transit en France des animaux en provenance du Danemark, de la Grande-Bretagne et des îles anglo-normandes.

Un décret du 11 mars 1922 autorise l'exportation et la

réexportation pour toutes destinations des animaux de boucherie.

Par un décret du 30 mars 1922 le Ministre de l'Agriculture a relevé les droits de douane sur les beurres et les fromages.

Est-ce une simple coïncidence? Toujours est-il qu'au moment où paraissaient ces diverses mesures se produisait une hausse très appréciable du prix de la viande, des beurres et des fromages. Il semble difficile de mettre ce fait sur le compte de la coïncidence car, cette hausse se produit à un moment où, précisément, avec l'apparition des herbages les consommateurs étaient en droit d'attendre une baisse sensible sur ces produits.

Il est évident que ces mesures de protectionnisme ont des conséquences très fâcheuses et très graves. Que le paysan subisse une crise, que, par suite de la sécheresse il ait été obligé de donner du foin à ses animaux, que ses frais généraux s'en soient trouvés augmentés, cela n'est point douteux! Mais ce qui paraît au moins anormal, c'est de voir prendre ces décrets à l'approche du beau temps, au moment où tous ces produits devraient logiquement baisser.

M. Chéron avait déclaré en arrivant au Ministère qu'il s'emploierait de toutes ses forces à faire baisser la vie. Est-ce vraiment les moyens qu'il emploie qui l'y feront arriver! Il était parti en guerre contre la « mercante » et faisait grand bruit de la « taxation »; depuis quelque temps les journaux n'en parlent plus! Le ministre de l'Agriculture n'aurait-il pas une autre idée en tête et ne songerait-il pas à utiliser tout simplement la loi sur la spéculation illicite dans laquel-

le il trouve des armes suffisantes pour lutter contre les « profiteurs ».

Quoiqu'il en soit, si bonnes que soient les intentions du Ministre de l'Agriculture, quel que soit le procédé qu'il emploie « taxation » ou « loi sur la spéculation illicite », toutes ces mesures ne serviront de rien s'il permet qu'à la base de la production, à l'aide des mesures protectionnistes qu'il a édictées lui-même, on puisse vendre à haut prix sans craindre l'aiguillon de la concurrence étrangère.

Nul plus que nous n'admire le paysan de France; bercés par la terre, nous avons appris à l'aimer dès notre plus tendre enfance; nous admettons fort bien, avec le Ministre de l'Agriculture, que « les agriculteurs soient traités comme les enfants chéris de la nation », mais s'il faut aider le paysan, s'il faut le secourir il ne faut pas exagérer la politique protectionniste qui poussée trop loin produit la vie chère. Et si les agriculteurs, qui sont la majorité méritent une place de faveur, il ne faut pas que le gouvernement leur donne toute son affection à l'exclusion des autres. Qu'ils soient les enfants chéris, ils le méritent! mais que les autres ne soient pas des « parias » et des « délaissés » et qu'on ne vienne pas favoriser par trop les uns en lésant par trop les autres. C'est par tels procédés qu'on drasse les uns contre les autres les fils d'une même nation et dans la France victorieuse il ne doit pas y avoir des agriculteurs, des commerçants ou des ouvriers, il doit y avoir seulement des Français! Or il est bien certain que les décrets protectionnistes que nous avons signalés excitent largement les luttes entre citadins et ruraux et qu'il faut que cela disparaisse!

La conclusion de tout cela est bien simple, c'est de voir

disparaître au plus tôt le régime des décrets et d'y voir substituer le mécanisme plus compliqué et tout de même plus sûr qu'est celui de la loi. On objectera peut-être qu'il faut actuellement être « opportuniste » et que, précisément, le décret est l'auxiliaire indispensable de cet opportunisme. L'objection n'est pas sans valeur. Qu'on laisse au gouvernement le soin de prendre un décret, applicable immédiatement si les circonstances l'exigent, mais qu'on le soumette immédiatement à la ratification des Chambres qui enlèveront du décret ce qui est exagéré ou qui y feront mettre ce qui leur semble manquer ; c'est une procédure qui conciliera tout et qui présentera le gros avantage d'être suffisamment souple pour s'adapter aux nécessités de l'heure présente. Elle mettra fin aux dangers que présente la politique des décrets.

Peut-on, pour en terminer avec la question des faits, prévoir que ce régime subsistera ou qu'au contraire il sera modifié ? C'est difficile car on est réduit dans ce domaine à des hypothèses et quand on marche dans le dédale des suppositions et des hypothèses il faut le faire avec une grande réserve et une extrême prudence. Cependant, avec les quelques indices dont nous pouvons disposer, il est permis d'essayer de nous demander de quelle façon sera modifié ce régime, car le vent des modifications semble souffler en cette matière comme en beaucoup d'autres. C'est un coup d'œil sur l'avenir qu'il nous faut jeter ; c'est peut-être un peu prétentieux, mais nous avons eu la chance de trouver sur ce point quelques indications qui nous permettent de ne pas marcher complètement à l'aveuglette.

On prétend, un peu partout, et c'est un bruit qui se confirme, que la Direction générale des Douanes se prépare

à effectuer une révision des coefficients de majoration des droits de douane tels qu'ils résultent du décret du 20 juin 1921.

Quand on se demande dans quel sens s'opérera cette révision, c'est là quelque chose de très problématique.

Cependant, le *Bulletin des Halles, Bourses et Marchés*, du 1^{er} mars 1922, nous fournit sur ce point une indication intéressante. Il écrit en effet « que la commission interministérielle de révision des coefficients de douane a rejeté récemment 14 demandes de majoration de droits qui étaient sollicitées par différentes corporations. En sens inverse elle s'est déclarée favorable aux quelques demandes de réduction de droits qui lui ont été soumises.

Ceci n'est évidemment qu'une indication, cette commission ayant un pouvoir simplement consultatif; le fait n'en a pas moins sa valeur.

D'autre part, à l'heure actuelle, plusieurs des décrets qui ont été pris par le gouvernement sont soumis à la ratification des Chambres et le rapport de M. Néron, rapporteur de la Commission des douanes conclut à leur adoption. Parmi eux il faut citer ceux du 30 décembre 1921 qui rétablit un coefficient de 2, 3 sur les foulards, tulles passementeries, etc. tous autres tissus de soie de provenance d'Extrême-Orient, coefficient qui rétablit l'égalité avec les tissus de soie en provenance d'Italie, celui du 15 octobre 1921 qui prévoit pour le malt entier ou en farine, un droit unique de 15 0/0 *ad valorem* en tarif minimum comme en tarif général ce qui rétablit en faveur de la production française du malt le pourcentage dont elle jouissait avant la guerre. La Commission des douanes estime aussi qu'il y a lieu d'approuver la mesu-

re prise par le Gouvernement par la publication du décret du 20 octobre 1921 relevant les droits sur les outillages mécaniques et M. Néron invite ses collègues à acquiescer dans ce sens. C'est donc dans une politique de protectionnisme que semble s'engager le Parlement et le régime de demain paraît devoir être encore un régime de protectionnisme. Mais on semble aussi vouloir s'orienter vers un régime d'accords commerciaux qui régleront les relations commerciales de la France avec les autres pays pour éviter des dangereuses guerres de tarifs dont nous venons de subir, avec le conflit franco-espagnol, les effets désastreux.

FIN DE LA PREMIÈRE PARTIE

DEUXIÈME PARTIE

LA DOCTRINE

CHAPITRE PREMIER

L'Agriculture et le Protectionnisme

« A tout Seigneur tout honneur », dit un vieux précepte. C'est pourquoi nous commençons cette étude de l'évolution du protectionnisme depuis la guerre dans la doctrine par l'examen des idées des agriculteurs sur ce point particulier.

La France est par essence un pays agricole ; c'est la terre, la vieille terre de France qui fait la richesse de notre pays. Les $\frac{3}{5}$ de notre population sont des paysans. Ce sont les agriculteurs qui, pour la grande majorité, « ont fait la guerre » et l'héroïsme qu'ils ont déployé, le courage dont ont fait preuve leurs femmes, leurs enfants méritent vraiment qu'on les traite comme les « enfants chéris » de la nation comme le demandait M. le Ministre de l'Agriculture à la Séance de la Chambre des Députés du 3 mars dernier. C'est pour cela que, reprenant la traditionnelle division qu'on a coutume de faire de l'activité économique nationale « Agriculture, Industrie et Commerce » nous consacrons ce pre-

mier chapitre à l'Agriculture et à ses idées sur le protectionnisme », nous réservant dans les chapitres suivants de traiter le protectionnisme vu par les industriels d'une part, par les commerçants d'autre part.

Notre agriculture, dans la grande enquête qui a précédé la révision douanière de 1910, avait fait valoir ses desiderata et il y avait été donné satisfaction par les retouches apportées dans les taxations antérieurement établies par la loi douanière de 1892. Elle semblait donc protégée à son gré. C'est d'ailleurs ce que paraît penser la doctrine. Ce que demandent actuellement les agriculteurs c'est surtout le maintien de la maîtrise de nos tarifs douaniers et du système des droits compensateurs.

C'est ce qu'on trouve dans les vœux des Congrès et les réunions des Associations agricoles car, aujourd'hui le paysan de France, auquel on a si souvent reproché son individualisme, on a même dit son égoïsme, sent la nécessité impérieuse de la solidarité et du groupement et il adhère volontiers à des syndicats locaux, qui groupés, forment des fédérations départementales qui donnent naissance à des fédérations régionales et toutes ces fédérations sont groupées dans de puissantes confédérations dont les deux plus influentes sont la Confédération Nationale agricole (C. N. A.) que préside M. J.-H. Ricard, ancien Ministre de l'Agriculture et la Confédération Générale agricole (C. G. A.) à la tête de laquelle est M. Pallu de la Barrière.

Ces Associations, ces groupements agissent, se remuent et c'est chez les dirigeants que nous trouvons toute la pensée des paysans de France.

C'est, par exemple, un vœu de la vieille « Société des Agri-

«culteurs de France » qui, organe de ses 10.000 adhérents et de ses 600 associations agricoles affiliées qui groupent ensemble plus de 500.000 propriétaires ou exploitants du sol, » envoie, à la fin de 1916, une note aux Ministères des Affaires Etrangères, de l'Agriculture et du Commerce dans laquelle elle demande :

1°. Que soit maintenue d'une façon absolue et vis-à-vis de tous la maîtrise de nos tarifs reconnue en 1892 et conservée depuis lors sauf quelques rares et regrettables exceptions.

2°. Que soit maintenu et au besoin renforcé le système des droits compensateurs suivant le principe posé en 1892.

C'est un vœu analogue que votait la Fédération Agricole du Centre réunie à Bourges le 10 février 1922 sous la Présidence de M. Riverain assisté de MM. Jules Gautier, président de la Confédération des Associations agricoles et du Marquis de Vogüé, président de la Société des Agriculteurs de France.

C'est ce maintien de la maîtrise absolue de ses tarifs que réclamait la Société Nationale des Viticulteurs de France le 2 juin 1916.

Le 21 mai 1921 la Fédération régionale des Associations agricoles du Centre adoptait le vœu « qu'un droit *fixe* et suffisamment élevé soit établi à l'entrée des blés étrangers et qu'un contrôle rigoureux soit exercé par le Ministre de l'Agriculture et les Associations agricoles afin que les importations qui pourraient être nécessaires soient strictement limitées à l'appoint indispensable pour satisfaire à la consommation nationale: »

La Commission de l'Agriculture du Sénat, réunie sous la présidence de M. Méline, le 15 mars 1922 réclamait de mê-

me ce droit à l'entrée des blés étrangers. Il nous semble qu'il y ait exagération de réclamer un droit fixe car si on ne doit pas abandonner les intérêts de l'agriculture, c'est une véritable nécessité sociale que le prix du pain ne soit pas par trop élevé. Or avec un droit fixe il semble difficile de s'acheminer vers un abaissement du prix du pain. Ce droit sur les blés étrangers devrait, à notre sens, s'adapter aux fluctuations des cours.

Sans songer à revenir au vieux système de « l'échelle mobile des céréales » qui ne donna satisfaction à personne et sans admettre une des solutions que propose M. G. Sinceny (1) qui propose d'ajouter au droit fixe de 7 francs établi par la loi de 1892 une surtaxe variant avec le prix du blé, ce qui est un retour indirect au système de l'échelle mobile, nous estimons que ce droit fixe est trop préjudiciable aux intérêts du consommateur de pain.

C'est pourquoi nous croyons plus sage l'autre solution proposée par M. Sinceny, qui voit « dans le mode actuellement suivi d'augmentation des droits par des coefficients le moyen de concilier les divers intérêts. Les coefficients de majoration sont révisables à tout moment; le Gouvernement serait donc, en mesure de faire, grâce à eux, modifier le taux de la protection suivant les circonstances. (1)

Dans d'autres vœux de ces diverses Associations on trouve une autre série d'idées non moins intéressantes qui indiquent clairement la pensée des agriculteurs.

La Société des Viticulteurs estime que l'idée d'un tarif préférentiel entre alliés n'est pas inacceptable.

(1) Sinceny. Le droit de douane du blé. Réforme économique, 30 mai 1921, page 159.

La Société des Agriculteurs de France dans la note à laquelle nous avons fait allusion plus haut préconisait l'établissement d'un triple tarif, comportant des droits préférentiels pour nos alliés, des concessions réciproques pour les neutres et des surtaxes contre les ennemis.

Et précisant un peu plus, dans sa réunion du 27 mai 1917, le Conseil d'Administration émettait le vœu que les relations commerciales avec l'étranger soient désormais soumises à un triple régime : tarif général, tarif minimum, et facilité pour le Gouvernement d'accorder moyennant réciprocité des concessions graduées sur le tarif général sans pouvoir descendre au-dessous du tarif minimum toujours révisable suivant les besoins de la production française.

En somme, d'après les documents que nous venons d'indiquer, ce qui hante surtout l'esprit de nos agriculteurs c'est de maintenir le régime de 1892 et de 1910 d'une façon absolue. Ils ne paraissent pas réclamer une protection plus grande que celle dont ils bénéficient. Cependant il est des cas où ils réclament une aggravation du système protectionniste.

La Fédération agricole du Centre émettait le vœu dans son dernier Congrès que l'on élève les droits de douane si le change augmentait. Point n'est besoin d'insister sur ce vœu dont on saisit toute la légitimité et toute l'importance.

Une autre préoccupation tracasse aussi l'esprit de nos agriculteurs. Qu'arriverait-il si la liberté des transactions commerciales était rétablie en ce qui concerne les produits agricoles actuellement soumis au régime de l'importation par l'Etat ou du contingentement ?

Passer sans transition de ce régime à la liberté complète des échanges serait évidemment dangereux pour l'agriculture

nationale. Aussi, prévoyant le danger, la Société des Agriculteurs de France essaie de le conjurer et demande à cet effet, dans un vœu du 16 juin 1919, que l'application de cette mesure soit précédée de l'établissement de « surtaxes *ad valorem* » sur ces produits importés de l'étranger afin de préserver l'agriculture nationale des effets d'une concurrence ruineuse.

Il est des agriculteurs qui veulent cependant une protection très rigoureuse. L'agriculture subit actuellement une crise; comme le commerçant, comme l'industriel, l'agriculteur ressent les effets cruels de la crise. Il s'était habitué à gagner beaucoup d'argent, ses bénéfices ont baissé dans des proportions considérables et un rural dans le Bulletin des Halles et Marchés prétend que « les agriculteurs dépassent aujourd'hui dans la baisse des denrées agricoles la limite où celle-ci devient désastreuse. » (1)

Et ce journaliste agriculteur voit les causes de tous nos maux dans ce fait que l'agriculture française étant déficitaire, nous sommes obligés de faire appel à l'importation et de demander à l'étranger toutes ses disponibilités.

Si l'on suivait l'école que pompeusement il appelle « l'école rationnelle » qui voudrait que l'on soutint fermement notre agriculture pour l'aider à vaincre tous les obstacles et l'amener à produire de quoi faire face à tous les besoins du pays comme avant la guerre, si l'on suivait, écrit-il, « les préceptes de cette école, ce serait le relèvement immédiat de notre franc, la rentrée facile des impôts, notre situation

(1) Bulletins des Halles et Marchés. Propos d'un paysan, 20 février 1922.

financière et notre crédit rétablis, la prospérité retrouvée, la vie chère abolie. »

En face de ce tableau si attrayant il dresse le tableau beaucoup plus sombre de ce qui se passe en réalité.

Les neutres nous inondent de leurs produits : viandes, laines, blés, beurres, fromages, etc. Les importations directes du ravitaillement ont fait tomber le cours du blé de 100 fr. à 67 fr. soit de 30 o/o. La viande frigorifiée a fait tomber le cours du bétail de boucherie de 5 fr. à 2 fr. 50. La Bohême et la Tchéco-Slovaquie nous inondent de leurs moutons; l'Australie et l'Amérique de leurs laines dont le cours est tombé de 80 o/o depuis deux ans et maintenant c'est le tour du lait et de ses dérivés, le beurre et le fromage. Cette avalanche de produits étrangers submerge les cours et écrase l'agriculture française. A tout cela un remède que l'auteur n'indique pas nettement mais qui se déduit aisément de son article : c'est la protection à outrance.

Cet article nous semble quelque peu exagéré; sans doute l'agriculteur ne gagne plus autant d'argent que pendant la guerre mais son bénéfice est encore très-suffisant. Il reconnaît que notre agriculture est déficitaire et il ne voudrait pas qu'on fasse appel à l'étranger. C'est là un pur sophisme. C'est très beau de dire « qu'il faut aider notre agriculture à vaincre tous ces obstacles et l'amener à produire de quoi faire face à tous les besoins du pays comme avant la guerre. » Mais c'est là une formule théorique qui n'indique rien au point de vue pratique. Est-ce que précisément la concurrence ne serait pas un aiguillon précieux?

Nous entendons bien qu'à défaut d'accords commerciaux, il faille limiter cette concurrence dans de sages limites et

élever à l'entrée des droits compensateurs pour rétablir l'égalité des changes. Mais vouloir élever la barrière du prohibitionniste et vouloir ne pas faire appel à l'étranger quand on a besoin de lui, « c'est parler pour ne rien dire. » Et si, comme le dit notre auteur, le paysan doit vivre il ne faut pas oublier que les industriels et les commerçants subissent une crise épouvantable, que beaucoup sont obligés par les circonstances à déposer leur bilan, que beaucoup d'ouvriers sont réduits au chômage et que, dans ces conditions il serait inhumain d'élever par trop le prix du blé, et des autres denrées indispensables à la nourriture de l'homme. En toutes matières, il faut conserver une sage limite.

C'est pourquoi nous estimons que M. Chéron, l'actuel Ministre de l'Agriculture tenait le langage de la raison quand, unanimement applaudi, il disait à la Tribune de la Chambre : « Les droits à l'importation sur certaines denrées n'ont été que provisoirement suspendus. Je me borne à dire sur cette question délicate que nous devons rester maîtres de prendre au moment opportun les mesures nécessaires pour que jamais les agriculteurs ne se trouvent, sur nos propres marchés en état d'infériorité vis-à-vis de leurs concurrents étrangers. » (1) Voilà l'interprétation fidèle de la pensée des agriculteurs. Ils ne veulent rien de plus que la protection d'avant-guerre et le maintien des droits compensateurs. Mais s'ils ne demandent rien de plus, par contre ils sont décidés à exiger ce maintien par tous les moyens en leur pouvoir.

Ce qui les inquiète bien plus ce sont les prohibitions qui

(1) *Chéron*. Discours à la Chambre des Députés, séance du 3 mars 1922, page 627.

s'élèvent à la sortie de leurs produits. C'est l'objet de la plupart de leurs vœux de demander la levée de ces prohibitions.

Le 10 février 1922 les Sénateurs et Députés des départements de production laitière ont adopté à l'unanimité un vœu demandant que soient immédiatement rapportées toutes mesures de prohibition ou de taxation frappant la sortie de France des produits agricoles, et notamment les produits de laiterie. »

La Commission de l'agriculture de la Chambre des Députés s'est émue aussi de la question, elle a décidé dans sa séance du 15 février 1922 d'insister auprès du Gouvernement pour que les décrets d'interdiction de sortie soient rapportés également en ce qui concerne tous les produits agricoles, de façon « à permettre à nos producteurs de reprendre sur les marchés étrangers la situation que nous avions avant la guerre et de les développer dans l'intérêt — dit la note communiquée à ce sujet à la presse — de notre prospérité nationale sans préjudice pour le consommateur français. »

Ces diverses manifestations ont produit leur effet. Interpellé sur la politique agraire du Gouvernement, le Ministre de l'Agriculture est venu donner son avis et il a fait entrevoir la suppression à brève échéance de toutes ces prohibitions et il a indiqué les raisons pour lesquelles cette suppression s'imposait.

« Il ne servirait à rien, dit M. Chéron, d'encourager la production et de la défendre contre les périls qui la menacent si le cultivateur ne pouvait rien tirer du fruit de son travail et s'il se trouvait placé dans des conditions économiques qui l'empêchent de gagner sa vie.

« Je fais allusion à un certain nombre de décrets que je

ne blâme point parce qu'ils avaient été commandés par les circonstances de l'époque. Par ces décrets on interdit l'exportation de certains produits agricoles. D'autres peuvent sortir mais ils sont frappés de droits spéciaux qu'on appelle précisément droits de sortie. Si l'on s'explique que ces mesures aient été prises à un certain moment, elles n'ont plus de raison d'être aujourd'hui, surtout avec l'abaissement du prix de vente des produits agricoles.

« Par un premier décret nous avons abaissé dans des proportions considérables ces droits de sortie. Je ne pouvais sans secousse économique passer du régime de la porte fermée au régime de la porte toute entière ouverte. Mais puisqu'on me demande de répondre de façon précise aux questions qui m'ont été posées je le fais très volontiers.

« Notre orientation consiste à lever toutes ces barrières, toutes ces prohibitions, à supprimer les droits de sortie, d'abord dans l'intérêt de l'agriculture qui trouvera là un moyen d'écouler ses produits et aussi, en vérité, parce qu'il est incompréhensible dans notre situation financière présente, dans l'état de notre change, alors que nous avons tant besoin de rétablir l'équilibre de notre balance économique de paralyser les exportations. Il faut, au contraire, les encourager. »

En somme, des idées émises par les représentants autorisés des agriculteurs, des directives que donnent leurs associations au Gouvernement une conclusion semble s'imposer: au point de vue doctrinal, la politique agraire que les paysans désirent voir pratiquer doit se traduire par des conditions économiques qui leur permettent d'exporter librement leurs produits et de ne jamais se trouver sur nos propres

marchés dans des conditions inférieures à celles de leurs concurrents étrangers. Ajoutons à celà que les agriculteurs, pour bien montrer leur force syndicale, désirent ardemment qu'aucune modification ne soit apportée aux droits de douane sans consultation préalable des groupements professionnels et nous aurons sur ce point à peu près tout dit en ce qui concerne la doctrine.

LA CROISADE DU VIN

Il est un produit qui tient dans notre richesse agricole une place prépondérante : c'est la vigne. Notre pays ne fut peut-être point béni par tous les Dieux, mais Bacchus au moins ne l'oublia point. D'Ay à Saint-Emilion, de Vouvray à Nuits-Saint-Georges et aux Côtes du Rhône mûrissent et fermentent les plus savoureux nectars qu'il soit donné aux hommes de déguster.

On nous reprochera peut-être de faire rentrer le commerce des vins dans la rubrique « agriculture » mais c'est la terre de France qui le produit, ce sont ses paysans qui le récoltent et si, en effet, le vin est un article d'exportation qui rentre pour une large part dans la balance des comptes, c'est de la terre de France que vient « cet ambassadeur qui porte aux autres peuples, avec l'esprit de nos pères, la chaleur et l'enthousiasme, sans lesquels on ne fait point de grandes choses. » (1)

C'est pourquoi nous avons cru logique de classer ce commerce dans l'agriculture. Or les vins de France sont en péril :

(1) *Chéron*. Discours d'inauguration de la Semaine Nationale du Vin, 31 mars 1922.

Ils paient d'abord des taxes énormes (15 0/0 de droit de sortie pour les vins dits de luxe), mais le grand péril vient des pays prohibitionnistes et protectionnistes. Il est des pays comme l'Amérique et l'Angleterre qui subissent des crises de vertu. Dans le premier de ces pays la prohibition est complète et absolue. C'est la « dry America », « l'Amérique sèche » qui prohibe complètement l'entrée de nos vins et de nos alcools. L'Angleterre pour être un peu moins sévère impose cependant de telles restrictions à la consommation de nos vins qui n'ont pu entrer qu'après le paiement de taxes prohibitives qu'on peut dire en somme que là aussi le régime en vigueur est celui de la prohibition.

D'autres pays sont seulement protectionnistes, mais les taxes qu'ils imposent à l'entrée sont telles que le prix d'une bouteille de vin devient exorbitant dans ces pays. Le résultat c'est qu'en 1913 on avait vendu 30 millions de bouteilles, qu'en 1920 on en avait encore vendu 25 millions et qu'en 1921 la vente était tombée à 9 millions.

La situation est grave, par conséquent. Les viticulteurs s'agitent, se réunissent et émettent des vœux. Le 16 février 1922 la Commission d'exportation du Vin de France que préside M. Bertrand de Mun, avait convoqué les ministres du Commerce et de l'Agriculture pour leur exposer la situation et ceux-ci promirent aux viticulteurs toute la sollicitude gouvernementale.

Mais si importante qu'ait été cette réunion, elle n'aura pas eu l'influence de la « Semaine Nationale du Vin » qui s'est tenue à Paris du 13 mars au 20 mars 1922. Estimant avec raison que le problème important de la viticulture méritait d'être débattu avec ampleur et qu'il devait être discuté par

les représentants de tous ceux (et ils sont plus de 9 millions en France) qui ont intérêt à la prospérité de notre agriculture, l'homme d'action et d'immense talent qu'est M. J.-H. Ricard qui, pendant un trop court séjour à la tête du Ministère de l'Agriculture donna tant de preuves de sa haute compétence, prit l'initiative, d'accord avec l'Association Nationale d'Expansion économique, de cette Semaine Nationale du Vin.

La plupart des associations vinicoles, les noms les plus éminents de la viticulture et du Parlement ont pris part à cette manifestation et après les discussions documentées, des vœux ont été pris.

Nous ne voulons relever ici que ceux qui se rapportent à la question douanière et par là même rentrent exactement dans le cadre de notre thèse.

La Champagne émet le vœu que « la France use des moyens de défense les plus énergiques avant de contracter les traités de commerce avec toutes les nations byocottant les vins qui sont des produits très importants du travail français et que la révision des traités de commerce soit poursuivie dans un sens favorable aux vins. Elle désire en outre « qu'on demande aux nations étrangères non seulement la réduction des tarifs douaniers mais encore celles des taxes intérieures qui sont très lourdes dans certains Etats.

Et pour obtenir ce résultat ce sont des négociations qu'il faut entreprendre avec les divers Etats, négociations dans lesquelles il faudra surtout tenir compte des quatre vœux suivants qu'émettait la Semaine Nationale du vin dans sa séance plénière du 16 mars 1922 :

« Tendre à obtenir :

1° La réduction des droits d'entrée.

2° Les dénominations à inscrire dans les tarifs conventionnels des pays étrangers qui soient conformes à la désignation rationnelle des vins comme produit exclusif de la fermentation du jus de raisin frais afin de pouvoir interdire l'entrée des vins fabriqués.

3° Le respect des appellations d'origine, conformément au traité de paix.

4° L'acceptation par les réglementations douanières étrangères de nos méthodes d'analyse des vins.

Les viticulteurs demandent aussi des représailles par l'établissement de droits sur les matières premières, par exemple, qui entrent en franchise en France. Mais la solution la meilleure qui a été préconisée fort justement par la Semaine nationale du vin, c'est le traité de Commerce. C'est de l'Amérique que proviennent surtout les difficultés. Or, il se trouve qu'actuellement tous nos traités de commerce avec l'Amérique latine sont dénoncés. De nouveaux traités vont être négociés. Le moment est donc venu d'obtenir des réductions des droits d'importation et nous sommes fondés à les demander puisqu'en effet tous les états d'Amérique, importent en France des matières premières qui entrent en franchise.

Comme mesure de protectionnisme les viticulteurs ne réclament rien. Ils estiment — et ils ont raison — que la seule qualité des vins français suffit à les faire apprécier du consommateur national. Sur le marché français il n'est aucune concurrence à craindre; nous parlons des vins des grands crus bien entendu et la Société Nationale des Viticulteurs de France émettait même cette idée tout à fait nouvelle qu'un abaissement des droits sur les vins pourrait être accepté en échange d'autres avantages.

Ce qu'ils réclament avec insistance c'est la protection des marques de fabrique et des appellations d'origine. Mais si la concurrence étrangère n'est pas à craindre sur le marché français il faut bien se pénétrer de cette idée que nous n'obtiendrons pour le marché des vins ni la stabilité ni la sécurité tant qu'il ne s'appuiera que sur la consommation intérieure. Le véritable remède est dans l'exportation et il faut que la France obtienne des réductions de droits de douane et des suppressions de prohibitions.

Pour arriver à ce résultat il semble n'y avoir qu'un moyen, c'est le traité de commerce ; nous avons la possibilité de faire établir favorablement ce traité de commerce puisque nous avons une base sérieuse de discussion dans l'élévation que nous pourrions donner à notre tarif douanier sur certaines matières étrangères importées en France. Agissons dès maintenant sans crainte. Le vin français vaut bien qu'on s'occupe énergiquement de ses intérêts et le Gouvernement se doit d'aider puissamment les viticulteurs et leurs amis dans la « Croisade du Vin » qu'ils vont entreprendre.

CHAPITRE II

L'industrie, le Commerce et le Protectionnisme

Il y a quelque prétention à intituler ce chapitre « L'Industrie, le Commerce et le protectionnisme » car il est bien évident que, quels que soient les documents que nous ayons pu réunir sur la question, nous n'avons pas pu nous livrer à une enquête approfondie dans les diverses branches de la production industrielle. Nous avons seulement choisi dans les diverses industries françaises les plus importantes et nous nous sommes surtout efforcés de discerner les cas les plus typiques où se manifeste de façon complète la doctrine protectionniste. Les exemples que nous prenons d'ailleurs nous suffisent à tirer la conclusion qui s'impose sur l'industrie française, à savoir qu'elle est protectionniste.

I. — LES MATIÈRES PREMIÈRES

Les matières premières constituent vraiment le pain de l'Industrie. Elles sont les éléments indispensables sans lesquels l'industrie ne peut exister et c'est un problème très délicat que celui de déterminer le régime douanier qu'on doit appliquer à ces matières premières. Doit-on élever une barrière douanière ? Doit-on être protectionniste pour l'entrée en France des matières premières ? C'est là une question à laquelle, en vérité, il ne saurait être répondu de façon générale et uniforme. Selon que la matière première est abondante ou déficitaire, selon les genres d'industries, selon les

intérêts divers, le problème prend une face différente et la solution n'est pas la même.

Déjà, pendant la guerre, la question avait été examinée et dans une note du 7 avril 1916 M. Landry se demandait quels moyens utiliser pour nous réserver les matières premières indispensables à l'industrie française.

Pour celles qui se trouvent sur notre territoire ou dans nos possessions il estime qu'il conviendra de recourir aux interdictions d'exportation.

Pour les matières premières qui se trouvent chez nos alliés la solution du problème est dans l'établissement prévu par une résolution de la conférence économique (Sect. B. n° 3) d'un régime par lequel les alliés mettraient par préférence leurs ressources naturelles à la disposition les uns des autres ce qui suppose bien entendu des dérogations aux interdictions d'exportation au profit de nos alliés.

Mais pour les matières premières qui sont fournies par les neutres? M. Landry croit que c'est à l'initiative privée de nous les procurer mais cette initiative privée doit aussi pouvoir compter sur le secours de l'Etat? Et il croit que l'aide la plus efficace que pourra donner l'Etat consistera à consentir des avances et surtout à faire bénéficier les matières premières importées de dégrèvements douaniers, par application de l'article 44 de la loi du 17 décembre 1814.

Pour réserver les matières premières aux industries françaises et alliées, M. Fighiera voit trois moyens possibles : 1° acquisition en masse par l'Etat, 2° organisation de consortiums, 3° établissement de droits de sortie qui joueraient surtout comme arme contre les ennemis et nous aideraient à traiter aussi avec les alliés.

MM. Landry et Fighiera avaient surtout en vue les matières premières déficitaires qui manquent à la France et ils préconisaient de réserver d'abord ces matières premières à notre marché national et de combler ensuite le déficit avec les matières premières étrangères qu'on attirerait chez nous par l'appât de l'abaissement des barrières douanières.

Si maintenant nous laissons de côté l'avis des théoriciens pour examiner l'avis des producteurs et des industriels c'est l'intérêt personnel qui prédomine et à la question de savoir si l'on doit augmenter ou diminuer les droits de douane chacun répond selon son propre intérêt.

Il est cependant une matière première pour laquelle tout le monde est d'accord pour demander le dégrèvement des droits de douane, c'est la houille. Le droit sur la houille est un impôt sur l'industrie qui rapportait à l'Etat avant la guerre 30 millions de francs sans avoir rien changé à la capacité de rendement de nos mines. Nous ne tirons pas de notre sol plus de 40 millions de tonnes de houille tandis que l'Angleterre en sort chaque année 280 millions et l'Allemagne 170 millions. La suppression de cette taxe, écrit M. Havy, serait la bienvenue pour servir à favoriser notre industrie. (1)

Ce n'est pas un dégrèvement, mais au contraire, une demande de maintien de droits de douane que dans sa séance du 6 février 1922 formulait le Comité du Syndicat général des Cuirs et Peaux. Il décidait, en effet, d'intervenir pour que soient maintenus les droits de douane payés à l'entrée en France par les cuirs et peaux de fabrication étrangère, l'industrie française étant en mesure de fournir à la chapellerie les cuirs qui lui sont nécessaires pour ce genre de fabrication.

(1) Havy. Rapport op. cit. page 4 .

LA QUESTION DES SOIES

C'est également de l'augmentation des droits de douane, et par suite, du protectionnisme que sont partisans les industriels de la soie naturelle. Dans un Congrès important qui réunissait à Lyon douze grandes Associations ou Corporations de la soie ils examinèrent le tarif général et le tarif minimum des soies et soieries et, après discussion, ils en arrivèrent aux conclusions que nous essayons de résumer ci-dessous.

Pour ce qui est de la sériciculture, de la filature ils voudraient voir maintenir la franchise pour les cotons et les soies grèges écrues mais, en revanche, ils désireraient protection de la sériciculture et de la filature par le système des primes.

Pour le moulinage ils estiment nécessaire le maintien du droit actuel de 3 francs sur les soies ouvrées ou moulinées écrues étrangères entrant en France; ce droit est rendu plus nécessaire que jamais par l'augmentation des salaires et de tous les frais d'exploitation.

Enfin pour la teinture et l'apprêt ils demandent une protection directe sous la forme d'une majoration des droits d'entrée sur les fils de soie de toute nature teints ou chinés et sur les tissus de soie pure ou de soie mélangée d'autres textiles.

Ces prétentions ne sont, en somme, pas exagérées. C'est plutôt de compensation que de protection qu'il faut parler en la circonstance.

Ce problème de la « soie » est d'ailleurs fort complexe et soulève une foule de questions. C'est, par exemple, la lutte éternelle entre la soie artificielle et la soie naturelle, c'est encore la lutte contre les soies orintales.

Cette vieille concurrence entre la soie artificielle et la soie naturelle a d'ailleurs repris un regain de vitalité ces temps

derniers car il a été établi que les fabricants de soie sont dans l'impuissance d'alimenter d'une façon complète le marché français et en particulier la place de Troyes, patrie par excellence de la bonneterie. Les industriels, dont la soie constitue la base essentielle de leurs produits fabriqués, demandaient qu'on facilite l'entrée en France de la soie artificielle ce à quoi les producteurs de soie naturelle répliquèrent par une demande de maintien de la protection.

Ce problème qui n'est pas seulement théorique mais qui, étant données les circonstances, revêt un intérêt pratique considérable, a d'ailleurs été évoqué à la Chambre des Députés le 3 mars 1922. Le Ministre du Commerce, après s'être renseigné près des industriels compétents, avait décidé d'abaisser fortement les coefficients de douane sur les soies artificielles, coefficients qui de 4,7 tombèrent à 2,5.

Le représentant de l'industrie Troyenne, M. Israël, qui avait déposé une demande d'interpellation la retira en disant :

« Ma demande, ajouta-t-il, était dictée par la crainte de voir un certain nombre d'usines de Troyes dans l'obligation de fermer leurs portes parce que la matière première dont elles avaient besoin allait leur manquer.

« Il s'agissait, en somme de parer à une crise de chômage dont nous étions menacés. » (1)

Mais M. Andrieux qui est le défenseur des intérêts des producteurs de soie naturelle refusa de retirer son interpellation après avoir allégué qu'aucune industrie française ne souffre en ce moment plus que celle de la soie naturelle, autrefois si prospère mais aujourd'hui « concurrencée par un produit in-

(1) *Officiel* du 3 mars 1922, Chambre des Députés, Israël.

dustriel qui n'a de la soie qu'une trompeuse apparence et dont on veut favoriser l'envahissement sur notre marché par l'abaissement des droits. »

Tel est le problème théorique qui se pose et que M. Dior, en Normand qu'il est, a résolu par une habile conclusion. Pour expliquer les raisons qui lui ont fait prendre le décret qui donne satisfaction aux centres de bonneterie de Troyes, de Lyon et de Mulhouse, de Calais, dépourvus de matières premières, il dit qu'il a envisagé le « moment présent » et que les circonstances l'obligent précisément à empêcher le chômage dans les usines de bonneterie. Mais à M. Andrieux qui envisage surtout « le problème théorique et général » M. le Ministre du Commerce apporte un apaisement car « le jour où les producteurs français de soie naturelle auront besoin de protection nous saurons aussi faire pour eux ce qui sera nécessaire. » (1) En somme, en l'occurrence, comme toujours, le Ministre du Commerce affirmait une fois de plus sa ligne de conduite qui est « opportunisme. »

Disons, d'ailleurs, pour en terminer avec ce problème de la soie, que vis-à-vis des soies orientales les producteurs de soie naturelle ont réclamé la protection et qu'ils l'ont obtenue. Leur raisonnement était d'ailleurs parfaitement logique car on protégeait le marché national contre l'entrée des soies italiennes mais on n'élevait qu'une barrière insuffisante contre les soies orientales.

En effet, les soies en provenance de la Chine et du Japon, étant admissibles au tarif minimum, le droit qu'elles suppor-

(1) Journal officiel, 4 mars 1922, séance de la Chambre des Députés. Discours de M. Dior.

taient ne s'élevait qu'à 1.710 francs les 100 kilogrammes puisque le coefficient applicable était de 1.9 et que le tarif minimum était de 900 francs. Les tissus similaires d'Italie, passibles du tarif général spécial de 600 francs les 100 kilogrammes mais affectés de coefficients de majoration plus élevés, acquittaient généralement des droits supérieurs. Il existait là une anomalie dont les producteurs de soie naturelle réclamaient la disparition et, en fait, le décret du 3 juillet 1921 leur donna satisfaction en rétablissant la situation en portant à 2.3 le coefficient applicable aux tissus en cause.

LA MÉTALLURGIE

C'est un autre problème d'une importance considérable que celui des matières premières de la métallurgie. Le point de vue doctrinal est très vivement discuté et sur ce point se manifeste une querelle vieille déjà mais qu'a renouvelée et amplifiée la guerre : celle des constructeurs et des métallurgistes. Les constructeurs se plaignent de leurs fournisseurs en matières premières qui, à leur sens, abusent de la protection dont ils sont gratifiés et font payer leur fonte aux prix de la fonte étrangère majorée des droits de douane et des frais de transport qu'aurait à payer cette fonte étrangère pour venir en France.

Les maîtres de forges s'élèvent bien entendu contre ces accusations et après avoir réfuté les arguments qu'on pourrait appeler des arguments d'intérêt particulier, ils élèvent la question plus haut et font valoir des raisons d'intérêt public. Ils prétendent qu'il convient d'exploiter nos charbonnages et nos minéraux, que la France doit conserver son indépendance économique au point de vue métallurgique et que la puis-

sance militaire du pays ne peut se passer d'une métallurgie prospère.

Et naturellement les constructeurs qui voudraient avoir leurs fontes et leurs matières premières aux mêmes prix que leurs concurrents étrangers demandent la suppression de la protection tandis que les métallurgistes désirent le maintien et même le renforcement de cette protection. On voit tout l'intérêt et toute la complexité du problème et ces quelques indications suffisent à montrer comment il se rattache étroitement à l'étude générale que nous avons entreprise. C'est pourquoi il nous semble utile de consacrer quelques pages à cette si importante question sur laquelle, grâce à la complaisance de M. Havy, Conseiller du Commerce extérieur de la France, nous avons pu obtenir des renseignements très précieux. Écoutons, par conséquent, les deux « sons de cloche » et laissons la parole, tout d'abord aux constructeurs.

Sur le point délicat des dégrèvements des fontes, un industriel notoire, M. Rivory, adresse au Comité Mascuraud un rapport très documenté dont nous extrayons les passages essentiels :

« Vous avez certainement remarqué, écrit-il, l'importance des produits métallurgiques par rapport à la vitalité d'un pays, comme par rapport à sa Défense Nationale, et il est certain que l'Allemagne n'a dû sa prospérité jusqu'ici qu'à l'extension très grande de ses usines métallurgiques, à sa production et à son exportation à outrance.

Notre production en France a continuellement baissé. Le sens du mot baissé n'indique pas une diminution de tonnage, mais indique une augmentation proportionnelle inférieure à celle des pays producteurs.

« Un pays qui double sa production dans une période de vingt ans est en état d'infériorité et baisse, par rapport à un pays qui la triple ou la quadruple pendant la même période.

« Tel a été le cas de la France, si on compare son évolution avec n'importe quel pays d'Europe.

« Il faut donc reconnaître que nous avons déchu, lorsque d'autres pays, notamment l'Allemagne, la Belgique, les Etats-Unis, l'Angleterre, voire même la Russie, ont accru proportionnellement sur nous.

« Permettez-moi de croire que cette situation est due à la mauvaise taxation des produits métallurgiques.

« Je vois que les machines et mécaniques sont entrées en France pour une valeur de 132 millions en 1913, tandis que le fer, la fonte et l'acier ne sont entrés que pour 10 millions.

« Le rapprochement de ces deux chiffres est éloquent.

« Si la matière première, fer, fonte et acier et quelques produits demi-ouvrés étaient entrés à un taux normal, ne dépassant pas 10 et 15 o/o de la valeur du produit, nous aurions enregistré cette non moins éloquente constatation à savoir que le chiffre de fer, fonte et acier entré serait de 500 millions au minimum, et les machines, mécaniques auraient pris la place de l'autre rubrique, et ne seraient entrées que pour 10 millions, mais nous aurions pu exporter en d'autres pays, un chiffre important de machines et mécaniques, ce que nous n'avons pu faire, pas plus que n'avons pu nous défendre de l'envahissement des produits fabriqués allemands.

« Les besoins en France en fer, fonte et acier se chiffrent par milliards, et l'importation n'est que de 10 millions.

« Le chiffre des machines et mécaniques ne doit pas dépasser 7 ou 800 millions, et l'importation est de 130 millions.

« Ne croyez-vous pas à l'éloquence de ces deux constatations ?

« Or, voici quel a été le résultat du régime douanier :

« Les usines productrices de fer, fonte et acier qui sont groupées, se sont associées par communauté de fabrication, et ont formé des comptoirs, des syndicats, des consortiums, autrement dit des trusts, à la faveur des droits de douane qui les protégeaient.

« Le bénéfice de ces ententes a pesé si lourdement sur le Constructeur qu'il a été impossible à ce dernier de construire des machines et mécaniques quelconques à des prix empêchant la camelote allemande de pénétrer en France et, à plus forte raison, lui a empêché la possibilité de travailler pour l'exportation.

« En voulant protéger à outrance le producteur de matières premières, nous avons lésé la foule des transformateurs et des constructeurs utilisant ces matières premières.

« Pour bien faire comprendre le tort que l'on a causé à ces derniers, il suffit d'exagérer la réalisation de l'idée qui nous domine et supposer un instant qu'aucune protection soit accordée à la matière première :

« Les usines productrices françaises auraient suivi à peu de chose près les cotations étrangères, et le transformateur et le constructeur auraient acheté ces matières premières au minimum, à un taux inférieur de 25 0/0 du prix qu'ils les paient.

« Or, cet achat de matières premières fait à un taux inférieur de 25 0/0 aurait une répercussion sur la machine finie égale à 50 0/0 de son prix de revient actuel, c'est-à-dire que le constructeur d'une machine quelconque, que ce soit une

machine de papeterie, que ce soit un tour parallèle, que ce soit une pièce mécanique quelconque, aurait pour sa machine finie un prix inférieur de moitié de celui qu'il a, en achetant sa matière première 25 o/o trop cher, car pour l'exécution d'une machine il faut souvent un tonnage de matière première supérieur de 50 o/o au poids de la machine finie.

« Le constructeur calcule en outre ses frais généraux et ses bénéfices proportionnellement à son prix de revient. Il en résulte qu'il y a encore augmentation du prix de vente de la machine puisque frais généraux et bénéfice, sont majorés dans la même proportion que la matière première.

« Il est à remarquer enfin que les frais généraux d'un industriel sont proportionnellement plus élevés pour un chiffre d'affaires restreint, ce qui est le cas des constructeurs n'enregistrant que des commandes parcimonieuses du fait qu'ils ne font aucune importation.

« Les exemples sont multiples :

« Une chaudière en France est vendue 40 à 50 o/o plus cher qu'une chaudière en Allemagne.

« Un cuirassé ou un transatlantique revient en France 40 o/o plus cher que la même unité construite en Allemagne ou en Angleterre.

« Les locomotives, les wagons, les machines-outils, tout est dans la même proportion.

« Il ne faut pas attribuer cette différence à la main d'œuvre, car après avoir voyagé en Allemagne, après avoir vécu la vie des usines métallurgiques allemandes, j'ai pu constater et je ne crains aucun démenti, que la main-d'œuvre allemande est payée à un taux plus élevé que la main-d'œuvre métallurgique en France.

« Il est donc certain qu'on a sacrifié au bénéfice de quelques usines productrices, dont les inventaires annuels sont souvent égaux, et plus souvent dépassent le capital lui-même la totalité des constructeurs et des transformateurs français.

« Pour protéger un nombre d'ouvriers déterminés de 100.000 peut-être on a sacrifié un nombre d'ouvriers bien plus disséminé dans toute la France dépassant 1 million.

« Pourquoi l'a-t-on fait? Parce que la masse des constructeurs et des transformateurs ne s'est pas groupée, et n'a pas défendu ses intérêts, faute de groupements professionnels suffisants pour les défendre. » (1)

Et à l'appui de sa thèse M. Rivory donne un tableau du prix de vente des divers produits dans les différents pays en 1913, dans lequel il ressort une différence formidable entre la France et les autres pays, différence qu'il attribue à la protection douanière.

(Voir ci-après ce tableau)

(1) Cité par Havy. Rapport sur les réformes à apporter au régime économique de la France, page 41 et suiv..

DÉSIGNATION	PRIX MOYEN DE VENTE		DROITS DE DOUANE
	EN FRANCE	EN ALLEMAGNE BELGIQUE ANGLETERRE ETATS-UNIS	
Blooms fer ou acier.	14 fr. les 100 k.	9 fr. les 100 k.	5 fr. les 100 k.
Laminés bruts fer ou acier.	16 fr. les 100 k.	11 fr. les 100 k.	5 ou 6.50 »
Tôles.	19 fr.	13 fr.	7 fr.
Rails.	18 fr.	12 fr.	6 fr.
Fers à plancher. . .	17 fr. 50	12 fr.	5 ou 6.50 l. 100 k.
Tub.s soudés par re- couvrements ou par rapproche- ment jusqu'à 35 m/m.	40 fr.	30 fr.	18 fr.
Tubes étirée sans soudure.	40 fr.	30 fr.	40 et 80 fr.
Bouteilles à gaz com- primé.	130 fr.	40 fr.	80 fr. les 100 k.

Un autre industriel, M. Alfred Bellard, a protesté contre la protection accordée aux fers et aux aciers laminés ou forgés en blooms, billettes.

Il prétend que les prix de vente de ces produits ne sont pas basés sur le prix de revient augmenté des frais et bénéfices normaux mais sur les prix de l'étranger augmentés des transports et des frais de douane qui les affecteraient s'ils étaient introduits en France. Cette vente au-dessus du prix normal amènerait par conséquent la baisse considérable des produits fabriqués de la métallurgie et M. Bellard, comme M. Rivory, réclame la suppression de la protection.

Ces critiques M. G. Niclause, qui préside la Chambre

Syndicale des constructeurs, chaudronniers et mécaniciens de France les a reprises et les a formulées sous une autre forme.

M. Niclause prétend que les intérêts de la métallurgie et de la construction sont subordonnés et qu'ils devraient marcher parallèlement mais la politique de la métallurgie qui a établi des comptoirs à l'abri de la barrière du tarif douanier a empêché la réalisation de cette politique.

M. Niclause reprenant les attaques que nous avons déjà rencontrées contre les maîtres de forges n'hésite pas à affirmer que la métallurgie française qui n'a à sa charge ni frais de transport, ni frais de douane trouve dans sa vente à l'intérieur du pays un bénéfice exagéré et anormal, qu'il qualifie même de bénéfice de spéculation. Il est donc lui aussi d'avis qu'on supprime la protection accordée aux matières premières de la métallurgie.

Et il termine sa critique en signalant un autre point faible du tarif douanier français qui consiste dans la disproportion entre les droits sur les produits fabriqués étrangers, droits soi-disant protecteurs de la construction française et ceux taxant les matières premières qui constituent ces produits. L'ensemble des matières premières entrant dans un produit fabriqué est frappé d'un droit souvent égal, quelquefois supérieur à celui appliqué au produit tout fabriqué à l'étranger avec ces mêmes matières premières et pour M. Niclause, cette anomalie explique l'impossibilité de la concurrence française aux produits fabriqués étrangers et l'envahissement de notre marché national.

Après avoir critiqué si âprement le système de protection accordé à la métallurgie M. Niclause préconise un remède. Pour lui la question essentielle pour les constructeurs français

est d'avoir de la matière première à profusion et de ne pas la payer plus cher que leurs concurrents étrangers. Pour cela il veut tout simplement voir disparaître la barrière douanière établie en faveur d'un certain nombre de produits et, comme longtemps encore, par suite des frais de transports et autres, la construction française paiera encore plus cher ses métaux que la construction étrangère, on pourrait envisager aussi un système de primes dégrévante nos industries métallurgiques, mécaniques de ces charges.

D'ailleurs les constructeurs qui réclament si âprement la disparition de la protection pour les matières de la métallurgie ne sont pas si anti-protectionnistes quand il s'agit d'eux-mêmes; ils demandent qu'on les protège et tout dernièrement encore, pour prendre un exemple, des industriels du petit outillage ont demandé avec insistance que soit reprise une proposition de loi déposée par M. Haudos en 1914 (1) qui tendait à porter de 25 0/0 et à 37 0/0 *ad valorem* les droits de douane applicables aux outils de précision. M. Haudos disait que le constructeur français et la main-d'œuvre nationale étaient insuffisamment protégés par le tarif douanier et qu'il semblait équitable de défendre davantage cette industrie du petit outillage si nécessaire au développement de l'industrie mécanique en général. Par suite de cette situation, plusieurs maisons françaises qui avaient commencé la fabrication de mèches dites américaines, avaient dû l'abandonner, en présence de l'impossibilité de lutter contre la concurrence étrangère. L'auteur de la proposition de loi faisait remarquer qu'il y avait, au surplus, un intérêt de défense nationale à ne

(1) Séance du 29 février 1914. Document n° 3.205.

pas permettre la ruine de cette industrie, qui devait être à même d'alimenter seule, le cas échéant, nos manufactures d'armée et de matériel de guerre, ainsi que nos arsenaux et nos chantiers de constructions navales. Comme il ne paraissait pas possible de diminuer les droits d'entrée sur les aciers fins et sur les aciers spéciaux, M. Haudos estimait qu'il était indispensable de relever les droits sur les outils de mécaniciens fabriqués avec ces aciers, afin de rétablir l'équilibre entre la fabrication française et la fabrication étrangère.

Cette proposition de loi n'a pu être examinée avant la séparation des Chambres et pendant toute la guerre il n'en a pas été question.

Mais le décret du 28 mars 1921 qui a majoré les droits du tarif général dans le but de contrebalancer, dans l'intérêt de nos industries, les effets de la dépréciation de la monnaie, spécialement dans les pays de l'Europe Centrale, a porté de 15 o/o à 40 o/o la taxe *ad valorem* appliquée aux outils de mécaniciens. A la suite de ce relèvement la concurrence allemande a disparu presque complètement. Mais, quelques mois après, la forte baisse du mark a mis de nouveau la fabrication française dans un état d'infériorité, et les outils allemands, importés en quantité importantes, ont recommencé à concurrencer facilement les articles français; des forêts hélicoïdaux dits mèches américaines, d'origine allemande, étaient, en effet, vendus en France à des prix inférieurs de 25 o/o environ au prix français. Des maisons américaines écoulaient leur surproduction sur le marché français en offrant les outils à des prix inférieurs à ceux pratiqués en Amérique et représentant parfois la moitié des prix de revient des outils de fabrication française. Cette facile concurrence causait un grave pré-

judice aux intérêts de nos industriels. C'est ainsi que la plupart des fabriques avaient dû licencier de nombreux ouvriers et qu'elles étaient menacées de cesser tout travail si un remède n'était pas apporté d'urgence à cette situation. Et cependant la production française, qui était autrefois inférieure aux besoins de notre industrie, était à même, à l'aide d'une protection douanière appropriée, de produire 5 à 6 fois plus qu'antérieurement.

C'est alors que les industriels intéressés ont demandé avec insistance que soit reprise la proposition de loi proposée par M. Haudos en juin 1914 et dont les motifs qui l'avaient inspirée avaient conservé toute leur force. Ils ont fait valoir, en effet, que les aciers fins servant à la fabrication des forêts étaient vendus en août 1921 environ 2 francs le kilogramme et acquittaient des droits d'entrée de 15 francs en tarif minimum et de 60 francs en tarif général, multipliés par le coefficient 2,6 ce qui représentait une moyenne d'environ 20 0/0 de leur valeur au tarif minimum et 80 0/0 au tarif général. La matière première de l'industrie de l'outillage était ainsi plus protégée aux deux tarifs que l'outil terminé, ce qui paraissait aussi anormal qu'inadmissible. Il en résultait ce fait que les Allemands importaient relativement peu d'aciers à outils en France alors qu'ils nous vendaient des quantités importantes d'outils usinés, de sorte qu'ils portaient préjudice non seulement aux fabricants d'outils, mais également, bien qu'indirectement, aux aciéries françaises, qu'ils empêchaient d'écouler leurs aciers.

Les industriels intéressés invoquaient le précédent du décret du 1^{er} avril 1921 qui accordait aux roulements à billes une protection efficace au moyen des droits de 35 0/0 ad

valorem en tarif minimum et de 70 o/o en tarif général. Or, il est incontestable que les roulements à billes sont d'un emploi moins général que les forets hélicoïdaux, qui sont indispensables à toutes nos industries. Il semblait donc naturel que les outils de mécaniciens fussent protégés dans les mêmes conditions que les roulements à billes.

L'examen des statistiques douanières permet, d'ailleurs, de se rendre un compte exact de la crise sérieuse que traversait la fabrication française des outils de mécaniciens. Les importations d'outils de mécaniciens des catégories taxées à la valeur, qui étaient de 3.515 quintaux en 1913, se sont élevés à 8.193 quintaux en 1919 et à 8.897 quintaux en 1920; sur ce dernier chiffre 3.319 quintaux provenaient des Etats-Unis d'Amérique et 3.319 quintaux d'Allemagne.

Dans ces conditions il est évident que les industriels intéressés réclamèrent que la protection accordée à l'industrie française des outils de mécaniciens devrait être renforcée pour lui permettre de soutenir sans désavantage la concurrence étrangère.

Ce n'est qu'un exemple mais c'est un exemple significatif et qui montre bien que les constructeurs, adversaires de la protection pour les métallurgistes, sont moins intransigeants quand il s'agit de leurs propres intérêts. Cette discussion était nécessaire pour bien montrer tous les desiderata des constructeurs; mais pour bien fixer nos idées, rappelons nous bien que nous avons eu surtout pour but dans ce paragraphe d'étudier la lutte des constructeurs et des métallurgistes depuis la guerre et que ce qui nous intéresse principalement dans les désirs des constructeurs c'est que tous arrivent à la même conclusion : « supprimer la protection pour les matières

premières de la métallurgie. » C'est un autre son de cloche qu'il nous faut maintenant entendre, un son de cloche d'ailleurs tout différent puisqu'avec les métallurgistes nous allons trouver des partisans déterminés de la protection.

M. Emile Henry, ingénieur, secrétaire général de la Société des Hauts-Fourneaux et Fonderies de Pont à Mousson conteste non seulement la conclusion mais encore les précisions du raisonnement de M. Rivory.

Il ne croit pas, comme le dit M. Rivory, que la production de la France ait continuellement baissé. Chiffres en mains, il essaie de démontrer qu'au contraire l'accroissement de la production sidérurgique en France a été pour la fonte un peu inférieur à celui de la Belgique, à très peu près égal à celui de l'Allemagne et supérieur à celui de tous les autres pays.

Il conteste aussi que les tarifs existants aient protégé, selon l'affirmation de M. Rivory, un nombre d'ouvriers qu'il estime à 100.000 au détriment de près d'un million de travailleurs disséminés dans toute la France. Ce million de travailleurs de l'industrie de la grosse et petite mécanique et les industries de transformation similaires (fonderie, quincaillerie, chaudronnerie, charpentes métalliques) se réduirait, d'après M. Emile Henry, à 480.000 ouvriers qui se répartissent ainsi.

Industrie de la mécanique de précision (horlogerie, bijouterie)	53.000
Industries des métaux autres que le fer et l'acier	51.800
Maréchaux ferrants	85.000

M. Emile Henry prétend, en outre, que les prix moyens de vente en France et à l'étranger et indiqués par M. Rivory et sur lesquels ce dernier s'appuie pour demander des réduc-

tions de droits à l'entrée en France des fontes, fers et aciers, ne correspondent pas à la réalité et répliquant au tableau de M. Rivory il donne à son tour un tableau du prix moyen de vente en France et en Allemagne.

Désignation des Articles	1913					
	Prix Moyen de Vente (marché intérieur) départ usines, les 100 kilos				Droits de douane Tarif minimum	
	France	Allemag.	Ecart		Pourcentage du droit de douane par rapport aux prix français	
			% de l'écart par rapport aux prix français			
	fr.	fr.	fr.	%	fr.	%
Fontes de moulage phosphoreuses.	8	7.50	0.50	6.2	1.50	18.8
		BASE LUXEMBOURG				
Fontes hématites. . . .	11	10.11	0.89	8	1.50	13.0
Blooms fer ou acier. . .	12.65	11.32	0.95	7.6	5	39.0
Billettes.	13.40	12.66	0.74			
Aciers marchands barres et profilés.	17.52	13.70	3.82	22.0	5	37.0
Tôles de construction. .	20.46	14.83	5.63	27.0	7	34.0
Fers à planchers poutrelles.	16.66	14.55	2.15	12.9	5	31.0
		BASE THIONVILLE				
Rails.	17.50	14.75	2.75	15.0	6	34.0
Tubes soudés par recouvrement ou par rapprochement jusqu'à 35 m/m.						
Tubes étirés sans soudure.						

« D'après ce tableau, écrit M. Emile Henry, l'écart moyen entre les prix allemands et les prix français pour les mar-

chés intérieurs en ce qui concerne les fontes, blooms, billetes, aciers marchands, tôles de construction, fers à planchers, représente environ 12.7 o/o du prix moyen français.

« Ce pourcentage est sensiblement la moitié de celui de 25 o/o indiqué par M. Rivory et nous constatons qu'il est aussi très inférieur au pourcentage moyen de 28.7 o/o que représentent les droits de douane (tarif minimum) pour ces mêmes produits. » (1)

M. Emile Henry croit aussi — et là dessus nous sommes en plein accord avec lui — que pour concourir au marché extérieur il faut d'abord envisager la question primordiale de posséder son marché intérieur. Or, il déclare que l'industrie de la construction mécanique n'a pas à beaucoup près, pu posséder avant la guerre son régime intérieur. Les causes de cette situation ne sont pas, à son avis, dans le régime douanier de la construction. Pour lui, au point de vue douanier, la construction mécanique n'est pas suffisamment protégée.

« Et alors, écrit-il, ce n'est pas en tuant ceci que vous sauverez cela. Vouloir que les produits métallurgiques puissent entrer en France presque en franchise, ce serait la mort de la métallurgie française, et il n'est aucunement prouvé que la construction mécanique trouverait une plus grande vitalité à se mettre ainsi à la merci des fournisseurs étrangers. Il y a, en effet, des trusts et des ententes entre métallurgistes américains, anglais, allemands. Ces arrangements existent aussi entre constructeurs étrangers; il y a, en outre, le dumping qui porte, lui aussi, une atteinte sérieuse aux constructeurs français.

(1) Emile Henry, cité par Havy, rapport déjà cité, page 51.

« Sur le fait même de l'imputation portée contre les métallurgistes français, les chiffres de production comme les cours pratiqués sont là pour démontrer que, lorsque le droit de douane représentait 13 o/o de la valeur, les métallurgistes n'ont pris que 8.5 o/o.

« D'autre part, si l'on compare la situation du constructeur français et celle du constructeur allemand, on ne trouve qu'un écart de 2 à 3 o/o. Ce n'est donc pas le droit de douane métallurgique qui place le constructeur français dans cette situation si peu différente de celle du constructeur allemand. La réussite de la concurrence allemande, dans certains cas, a ses raisons dans le dumping. » (1)

Et l'on pressent déjà la conclusion que va tirer de tout cela M. Emile Henry. La construction française doit être solidaire de la métallurgie française, elle doit chercher sa voie dans le relèvement des tarifs douaniers afférents aux machines et mécaniques et M. Emile Henry voudrait que ces relèvements soient assez forts pour que les constructeurs puissent eux aussi faire du dumping. Comme il prévoit les critiques que va soulever la préconisation d'un tel système, il y répond par avance en disant qu'on a tort de s'insurger contre cette pratique quand, pour une industrie, c'est une question d'existence même en présence du dumping des étrangers. « Ce n'est donc pas du côté de la matière, conclut M. Henry, que les constructeurs français doivent se retourner pour améliorer leur situation, mais dans une transformation de leur industrie lorsqu'elle sera mieux protégée qu'elle ne l'est actuellement par les tarifs douaniers. »

(1) *Emile Henry*, cité par *Havy*, rapport déjà cité, page 52.

M. Roussel, Ingénieur métallurgiste, est lui aussi hostile du dégrèvement des fontes. « Il faut, dit-il, regarder la métallurgie française comme un joyau de la France, mais l'ennemi dans nos provinces envahies lui a porté un coup terrible et cette œuvre néfaste ne doit pas être complétée par une grave erreur économique. Il faudrait, au contraire, encore plus de protection. (1)

M. Pinot, secrétaire général du si puissant et si important Comité des Forges, se faisant l'interprète des intérêts des métallurgistes français est d'avis que le principe qui doit guider la politique douanière en matière métallurgiste ne peut être que l'idée même qui a inspiré le tarif de 1892, c'est-à-dire le maintien pour la France de son tarif douanier et l'absence de toute convention commerciale enchaînant d'une façon définitive la liberté tarifaire de notre pays.

Dans un rapport du 18 mai 1916 le Comité des Forges de France, reprenant exactement la même idée que son secrétaire général, émettait le vœu que la France soit abritée par une barrière douanière contre l'entrée en France des métaux étrangers.

M. Fernand Engerand, député du Calvados, fait entrer en ligne de compte un nouvel élément qui doit jouer un grand rôle dans le problème si délicat que nous examinons, c'est celui des « forces hydrauliques » (2). Il fait remarquer la richesse de notre territoire en minerai de fer et il rappelle tous les espoirs qu'on peut mettre dans la découverte du « bassin minier normand » de la plaine de Caen, sur lequel

(1) Havy, rapport, *op. cit.*, page 38.

(2) Fernand Engerand, député. *Le Correspondant*, mai 1915. L'Allemagne et le fer.

les Allemands avaient mis la main. M. Fernand Engerand ajoute que la France est particulièrement riche également en forces hydrauliques ce qui peut compenser la rareté de la houille proprement dite et il en conclut que l'Etat a plus que jamais le devoir d'aider la métallurgie à se développer, à vendre à l'étranger les produits finis, en lui accordant protection.

Il est difficile de prendre parti dans ce conflit aigu dans lequel on se bat surtout à coups de chiffres. Il est, en effet, facile de faire parler un chiffre, une statistique, dans un sens ou dans un autre. Ce débat est dominé par l'intérêt personnel des deux groupements en présence. Retenons-en seulement que la construction devrait marcher solidairement avec l'industrie métallurgique et que le marché extérieur ne peut être conquis que si le marché intérieur est solidement tenu.

Nous croyons que, dans les conditions actuelles du marché économique, le vœu qu'émettait, à ce sujet, le Comité républicain de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce, résume d'une façon parfaite la question et tient compte comme il convient de tous les éléments du problème.

Ce vœu s'énonce ainsi :

S'inspirer dans la révision du tarif douanier : 1° des conditions nouvelles de la production sidérurgique française par l'annexion du bassin alsacien-lorrain, 2° de l'extension énorme de l'industrie mécanique française, 3° de l'utilisation des forces hydrauliques qu'il y a lieu de développer toujours davantage.

D'autre part, en ce qui concerne tous les autres produits manufacturés importés en France, apporter des augmentations de tarifs sur ceux qui ont pour fournisseurs prépondé-

rants l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, en tenant le plus grand compte, dans ces augmentations, des pays qui seraient ensuite avantagés comme fournisseurs.

QUELQUES AUTRES INDUSTRIES

Après l'étude assez détaillée de ces deux importantes industries françaises, la soie et la métallurgie, il nous reste en quelques lignes à étudier la doctrine dans quelques autres industries françaises qui ont une importance très grande sur le marché économique français.

En ce qui est des produits chimiques et, en particulier, des matières colorantes, la lutte avec l'étranger, et surtout avec l'Allemagne, n'est pas égale. Là aussi les industriels intéressés réclament de la protection. C'est ainsi que M. Béal, qui pendant la guerre dirigeait l'Office National des Produits chimiques et pharmaceutiques, préconisait cette protection. Les Allemands avaient absorbé chez nous l'industrie des produits chimiques. La guerre survenant, il fallut bien se décider à remplacer dans cette matière l'hégémonie allemande et il fallut songer à reconstituer cette vieille industrie qui, pendant longtemps, avait été jadis un des fleurons de la couronne industrielle française. M. Béal qui avait dirigé cette reconstitution, déclarait à juste titre, que l'industrie renaissante devait être naturellement protégée par un tarif douanier approprié dont il y aura lieu, suivant les besoins, de multiplier les spécialisations.

Dans un autre ordre d'idées, dans l'industrie du liège, c'est également un renforcement de la production que réclament les producteurs de liège. Le 12 mars 1922 se tenait aux Arcs (Var) une réunion du Syndicat des producteurs de liège pour

réclamer une accentuation de la protection du liège ouvré. Les intéressés affirment, en effet, qu'ils ne peuvent maintenir l'industrie des bouchons notamment sans un coefficient de 7 à 10.

Les pêcheurs de l'Atlantique et de la Manche réclament de leur côté le doublement du droit sur les poissons de mer. Ils estiment que le droit de 2 francs par 100 kilogs établi en 1892 ne répond plus aux nécessités du moment et dans les réunions nombreuses et ardentes, ils exigent impérativement de leurs représentants l'obtention de l'augmentation de cette taxe.

Les fleurs de France sont aussi, paraît-il, en grand péril. La concurrence italienne se fait particulièrement sentir et les producteurs de la Côte d'Azur ont demandé protection. Ils ont d'ailleurs presque satisfaction puisque M. Doron a déposé le rapport qu'il a fait au nom de la Commission des Douanes du Sénat au sujet de l'institution d'une tarification douanière pour les fleurs naturelles et d'une augmentation du tarif pour les fleurs coupées. Les industriels du verre de Carmaux écrivaient à leurs représentants au Parlement :

« Devant les importations formidables des produits étrangers que la faible valeur du mark et de la couronne permet d'introduire en Allemagne et en Tchéco-Slovaquie à une prix dérisoire comparé au prix de revient de l'industrie française qui paie la main d'œuvre surtout le charbon, et par suite les matières premières, à un prix beaucoup plus élevé, nous devons envisager dans un avenir plus ou moins immédiat le chômage de nos usines.

« Les droits de douanes qui protégeaient avant la guerre notre industrie sont restés les mêmes alors que le prix de la marchandise a sextuplé et sont, par conséquent, fatalement

inopérants, puisqu'ils ne sont plus que de 2 à 3 0/0 de la valeur d'une marchandise alors qu'ils étaient de 20 à 25 0/0. »

Et, bien entendu, ils demandent aux parlementaires de faire l'impossible pour rétablir cette situation.

Ce serait à des conclusions analogues que nous aboutirions si nous passions en revue les vœux des Congrès des diverses industries françaises. Dans les industries textiles, où la crise du chômage a été si vive ces temps derniers, les industriels intéressés demandent le renforcement du système protectionniste. Il en est de même dans l'industrie automobile si fortement concurrencée par la voiture à bon marché d'Amérique. Nos industriels n'ont d'ailleurs pas à ce sujet à se plaindre puisqu'une voiture « Ford » qui est le type par excellence de la voiture américaine construite en série et vendue à des prix très bas, coûte en Amérique 2.500 francs alors qu'arrivée à Bordeaux elle est livrée à près de 11.000 francs. La protection sur ce point aidée par le change, est suffisante et la concurrence est plus égale. Il est d'ailleurs à remarquer que ce sont surtout les fabricants de voitures bon marché qui réclament la protection car contre le fini, contre la bonne qualité des voitures de luxe et de tourisme de l'industrie automobile française la concurrence est à peu près impossible.

Si l'on écoute les doléances des industries de luxe, de l'industrie du jouet, de ce que l'on appelle communément « l'article de Paris », ce sont également des appels à la protection, et en particulier à la protection contre le « Made in Germany. »

Il est un autre inconvénient dont se plaignent beaucoup les industriels de « produits fabriqués », c'est le manque

d'équilibre qui existe entre le coefficient de majoration de droits de douane appliqué aux matières premières étrangères et les produits fabriqués en France. Précisément, M. le Député Ringuier, ému de cette anomalie et des vœux des industriels intéressés, a déposé à ce sujet au début de mars 1922 une proposition de loi qui est actuellement étudiée par la Commission des Douanes et des Conventions commerciales et dont l'article unique stipule

« Qu'en aucun cas le coefficient douanier de majoration appliqué à l'importation d'une marchandise manufacturée avec certaines matières ne pourra être inférieur aux coefficients qui sont appliqués d'autre part aux droits de douane de ces matières elles-mêmes.

En voici l'exposé des motifs :

« L'inégalité des coefficients de majoration appliqués à l'importation des marchandises étrangères est cause, en certains cas, d'une rupture d'équilibre entre la production, en France et à l'étranger, de certains articles manufacturés.

« Par le jeu de ces coefficients il arrive que telle industrie française de transformation de certaines matières premières est frappée d'un coefficient plus élevé que celui qui est appliqué d'autre part aux marchandises qu'elle fabrique avec ces matières premières. Elle se trouve, de ce fait, découverte, douanièrement et mise hors d'état de soutenir une concurrence étrangère ainsi favorisée.

« Il est évident, par exemple, qu'un article de luxe fabriqué en France, exclusivement, avec des matières premières soumises au coefficient 5, ne pourra être produit si ce même article, fabriqué à l'étranger, n'est soumis qu'au coefficient

L'honorable député est convaincu que cette singulière anomalie disparaîtra par l'adoption de sa proposition de loi laquelle constituera une garantie indispensable pour que le jeu des coefficients ne puisse plus mettre en péril aucune des industries françaises.

Ce que demandent par conséquent tous les industriels français, c'est le système protectionniste. Mais ce qu'ils désirent aussi et par dessus tout, c'est de voir le gouvernement français conserver la maîtrise de ses tarifs et ce qu'ils ont réclamé avec force pendant la guerre c'est la révision du tarif minimum.

C'est ainsi que dans son Congrès de 1917 la très nombreuse « Association de l'Industrie et de l'Agriculture françaises » réclamait :

1° La nécessité pour la France de conserver la maîtrise absolue de ses tarifs;

2° Le maintien du seul système susceptible de sauvegarder notre liberté tarifaire, celui des tarifs autonomes (tarif minimum et tarif général) instaurés en 1892 et confirmés en 1910.

3° La remise au point du tarif minimum à la suite du bouleversement économique;

4° La superposition aux droits spécifiques des tarifs douaniers d'une surtaxe temporaire *ad valorem*.

Enfin, tout comme les agriculteurs, les industriels ont pris conscience de leur force et se sont organisés. Leurs associations sont nombreuses et actives, leurs Congrès sont fréquents, leurs Chambres de Commerce jouent un rôle important et ils tiennent à ce qu'aucune décision ne soit prise sans qu'on les ait consultés sur l'opportunité de telle ou telle mesure. Leur désir semble d'ailleurs fort justifié car ils sont

les mieux placés pour pouvoir juger de la situation économique et ils sont les juges les plus compétents.

En résumé, nous pouvons dire qu'au point de vue doctrinal les industriels français sont restés partisans déterminés du protectionnisme établi par les lois de 1892 et de 1910. Ils ne demandent rien de plus, mais ils entendent qu'on ne leur enlève rien.

LE COMMERCE ET LE PROTECTIONNISME

Nous n'avons pas cru devoir réserver un chapitre spécial à la question du Commerce et du protectionnisme parce qu'elle n'est que d'un intérêt très secondaire pour l'étude qui nous intéresse. Les intérêts du Commerce et de l'Industrie ne sont pas les mêmes et s'ils ne sont pas contradictoires, du moins ils ne sont pas du tout semblables. En effet, l'intérêt de l'industriel qui fabrique des produits est de les faire écouler par l'entremise du commerçant, de l'intermédiaire; or, l'on conçoit aisément que l'industriel qui est concurrencé sur le marché national non seulement par les industriels français, mais par les industriels étrangers, demande au gouvernement de le protéger contre la marchandise étrangère qui, par suite d'une main-d'œuvre moins chère, par suite de la proximité de la matière première, de l'abondance de la houille ou d'un tas de circonstances viendrait en France faire une concurrence inégale aux produits français. Il demande un droit compensateur et son intérêt exige qu'il en soit ainsi car le commerçant s'adresserait tout naturellement à celui qui lui offrirait au meilleur marché les marchandises que réclame le consommateur.

Le commerçant n'a pas le même intérêt que l'industriel. Il est bien entendu que nous donnons au mot commerçant son sens exact, celui du Code de Commerce. On range trop souvent sous l'étiquette générale et commode de « Commerce » les différentes branches de la production ; c'est là faire un abus des mots car commerçant, au sens économique et juridique du mot, a un sens bien déterminé et tout à fait spécial ; le commerçant est, dit le Code de Commerce « celui qui achète pour revendre. » Car il est bien évident, comme nous l'avons déjà dit, que le commerçant achètera à celui qui lui vendra le meilleur marché pour le revendre avec un bénéfice suffisant pour lui permettre de rivaliser avec ses concurrents immédiats. Il est donc aisé de comprendre que la question du protectionnisme les intéresse bien peu. Il est à peu près certain que si ils avaient à donner leurs préférences, ils tendraient plutôt vers la liberté des échanges.

Quoi qu'il en soit on ne trouve guère dans leurs Congrès, dans leurs vœux, trace de la question. Ils s'occupent presque uniquement du marché intérieur sur lequel ils réclament la liberté la plus complète, la suppression de la taxation, des lois d'exception nées de la guerre, de la loi sur la spéculation illicite, etc., mais jamais il n'est question du protectionnisme. C'est pourquoi nous n'avons pas voulu nous étendre sur cette question qui ne présente qu'un très médiocre intérêt pour notre étude bien que cependant nous devions relever un vœu de la Société des Commerçants de France, présidée par M. Julien Hayem, qui, au lendemain du décret du 22 mars 1917, qui, rappelons-le, interdisait l'importation en France des marchandises étrangères, exprimait le désir que ce décret soit rapporté « parce que la prohibition

générale d'importation, malgré les tempéraments qui y sont apportés, est de nature à réduire et à supprimer à l'étranger l'achat des articles de luxe et de goût français, à affaiblir notre relèvement financier et à aggraver les conditions du change. »

Il n'est guère, et cela se conçoit aisément, que le commerce d'exportation qui s'occupe un peu de la question et ce n'est évidemment pas pour réclamer une protection directe dont il n'a nul besoin mais une protection indirecte sous la forme de primes à l'exportation et d'accords commerciaux avec l'étranger pour permettre aux exportateurs français de faire entrer leurs marchandises à l'étranger sans payer des droits excessifs.

Il est une autre branche que l'on a coutume de cataloguer sous le nom de « commerce maritime » où la question se pose avec un intérêt plus grand. Les uns, comme M. Colson, se sont préoccupés d'une dénonciation possible des conventions de navigation. Ceux là voudraient que nos ports soient largement fréquentés par les étrangers. Ils croient qu'il faut se méfier de glisser trop rapidement sur la pente du protectionnisme maritime.

D'autres, au contraire, comme M. Gallut, veulent protéger la marine marchande française contre toute concurrence étrangère et ils veulent en particulier désavantager dans nos ports la marine ennemie.

C'était dans le sens d'une protection plus efficace que celle accordée à la marine marchande par les lois antérieures que M. Hesse avait d'ailleurs déposé un projet de loi tendant à réviser ces lois.

Là encore la question est particulièrement délicate. Notre marine marchande, qui soutenait péniblement avant la guerre la concurrence étrangère et qui ne tenait qu'encouragée par les primes à la navigation, notre marine marchande qui a été particulièrement éprouvée par la guerre, peut-elle aujourd'hui supporter la concurrence? Doit-on comme M. Colson, repousser l'idée du protectionnisme maritime?

Evidemment, nous posons comme principe que, là comme en toutes choses, la liberté est désirable mais les circonstances présentes nous paraissent mettre un infranchissable obstacle à cette liberté et là aussi nous croyons devoir préconiser un protectionnisme de convalescence qui permettra à notre marine marchande de se relever et qui sera pour les armateurs et surtout pour les marins de la marine marchande la juste récompense des efforts glorieux et trop peu connus qu'ils ont faits pendant la guerre.

Cette question du protectionnisme maritime soulève un autre problème qui intéresse tout particulièrement les ports français c'est celui des surtaxes d'entrepôt sur les produits étrangers importés en France après débarquement dans un port étranger. La question s'est posée dernièrement de savoir si l'on maintiendrait ou si l'on supprimerait ces surtaxes d'entrepôt. Elle était posée par les Belges ou plutôt par les Anversois et elle est un obstacle particulièrement sérieux à la convention économique franco-belge.

Anvers voudrait qu'on supprime cette surtaxe d'entrepôt pour les marchandises qui sont débarquées dans son port; Anvers expédiait avant la guerre en Alsace et en Lorraine toutes ces marchandises débarquées dans son port sans payer de surtaxe. Or, l'Alsace et la Lorraine redevenant françaises

la surtaxe allait jouer dans ces pays, d'où les protestations belges. Dans un large esprit de conciliation le gouvernement français a supprimé la taxe pour les marchandises venant d'Anvers à Strasbourg par la voie fluviale. Cette concession ne suffit pas à nos amis d'Anvers qui voulaient non seulement que ce régime fût étendu aux marchandises voyageant par la voie ferrée mais que la surtaxe fut supprimée pour toutes les marchandises quelconques débarquées ensuite en France.

La campagne de presse belge se faisait vive et pressante. Les ports français et Dunkerque en particulier prirent peur. Le gouvernement français allait-il céder aux demandes de nos héroïques alliés ? Pour l'en empêcher, une vive campagne fut menée chez nous contre cette suppression par divers moyens.

La réforme économique a publié une série d'articles sur la question et M. T. Lalouvet disant, dans un de ces articles « qu'il n'est pas contestable que la surtaxe constitue une mesure de protection pour nos ports et qu'à ce point de vue les partisans de la protection ne sauraient y être hostiles. (1)

La grande presse quotidienne s'est mêlée aussi de la question et c'est par centaines qu'on pourrait compter les articles à ce sujet qui tous préconisent le maintien absolu de la surtaxe.

Sous la forme de manifestations populaires, les dockers, ouvriers du port, les commerçants de Dunkerque, en mars 1921, ont protesté contre l'éventuelle suppression des surtaxes d'entrepôt et dès qu'il fut informé de ces protestations,

(1) T. Lalouvet. Réforme économique, page 58. Les surtaxes d'entrepôt, année 1921.

le Président du Conseil télégraphiait au maire de Dunkerque pour lui donner l'assurance que les intérêts de Dunkerque seraient sauvegardés et, le lendemain, le Préfet du Nord venait en personne confirmer les assurances que son Ministre avait données télégraphiquement.

Enfin, sous une forme plus calme, mais avec non moins de force, le groupe des « intérêts maritimes » du Sénat, réuni sous la présidence de M. Brindeau, sénateur de la Seine-Inférieure, le 8 mars 1921, rappelait dans un vœu émis à l'unanimité, que la surtaxe a continué à développer le trafic des ports et que le moment serait peu opportun pour une suppression.

Le groupe des « intérêts maritimes » s'appuyait sur les considérations suivantes :

« Considérant que la suppression de ces surtaxes porterait un coup funeste à ces précieux éléments de la prospérité nationale.

« Qu'elle serait particulièrement dommageable à un moment où la concurrence des ports et places de commerce étrangers redouble d'intensité, où les principales nations maritimes s'ingénient à attirer chez elles le trafic international et où la France recherche les moyens de fortifier sa marine marchande et de diminuer ainsi le tribut qu'elle paie chaque année aux pavillons étrangers.

« Considérant que l'affaiblissement de notre trafic maritime tarirait les principales sources de recettes permettant à l'Etat et aux Chambres de Commerce d'exécuter les grands travaux d'amélioration de nos ports » demandait qu'il ne soit en aucune façon porté atteinte aux surtaxes d'entrepôt et d'origine.

Voilà, par conséquent, une question où l'accord en doctrine est fait de façon indiscutable. On veut partout, dans toutes les branches intéressées le maintien de la protection. C'est un fait à remarquer que dès qu'on touche aux intérêts du commerce maritime, ce commerce se déclare protectionniste. C'est la branche du commerce où le protectionnisme se manifeste incontestablement avec le plus de vigueur.

Mais on peut évidemment conclure de tout cela que les commerçants se désintéressent à peu près complètement de la question, que leurs tendances sont mal connues et que, seulement en matière maritime, ils se révèlent protectionnistes.

CHAPITRE III

Le Parlement et le Protectionnisme

Après avoir passé en revue les idées du monde rural, industriel et commerçant sur le protectionnisme il est naturel qu'on se demande quelle est sur la question la façon de penser de ceux qui sont les représentants de ces producteurs et qui ont la charge de contrôler par leurs votes la politique du gouvernement et qui, par leurs ordres du jour, peuvent largement influencer sur les décisions ministérielles.

Pour rechercher ces idées il est deux sources essentielles, ce sont les commissions des douanes et des accords commerciaux de la Chambre et du Sénat et le Parlement lui-même; nous leur consacrerons nos deux premiers paragraphes et nous tâcherons dans un troisième paragraphe de dégager la politique du gouvernement.

I. — LES COMMISSIONS PARLEMENTAIRES

Il est intéressant de connaître l'avis de la Commission des Douanes de la Chambre précédente, de la Chambre de la Guerre. Précisément, M. Marc Réville, qui présidait cette commission pendant la guerre a écrit dans le *Matin*, un article sur l'élaboration des tarifs nouveaux (1) qui nous permet de connaître ses idées essentielles. M. Marc Réville estime qu'il faut pour l'élaboration des tarifs nouveaux tenir compte

(1) Marc Réville, *Le Matin*, 27 juin 1919.

à la fois de l'augmentation de la valeur et aussi du caractère anormal de la hausse survenue sur les articles.

« On ne saurait mettre, écrit-il, les droits spécifiques, c'est à dire aux 100 kilos, sur les marchandises qui coûtaient il y a 5 ans, 20 francs, qui se paient aujourd'hui 80 francs, mais qui dans six mois ne vaudront plus que 30 francs. D'autre part, laisser entrer ces objets sous le régime douanier d'avant-guerre, c'est leur faire payer au lieu de 14 o/o, en moyenne, comme l'exigent les intérêts du pays, des taxes d'entrée qui ne sont plus, en général, que de 3 à 4 o/o. Avec un pareil régime le coût de la vie pourrait baisser subitement mais la France serait ruinée, son industrie serait anéantie par la concurrence étrangère, le chômage se généraliserait, les salaires tomberaient et l'agriculture vendrait à perte ses produits. »

M. Réville en conclut à la nécessité d'ajouter aux droits de douane spécifiques du tarif en vigueur des droits temporaires *ad valorem* sur les produits entrant en France, de manière que la protection moyenne de 14 o/o donnée au travail français avant le 3 août 1914 soit retrouvée.

Par conséquent, la Commission des douanes de l'ancienne Chambre représentée ici par son président, était, elle aussi, convaincue de la nécessité de la protection.

La Commission des Douanes et des Accords commerciaux du Sénat est portée vers la protection ou plutôt vers la compensation. C'est ce qui ressort très nettement du discours de son président M. Jean Morel qui, en prenant possession du fauteuil présidentiel, l'année dernière s'exprimait ainsi, unanimement applaudi par ses collègues :

« Nos tarifs douaniers qui ont le caractère de tarifs compen-

sateurs sont impuissants, malgré les faibles majorations apportées à certains d'entre eux, à maintenir le niveau de protection minima réalisé par les lois de 1892 et de 1910. Telles sont les doléances d'un certain nombre de branches de notre activité nationale.

« Il faut aviser au plus tôt, pour éviter le péril qui nous menace. Il faut adapter ces tarifs aux conditions actuelles et mouvantes de la concurrence internationale. Il faut réaliser la péréquation voulue par nos prédécesseurs et donner à l'industrie française, selon une formule déjà ancienne, mais toujours exacte, la possibilité de lutter à armes égales avec la concurrence étrangère. » (1)

Et plus loin, M. Jean Morel fait entrevoir tous les bienfaits à attendre des conventions commerciales : « Nous allons d'ailleurs, dit-il, entrer efficacement dans cette voie féconde, sans dommage pour nos exportations, par la conclusion prochaine de conventions commerciales justes et équitables pour tous les contractants. »

Les applaudissements qui soulignèrent ces paroles indiquent suffisamment quel est le sentiment de la Commission des Douanes du Sénat sur le problème douanier.

A plusieurs reprises, par différentes voix, la Commission des Douanes de la Chambre des Députés a fait connaître son avis et c'est à des conclusions tout à fait analogues qu'elle arrive.

Quelques mois à peine après les élections, le 5 février 1920, M. Haudos, le très distingué président de la nouvelle

(1) J. Morel. Commission des douanes du Sénat, mars 1921. Discours inaugural de sa présidence.

Commission des Douanes exprimait ainsi les idées qui, à son avis, devaient présider aux travaux de la Commission.

« La tâche de la Commission est de collaborer à l'œuvre de relèvement économique, mais spécialement elle devra arrêter les moyens de défense et, par voie de conséquences, les moyens d'expansion de notre production nationale.

« La politique douanière que le pays et le parlement entendent suivre est une politique de protection nécessaire et efficace qui soit un instrument de développement de l'industrie nationale.

« Mais il est impossible de poursuivre sur l'heure la mise au point des tarifs tant que nous n'aurons pas obtenu une sorte de stabilité des prix, qu'il s'agisse des tarifs métropolitains ou des tarifs coloniaux dont la Commission aura à s'occuper.

« La tâche immédiate ne manque pas. Outre les possibilités d'aborder dès maintenant l'établissement d'une nomenclature nouvelle, aujourd'hui en possession de notre pleine liberté d'action, par la dénonciation de nos conventions commerciales, par l'abandon de la clause générale de la nation la plus favorisée qui a pesé si lourdement depuis 50 ans sur le pays, par la loi qui permet de négocier avec les nations étrangères entre le tarif général et le tarif minimum nous pouvons poursuivre l'étude de notre futur régime douanier et, par exemple, déterminer comment nous nous protégerons contre la politique du dumping que certains pays pourraient renouveler contre nous. » (1)

C'est par conséquent dans un but protectionniste que la

(1) *Hauldos*. Commission des douanes de la Chambre, 5 février 1920.

Commission des Douanes de la Chambre des Députés entend se servir de la liberté de manœuvre que donne au gouvernement la dénonciation des conventions commerciales de la France.

Et pour mettre en pratique cette politique, elle demandait des mesures qu'elle communiquait à la presse le 25 février 1921 dans une note reproduite par tous les journaux.

En vue de défendre le marché français contre l'envahissement continu de produits étrangers et notamment des produits allemands, la Commission des Douanes de la Chambre s'est prononcée en faveur des mesures suivantes :

1°. Procéder sans délai à la péréquation complète des droits de douane par l'établissement de coefficients sur tous les articles du tarif des douanes qui n'en possédaient pas encore, les denrées alimentaires et les matières premières métallurgiques exceptées.

2°. Porter à environ 300 0/0 par rapport au tarif minimum le taux du tarif général (jusqu'ici l'écart entre les deux tarifs était au plus de 100 0/0).

Telles sont les mesures préconisées par la Commission des Douanes de la Chambre des Députés en 1920, mais la crise commerciale augmente, le chômage aussi, l'industrie et le commerce sont dans le marasme. Il faut parer à ces dangers. D'autre part, plusieurs accords commerciaux sont signés avec divers pays, on semble entrer dans l'ère des conventions de commerce. Les conditions économiques ont, par conséquent, changé et en prenant possession de la présidence que lui renouvelait la confiance de ses collègues, M. Haudos, en mars 1921, tenant compte de ces nouvelles conditions, disait en substance :

« Il faut résoudre le problème de la production qui conditionne le relèvement du pays, au point de vue économique et financier en assurant à nos industries nationales la possibilité de lutter contre la concurrence étrangère. La tâche est considérable; elle est loin d'être achevée. Nous continuons à subir une crise industrielle et commerciale redoutable. De plus, nous sommes envahis par les produits manufacturés des nations étrangères, en particulier de celles dont le change est déprécié et spécialement de l'Allemagne. Il importe de parer sans retard à ce danger.

« Les accords commerciaux solliciteront cette année de plus en plus les études et l'attention de la Commission. Il conviendra d'affirmer les principes fermes selon lesquels nous entendons que soient orientés les rapports de la France avec les autres nations. Les tractations économiques doivent cesser d'être la rançon des succès de la diplomatie. » (1)

Et pour mieux préciser sa pensée, pour mieux indiquer les idées que contenait son discours, M. Haudos donna lecture de la lettre qu'il avait envoyée au Ministre du Commerce au nom de la Commission et dans laquelle il demandait au Gouvernement de prendre avec rapidité les mesures attendues depuis trop longtemps, mesures « qui s'imposent et qui sont impérieusement réclamées par la totalité de nos industries. » Et M. Haudos de donner l'énumération des mesures qu'il avait préconisées :

La première de toutes est le rétablissement du pourcentage de protection dont bénéficiaient avant la guerre les produits manufacturés par l'adjonction aux droits spécifiques.

(1) Haudos. Commission des douanes de la Chambre des députés, mars 1921. Discours inaugural de sa Présidence.

Là se place une des idées essentielles de M. Haudos qui prend position dans le conflit des droits *ad valorem* et des droits spécifiques mais, au lieu de se déclarer nettement en faveur de l'un ou de l'autre procédé, il fait une ingénieuse distinction.

« Bien entendu, écrit M. Haudos, les droits *ad valorem* seraient maintenus là où ils existent déjà.

« Nous pensons, en outre, que pour éviter l'inconvénient de faire apparaître, dans certains cas, des coefficients trop élevés il y a lieu de substituer provisoirement une taxe *ad valorem* aux droits spécifiques chaque fois que le coefficient est susceptible de dépasser le chiffre 12.

« Mais à l'exception de ces cas spéciaux, la Commission après une discussion approfondie et, en considération notamment des objections très fortes formulées par des industries essentielles du pays, a résolument rejeté la substitution même momentanée des droits *ad valorem* aux droits spécifiques. » (1)

M. Haudos réclame d'autre part du Ministre du Commerce qu'il procède par décret à l'élévation du tarif général qui devrait atteindre dès maintenant 300 o/o.

Le Président de la Commission des Douanes se rend bien compte que son système peut aboutir à des erreurs et qu'il n'est pas sans imperfections. Nous pouvons arriver à des insuffisances ou à des exagérations dans le protectionnisme, nous ne le contestons pas, mais nous pensons alors que nous

(1) Haudos. Lettre du Président de la Commission des douanes au Ministre du Commerce, mars 1921.

aurons une sécurité suffisante pour rectifier les erreurs commises. » (1)

Ces divers problèmes tranchés, la Commission des Douanes de la Chambre, a examiné la question du paiement des droits de douane en or. Elle n'a pas cru pouvoir s'engager dans cette voie mais elle se réserve d'examiner avec soin le point de savoir s'il n'y aurait pas lieu d'introduire dans la loi douanière à titre permanent une disposition à l'établissement d'une surtaxe compensatrice des charges.

Par conséquent, et ceci est très net et ressort des vœux et des directives que nous venons de voir, la politique que préconise la Commission des douanes est une politique protectionniste mais cette Commission se défend de faire du protectionnisme outrancier et elle s'élève avec force contre une telle accusation, dans un délibération récente :

« On a dit : la France a une politique exagérément protectionniste et l'élévation récente de ses tarifs a eu pour effet de provoquer contre elle des représailles, d'entraver ses exportations, de consolider ou d'aggraver le prix de la vie.

« Nous considérons, et personne ne le conteste et ne peut le contester sérieusement, que la production c'est-à-dire l'industrie et l'agriculture, est la base de la vie économique d'un grand pays parce que la production conditionne son commerce et sa consommation. C'est donc la production qu'il faut, avant tout, assurer et développer et c'est cette besogne essentielle que nous avons eue en vue et que nous poursuivons.

« La Commission des douanes a cherché à porter remède

(1) *Haudos*. Lettre du Président de la Commission des Douanes au Ministre du Commerce, mars 1921.

à l'ajustement d'un tarif douanier qui ne correspond plus à rien. Nous ne sommes pas tombés dans les excès de ce qu'on appelle volontiers un « protectionnisme outrancier ». Nous avons fait purement et simplement de la péréquation. Nous avons voulu rétablir l'équilibre entre les conditions du prix de revient en France et à l'étranger.

« Nous pouvons même dire que nous sommes restés en deçà de la limite que comporte un tel but car nous n'avons préconisé aucune mesure pour parer au danger résultant des fluctuations des cours du change comme l'ont fait presque tous les pays étrangers. Nous n'avons institué ni le paiement des droits de douane en or, ni la surtaxe de compensation au change.

« Nos tarifs sont inférieurs aux autres tarifs étrangers et ils ont été pris postérieurement aux mesures arrêtées par la plupart des nations étrangères. » (1)

Nous voilà par conséquent édifiés d'une façon complète sur les tendances des Commissions des Douanes du Sénat et de la Chambre. Ce qu'elles veulent, ce qu'elles exigent, c'est tout simplement le maintien du régime établi par les lois de 1892 et 1910 mais réajusté aux nouvelles conditions économiques et ce à quoi elles tiennent c'est à conserver la maîtrise de nos tarifs douaniers et à nous entendre avec l'étranger par la conclusion de conventions et d'accords de commerce.

Signalons, au milieu de cet harmonieux concert, une note un peu discordante. C'est le vœu qu'émettait le 20 octobre

(1) Séance de la Commission des douanes de la Chambre des Députés, 10 novembre 1921.

1920 la Commission des Finances de la Chambre sur la proposition de son rapporteur général, M. Charles Dumont et qui est ainsi rédigé :

« La Commission des Finances, convaincue que la suppression de toute entrave à l'importation et à l'exportation est la condition indispensable du rétablissement de nos changes, et, par conséquent, le moyen le plus efficace de lutter contre la vie chère, est d'avis que dorénavant aucune prohibition d'importation et d'exportation ne puisse être édictée autrement que par une loi. »

Nous n'avons signalé ce vœu de la Commission des Finances que pour mémoire et que pour marquer la différence qu'il y a là dans une certaine mesure entre les tendances des membres de la commission des Douanes et de la Commission des Finances. Mais ce vœu n'a que peu d'intérêt et eut bien peu d'influence puisque le 31 décembre 1921, la Chambre, à une énorme majorité, maintenait en vigueur jusqu'au 1^{er} janvier 1923 la loi du 6 mai 1916 autorisant le Gouvernement à modifier les droits de douane.

C'est déjà là un indice certain des idées du Parlement sur la matière. Cette mesure votée par la Chambre indique déjà nettement la façon de voir de la Chambre des Députés mais c'est maintenant dans le détail qu'il nous faut examiner la question « du Parlement et du Protectionnisme. »

II. — LE PARLEMENT

Il est peu de discussions sur la matière proprement dite du protectionnisme. En effet, si pendant la guerre on enregistre de nombreuses interpellations sur la politique économique du gouvernement il y est peu question de commerce

extérieur. On songe avant tout au ravitaillement du pays, à la vie chère, aux restrictions. On veut vivre, on veut manger, on veut avoir du charbon pour faire marcher nos usines, de la matière première pour forger les armes et fabriquer des munitions. Il faut vivre et il faut vaincre; on fait la guerre et c'est la politique du blé, la politique du charbon, le problème du ravitaillement qui sont sans cesse évoqués à la tribune. On ne parle pas de l'avenir économique et l'on a raison parce qu'il n'est peut être pas utile qu'on rende publics nos projets d'après-guerre. Il est inutile que nos ennemis sachent ce que nous pensons de l'avenir pour venir nous contrecarrer. Cette préparation de l'après-guerre elle se fait dans les Commissions parlementaires où, quoi qu'on en ait dit et quoi qu'on en puisse dire les députés de l'ancienne législature ont fait une besogne considérable et utile, elle se fait dans le secret des Commissions techniques dont s'entoure le Ministre du Commerce, dont l'une, en particulier, le Bureau d'Etudes économiques du Ministère des affaires étrangères où travaillent secrètement, dans l'ombre, les plus brillants économistes de l'époque, mérite une place à part pour l'admirable travail qu'il a fourni.

Par conséquent, le Parlement de la guerre ne prend pas parti dans le problème que nous avons choisi pour l'étudier. Il se contente d'approuver le gouvernement dans la politique qu'il suit au point de vue commercial et dont nous avons essayé, à grands traits, de marquer les caractères essentiels dans notre première partie. Mais nous avons vu qu'on ne peut pas dire en parlant du Gouvernement pendant la guerre qu'il ait obéi au protectionnisme plutôt qu'au libre-échange.

Cependant au fur et à mesure qu'on sent venir la fin de l'épouvantable tuerie on se préoccupe ouvertement de la question, on fait des pronostics; on use même beaucoup de la prophétie. Les journaux sont remplis d'articles sur la guerre économique. On fait grand bruit autour d'un projet que nous aurons l'occasion d'examiner plus loin; c'est l'Union économique contre l'Allemagne, préconisée par M. René Théry; il eut des échos jusqu'au Parlement et, le 7 février 1918, M. le sénateur Perchot, interpellant le gouvernement sur les mesures qu'il comptait prendre pour l'après-guerre, préconisait précisément une union douanière et il expliquait ainsi ce qu'il entendait par là :

« Il ne s'agit point d'uniformiser de manière absolue les législations douanières des peuples des deux mondes, de concilier des traditions, des intérêts essentiellement différents. Il s'agit simplement de marquer l'adhésion de ces Etats à quelques principes d'ordre douanier propres à favoriser entre eux dans l'intérêt commun les échanges les plus utiles.

« Quels sont les principes à adopter? Développer dans chaque état par des réductions douanières sur ses exportations dans les autres pays de l'entente les industries nécessaires à la défense nationale, les industries propres à supplanter les fabrications germaniques enfin les industries spécifiquement indigènes. » (1)

A la même séance, M. Tournon, sénateur de l'Aisne exhortait le gouvernement à dénoncer les conventions commerciales qui unissaient la France aux autres pays et il le faisait en ces termes.

(1) *Perchot*. Séance du Sénat, 7 février 1918. *Officiel* du 8 février 1918, page 68.

« Tous les alliés sont liés avec toutes les puissances du monde par les Conventions commerciales qui peuvent encore jouer après la guerre si nous ne reprenons pas notre liberté en temps utile » (1)

Nous voilà bien près de la question qui nous intéresse. Mais nous n'y sommes pas encore. On parle bien de coopération interalliée, d'union douanière, mais cela ne nous indique pas nettement le sentiment du Sénat sur la politique commerciale qu'il voudrait voir pratiquer.

Le débat du 28 juin 1918 à la Chambre sur la question des consortiums et sur la politique économique du gouvernement ne nous apporte pas beaucoup plus d'éclaircissements. La Chambre indique bien la nécessité d'une politique commerciale mais elle ne définit pas cette politique d'après-guerre et laisse pleine initiative au Gouvernement. C'est du moins la conclusion qu'on peut tirer de l'ordre du jour présenté par MM. Louis Puech et Chaulin-Servinière et qui fut voté à mains levées.

« La chambre confiante dans le gouvernement pour continuer pendant la guerre la politique de coopération interalliée et d'organisation industrielle et commerciale nécessitée par le bouleversement de la vie économique en assurant aux intéressés la plus grande part d'initiative compatible avec les exigences de la défense nationale refusant toute addition passée à l'ordre du jour. » (2)

Quoi qu'il en soit il semble bien que la Chambre de la précédente législature ait été, dans sa majorité, de tendance

(1) *Touron*. Séance du Sénat, 7 février 1918, *Officiel* du 8 février 1918, page 68.

(2) *Officiel*, du 29 juin 1918. Débats parlementaires, page 1.851.

protectionniste, sinon de cœur, du moins de raison. Elle n'avait pas touché aux mesures de 1892 et de 1910, admettait très bien le système protectionniste qui était celui de la France et, pendant la guerre, à une époque où des mesures rapides, énergiques et provisoires s'imposaient, elle avait confié au Gouvernement le soin d'agir et par ses votes elle avait sanctionné les mesures prises et que nécessitaient les circonstances.

Au reste le rôle de la Chambre de 1914 avait consisté surtout à gagner la guerre et ratifier la paix. Cette tâche accomplie elle devait demander au pays de renouveler son mandat et à cette Chambre nouvelle incomberait le lourd fardeau de l'organisation de l'après-guerre.

Le pays devant lequel on agitait désespérément le spectre rouge du bolchevisme, envoya au Parlement des hommes nouveaux, dont beaucoup étaient industriels et commerçants. Le pays avait mis dans ce Parlement une confiance illimitée, l'avenir dira s'il a eu raison ! Le présent ne semble pas l'indiquer !

Quoi qu'il en soit il s'agit de savoir quelle politique commerciale allait suivre cette nouvelle Chambre. Sur ce point particulier il apparaît que le Parlement actuel s'est contenté de suivre la voie tracée par ses prédécesseurs depuis 1890 et que c'est de protectionniste que peut être qualifiée sa politique.

Le 3 décembre 1920, M. Aubriot demandait au Gouvernement de revenir au régime complet de la liberté pour le papier journal et il le faisait en ces termes :

« Les papeteries françaises avouent qu'elles sont actuellement couvertes en pâtes par les marchés onéreux, et que,

par conséquent, elles désirent que les papiers à meilleur marché ne puissent pas entrer en France tant qu'elles n'auront pas écoulé le stock constitué par elles plus ou moins prudemment à des prix qui, à l'heure actuelle, se trouvent exagérés par rapport au prix normal du papier dans le monde.

« Ce n'est point évidemment sa propre doctrine politique et économique que M. le Ministre du Commerce a appliquée dans la circonstance. Je crois qu'il n'a jamais passé pour un protectionniste farouche et pourtant il a pris là un décret de prohibition qui constitue une protection vraiment exagérée.

« Nous avons donc le droit de demander au nom de l'expansion de la pensée française que les droits de douane si on juge qu'ils doivent être maintenus, au moins ne soient pas augmentés et surtout ne soient pas multipliés par un coefficient. » (1)

Allant plus loin encore que M. Aubriot, M. Marcel Gounouilhou, député du Gers, réclamait le retour complet à la liberté. « Il faut, disait-il, que nous demandions purement et simplement le retour au régime normal, le retour au régime de liberté à partir du 1^{er} janvier prochain. (2)

Et la Chambre, passant au vote, par 47 voix contre 262 adoptait l'ordre du jour suivant : « La Chambre approuvant les déclarations du Gouvernement dont l'intention est de rétablir le régime normal des importations du papier, à dater

(1) Aubriot, 2 décembre 1920. Séance de la Chambre, *Officiel* du 4 décembre 1920, page 2.225.

(2) Gounouilhou, Séance de la Chambre du 4 décembre 1920, page 2.227.

du 17 janvier 1921 et, confiante en lui pour repousser toute demande d'augmentation des droits actuels, passe à l'ordre du jour. »

Après une telle discussion, après un tel désir on pouvait se demander si vraiment la Chambre n'avait pas des intentions libre-échangistes. Elle se refusait en tous cas d'une façon absolue à augmenter les droits actuels. Elle se refusait par là même à donner de la protection à la papeterie française. Mais il s'agissait là d'un cas tout à fait particulier et tout à fait spécial. La presse avait un grand intérêt à l'adoption de cet ordre du jour et la presse propage chaque jour la pensée française. L'importance du journal est telle aujourd'hui que ces mesures favorables se comprennent aisément. Il faut, par conséquent, laisser à ce vote sa signification spéciale et se garder de généraliser la conclusion à en tirer. Elle serait certainement erronée.

D'ailleurs la Chambre actuelle a tenu à exprimer sa façon de penser sur la question dans un débat très large et très fouillé.

Le 17 décembre 1920, en effet, s'est ouvert à la Chambre une discussion particulièrement intéressante sur la crise économique au cours de laquelle de nombreux députés ont fait valoir à la Tribune les demandes des diverses industries qu'ils représentent. C'est un débat d'une grande ampleur que nous nous devons de résumer parce qu'il nous permet de voir les véritables tendances du Parlement français en matière de protectionnisme.

Ce fut M. Delesalle, député du Nord, qui l'ouvrit en interpellant le Gouvernement sur les mesures qu'il compte

prendre pour réduire l'importation en France des produits fabriqués et enrayer la crise du chômage.

Il constate tout d'abord que nous avons eu un excès d'importation d'objets fabriqués en 1920 et il cita des chiffres.

« Si nous considérons, dit-il, les importations en douane des 9 premiers mois de 1920 nous constatons que l'importation pour les teintures est passée de 1500 tonnes à 5.400 tonnes; celle des poteries de verres et cristaux de 130.000 quintaux à 228.000 quintaux, celle des fils, cotons, laines, soies, etc. de 10.100 quintaux à 28.100 quintaux, celle des meubles et des ouvrages en bois de 28.000 quintaux à 77.000 quintaux.

« Vous voyez, par conséquent, qu'un premier coup d'œil sur la situation générale nous permet déjà d'affirmer que nous avons eu en 1920, un excès d'importation d'objets fabriqués. » (1)

M. Delesalle voit une des causes de cette surimportation de produits fabriqués étrangers dans la liquidation des stocks de guerre de nos alliés qui représentent l'importation en France de produits étrangers pendant cinq ans.

D'après M. Delesalle les causes de l'infériorité de l'industrie française viennent de ce que nos usines ont été envahies, que les autres, celles qui étaient en territoire non occupé, se sont spécialisées dans la production pour la guerre. Comme le constatait M. Delesalle sur le ton de l'ironie, mélangée d'amertume : « La France se battait et gagnait la victoire pendant que les neutres, plus modestes, se contentaient de conquérir le marché du monde. »

(1) Delesalle. 1^e séance du 16 déc. 1920, *Officiel*, page 3.369, 2^e col.

A côté de ces causes nées pendant la guerre l'interpellateur signale celles nées de la guerre elle-même et parmi ces causes les deux plus essentielles sont pour lui le haut prix du charbon, et le prix de la main d'œuvre. En technicien averti, chiffres en mains, appuyé par M. Lesaché, député de l'Aube qui lui fournit des renseignements pour l'industrie du coton, donnant lui-même des exemples typiques, M. Delesalle démontra que du fait du prix de la matière première, du charbon en particulier, du bas prix de la main-d'œuvre à l'étranger l'industrie française ne pouvait pas concurrencer l'industrie étrangère.

Et ayant ainsi indiqué les raisons de l'infériorité de l'industrie française le député du Nord développa les mesures qui, son avis, s'imposaient pour rétablir la situation et qui étaient toutes inspirées par un but protectionniste. Il le fit avec tant de clarté que c'est *in extenso* que nous nous devons de reproduire cette partie de son discours :

« Ce n'est pas la protection que réclame l'industrie française, c'est la compensation.

« Je m'explique.

« Nous ne vous demandons pas d'élever, autour de vos frontières ce que le Temps appelait une muraille de Chine. Il ne faut pas que, derrière cette barrière, puissent s'abriter l'oisiveté, la paresse ou le manque d'esprit d'initiative de nos industriels. Je vous disais que nous avons eu le malheur de perdre une grande partie de nos débouchés à l'étranger. Pour que notre activité puisse reprendre, il faut que nous sentions toujours l'aiguillon de la concurrence, qui nous mènera dans la voie du progrès. Pas de droits protecteurs, des droits com-

pensateurs, c'est à dire qui tendent à égaliser les prix de revient.

« Il faut, M. le Ministre, que chaque industrie connaisse un régime particulier ; il faut que les coefficients de majoration soient établis en tenant compte du chiffre de ses importations et de ses exportations. Il faut que ces coefficients soient révisables périodiquement en baisse ou en hausse, qu'ils prennent figure d'échelle mobile, assez souple pour défendre à la fois les intérêts du producteur et ceux du consommateur. Il faut, enfin, M. le Ministre, qu'il soit tenu compte, dans l'établissement de ces coefficients, de l'état de reconstitution des industries touchées par la guerre.

« Voilà, monsieur le Ministre, fidèlement traduits, je crois, les sentiments de la majorité, je pourrais presque dire de l'unanimité des membres de la Commission des douanes.

« Je vous pose la question : qu'avez-vous fait depuis plusieurs mois ? Quelle politique avez-vous suivie depuis l'origine de la crise ?

« Quelle est celle que vous comptez poursuivre demain ?

« J'ai vainement cherché au *Journal Officiel*, depuis le 22 juillet, les décrets de protection que vous auriez pu signer. Je n'en ai trouvé aucun. Pourtant, la Commission des coefficients, saisie des demandes de multiples industries françaises, a formulé de nombreux avis. Elle vous les a soumis, en particulier les 24 et 31 juillet, les 16 et 30 octobre, les 10, 13, 20 et 27 novembre.

« Monsieur le Ministre, votre politique a été une politique de temporisation. Vous vous êtes obstinément refusé jusqu'à ce jour à protéger l'industrie française. Il nous importe de savoir si c'est cette politique que vous comptez continuer de-

main. Je suis de ceux qui pensent qu'elle ne peut mener toute l'industrie française qu'à la ruine. » (1)

M. Delesalle ne craint pas les représailles de la part de l'étranger parce que les pays les plus libre-échangistes comme l'Angleterre ont pris les mesures de protection. Non seulement les pays étrangers ont pris des mesures de protection mais un grand nombre d'entre eux ont pris des mesures pour faire payer des droits de douane en or. C'est le cas de l'Allemagne, de l'Autriche, du Brésil, de la Bulgarie, de l'Espagne, de l'Italie, de la Pologne, de la Roumanie, de l'Amérique du Sud, de l'Amérique du Nord.

Et comme M. Delesalle constatait que ces mesures constituaient peut-être la forme la plus intelligente de la protection et qu'en tous cas cela constituait bien l'établissement réel d'une barrière il s'attira cette interruption qui peut surprendre de la part d'un député socialiste. M. Barthe, député de l'Hérault, lui demanda en effet « Pourquoi n'en avons-nous pas fait autant ? »

Ces représailles il ne les craint pas puisque, en fait, ce serait nous qui les exercerions, mais si l'étranger élevait encore ses droits à l'importation, M. Delesalle donne un sage conseil au Ministère du Commerce « c'est de commencer une politique d'échanges entre la métropole et nos colonies, c'est de nous réserver tout le commerce de ces merveilleuses colonies dont la mise en valeur jusqu'alors n'a jamais profité à nos nationaux. »

M. Delesalle ne croit pas non plus à la toute puissance de la protection qui serait donnée par le change au marché fran-

(1) Delessalle, *ibidem*, *op. cit.*, page 3.672.

çais. Il croit que là, il y a une exagération et il répond par avance à l'objection que ne manquera pas, à son avis, de soulever le Ministre du Commerce.

« Je reconnais, en effet, l'existence d'une certaine barrière du fait du change dans les pays où il est particulièrement élevé. Mais permettez-moi de vous faire remarquer d'abord que cette variation du change ne porte pas sur tout le produit, mais simplement sur les frais de fabrication de ce produit. Or comme malgré cette protection du change, les Anglais et les Américains parviennent à introduire chez nous des quantités considérables de marchandises, que se passera-t-il demain, si le change subit une baisse ou une variation quelconque, ne fût-ce que de quelques pour cent ? » (1)

Et, pour toutes ces raisons, M. Delesalle réclame l'établissement à toutes nos frontières d'un barrage qui rétablisse l'égalité du prix de revient.

Après lui ce fut le tour de M. Valette-Villard de venir demander la protection pour les soies moulignées. « Les importations étrangères ont à peu près centuple depuis deux ans. Notre moulinage est arrêté. Une industrie française agonise, s'écria-t-il, notre devoir est de la sauver. »

Le rapporteur de la Commission des Douanes, M. Edouard Néron, après avoir rappelé que deux des causes qui influent le plus puissamment sur le prix de revient sont : le prix formidable du charbon et les hauts prix pratiqués pour l'éclairage et la force motrice, en vint aux mêmes conclusions que ses collègues et expliqua, en terminant, que la protection réclamée ne l'était que dans un but de compensation et que

(1) Delessalle, déjà cité, ib. 3.673.

les augmentations proposées n'auraient pour résultat que de rétablir la protection assurée par les tarifs de 1892 et de 1910, protection que la hausse considérable des prix a complètement supprimée.

« M. le Ministre du Commerce, dit-il, en accordant l'établissement ou le rehaussement d'urgence des coefficients qui lui sont réclamés se bornera à établir une péréquation entre la valeur atteinte en 1920 par les matières premières ou les objets fabriqués et les tarifs douaniers qui sont destinés à accorder à l'industrie de notre pays le minimum de protection qui lui est indispensable pour vivre.

« M. le Ministre du Commerce permettra ainsi à l'industrie nationale de conjurer le chômage et de sortir de la crise redoutable au milieu de laquelle elle se débat. » (1)

M. Guy de Wendel, qui est député de Lorraine et qui est en même temps métallurgiste, exposa à la tribune le problème de la métallurgie. Ce fut surtout un exposé technique dans le détail duquel nous ne pouvons entrer et il indiqua la situation difficile de la métallurgie française.

« Je ne crains donc pas, dit-il, de déclarer qu'il nous est, à l'heure actuelle, impossible de lutter avec l'industrie allemande à l'extérieur comme à l'intérieur de nos frontières. L'industrie allemande peut enlever toutes nos affaires à des prix inférieurs à nos propres prix de revient en conservant pour elle-même une large marge bénéficiaire. » (2)

Et naturellement c'est la protection que va réclamer M. de Wendel.

(1) Néron. Discours à la Chambre, *Officiel* du 17 décembre 1921, page 3.677.

(2) de Wendel, même séance, page 3.679.

A la séance du 20 décembre où fut continuée la discussion des interpellations sur la crise économique, M. de Wendel trouva en M. Barthe, le député socialiste de l'Hérault, un adversaire courageux qui protesta vivement contre une hausse des tarifs douaniers protecteurs de la métallurgie. En effet, s'écria-t-il, avec juste raison : « Nous nous apercevons, c'est démontré et avoué, qu'alors que la haute métallurgie étrangère prenait un bénéfice de 15 0/0, la nôtre prenait un bénéfice de 30 0/0, handicapant ainsi la construction mécanique, et cela grâce à la protection exagérée des tarifs de douane.

« Je rappellerai ici les paroles de M. Loucheur déclarant que c'est à l'abri de ce mol oreiller de paresse que la haute métallurgie avait pu prendre des bénéfices exagérés et par là ruiner l'activité de la construction mécanique et de l'industrie de transformation dans notre pays.

Et plus loin :

« Frapper de nouveaux droits de douane les matières premières serait aggraver la crise au lieu de la conjurer, parce que ce serait hausser encore les prix et réduire la consommation. » (1)

Mais M. Barthe, s'il est l'adversaire résolu du protectionnisme en matière de métallurgie, n'est pas un adversaire absolu du protectionnisme. Nous nous rencontrons d'une façon complète avec le député de l'Hérault, quand il déclare que ce protectionnisme dont évidemment il n'est que médiocrement partisan, est nécessaire dans certaines circonstances mais qu'il ne doit être considéré que comme un pis al-

(1) Séance du 20 décembre 1920. Barthe, discours de la Chambre, page 3.802, *Officiel* du 21 décembre 1920.

ler. Rapportons ici fidèlement ce passage particulièrement intéressant et plein de bon sens :

« On doit renforcer la protection douanière pour les textiles, je suis de l'avis de M. Delesalle. Mais ce n'est qu'un pis aller. Ce qu'il faut, c'est nous organiser rationnellement, c'est nous libérer de l'emprise étrangère par l'organisation de l'exploitation rationnelle de nos propres richesses naturelles. Lorsque nous aurons notre politique du coton et que nous pourrons ainsi approvisionner, nous-mêmes, notre marché, dans une mesure de plus en plus large, nous ferons mieux que cela, nous irons à notre tour sur les marchés extérieurs offrir les produits français. » (1).

Puis ce fut un défilé à la Tribune de nombreux députés qui vinrent soutenir la nécessité de la protection pour les industries des régions qu'ils représentent.

Le Ministre du Commerce avait proposé de mettre le coefficient 3,5 sur les broderies. M. Ringuier voulait le coefficient 5 et si, en la circonstance, il réclamait du protectionnisme, il demandait au Ministre de se montrer éclectique :

« Je dis à M. le Ministre du Commerce, conclut-il : Voilà le dossier, étudiez-le, prenez tout votre temps, mais, je vous en supplie, donnez-nous la mesure de protection indispensable. »

« Je supplie Monsieur le Ministre de ne pas faire des expériences de libre échange dans un pays comme le nôtre.

« Nous pouvons avoir pour cette question des théories, des vues différentes, mais notre pays a été trop gravement at-

(1) Séance du 20 décembre 1920. *Barthe*, discours de la Chambre, page 3.777, *Officiel* du 21 décembre 1920.

teint pour qu'au lendemain d'une guerre comme celle que nous avons subie les industriels que je viens de citer se trouvent livrés à une sorte de gymnastique industrielle qui les conduirait à la catastrophe définitive. Il faut savoir être protectionniste quand c'est nécessaire et être libre échangiste pour ce qui est indispensable à notre pays mais il ne faut pas faire des expériences qui pourraient être la ruine de nos industries. » (1)

M. Reille-Soult demande au Ministre du Commerce la protection pour les industries textiles.

« Protégez efficacement par une solide barrière douanière l'industrie française et vous aurez obtenu le résultat important pour l'industrie des textiles de laine d'empêcher que 510 autres millions ne sortent de France en six mois pour acheter les tissus teints à l'étranger, alors que notre pays a une industrie qui, autrefois prospère, fournissait des tissus renommés et qu'il faut à tout prix sauver de la ruine, sauvant avec elle les milliers de travailleurs qui en vivent. » (2)

M. Escoffier est un membre du parti socialiste. Naturellement ses tendances lui font répugner au protectionnisme. Il reconnaît que la crise existe et puisqu'elle existe il faut y apporter des remèdes. Certes M. Escoffier aurait préféré une autre thérapeutique qu'une élévation de droits de douane, mais il ne croit pas qu'il y ait moyen de faire autrement. Aussi déclare-t-il :

« Je me résous, contraint et forcé, à réclamer l'élévation

(1) *Ringuier*. Chambre 20 décembre 1920, *Officiel* du 21 décembre 1920, page 3.777.

(2) *Reille Soult*. Chambre 20 décembre 1920. *Officiel* du 21, page 3.802.

des coefficients. Je désire simplement que cette mesure soit essentiellement provisoire et que son application soit faite industrie par industrie, cas d'espèce par cas d'espèce. » (1)

M. Maurice Kempf est, lui, un adversaire déterminé du libre échange. Il supplie, en ces termes, le Ministre du Commerce de prendre les mesures de protection :

« Monsieur le Ministre, vous ne voulez pas être accusé de faire le jeu de nos ennemis. Faites pour le pays qui souffre, le sacrifice de vos idées traditionnelles de libre échangiste. Hélas, en faisant appel à vous, Monsieur le Ministre, je crains bien, après avoir écouté très attentivement votre discours d'hier dans lequel vous nous avez très peu promis, que vous ne teniez pas grand chose et que l'industrie continue à végéter et à s'arrêter bientôt, faute de protection. » (2)

M. Inghels, député socialiste du Nord, prononça un long discours et les idées qu'il émet au point de vue douanier qui nous occupe peuvent se résumer dans les quelques phrases qu'il prononça dans sa conclusion : « Au point de vue douanier, il ne peut être question ici d'opposition entre protectionnistes et libre échangistes, il s'agit de mesures provisoires à prendre pour éviter la spéculation ou protéger nos industries. Le relèvement ou l'abaissement des droits de douane doit être résolu au fur et à mesure des nécessités. L'incertitude des prix et la variation des facteurs de la production nécessitent un remaniement périodique que des Commissions techniques devraient étudier.

(1) *Escoffier*, séance de la Chambre, page 3.804, *Officiel* du 21 décembre 1920.

(2) *Kempf*. Séance de la Chambre, page 3.822, *Officiel* du 21 décembre 1920.

Nos collègues demandent le maintien des droits spécifiques en vigueur avec coefficient de majoration déterminé d'après la valeur momentanée des produits et révisable périodiquement. Sur ce point nous sommes d'accord avec eux mais nous insistons pour que toutes mesures soient prises pour éviter la spéculation. »

M. Loucheur, qui fut plusieurs fois ministre et qui est administrateur de très nombreuses affaires industrielles, vint aussi à la Tribune soutenir la nécessité de la protection mais il souhaite l'adaptation des droits de douane au prix de la vie.

« Je dis que vous devez avoir entre vos mains un instrument qui vous permette de plier, si j'ose dire, les droits de douane à la diminution ou à l'amélioration du change et aux autres éléments de la production.

« Je suis d'autant plus à mon aise pour en parler que j'ai soutenu à cette Tribune — et il fallait, paraît-il, un certain courage pour le faire contre des amis de la veille — que la politique métallurgique française avant la guerre avait été discutable et j'ai soutenu que le droit de douane de 7 francs sur un produit qui se vendait 19 francs était beaucoup trop élevé.

« Je rappelle la formule que j'avais alors prononcée.

« Un droit de douane doit être justifié par les conditions spécialement difficiles de production autrement il deviendrait rapidement un oreiller de paresse.

« Je ne parle pas d'installer aujourd'hui cet oreiller de paresse mais nous sommes dans une situation critique. En ce moment 60 o/o des hauts fourneaux allemands fonctionnent; or ces jours derniers, la Société minière et métallurgique de Lorraine m'annonçait qu'elle allait éteindre son dernier haut

fourneau. Quelles mesures allez-vous prendre? Allez-vous augmenter les droits de douanes? Moi qui, à cette Tribune protestais contre les droits de douane d'avant-guerre sur les produits métallurgiques, je viens réclamer, aujourd'hui, avec non moins de force, l'augmentation des droits justifiée par la situation difficile où cette industrie nationale se trouve aujourd'hui, je viens demander la même mesure pour le textile. (1)

Et pour conclure ce débat, M. Haudos, président de la Commission des Douanes vint rappeler une fois de plus les idées de la Commission des Douanes que nous rappelons :

« compensation, protection, accords commerciaux, droits anti-dumping » et nettement il posa la question suivante au Gouvernement :

« En fait, le point principal du débat est le suivant : Oui ou non le Gouvernement accepte-t-il d'ajuster nos tarifs douaniers aux exigences de la situation présente. Oui ou non, le Gouvernement a-t-il l'intention de continuer la politique de protection de l'industrie nationale qui a été notre politique depuis trente années ou bien a-t-il l'intention d'y renoncer et de s'engager ainsi dans une voie nouvelle, celle de la pleine liberté des échanges, qui n'est pas la moins dangereuse qui puisse s'ouvrir aux perspectives de son action?

« Pour nous, notre parti est pris. Nous sommes résolument partisans d'une politique de protection de l'industrie nationale : nous la croyons indispensable dans les circonstances actuelles.

(1) Loucheur. Discussion à la Chambre, Officiel du 21 décembre 1921, page 2.825.

« M. le Ministre a dit hier qu'il ne fallait pas faire de doctrine dans les circonstances où nous nous trouvons : nous sommes entièrement d'accord ; mais il ne faut pas plus faire de doctrine libre-échangiste que de doctrine protectionniste. »

Et la Chambre fut amenée à prendre position. Deux ordres du jour étaient en présence. L'un présenté par M. Haudos et plusieurs de ses collègues et qui était ainsi conçu :

« La Chambre, soucieuse de conjurer la crise de chômage et de parer à l'envahissement du marché national par les produits fabriqués à l'étranger, confiante dans le Gouvernement pour prendre sans retard, à l'aide de la prorogation de la loi du 6 mai 1916, les mesures de protection indispensables à la reconstitution et au développement de la production française spécialement par l'établissement ou le relèvement des coefficients de majoration aux droits spécifiques, et poursuivre l'exécution des clauses économiques du traité de paix, repoussant toute addition, passe à l'ordre du jour. »

L'autre était présenté par le parti socialiste et il l'était dans les termes suivants :

« La Chambre considérant que la solution de la crise industrielle et de la crise de chômage que traverse actuellement notre pays ne peut être résolue uniquement par l'application systématique d'une politique de protection douanière dont l'effet le plus certain serait d'appeler des mesures de réciprocité de la part de l'étranger ; sans s'élever contre les relèvements des tarifs douaniers qui paraîtraient provisoirement légitimes, invite le Gouvernement à pratiquer une politique du charbon rationnelle, à organiser méthodiquement l'ensemble de nos transports nationaux et à ne recourir aux mesures de protection douanière qui devront, en tous cas,

être doublées d'une protection légale des salaires, qu'après avoir sollicité l'avis des groupements patronaux, ouvriers, commerciaux et industriels intéressés et notamment du conseil économique du travail, et passe à l'ordre du jour. »

Le Gouvernement voulut, bien entendu, n'accepter que le premier et il est presque inutile d'ajouter que la Chambre, dans une immense majorité donna sa confiance au Gouvernement en votant l'ordre du jour Haudos par 435 voix contre 79 (les voix socialistes).

Par conséquent, de cette discussion, il ressort très nettement que le Parlement actuel est protectionniste. Certes la plupart des orateurs prirent le soin de faire une déclaration de principe qu'il ne s'agissait pas de questions de doctrine, d'une lutte entre le protectionnisme et le libre-échange mais il n'en est pas moins vrai que c'est dans un sens nettement protectionniste qu'opère la Chambre actuelle. Certains de ces membres sont des partisans du protectionnisme par principe, certains autres l'admettent parce que la France est dans une période de convalescence, et ceux-ci sont les plus nombreux; d'autres, qui sont libre-échangistes admettent cependant la nécessité actuelle du protectionnisme; les socialistes eux-mêmes admettent cette nécessité, mais, dans leur ordre du jour, s'ils acceptent les relèvements de tarifs douaniers qui paraîtraient provisoirement légitimes, ils ne croient pas que la crise actuelle puisse être résolue uniquement par l'application systématique d'une politique de protection douanière.

Depuis 1920 aucun grand débat n'a été instauré sur la question, mais il est certain qu'à ce point de vue tout au

moins la majorité de la Chambre est restée dans les mêmes idées qu'à cette époque.

D'ailleurs, nous aurons l'occasion de le voir à la rentrée des Chambres, car deux députés, MM. Laudier, député du Cher, et Soulier, député de Paris, interpellent le Gouvernement sur la hausse de la viande, des beurres et du fromage, question qui, nous l'avons vu, dépend étroitement de la « question générale du protectionnisme ».

Devant une manifestation si nette de la volonté du Parlement, quelle allait être l'attitude du Gouvernement? Quel est au point de vue doctrinal sur la question, l'avis du Gouvernement? C'est précisément là l'objet de notre troisième paragraphe.

LE GOUVERNEMENT ET LE PROTECTIONNISME

Cette dernière partie nous retiendra moins longuement parce que nous avons eu suffisamment l'occasion de nous expliquer sur la politique du Gouvernement. Nous ne voulons pas, par conséquent, revenir en arrière ce serait tomber dans la répétition. Nous voulons seulement par quelques citations donner une idée très générale d'ailleurs de la pensée de nos gouvernants successifs sur la question.

Répondant à M. Brousse, M. Clémentel, Ministre du Commerce, disait à la Tribune de la Chambre :

« Que sera l'après-guerre? Comment va se rétablir l'équilibre économique?

« Croyez-vous un instant que nous allons simplement revenir au jeu des accords douaniers d'antan, qu'il suffira

de fermer ici une barrière, de l'entrouvrir, contre une compensation déterminée ?

« Dans la période qui suivra immédiatement la guerre, l'ordre apparent subira encore les conséquences de la tourmente économique que nous traversons. Croyez-vous qu'alors nous puissions laisser se jeter sur les marchés du monde ces acheteurs, assoiffés de gain, et qui se sentiront enfin libérés, ces industriels allemands dont les appétits sont accrus par ceux de leur peuple et qui s'efforcent évidemment d'acquérir des produits rares pour les faire monter à n'importe quel prix ?

« Nous marchons, pour la période de reconstitution, vers un régime économique où l'équilibre ne pourra être rétabli que par des échanges désormais équitables. » (1)

M. Isaac était Ministre du Commerce dans le Ministère Millerand. M. Isaac, représentant de la grande industrie lyonnaise, industriel lui-même, était considéré comme libre-échangiste ou en tous cas comme anti-protectionniste mais il reconnaît la nécessité actuelle de la protection.

« Vous savez très bien, disait-il un jour à la Chambre, que pour ma part je ne suis pas partisan d'une protection exagérée ; loin de là, mais je suis obligé de reconnaître qu'il y a des circonstances où je ne peux pas assister impassible à l'agonie d'une industrie. »

Et plus loin :

« Je n'ai pas la prétention d'être un protectionniste fanatique. Dans mon passé tout me range de l'autre côté de la barricade. Quand le moment viendra et qu'une proposition sera faite d'établir un régime douanier nouveau, je m'effor-

(1) *Clémentel*. Séance du 28 juin 1918, *Officiel* du 29 juin 1918, pages 1841 et 1842.

cerai de ne me laisser aller à aucune exagération en faveur d'aucun intérêt. » (1)

Et quelques jours plus tard, répondant aux interpellateurs dont nous avons exposé plus haut les demandes, M. Isaac les rassurait sur ses propres tendances disant qu'on avait tort de le considérer comme un libre-échangiste et qu'en tous cas il n'était pas entré au gouvernement pour faire des expériences de libre échange.

« Au surplus, explique-t-il, le libre échange a-t-il jamais existé? Je ne crois pas — j'ai une certaine expérience des affaires — qu'il ait jamais existé autrement que sous la forme d'atténuations à un régime de protection industrielle et commerciale. Ces atténuations ont été plus ou moins sensibles suivant les époques. Depuis 1910 tout au moins, sans remonter à 1892, date de la révision de nos tarifs douaniers, nous vivons sous un régime de protection accénué.

« Ce régime a paru insuffisant en raison de la plus-value des matières premières, en raison des changements apportés à l'organisation du travail, en raison du problème du change qui s'imposait à notre attention et surtout, n'oublions pas cet élément primordial, en raison de la valeur de ce qu'on appelle justement le pain de l'industrie : le charbon. » (2)

Et M. Isaac admet le protectionnisme seulement quand il est indispensable à la vie des industries et c'est pour cela qu'il est partisan du système des coefficients.

« Quoi qu'il en soit, nous avons suivi la méthode des coef-

(1) Isaac, Ministre du Commerce. Séance de la Chambre du 3 décembre 1920, *Officiel* du 4 décembre, page 1478.

(2) Isaac, Ministre du Commerce. Séance de la Chambre du 20 décembre 1920. *Officiel* page 3.806.

ficients qui a cet avantage d'être plus souple. Nous pouvons les modifier ou les retirer quand nous estimons que les industries peuvent s'en passer. »

Mais pour lui le véritable remède est celui-ci :

« Laissez-moi vous prier de considérer, disait-il, qu'en ces matières l'intérêt du marché intérieur n'est pas le seul qu'il faille examiner ; il faut examiner l'ensemble de la situation économique du pays.

« Or l'ensemble de la situation économique de ce pays, comme je le disais tout à l'heure en parlant des résultats des dix premiers mois, ne peut être relevé que par le développement de notre commerce extérieur. Il ne suffit pas de limiter nos importations, il faut augmenter considérablement nos exportations » (1)

Nous avons examiné suffisamment en détail la politique de M. Dior, qui fut le Ministre de M. Briand et qui est encore aujourd'hui celui de M. Poincaré. Nous avons qualifié son système d'opportunisme.

Lui-même nous fournit d'ailleurs la preuve de ce que nous disons. Au Banquet de l'Association de l'Industrie et du Commerce, l'année dernière, il s'écriait au cours de son discours : « Ce qui paraît utile un jour est sans nature le lendemain ; il faut constamment veiller et faire face à la lame pour n'être pas roulé. » (2).

Quand nous disions que nous avions peur de la loi de 1916 qui donne au gouvernement des pouvoirs exorbitants nous ne savions pas que nous étions du même avis que M. Dior

(1) *Isaac*. Ibidem, page 3.313.

(2) *Dior*, Ministre du Commerce. Discours du Banquet de l'Industrie et de l'Agriculture, 21 mai 1921.

quand il était simple député de la Manche; en effet, M. Dior demandait à M. le Ministre du Commerce de ne pas user des pouvoirs que lui donnait la loi pour éditer des prohibitions d'entrée et de sortie qui gênent le commerce et lui demandait de prendre l'engagement de cesser ces prohibitions au 1^{er} janvier 1921.

Nous rapportons ci-dessous une partie de l'intervention de M. Dior.

« Quand on gouverne, il faut savoir et mesurer les conséquences de ces mesures arbitraires et on ne peut admettre que ces conséquences soient de favoriser certains citoyens aux dépens de quelques autres. C'est au sentiment profond de l'égalité que nos commerçants, comme tous les citoyens français, sont le plus attachés.

« Notre intention n'est pas de gêner le Gouvernement et encore moins de lui refuser les moyens de ramener la prospérité dans notre pays. Mais nous voulons savoir à quoi nous en tenir.

« Ce qu'il nous faut, c'est l'assurance que, lorsque nous avons passé un marché, soit à la vente, soit à l'achat, un acte du Gouvernement ne viendra pas s'interposer pour nous priver du bénéfice de notre sagesse si nous avons bien opéré, ni pour nous libérer de la sanction de la perte qui nous atteindrait si nous avons opéré maladroitement.

« Ce qu'il nous faut, c'est que nos accords commerciaux puissent être des réalités. Voilà le vœu que je formule, M. le ministre, puisque nous n'en sommes plus qu'aux vœux et aux intentions.

« Vous avez été commerçant, vous l'êtes encore, vous savez que tout commerce, toute industrie seraient impos-

sibles sans l'égalité de tous, sans l'obligation pour tous de tenir les engagements puis de payer les dettes contractées.

« Il nous faut la sécurité en même temps que la liberté. » (1)

Ajoutons que M. Dior, devenu ministre a bien été obligé de se servir de la loi de 1916 mais qu'il a fait preuve d'une rare clairvoyance et qu'il a su se servir de ses pouvoirs avec beaucoup de compétence. Rien qu'opportuniste, la politique actuelle de la rue de Grenelle est certainement tournée vers un but protectionniste et sous le ministère de M. Dior s'est ouverte l'ère des conventions de commerce : ce n'est pas là un résultat sans importance.

Telle est, dans ses grandes lignes, la doctrine parlementaire en matière de protectionnisme.

(1) Dior. 21 décembre 1920. Chambres des Députés. *Officiel* du 22 décembre, page 3.836.

CHAPITRE IV

LA DOCTRINE PURE

LES THÉORIES D'ORDRE GÉNÉRAL

I. — LES PROHIBITIONNISTES ET LES PROTECTIONNISTES « OUTRANCIERS »

Abandonnant l'étude des idées des industriels, commerçants et agriculteurs qui envisagent surtout la question du point de vue de leurs intérêts spéciaux et élevant un peu le débat, c'est à l'examen de la doctrine pure que composent les articles de revues et de journaux, les avis des économistes théoriciens que nous voulons consacrer ce chapitre.

Il en est qui estiment qu'il est dangereux de s'attacher à un principe absolu, à une doctrine générale, qui n'admet aucune exception. C'est ainsi que Lysis, qui dirige maintenant la « *Démocratie Nouvelle* » dans une série d'articles parus en 1916 affirme la faillite de toutes les théories économiques qui visent à l'universalité.

« Il n'est plus possible, écrivait-il, d'être libre-échangiste ou protectionniste d'une manière absolue, comme on l'était autrefois. On est les deux et l'on penche d'un côté ou de l'autre selon les circonstances qui varient sensiblement en

peu de temps car les choses vont si vite à l'époque où nous sommes qu'elles deviennent différentes en quelques mois. »

Mais cependant la vieille lutte du libre échange et du protectionnisme a survécu à la guerre et il est des théoriciens qui sont protectionnistes comme avant la guerre de même qu'il en est qui s'attachent à démontrer la nécessité du libre échange. Sur ce point rien n'a été oublié ; on a seulement adapté les vieux arguments du protectionnisme comme dans le camp du libre échange on a adapté les arguments anciens du « free trade » aux nouvelles conditions économiques.

Il est une revue qui peut être considérée comme le porte drapeau du protectionnisme, c'est la « Réforme économique ». Chaque semaine elle publie une série d'articles particulièrement intéressants sur le protectionnisme et les avantages qu'elle lui trouve, montrant comment nombre de nations se sont développées grâce à lui, comment le protectionnisme s'imposait au lendemain de la guerre.

Il n'est pas un texte de loi, pas un décret, pas une décision, pas un fait économique qui ne soit commenté et discuté avec faveur quand il sert la thèse des protectionnistes, avec, au contraire, beaucoup de sévérité quand, par hasard, il est contraire à leurs idées. Quelle discussion passionnée et intéressante est celle engagée entre ce périodique et le Journal des Economistes dans lequel chaque mois est inséré le compte rendu de la Ligue du Libre échange.

Cette doctrine du libre échange d'ailleurs groupe des partisans acharnés et elle a des défenseurs tellement ardents que M. le Sénateur Cornet, qui est lui aussi un protectionniste de toujours, faisait un jour cette réflexion : « Je suis

stupéfait de la rentrée en scène de la funeste doctrine du libre-échange. Le cadavre est récalcitrant. »

C'est une protection outrancière, une fermeture complète de nos frontières à l'exportation et à l'importation que réclame M. Contamine de La Tour quand, dans l'Ordre Public d'octobre 1920, il réclame les mesures suivantes : « Nous demandons, écrit-il, que les frontières françaises soient fermées à l'importation étrangère pour tous les articles qui ne seront pas reconnus strictement indispensables et qu'elles soient également fermées à l'exportation des matières premières afin d'éviter ce qui se produit avec les cuirs, par exemple.

« Vendus à l'Angleterre à l'état brut, ils nous reviennent sous la forme de chaussures que nous aurions très bien pu fabriquer nous-même et qui nous coûtent trois ou quatre fois plus cher qu'elles ne valent. »

C'est, en somme, la politique des prohibitions d'importation et d'exportation de la guerre que préconise M. Contamine de Latour. Mais est-on bien sûr que le consommateur français qui, pendant la guerre, a subi toutes les restrictions par patriotisme, est-on bien sûr que ce consommateur acceptera maintenant les privations. Nous ne pensons pas que notre tempérament s'accorde aisément de ces restrictions. Le français, habitué, avant la guerre au confortable se serait mal passé de ce nécessaire après la guerre et c'est pourquoi il nous semble que vouloir réduire les importations au strict indispensable est une erreur économique et psychologique. Cette mesure priverait notre marché de la clientèle étrangère, ce qui serait par conséquent un danger grave pour le relèvement de notre change. D'autre part, elle enlèverait au

consommateur l'arme puissante qu'il trouve dans la concurrence, elle établirait chez nous l'industrie des objets fabriqués à l'état de monopole, ce qui reviendrait, à l'abri de la législation douanière, à gruger le commerçant. Si l'on estime, (et l'exemple des chaussures ne nous semble pas très caractéristique) que la concurrence étrangère peut gravement compromettre les intérêts des industries françaises d'objets fabriqués, mal rétablies de la guerre ou souffrant de la crise commerciale, il ya un palliatif, qui ne doit être d'ailleurs que passager, c'est la protection à l'importation mais une protection qui ne soit pas une prohibition comme le voudrait M. Contamine de la Tour.

Nous avons signalé plus haut les idées de la Réforme économique et nous avons dit qu'elle pouvait être regardée comme le porte-parole du protectionnisme français. La thèse soutenue par cette revue est certainement moins rigoureuse que celle de M. Contamine de la Tour mais elle est encore particulièrement sévère; quelques citations prises au hasard le feront mieux voir.

Le Directeur de la Réforme économique, M. Domergue qui presque toutes les semaines écrit l'article de tête le consacre souvent à la question des droits de douane et par conséquent du protectionnisme. Sa conclusion est toujours la même : « nécessité du protectionnisme. »

Un jour, constatant la renaissance des idées libre échangistes, M. Domergue s'élevait avec véhémence contre cette doctrine et, prenant la forme ironique, il écrivait :

« Il faut que le commerce, il faut que les trafiquants puissent livrer, au prix qu'ils veulent, aux consommateurs fran-

çais les denrées étrangères, quitte à ruiner la production pour de longues années.

« Il est des cités où tout est arrêté, des campagnes où les efforts les plus grands sont faits pour arriver à maintenir une production précaire, tout cela ne compte pas. » (1)

Et naturellement il stigmatise les idées libre-échangistes et demande un renforcement de la protection.

C'est d'une protection semblable qu'est partisan M. Lalouvet qui écrit par exemple : « Quant à l'avenir non pas lointain mais de demain, il ne saurait être assuré que par le relèvement de l'activité industrielle qui ne sera possible que par le maintien et même le renforcement du régime qui la défend contre la concurrence étrangère » (2)

M. Vergne, plus récemment, dans le même journal, soutenait la même théorie en ces termes : « Les droits de douane sont des droits de compensation et non pas des droits fiscaux, mais ils n'ont plus aujourd'hui le caractère de droits compensateurs; ils n'ont point de relations avec la valeur des marchandises. Leur insuffisance crée un danger pour certaines industries et pour certaines productions nationales. » (3)

Et, pour soutenir leur thèse, ces économistes se servent bien entendu des vieux arguments du protectionnisme mais ils y ajoutent des considérations d'actualité.

(1) *Domergue*, La réforme économique, 22 octobre 1916. La question des droits de douane.

(2) *Lalouvet*. La réforme économique, 16 juillet 1915, page 266. Une vilaine manœuvre.

(3) *Vergne*. La réforme économique, 15 avril 1919, page 131. Les droits de douane.

A l'argument qui prétend que la protection a pour conséquence de restreindre l'activité du commerce et, par conséquent, de tarir la production, ils opposent la question suivante : Pendant les 30 dernières années (1885-1914) qui donc a fait dans le commerce international plus de progrès relativement, l'Angleterre libre échangiste ou l'Allemagne protectionniste ? Et naturellement la réponse est celle-ci : c'est l'Allemagne dont le commerce a augmenté pendant cette période de 25 o/o tandis que le commerce anglais n'a augmenté que de 40 o/o.

Cet argument protectionniste qui, de prime abord, a une force considérable, abuse peut être un peu des circonstances et des coïncidences. Sans contester l'augmentation sérieuse de la puissance industrielle et commerciale de l'Allemagne, il nous semble cependant qu'il y a quelque exagération à prétendre qu'elle doive cet accroissement au seul protectionnisme. Cela ne tient-il pas aussi, pour une large part, aux procédés allemands dont l'organisation industrielle était méthodique et formidable, au tempérament de l'industriel et du commerçant allemand qui savaient si bien se plier aux exigences de leurs clients, qui savaient, grâce à l'excellente organisation de leurs Banques, faire un large crédit et consentir des conditions de paiement incroyables. Cela ne tient-il pas aussi à ce que l'Angleterre, nation industrielle et commerciale par tradition, était arrivée à un degré tel de perfectionnement et de puissance qu'il lui était difficile de faire mieux et de se surpasser. Et que diraient ces protectionnistes intransigeants, si, retournant l'argument contre eux, on leur demandait si précisément l'Angleterre ne doit pas cette formidable puissance économique qui est la sienne au libre-

ressaisir une partie de notre clientèle étrangère qui s'adresse maintenant à des neutres, il croit que beaucoup d'industriels et de commerçants se tourneront du côté de l'Etat et solliciteront son aide sous toutes les formes. « Un établissement, écrit-il, demandera des réductions sur les tarifs de transports, un autre des primes, un troisième des droits de douane prohibitifs et, citant un troisième économiste qu'il prétend être un économiste de marque mais dont il ne donne pas le nom, M. Cauboue ajoute : « Les ruines ou les pertes de guerre rendront chaque groupe d'industries plus avide de protection que jamais en vue de réédifier les organisations détruites ou compromises par de longues épreuves subies. »

Et de tous ces faits M. Cauboue conclut que les dirigeants de l'activité économique de la France seront amenés fatalement à considérer l'Etat comme une providence destinée à faciliter leurs affaires par une aide dont la forme sera fort diverse. « La France, dit-il en terminant, pourra se relever facilement des pertes de toutes sortes causées par la guerre mais à une condition, c'est que son commerce et son industrie ne soient pas entraînés par des mesures d'un autre âge, qu'ils trouvent auprès des pouvoirs publics aide et protection et non pas indifférence et inertie. »

La base psychologique de M. Cauboue nous paraît assez exacte ; cependant il nous semble être dans l'erreur quand il prétend que beaucoup de commerçants et industriels s'habituent à considérer l'Etat comme une providence destinée à faciliter leurs affaires. Si cette affirmation pouvait être faite, à la rigueur en 1917, en pleine guerre, à un moment où l'on faisait une véritable expérience étatiste d'ailleurs funeste, il

est certain que les faits n'ont pas confirmé la prophétie de M. Cauboue.

Si, sans aucun doute, industriels et commerçants ont demandé au lendemain de la guerre et continuent à demander à l'Etat de les protéger contre la concurrence de l'étranger c'est un fait d'observation que ces commerçants et ces industriels réclament de l'Etat d'abolir les règlements et les décisions qui gênent leur initiative. Il n'est pas un Congrès, pas une réunion qui groupent les industriels et les commerçants, qui ne réclame la « liberté commerciale », ce qui revient à demander la cessation de ce que M. Cauboue appelait « la providence de l'Etat ». Liberté du commerce ce n'est pas un mot, c'est un cri de guerre inscrit sur toutes les protestations, dans tous les vœux, en manchette de tous les journaux commerciaux, en tête de tous les programmes. C'est le « credo » du monde du commerce et de l'industrie et l'agitation qui se fait autour de ce mot suffit amplement à établir pourquoi nous avons raison de faire quelques réserves sur l'opinion de M. Cauboue à laquelle, par ailleurs, nous adhérons car il est certain que le monde industriel réclame protection contre l'étranger. Mais M. Cauboue, tout en étant d'avis que ce protectionnisme s'impose dans la période difficile de liquidation qui suit la tourmente, ne veut pas de mesures d'un autre âge.

Ces mesures d'un autre âge le Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère du Commerce et de l'Industrie en 1918 ne les admet pas non plus. Répudiant à ce qu'a trop d'absolu la doctrine prohibitionniste il est partisan de mesures protectionnistes prudentes et raisonnées et c'est une belle leçon d'économie politique pratique qu'il donnait aux Présidents de Chambre de Commerce de France quand, en 1918, faisant une enquête

sur l'établissement du futur régime douanier d'après guerre, il écrivait :

« Il ne saurait vous échapper qu'en présence des nécessités graves auxquelles la France devra faire face au lendemain de la guerre nous avons le devoir plus impérieux que jamais de nous souvenir qu'un droit protecteur doit, pour produire les effets qu'on en attend être appliqué avec discernement et en parfaite connaissance de cause et, d'autre part, qu'il importe tant à l'équilibre de nos échanges qu'à l'intérêt des consommateurs si lourdement grevés par la hausse du coût de la vie , de réserver le bénéfice de la protection douanière aux entreprises dont la vie économique nationale exige le maintien, et qui ne peuvent subsister sans cette protection.»

M. le Sénateur Jean Morel voudrait voir aider certaines industries naissantes qui doivent leur création à la guerre et qui, développées et étendues, auront pour la prospérité économique du pays la plus heureuse influence. Et M. Jean Morel estime que la réalisation pratique de ces espérances consiste dans l'établissement de tarifs spéciaux de défense en faveur de ces industries créées et outillées pendant la guerre en vue de la fabrication des matières pour lesquelles nous étions auparavant tributaires de l'Europe et plus spécialement de l'Allemagne telles que les industries de produits chimiques, de matières colorantes, les éditions littéraires, musicales et artistiques. Il est bien évident qu'il y a un intérêt puissant à leur existence, à leur vitalité et à leur développement progressif. Voilà une thèse qui rappelle singulièrement le protectionnisme de List. C'est en tous cas, une théorie qui est inspirée par une saine compréhension des nécessités économiques pratiques et qui mérite à plus d'un point de vue d'être retenue.

Il est vrai, que, malgré les demandes renouvelées des Syndicats d'éditeurs, le décret de protection contre la concurrence des éditions allemandes n'a pas encore été pris. Il est vrai, si l'on en croit l'*Intransigeant* du vendredi 10 mars 1922, que les bureaux du Ministère du Commerce auraient répondu que la question ne pourrait être solutionnée avant longtemps par suite du manque de fonctionnaires... C'est une petite diversion dont nous nous excusons mais qui méritait d'être signalée à un moment où le mot d'ordre est aux économies et où l'on crie volontiers « Haro » sur les fonctionnaires....

C'est aussi d'un protectionniste à la List, qu'est partisan M. Albert Delatour. Il ne veut pas, ou plutôt il ne voudrait pas d'une protection permanente mais d'une protection temporaire pour certaines industries qui peuvent en avoir besoin. Cependant pour le fonctionnement de cette protection M. Delatour n'admet pas le moyen ordinaire du droit de douane mais il désirerait voir organiser un système de primes qu'il indiquait en ces termes à la séance du 16 mars 1920 de l'Académie des Sciences morales et politiques : « Il faut remplacer la protection permanente par le droit de douane que beaucoup de personnes croient devoir conserver par patriotisme par une protection temporaire et dégressive assurée par un système de primes accordées aux quelques industries pour lesquelles on constaterait de la débilité ou un état de convalescence qui ne permettrait pas d'affronter avant quelque temps le plein air de la liberté. »

M. Albert Delatour se résout mal à ce protectionnisme mais il admet ce protectionnisme comme une nécessité au lendemain de la guerre. Une fois la convalescence terminée, c'est le plein air de la liberté qu'il faut, pour user du langage imagé de M. Delatour.

Beaucoup de bons esprits pensent qu'après la tourmente de la guerre il est nécessaire de réserver le plus possible à notre production le marché français et que le meilleur moyen de réaliser ce programme et de défendre notre marché intérieur c'est de rester maîtres de nos tarifs. Et pour rester maîtres de nos tarifs on a préconisé dans divers milieux d'élever considérablement notre tarif général au-dessus de notre tarif minimum, qui devra lui aussi être relevé suffisamment pour protéger les branches de production menacées dans leur marché et dans leurs opérations commerciales par la répercussion fatale de taxes fiscales ou autres que la législation récente de Puissances voisines est susceptible de provoquer sur le marché français. Ceci implique par conséquent non une révision complète des droits du tarif minimum mais une série de retouches qui seraient apportées à celui-ci.

C'est une idée qu'a émise M. Morel qui préside actuellement la Commission des Douanes du Sénat. C'est une idée qu'a acceptée aussi M. Marc Réville et c'était en 1916 l'opinion dominante du Ministère du Commerce et de la Commission des Douanes de la Chambre des Députés.

Mais il faut, d'après ces techniciens, établir une différence très grande entre le tarif général qui devra être particulièrement élevé et le tarif minimum qui devra être réduit le plus possible.

C'est un vœu dans ce sens qu'a pris le Parti Républicain démocratique et social, que préside M. Jonnart, notre actuel ambassadeur au Vatican dans son Congrès des 16, 17 et 18 décembre 1921.

C'est une idée tout à fait analogue que déjà en 1917 M. Sincenny (1) mettait à l'ordre du jour. M. Sincenny veut mainte-

nir au point de vue douanier le régime actuel ; la France ne lui paraît pas pouvoir abandonner la maîtrise des tarifs.

Il veut uniformiser le tarif général, c'est-à-dire qu'il doit être conçu de telle façon que les droits soient toujours calculés avec une marge de 50 0/0 au moins au-dessus du tarif minimum pour que ce tarif ait son véritable caractère qui est de constituer un moyen de défense à l'égard des pays qui n'entendent pas accorder d'avantages aux importations françaises.

III. — QUELQUES QUESTIONS SPÉCIALES L'ANTI-DUMPING. LES MARQUES D'ORIGINE LES VOYAGEURS DE COMMERCE

A côté de ces doctrines d'ordre général sur le protectionnisme il est des formes spéciales du protectionnisme qui ont été étudiées tout particulièrement. C'est par exemple, la question des droits anti-dumping.

Contre ce dumping, tout le monde, ou à peu près, est d'accord sur le principe. Il faut essayer de lutter contre lui. Mais il en est qui désirent être prudents en la matière. C'est ce qui ressort par exemple, d'un discours que faisait en 1916 M. André Lebon à la Fédération des Industriels et Commerçants et duquel nous extrayons le passage suivant :

tative de demander des mesures anti-dumping prenez garde de tomber dans des formules qui, par leur absolutisme, empêcheraient de suivre une politique économique nécessaire en paralysant nos propres efforts d'expansion. Comme le dit fort justement le mémoire présenté au Gouvernement au

nom de la Fédération, le dumping ne se prête à aucune définition rigoureuse. » (1)

M. Landry prend plus nettement position sur la question et il déclare qu'il y a lieu de prendre des mesures contre le dumping. Il préconise simplement le maintien de la législation de 1910 sur ce point particulier, en y ajoutant les modifications suivantes.

1° Mettre une énumération qui ne sera pas limitative des cas dans lesquels on appliquerait le droit anti-dumping.

2° Rendre l'obligation de ce droit obligatoire toutes les fois que le dumping aurait été constaté soit par des organes officiels, soit par les particuliers intéressés qui auraient produit les justifications nécessaires.

3° Donner au gouvernement une certaine latitude pour la fixation du droit compensateur.

Mais M. Landry va plus loin encore. Il ne se contente pas de préconiser la lutte anti-dumping dans notre pays seulement, il voudrait une organisation internationale contre le dumping, organisation qu'il limite naturellement à ceux qui se sont rangés à nos côtés pendant la guerre.

Il voudrait, en effet, obtenir de nos alliés la constitution d'une Union anti-dumping. « Une Commission permanente, écrit-il, aurait pour tâche de constater les faits du dumping et les états adhérents devraient appliquer aux marchandises faisant l'objet du dumping des droits compensateurs qui pourraient, par exemple, être égaux à l'écart le plus grand relevé

(1) *Lebon*, président de la Fédération des Industriels et Commerçants. Allocution à la séance du 10 septembre 1916.

entre les prix de vente à l'intérieur du pays exportateur et les prix pratiqués au dehors. » (1)

Il est une autre forme de protectionnisme que beaucoup de techniciens désireraient vivement voir établir très fortement, c'est la protection contre les marques d'origine.

C'est une fraude courante, en effet, que celle qui consiste à importer en France des marchandises sans indication d'origine. Une fois la douane passée, quand les marchandises sont parvenues à la succursale ou aux dépôts des firmes étrangères, on les revêt d'une marque française et contre cette fraude on est complètement démuné de mesures répressives.

Pour éviter cette fraude on propose d'exiger pour tous les produits importés de toutes provenances un certificat d'origine délivré par le Consul de France du lieu d'exportation, justifiant l'origine et la marque des produits.

Ce qui paraît n'être que de la théorie est en fait réalisé et c'est la législation américaine qui nous en fournit un exemple typique.

En effet la loi douanière américaine du 10 juin 1890 qui a été amendée par le bill du 3 octobre 1913, porte à son article 4, alinéa F, les dispositions suivantes :

F. paragr. 1 — Afin de bien faire connaître leur pays d'origine, tous les articles de fabrication ou de production étrangère susceptibles d'être, sans dommage, marqués, timbrés, estampillés ou étiquetés, devront l'être lisiblement en langue anglaise, à une place bien visible, et qui ne devra pas être recouverte ou cachée au moyen d'accessoires ou de dispositifs quelconques ultérieurs.

(1) Landry. Note du 27 octobre 1916 :

« Toutes ces marques devront être aussi stables que le permettra la nature de la marchandise.

« Tous les colis contenant des marchandises importantes devront être marqués, timbrés ou étiquetés, de façon à indiquer, en langue anglaise, lisiblement et visiblement, le pays d'origine, ainsi que les quantités qu'ils contiennent; tant que les articles ou colis n'auront pas été marqués conformément aux prescriptions du présent article, ils ne seront pas livrés aux importateurs.

« Si un article ou un colis contenant des marchandises importées n'est pas marqué, timbré ou étiqueté de façon à indiquer exactement la quantité, le nombre ou la mesure qu'il comporte effectivement, il ne sera rien livré à l'importateur qu'après que les marques, étiquettes, etc, suivant le cas, auront été rétablies correctement.

« Le secrétaire du Trésor prescrira les règlements nécessaires à l'exécution des dispositions qui précèdent.

F. paragraphe 2. — S'il est prouvé qu'une personne a frauduleusement contrevenu aux dispositions de la présente loi relative aux marques, étiquettes, etc., apposées sur les articles ou colis importés, ou les a frauduleusement effacées, détruites, enlevées, altérées ou oblitérées dans le but de cacher les indications qu'elles contiennent, le contrevenant sera passible d'une amende qui ne pourra dépasser 5.000 dollars ou d'un emprisonnement qui ne pourra dépasser un an ou de ces deux pénalités cumulativement.

Un industriel parisien de produits chimiques, M. Merrheim propose qu'on se rallie à cette solution.

En outre, M. Merrheim demande que toute maison étrangère de commerce, d'industrie de banque, etc., soit obligée

d'avoir à la porte de son établissement, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur, le drapeau de sa nationalité. Cette nationalité devrait désigner non seulement la personne mais aussi les capitaux.

« Les commerçants français, écrit-il, seraient seuls exemptés de cette obligation. Les acheteurs français sauraient ainsi éviter les maisons dont le pavillon pourrait leur déplaire. Ces mesures seraient surveillées par la police et, au besoin, par une délégation de commerçants aussi bien pour Paris que pour la province. » (1)

Le Comité Mascuraud formulait à ce sujet un vœu que nous reproduisons d'après le rapport si documenté de M. Havy sur la question.

« Obligation d'une marque d'origine sur les produits importés en France, protéger l'industrie et le commerce français contre l'invasion des produits manufacturés austro-allemands qui tenteraient d'entrer sans marques pour usurper ensuite les marques françaises, ou qui entreraient avec des marques de pays neutres ou amis.

Pour le fonctionnement et le contrôle en France de cette disposition douanière, obligation, pour les importations de toutes provenances, de fournir un certificat d'origine, délivré par le Consul de France du lieu d'expédition justifiant l'origine et les marques des produits. » (2)

On a aussi préconisé des mesures contre les voyageurs de commerce étrangers et, en particulier, contre les allemands et austro-hongrois qui viennent placer chez nous leurs pro-

(1) *Merrheim*. Rapport de *M. Havy*, déjà cité, page 19.

(2) *Havy*, déjà cité, page 21.

duits, mais les mesures préconisées sont bien difficiles à appliquer.

Nous en aurions fini avec l'étude de l'évolution du protectionnisme en doctrine depuis la guerre si nous ne devons signaler que les protectionnistes qui sont tous d'accord pour réclamer une protection, protection qu'ils veulent d'ailleurs plus ou moins forte suivant leurs tempéraments, ne réalisent plus la même unanimité quand il s'agit de savoir comment appliquer cette protection.

C'est l'éternelle discussion entre la taxation *ad valorem* et la taxation « spécifique ». C'est une lutte vieille comme l'organisation de la taxation douanière. Nous ne reprendrons pas les arguments divers que font valoir partisans et adversaires de ces deux sortes de taxation, argumentation qui date de loin avant la guerre mais nous traitons du protectionnisme depuis la guerre et la guerre, avec les fluctuations économiques et monétaires qu'elle a amenées a replacé plus que jamais cette question au premier plan de l'actualité. C'est pourquoi nous avons cru devoir la signaler d'un mot.

Les partisans de la taxation « *ad valorem* » disent que les droits s'élèvent quand le prix de la marchandise augmente et s'abaisse, au contraire, quand il diminue ; cet automatisme régularise la protection et assure une protection excellente. Ils y voient aussi un grand avantage pour lutter favorablement et efficacement contre les pays à change déprécié.

Les adversaires de ce mode de taxation prétendent que le système des coefficients de majoration appliqués aux anciens droits suffit pour assurer une protection adéquate aux circonstances économiques nouvelles.

Ils reprochent d'autre part aux « droits *ad valorem* » d'être

d'une perception difficile et laborieuse, d'être sujets à des contestations et de constituer trop souvent une véritable prime à la fraude.

Ils prétendent enfin qu'en outre de ces inconvénients les droits *ad valorem* ont celui d'agir à l'encontre de l'intérêt général. Lorsqu'une marchandise est rare et que son prix s'élève, les droits s'élèvent en même temps et viennent ainsi augmenter ce prix déjà excessif; lorsque, au contraire elle est très abondante et qu'il y aurait intérêt à augmenter le droit de douane pour empêcher un avilissement trop grand des prix, le droit s'abaisse automatiquement.

Telle est très succinctement résumée la controverse actuelle de laquelle il résulte que les partisans de la taxation spécifique et, par conséquent, des coefficients de majoration vont avoir gain de cause. C'est un problème que dominant tout entier la question monétaire et celle des changes. Il était utile de le signaler dans une étude sur le protectionnisme mais nous déborderions trop les limites de notre sujet en y insistant longuement.

IV. — LA TRANSITION ENTRE LE PROTECTIONNISME ET LE LIBRE ÉCHANGE. LES IDÉES DU PRÉSIDENT WILSON.

Ce protectionnisme de convalescence a trouvé encore d'autres adeptes parmi ceux-là même dont les tendances paraissent plutôt tournées vers la liberté des échanges. Ce protectionnisme est nécessaire à l'heure actuelle, mais, à l'abri de la barrière douanière l'industrie ne doit pas s'endormir et se laisser aller. C'est ainsi que M. Isaac, qui était ministre du Commerce en 1920, assistant à Saint-Etienne à une cérémonie

de la Chambre de Commerce répondait au Président qui lui demandait le maintien d'une protection nécessaire : « Les industriels français doivent définitivement renoncer à considérer le protectionnisme comme un rempart pour le moindre effort. Une phase nouvelle s'ouvre dans l'ordre économique, celle des accords internationaux et des conventions de réciprocité. »

« Certains à qui la guerre n'a rien appris, disait M. Clémentel, rêvent de renfermer notre industrie dans le vase clos du marché national. Les cahiers que j'ai reçus de quelques groupements m'indiquent qu'ils n'ont pas compris l'œuvre de demain : ils se bornent à demander l'augmentation des droits de douane. Ce serait résoudre le problème à rebours de l'intérêt national. Nulle politique ne serait plus néfaste après la guerre que celle du vase clos. Elle enrichirait les individus, elle appauvrirait immédiatement le pays. » (1)

Nous avons vu et nous allons surtout voir plus loin les divers projets d'union économique entre les divers peuples alliés, les projets de « Zollverein » qui pourraient nous conduire au libre-échange. Mais M. Gabriel Hanotaux ne croit pas que la différente structure économique des peuples permette d'envisager le projet d'un *Zollverein*. « L'idée d'un *Zollverein* pur et simple, c'est-à-dire l'abolition de toute barrière intérieure étant écartée, ce qui se présente naturellement à l'esprit, c'est le projet d'une alliance économique entre les peuples alliés. » (2)

(1) Clémentel. Discours à la Chambre des Députés. Séance du 24 juillet 1918, *Officiel* du 25 juillet 1918.

(2) Hanotaux. *Figaro*, 21 janvier 1916.

Ainsi, par conséquent, petit à petit, comme par étapes, nous sommes passés par les divers degrés du protectionnisme. Nous sommes partis des partisans du prohibitionnisme pour étudier les partisans du protectionnisme d'avant-guerre, pour arriver aux théoriciens de l'Ecole Nationale libérale et surtout aux partisans du « protectionnisme de convalescence » qui occupent la plus grande place dans l'étude doctrinale que nous venons de faire. Et ainsi nous voilà arrivés sur les confins du protectionnisme et du libre-échange. Ce protectionnisme de « convalescence » nous conduit tout logiquement aux doctrines libre-échangistes.

On avait pu croire un instant que le traité de paix serait signé sur des bases libre-échangistes car le président Wilson, dans le troisième des 14 points qu'il avait soumis à l'approbation des alliés pour la signature de l'armistice avait dit : « Suppression autant que possible de toutes les barrières douanières économiques et établissement de l'égalité des conditions de commerce entre toutes les nations consentant à la paix et associées pour son maintien. »

On avait interprété cette idée de l'inspirateur de la Société des Nations dans un sens libre-échangiste et à première vue il semble bien que c'est ainsi qu'on doive l'interpréter. Cependant le président Wilson a tenu à indiquer dans une lettre à M. Simmons, président de la Commission sénatoriale des Finances la manière dont il interprète lui-même la solution. Il déclare, dans cette lettre, que le troisième de ses 14 principes de paix en faveur de la suppression des barrières économiques ne signifie pas le libre-échange. M. Wilson explique qu'il ne voulait pas suggérer une restriction quelconque à la politique économique intérieure de chaque pays. Il

voulait indiquer qu'un tarif, quel qu'il fût, dût être appliqué également à toutes les nations étrangères. Le président des Etats-Unis déclare que les armes de discipline ou de représailles économiques doivent être laissées à l'action conjointe de toutes les nations pour punir ceux qui ne veulent pas se soumettre au programme général de justice et d'égalité. (1)

Toutefois, le Président Wilson s'inspire évidemment des tendances du parti démocrate des Etats-Unis lequel est partisan d'un régime libéral, mais, pour lui la destruction des barrières économiques ne signifiait pas la disparition des douanes et des accords commerciaux. Nous croyons, par conséquent, que la pensée du président Wilson, appliquée à l'ensemble des Etats, signifie plutôt que c'est par les accords commerciaux que l'on pourra faire échec aux interdictions et à la protection.

Par conséquent, nous pouvons dire que le président Wilson tend d'une façon certaine vers le libre-échange, mais que ce libre-échange ne lui paraît possible à établir que par les accords commerciaux qui corrigeront le protectionnisme des divers Etats dans ce qu'il a de trop absolu.

V. — *LES PARTISANS DU LIBRE-ÉCHANGE.*

Voici maintenant les partisans absolus du libre-échange.

Bien entendu, fidèles à leur doctrine d'internationalisme, les journaux d'extrême gauche sont à la tête du mouvement et mènent une violente campagne contre le protectionnisme.

(1) Voir le *Temps*. Cité par le *Journal des Economistes*. Compte rendu de la Ligue du Libre échange, 1918, page 223.

Dans la « Bataille M. Maurice Bouchar ironise et en vers bat en brèche les protectionnistes :

*qui nous préparent d'autres guerres
avec leurs guerres de tarifs (1)*

Pour lui protéger signifie :

*qu'on affame le travailleur,
pour qu'un monsieur triple ses rentes, .
sans que les campagnes souffrantes
reçoivent un sort meilleur.*

L'*Humanité*, autre quotidien socialiste, traite, en février 1917, de la réorganisation économique et du problème douanier et demande qu'on lutte contre les tendances qui se manifestent en faveur du protectionnisme, néfaste aux intérêts nationaux, source de routine et d'inertie. Ce sont là des opinions qui nous paraissent un peu exagérées.

Les journaux d'opinion moins extrême mais de tendance nettement républicaine, comme l'*Œuvre* et l'*Ere Nouvelle*, sont d'un avis quelque peu semblable. C'est ainsi que M. Justin Godard, dans l'*Ere Nouvelle*, propose parmi les remèdes à la vie chère, celui-ci :

« Réviser à bref délai les règlements de protection maintenus ou édictés depuis la guerre et qui constituent les industries en monopoles sans frein. (2)

Ce n'est pas seulement dans les journaux d'extrême gauche et de gauche qu'on trouve des opinions de ce genre. Des

(1) Maurice Bouchar. La Bataille, 16 septembre 1916.

(2) Justin Godard. L'Ere Nouvelle, 7 novembre 1920. Pour lutter contre la vie chère.

grands quotidiens comme le *Figaro* comme le *Temps* dont on connaît les opinions excessivement modérées émettent des idées semblables.

Le *Figaro* sous la signature de M. Bourdon, trouve que le protectionnisme, loin d'exalter les énergies et les initiatives les endort et les paralyse. (1)

Le *Temps* prend encore plus nettement position. « Il s'agit de savoir, lit-on, dans son numéro du 28 octobre 1920, si les consommateurs français pourront librement s'approvisionner en denrées et marchandises quelconques là où ils pourront se les procurer dans les meilleures conditions, de telle sorte que la concurrence étrangère puisse, comme autrefois, exercer sur les prix son influence modératrice ou bien si l'on veut faire du protectionnisme à outrance, en supprimant cette concurrence par des restrictions ou des prohibitions arbitraires. Il s'agit de savoir, en un mot, si dans la patrie des Droits de l'Homme et du Citoyen on est décidé à s'acheminer vers la liberté du commerce et des échanges ou bien si l'on tient à s'engager plus avant dans la voie opposée, celle qui nous conduirait progressivement et inéluctablement à un complet isolement commercial où toute vie économique normale deviendrait pour nous impossible. » (2).

Dans un livre de M. Briand d'Aunet, intitulé « Après la guerre. Pour remettre de l'ordre dans la maison » M. Etienne Lamy avait fait la préface dans laquelle « il s'élève contre les droits prohibitifs qui enferment la France à l'abri prétendu de la muraille douanière. »

(1) *Le Figaro*, 5 février 1920.

(2) *Le Temps*, 28 octobre 1920. A propos de la prohibition d'importation du papier journal.

M. Roger, élu président de la Chambre de Commerce de Paris, en février 1922, prononça un discours dans lequel il fit connaître ses grandes idées en matière industrielle et commerciale. Parlant de la question douanière, il dit notamment : « En matière douanière, il est à désirer qu'on atténue dans la plus large mesure le régime protectionniste de manière à éviter les représailles. »

Nous avons réservé pour la fin celui qui symbolise le plus complètement le libre-échange, celui qui inlassablement, quotidiennement pourrait-on dire, tient avec ardeur le drapeau du libre échange. M. Yves Guyot. Nous ne voulons pas reprendre ici tous les articles, tous les discours qu'a écrits ou prononcés M. Guyot sur la matière. Ce serait là un travail trop considérable et il nous suffit de renvoyer pour cela au Journal des Economistes, tout acquis au libre-échangisme.

Nous voulons seulement ici marquer un des arguments essentiels de la thèse de M. Yves Guyot, argument qui est surtout d'actualité. C'est celui qui a trait à la question des changes.

« L'élévation des droits de douane, écrit-il, en augmentant le prix de revient déjà élevé par le change, devient une prohibition d'exportation. Elle contribue donc à rehausser le change.

« La suppression des droits de douane serait un des plus importants coefficients de la baisse des changes. » (1)

Le libre-échange, disent encore les libre-échangistes, rendrait la guerre presque impossible. Pour faire la guerre avec

(1) Rapport de M. Yves Guyot à la Conférence Internationale du Libre échange de Londres. Journal des Economistes., octobre 1920, page 227.

succès il faut qu'un pays se suffise à lui-même, qu'il produise au moins tout ce qui est de première nécessité; or sous le régime libre-échangiste, chaque peuple ne produirait que ce que ses ressources naturelles l'amèneraient à produire; toute industrie artificielle disparaîtrait. Ainsi les ressources de la nature étant distribuées de telle sorte qu'aucun pays ne peut naturellement se suffire, les nations du monde dépendraient l'une de l'autre à un tel point qu'il serait presque impossible d'oser faire la guerre.

Telle est dans ses grandes lignes la position de la doctrine sur la question. Nous aurions été particulièrement heureux de pouvoir apporter ici les idées des trois grands groupements de l'Union des Intérêts Economiques, de l'Association Nationale pour l'Expansion économique et de la Société d'Etudes et d'Informations économiques qui sont à la tête du mouvement commercial et industriel.

Nous avons reçu à ces trois associations un accueil particulièrement cordial et sympathique mais nous n'y avons pas trouvé les documents que nous espérions y découvrir et qu'on nous aurait certainement confiés s'ils avaient existé.

A l'Union des Intérêts économiques on nous a répondu que le groupement ne s'occupait que très peu de la question.

A la Société d'Etudes et d'Informations économiques on nous a dit qu'à la Société on s'occupait surtout des faits, de l'étude des conditions et des circonstances économiques et qu'on s'intéressait peu à la doctrine car les temps n'étaient pas aux luttes de doctrine.

A l'Association Nationale pour l'Expansion économique, où nous avons été reçus de façon charmante, nous nous sommes heurtés à des réponses à peu près semblables. Mais là,

au contraire, on ne se désintéresse pas complètement de la question et on s'en occuperait volontiers si l'on n'avait constaté que libre-échangistes et protectionnistes formaient deux camps à peu près égaux au sein de l'Association. Aussi, en présence de cette rivalité, on a décidé d'un commun accord de ne pas permettre de discussions sur la question afin de ne heurter les sentiments de personne et de n'amener aucune scission. Aussi, si nous avons pu connaître l'opinion personnelle d'un des aimables directeurs, nous ne savons pas qu'elle est l'opinion dominante de l'Association Nationale pour l'Expansion économique. Nous savons seulement que protectionnisme et libre-échange y ont là, comme ailleurs, leurs partisans déterminés.

Nous regrettons, sans aucun esprit de critique, le manque de décision de nos grandes associations industrielles et commerciales car, s'il est exact que les temps ne sont pas aux luttes de doctrines, il n'en est pas moins vrai que l'on peut se former une opinion très nette précisément à l'aide des faits et qu'il serait utile que ces grandes associations qui sont les Organes de l'Industrie et du Commerce français, fassent connaître leur manière de voir qui pourrait servir de directive au Gouvernement qu'on critique souvent, très aisément mais auquel, il faut le reconnaître en toute loyauté, on n'apporte pas souvent de remède efficace pour remédier aux maux dont souffre notre patrie. Cela nous permet de vérifier une fois de plus toute la véracité des vers éternellement nouveaux du poète : « La critique est aisée, mais l'art est difficile. »

Quoi qu'il en soit, nous voulons seulement retenir de cette étude forcément incomplète, qu'entre les deux pôles de l'opinion « protectionnisme outrancier » et « libre-échange absolu » s'est formée une doctrine intermédiaire qui admet la

nécessité actuelle du protectionnisme, eu égard aux circonstances économiques du moment. C'est, en résumé, le « protectionnisme de convalescence » qui paraît avoir pris le dessus en matière de doctrine.

CHAPITRE V

Les Conventions Commerciales et la clause de la Nation la plus favorisée

Si les nations restaient abritées complètement derrière les hautes murailles du protectionnisme, fatalement ce protectionnisme aboutirait aux représailles, aux guerres de tarifs. Il a donc fallu songer à corriger ce protectionnisme dans ce qu'il a de trop absolu et c'est pour cela qu'on a recouru à la pratique des conventions de commerce grâce auxquelles les Etats se font des concessions réciproques et atténuent les effets néfastes du protectionnisme absolu.

Nous avons vu, dans la première partie, comment les choses s'étaient passées en fait. En pleine guerre le Gouvernement français dénonce toutes ses conventions commerciales et il le fait, pressé par un important mouvement doctrinal.

Il nous a été donné déjà de voir les appels éloquentes du Parlement en faveur de la dénonciation. La presse entière joint ses efforts à ceux des représentants du pays; des groupements industriels, commerciaux et agricoles font de même.

C'est ainsi que sous la signature de M. Domergue on lit dans la Réforme Economique : « Si nous avons réclamé et réclameons une fois de plus la dénonciation des conventions de commerce, c'est parce qu'elle est indispensable si l'on veut, et on doit le vouloir, qu'au lendemain de la conclusion de la paix, alors que la France se trouvera en présence d'une

situation économique nouvelle, elle ait les mains absolument libres.

Il faut que nous restions maîtres de nos tarifs douaniers et, pour cela, il est indispensable que nous ayons les mains libres. Et nous ne les aurons qu'après avoir dénoncé toutes nos conventions commerciales. » (1)

La Société des Agriculteurs de France demande la dénonciation de nos conventions de commerce et émet le vœu que la France, devant conserver la maîtrise absolue de ses tarifs, il ne soit conclu aucun traité de commerce avec tarif annexé. (2)

En 1917, et à plusieurs reprises, les Commissions des douanes de la Chambre et du Sénat prennent des décisions analogues et invitent le Gouvernement à une action aussi prochaine que possible pour la dénonciation, d'accord avec nos alliés.

La Commission des douanes de la Chambre, par exemple, croit devoir signaler que certaines des conventions commerciales qui nous lient aux pays étrangers ne peuvent être dénoncées que moyennant un préavis d'un an. Dans ces conditions si l'on tardait à prendre les mesures nécessaires, nous risquerions d'être privés, au lendemain de la signature de la paix, de la liberté d'action qui nous sera indispensable en matière douanière, et nous nous exposerions, en outre, à nous trouver, à ce même moment, dans l'impossibilité de mettre en application les résolutions de la conférence économique.

(1) J. Domergue. La dénonciation de nos conventions de commerce, 26 janvier 1917. La réforme économique, page 21.

(2) Conseil de la Société des Agriculteurs de France, (séance du 27 mai 1917).

Le Ministère du Commerce consultant les nombreuses Commissions techniques qui étaient chargées de la préparation de l'œuvre économique de l'après-guerre obtient des réponses tout-à-fait semblables.

L'une de ces Commissions faisait cependant une distinction et croyait que, en premier lieu, il était opportun de dénoncer dès maintenant les conventions commerciales contenant soit la clause générale de la nation la plus favorisée, soit des consolidations tarifaires qui ont été passées entre la France d'une part et ses alliés d'Europe et le Japon ou les Etats neutres d'Europe, d'autre part, savoir : Belgique, Grande-Bretagne. (y compris le Canada et l'Egypte) Japon, Martinique, Portugal, Roumanie, Russie (nous sommes en 1917) Serbie, Danemarck, Espagne, Grèce, Norvège, Pays-Bas, Suède et Suisse et qu'en second lieu, il y avait lieu de surseoir à la dénonciation :

a) pour les conventions passées avec les pays d'outre-mer qui contiennent la clause générale de la nation la plus favorisée.

b) pour les conventions où les clauses de la nation la plus favorisée est limitée aux denrées coloniales.

Obéissant à ce mouvement doctrinal qui lui montrait que les situations économiques nationales étaient appelées à subir des perturbations de gravité et de durée imprévisibles, qui lui faisait pressentir le déséquilibre des productions, leur disproportion avec la consommation, que lui faisait entrevoir la chute des changes et ses conséquences économiques, le Gouvernement français prit la seule ligne de conduite possible : rendre la France libre de tous engagements et lui dégager l'avenir. Comment allait-on se servir de cette liberté ?

C'est encore vers la voie des accords commerciaux que la

doctrine pousse le Gouvernement et c'est d'ailleurs vers ces accords commerciaux que paraît vouloir se tourner lui-même le Gouvernement. Nous avons d'ailleurs vu que le Parlement avait donné au Gouvernement un moyen pratique de conclure ces conventions de commerce : c'est la loi du 29 juillet 1919 et ce fait, ajouté aux interventions parlementaires que nous avons rencontrées, prouve d'indiscutable façon la volonté du Parlement d'adopter la pratique des Conventions de Commerce.

M. Isaac, Ministre du Commerce en 1920 avait déjà prophétisé cette politique quand il avait dit à Saint-Etienne : « Une ère nouvelle s'ouvre dans l'ordre économique; celle des accords internationaux et des conventions de réciprocité. »

Et dans cette nouvelle politique, la plupart des théoriciens mettent des espérances nombreuses. C'est ainsi que M. Haudos, président de la Commission des douanes de la Chambre disait dans une interview qu'il accordait à M. Robert Chenevier, du *Soir*!

« Mais la stabilité viendra et, avec elle, la reprise normale de toutes les relations internationales. Les courants commerciaux reprendront, d'autres se créeront. Des accords entre nations régulariseront au mieux des intérêts des commerçants les rapports et les échanges. Ce que nous éprouvons aujourd'hui n'est que le contre-coup d'un cataclysme sans précédent. Tout se replacera dans l'ordre. Il y a bien un ordre cosmique. Pourquoi n'y aurait-il pas un ordre économique? » (1)

(1) Le « Soir », 10 février 1922. Robert Chenevier. Interview de M. Haudos.

Et ces espérances sont légitimes. A notre sens, seules des conventions commerciales peuvent nous permettre d'éviter ces dangereuses guerres de tarifs. Seules des conventions de commerce, bien étudiées, dans lesquelles chaque contractant se fera des concessions réciproques peuvent nous permettre de vivre et de prospérer et c'est vers la politique des accords commerciaux qu'il faut s'orienter résolument.

D'ailleurs, comme pour la dénonciation des conventions de commerce un important mouvement de doctrine pousse le Gouvernement dans cette voie.

L'Association de l'Industrie et de l'Agriculture françaises demande instamment aux Pouvoirs publics :

1°. de conserver à la France sa liberté économique.

2°. de maintenir la stricte application de la loi du 29 juillet 1919 et de limiter l'échange des tarifs les plus réduits à un certain nombre de produits respectivement désignés par les co-contractants.

3°. d'assurer à la production française un quantum de protection douanière proportionné à l'élévation de ses prix de revient. (1)

De même le Conseil de la Société des Agriculteurs de France, demande que nos relations commerciales avec l'étranger soient désormais soumises à un triple régime : tarif général, tarif minimum et faculté pour le gouvernement d'accorder moyennant réciprocité des concessions graduées sur le tarif général sans pouvoir descendre au-dessous du tarif minimum, toujours révisibles suivant les besoins de la production française. (2)

(1) Association de l'Industrie et de l'Agriculture françaises.

(2) Conseil de la Société des Agriculteurs de France. Séance du 27 mai 1917.

Un des vœux les plus importants qui ait été émis sur la question et qui la résume de façon parfaite est celui qui a été pris au dernier congrès du parti républicain démocratique et social.

A l'unanimité les congressistes ont exprimé le désir :

« Que le Gouvernement passe avec les nations étrangères une série d'accords commerciaux, de courte durée, renouvelables par tacite reconduction ;

« Qu'aux termes de ces accords, la France consente aux pays qui nous accorderont des facilités pour l'entrée chez eux de nos produits, et notamment de nos produits métallurgiques, de nos produits de luxe et de nos produits agricoles, des concessions consistant dans des pourcentages de réduction calculés sur la différence entre les deux tarifs ;

Etant entendu que dans ces conventions nous devons nous appliquer surtout à protéger :

- a) les industries essentielles de la défense nationale ;
- b) certaines industries naissantes dont l'extension est d'intérêt général ;
- c) certaines fabrications qui assurent la vie d'une nombreuse population ouvrière ;
- d) nos productions coloniales.

Nous devons accorder à l'entrée en France des facilités pouvant, dans certains cas, aller jusqu'à la limite du tarif minimum :

- a) aux matières premières nécessaires à notre industrie ;
- b) aux produits semi-ouvrés que notre industrie ne produit pas en quantité suffisante ;
- c) aux produits fabriqués que nous produisons en faible quantité, ou dans des conditions de prix qui les rendent trop onéreux pour le consommateur français.

Mais si ce vœu est certainement intéressant par les désirs qu'il exprime, son intérêt réside surtout dans les « considérant » qui l'accompagnent et qui sont le résumé fidèle du rapport que présente sur le problème M. Alfred Hirsch, vice-président du Comité républicain du Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture. Nous avons pensé que le meilleur moyen de synthétiser toutes les raisons qui parlent en faveur de la nécessité des conventions de commerce était de reproduire *in extenso* cet exposé des motifs. En voici les termes :

« Considérant que, en matière de politique douanière, l'heure n'est plus aux querelles d'école ;

« que le libre-échange sans compensation aboutirait à l'invasion de notre marché intérieur ;

« que la production pure et simple aurait pour conséquence, par voie de représailles, de nous fermer les marchés extérieurs ;

« que la politique douanière de la France doit avant tout, s'inspirer des besoins de notre industrie et de notre commerce ;

« que son objectif doit être de multiplier les échanges et non de les restreindre ;

« Considérant, d'autre part, qu'il est nécessaire de tenir compte de la politique suivie par les autres pays, dont plusieurs qui étaient nos principaux clients, ont élevé des barrières douanières de nature à entraver notre expansion économique ;

« qu'une série d'accords commerciaux, bien étudiés, en vue de l'intérêt général du pays est susceptible de nous assurer le courant d'échanges nécessaires au développement de notre industrie et de notre commerce ;

« que pour permettre à nos négociateurs de traiter avec nos co-contractants dans des conditions d'égalité, il faut qu'ils aient entre les mains une arme puissante, telle qu'un tarif général élevé ;

« Mais considérant qu'il serait vain de demander aux nations étrangères de recevoir de nos produits si nous refusions à accepter des leurs ;

« qu'en conséquence, notre tarif minimum doit être établi de telle sorte qu'il permettra effectivement l'entrée en France des produits que nous voudrions laisser pénétrer ;

« que nous devons rechercher surtout des facilités pour l'exportation de nos produits métallurgiques, de nos fabrications de luxe, et de nos produits agricoles, tels que les vins, et que pour ces derniers, notamment, nous devons poursuivre l'abrogation de toutes mesures et de tous tarifs qui en empêchent l'écoulement ;

« qu'aux pays qui nous accorderont des concessions, nous pourrions en échange, consentir, sur des produits déterminés, des pourcentages de réduction sur la différence entre nos deux tarifs ;

« que pour ne pas rendre illusoires les avantages que nous consentirons, nous pourrions assurer à nos co-contractants, mais seulement sur certains produits déterminés dans les conventions, le traitement de la nation la plus favorisée, à condition que par mesure de réciprocité le même traitement nous soit assuré ;

« considérant également que la situation économique générale est extrêmement confuse, tant par suite du déséquilibre des changes que par suite des modifications survenues dans les courants commerciaux et que, par conséquent, il

serait imprudent de contracter dès maintenant des engagements de longue durée. (1)

Et pour toutes ces raisons le Congrès adoptait le vœu que nous avons mentionné plus haut.

L'extension de nos exportations seule permettra notre relèvement économique. Nous ne saurions songer à un retour à la prospérité sans un développement intense de notre commerce extérieur. Or, il est certain qu'en cette matière mieux vaut prévenir que guérir. Nous avons montré dans notre première partie que le monde (y compris l'Angleterre, terre classique du libre-échange) avait des tendances nettement protectionnistes. Les Etats-Unis ne sont-ils pas en train d'adapter les droits d'entrée des marchandises sur le territoire américain à la situation du change des pays expéditeurs. C'est pour cela qu'il vaut mieux s'entendre avec nos voisins et qu'il importe que des accords commerciaux soient signés avec l'étranger.

Mais s'il est nécessaire de passer des conventions de commerce, s'il est nécessaire de faire cesser la forte émotion qui s'est emparée du monde commercial sur l'état vraiment précaire de nos relations commerciales extérieures, état qui résulte de l'incertitude qui règne partout il n'est pas moins nécessaire de savoir sur quelles bases et dans quel sens doivent être établies ces Conventions de commerce.

Il est un point sur lequel tous les groupements professionnels sont d'accord, c'est la nécessité de la consultation préalable des industriels et des commerçants intéressés.

L'Association de l'Industrie et du Commerce français de-

(1) Congrès du parti républicain démocratique et social. Rapport de M. Hirsch, décembre 1921.

mande au Gouvernement « de veiller à ce qu'aucun accord commercial ne soit conclu sans que les compétences spéciales aient été consultées sur les concessions envisagées et sur les avantages à obtenir des nations étrangères. (1)

Ce sont des desiderata analogues que formulent la Société des Agriculteurs de France, les Chambres de Commerce, les grands groupements.

L'unanimité de la doctrine demande que ces accords soient à court terme. Témoin la Chambre de commerce de Lyon qui :

« Considérant que, si les conditions économiques présentes sont peu favorables à la conclusion de conventions définitives, il serait possible, néanmoins, d'assurer à l'industrie et au commerce français une certaine sécurité par des accords temporaires,

Emet le vœu :

« Que, pour sauvegarder les intérêts français, le gouvernement hâte la conclusion d'accords commerciaux temporaires qui seraient fondés sur des concessions mutuelles. (2)

On ne saurait vraiment mieux dire mais il faut aller vite.

On saisit l'intérêt pour la France de ces accords à court terme. Il y a un intérêt double en ce qu'il permet au Gouvernement de discerner rapidement en cas d'inégalité et d'injustice de traitement et, d'autre part en ce qu'il autorisait à tout instant la France à engager des négociations nouvelles pour des contrats définitifs et à longue échéance.

Ces contrats à court terme, nécessaires et indispensables à cause des fluctuations constantes du marché économique,

(1) Association de l'Industrie et du Commerce, 21 mai 1921.

(2) Chambre de Commerce de Lyon, 14 décembre 1921.

devront-ils être rétablis sur la base de l'égalité de traitement? En d'autres termes, devra-t-on insérer dans ces conventions la clause de la nation la plus favorisée? C'est là une des vieilles luttes doctrinales entre protectionnistes et libre-échangistes et la solution du problème influera considérablement sur l'orientation de nos conventions de commerce.

L'Association de l'Industrie et du Commerce et de l'Agriculture désire l'abolition du traitement de la nation la plus favorisée. (1)

Le Conseil d'Administration de la Société des Agriculteurs de France est d'un avis tout à fait semblable.

Mais ce n'est pas pour l'abolition absolue que se prononcent ces diverses associations. Elles réclament l'abolition du principe mais cela n'exclut pas « l'attribution — moyennant compensations — de certaines diminutions de droits, limitées en tout état de cause au tarif minimum. » (2)

Tous sont partisans d'adopter cette clause de la nation la plus favorisée aux circonstances de fait. La quasi unanimité de la doctrine est d'avis qu'il n'y a pas lieu de renouveler aux Etats germaniques le traitement de la nation la plus favorisée. (3)

C'est l'avis notamment de M. Tisserand qui, représentant autorisé de l'Agriculture, déclare que l'agriculture veut voir conserver la maîtrise de nos tarifs et n'admettra plus la clause de la nation la plus favorisée que sur les points très spéciaux.

M. Henry Lorin, député de la Gironde, précise que notre

(1) Association de l'Industrie et de l'Agriculture, 1917.

(2) Société des Agriculteurs de France, 6 juillet 1918.

(3) Voir notamment l'enquête documentée de M. Havy sur la question. Havy, cité page 58 et suiv.

but sur le terrain économique comme sur le terrain politique doit être de nous libérer de tous textes sujets à interprétation ou extension de la part de nos ennemis.

De même M. Landry spécifie qu'on ne devra inscrire la clause de la nation la plus favorisée ni dans le Traité de Paix, ni dans les conventions ultérieures avec les ennemis.

M. Jean Morel affirme lui aussi la nécessité de ne pas accorder la clause de la nation la plus favorisée à nos ennemis et cela sous aucun prétexte et sous aucune forme.

Le corollaire presque nécessaire de ce refus de l'octroi de la clause de la nation la plus favorisée à nos ennemis c'est de l'accorder, au contraire, à nos alliés. C'est, par exemple, l'avis de la section lyonnaise du Comité Mascuraud qui dit que :

« Le traitement de la nation la plus favorisée doit être réservé à nos alliés, à nos amis, à ceux avec qui nous voulons développer nos relations commerciales et non à des concurrents déloyaux dont nous ne voulons plus être tributaires. » (1)

M. Morel croit aussi que nous devons accorder la clause à nos alliés mais il formule le vœu que le Gouvernement s'inspire des intérêts particuliers dans chaque cas. En tout cas il estime qu'il n'est plus possible que la clause joue comme autrefois.

C'est, par conséquent, à chaque cas particulier, à chaque espèce qu'il faudra adapter l'usage de la clause de la nation la plus favorisée. C'est l'opinion de M. Landry.

C'est de même celle de M. Chapsal qui pense à juste titre, que notre but doit être de protéger autant que possible les ex-

(1) *Havy*, déjà cité, page 59.

portations françaises. Pour M. Chapsal l'entente économique de la France devra être complète avec certains pays alliés, plus particulière avec d'autres et, prenant des exemples, il dit qu'avec l'Angleterre nous aurons intérêt à la clause générale, qu'avec l'Italie, il y aura lieu à spécification et qu'un même examen s'imposera à propos des pays neutres.

La doctrine, par conséquent, dans sa généralité se montre adverse de la clause de la nation la plus favorisée. Mais cette hostilité de principe ne signifie nullement qu'il ne faille pas dans certains cas particuliers accorder cette clause. C'est à nos négociateurs d'être assez avisés pour discerner ces cas particuliers.

Ce sont ces idées qu'émettait M. de la Trémoille, dans le rapport qu'il faisait sur le projet qui est devenu la loi du 9 avril 1919. « La clause de la nation la plus favorisée nous forçait à négliger une partie des avantages que présente le régime douanier de 1892. Notre liberté reconquise nous permet enfin d'en tirer parti.

« Renoncer à stipuler la clause de la nation la plus favorisée d'une façon générale et automatique ne veut pas dire qu'on s'abstiendra de la prévoir dans certains cas particuliers.

« Nos diplomates pourront, au contraire, la stipuler pour quelques produits et, en échange, la concéder, pour certains autres.

« Il est des articles, en effet, dont l'exportation est d'une importance capitale et pour leur assurer une situation privilégiée, des concessions parfois onéreuses auront été accordées.

« On ne peut risquer d'être privé d'avantages chèrement achetés. Redoutant de voir des concurrents obtenir par la sui-

te pour ces marchandises un traitement préférable au nôtre, nous pouvons, nous devons exiger de n'être jamais mis en état d'infériorité par les droits de douane différentiels. Demandant cette garantie, il va de soi que nous ne saurions la refuser aux autres.

« Grâce à la limitation de la clause nous arrêterons les agissements des pays qui se faisaient octroyer des avantages pour servir non leurs intérêts propres mais ceux des nations tierces que nous refusions de favoriser directement.

« De telles interventions, largement payées de concessions gratuites, étaient une source d'importants bénéfices dont nous faisons tous les frais.

« Nous voilà enfin débarrassés de ces louches manœuvres..... »

Et nous croyons, en effet, que ce système est le vrai, le seul possible : « La clause de la nation la plus favorisée adaptée aux circonstances. » Au vieux principe du traitement de l'égalité des droits doit succéder celui de l'équivalence des droits. Le principe qui doit être mis en pratique aujourd'hui est celui-ci : Concession à un Etat pour un produit sélectionné par lui d'un tarif douanier de faveur et concession du dit Etat pour un produit sélectionné par soi d'un avantage tarifaire, proportionné, équivalent. » Expliquons-nous. La France qui a besoin de sidérurgie accordera au Luxembourg, gros exportateur de sidérurgie, un tarif préférentiel à charge au Luxembourg de lui concéder pour un produit ou une série de produits, équivalents en nombre, en tonnage et en valeur, un tarif douanier analogue.

La France réduirait les droits de son tarif sur les houilles anglaises et l'Angleterre établirait une taxe spéciale et réduite pour les vins.

Il en serait de même dans la convention avec la Belgique.

La Convention commerciale entre la France et l'Italie prendrait pour bases réciproques la suppression des tarifs de guerre sur les soies et soieries pour ramener ces droits aux taxes les plus réduites dans les pays respectifs.

Ces diverses conventions fixeraient des exemptions de droits ou des droits réduits pour les produits de ces divers pays susceptibles de remplacer, en Italie, en Angleterre, en Belgique ou en France, les produits allemands évincés par les surtaxes.

Ce principe de l'équivalence est de beaucoup supérieur à celui de l'égalité des droits.

« Il a tout simplement l'avantage, pour la France comme l'écrit M. Robert Chenevrier dans le « *Soir* » de n'accorder de tarifs préférentiels qu'aux Etats qui lui assureront la réciprocité, et de n'accorder ces mêmes tarifs que pour des produits qui sont pour elle de première nécessité et dont son marché est le principal débouché. Avantage d'autant plus réel que l'égalité des droits n'était plus avant la guerre que fort peu respectée. C'est ainsi que l'Allemagne et la France, qui s'accordaient réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée n'en retiraient point des bénéfices égaux, attendu que pour certains produits, l'Allemagne concédait à d'autres Etats un tarif préférentiel. Or, qu'est-ce donc, qu'un tarif préférentiel sinon la négation de l'égalité des droits?

Le principe de l'équivalence marque donc au point de vue théorique un sérieux progrès sur celui de l'égalité. Pratiquement, il répond parfaitement aux exigences des situations économiques actuelles, en ce qu'il permet aux Etats de se

favoriser mutuellement pour les produits dont ils ont besoin. (1)

Ce principe là, que semble avoir envisagé le Gouvernement, quand il a rompu ses accords commerciaux à long terme, ce principe là, disons-nous n'a pas encore été mis en application. Dans les accords commerciaux que nous avons étudiés on ne trouve pas trace encore du principe de la réciprocité. Cela tient peut-être pour une part au déséquilibre actuel des systèmes douaniers étrangers mais cela tient aussi pour beaucoup aux considérations de politique pure ou d'intérêt particulier qui, en certains cas, dit M. Chenevrier, « parfois contrarient, annihilent et en certains cas désavouent l'action des techniciens. »

Il est certain que cette intervention de la politique pure dans le domaine commercial ne peut être que néfaste. Les deux ministères intéressés et chargés de négocier, ministère des Affaires Etrangères et Commerce devraient marcher d'accord, sans arrière pensée, ayant seulement en vue le but à atteindre. Hélas, on n'a pas toujours constaté semblable concordance dans l'effort. « Ce ne fut malheureusement pas le cas des temps derniers, écrit M. Lucien Chassaigne dans *le Journal*, et de cette dispersion d'efforts sont nés bien des embarras d'aujourd'hui. La question est grave et urgente à résoudre. Ce sont nos intérêts les plus immédiats qui sont en jeu. » (2)

De même M. Robert Chenevrier rapporte une interview

(1) Robert Chenevrier. Le « Soir » 30 janvier 1922. La politique douanière.

(2) Lucien Chassaigne. *Journal*, 5 décembre 1921. Nos relations commerciales sont dans un état précaire.

qu'il a faite à une haute personnalité sur l'état de nos relations avec l'étranger et cette haute personnalité qu'il regrette de ne pouvoir désigner clairement lui aurait indiqué l'ingérence néfaste du quai d'Orsay dans les négociations douanières.

Cette personnalité se serait exprimée ainsi : « Toutes les erreurs sont faites par le ministère des Affaires Etrangères ou plus exactement par des diplomates. Leur ignorance des valeurs économiques est énorme. Ils jouent avec elles dans leurs négociations strictement politiques, les considèrent comme une monnaie d'échange, et les sacrifient pour une petite satisfaction diplomatique qu'ils appellent « un succès ». Le ministère du Commerce pour eux, n'est qu'un organisme consultatif, et M. Serruys un technicien. Eux, ils sont des diplomates, et ce mot les réconforte. Si l'on savait toutes les erreurs qu'ils ont commises, on tremblerait pour l'avenir. Croyez-moi, et ne vous y trompez pas, ce ne sont pas ceux qui préparent les tarifs douaniers et les accords qui sont les maîtres de l'heure. Ce sont ces messieurs de la Carrière qui, eux, ne préparent rien du tout, et appliquent à tort et à travers. » (1)

Quoi qu'il en soit il est souhaitable, plus, il est absolument indispensable, que les deux Ministères marchent d'accord, la main dans la main, sans arrière pensée. Il est nécessaire que les techniciens du Commerce soient chargés de ces négociations tout à fait spéciales et que le sacrifice des intérêts du commerce et de l'industrie ne continue pas à être la rançon des succès de la diplomatie.

C'est sur ces bases qu'une doctrine presque unanime sem-

(1) *Robert Chenevrier*. Soir. L'ingérence néfaste du quai d'Orsay dans les négociations douanières, 7 mars 1922.

ble indiquer comme nécessaires, c'est sur ces bases que nous faisons nôtres, complètement nôtres, que doivent s'édifier nos futures conventions de commerce. Seule la politique des conventions de commerce est possible à l'heure actuelle, seule elle peut permettre à notre industrie et à notre commerce de reprendre sa prospérité. Mais l'heure est grave, elle n'est pas aux tergiversations aux hésitations, l'heure est à l'action.

On a beau nous dire que les directions ministérielles intéressées ont en préparation de nombreux traités de commerce, nous savons très bien, et ce qui est plus grave l'étranger, qui accuse chaque jour la France d'impérialisme, sait très bien que nous nous bornons à observer les symptômes d'une plus grande sûreté, à les enregistrer et à attendre que leur nombre et leur puissance soient assez élevés pour que nous courions moins d'aléas. Nous n'avons, en effet, que des conventions commerciales d'une importance toute relative.

Or, si cette attitude peut paraître sage en apparence, nous ne croyons pas qu'elle le soit en réalité.

Pendant notre inaction, d'autres travaillent et n'hésitent pas à lier des intérêts internationaux.

Lorsque nous nous déciderons à faire de même, peut-être sera-t-il bien tard. Les besoins des industries britanniques, allemandes et autres, auront sans doute déjà trouvé à se couvrir en Europe centrale et orientale, laissant seulement à notre disposition ce qui vaut le moins.

Oui, pourvu que demain, il ne soit pas trop tard !

FIN DE LA DEUXIÈME PARTIE

LES RELATIONS FRANCO-ALLEMANDES

La Question d'Alsace-Lorraine

CHAPITRE PREMIER

Les Faits

Doit-on reprendre des relations commerciales avec nos ennemis d'hier ou doit-on, au contraire, s'en abstenir ? Question délicate en vérité, qui pose tout le problème du prohibitionisme. Si l'on répond par l'affirmative à une reprise de contact avec les Allemands, alors, immédiatement se pose une autre question qui nous intéresse plus particulièrement pour le point de vue auquel nous nous sommes placés, c'est celle de savoir comment ces relations doivent être reprises. Le commerce doit-il être complètement libre ou, au contraire une barrière douanière doit-elle être élevée entre les deux pays. Doit-on, en d'autres termes, admettre le protectionnisme en cette matière ou doit-on réclamer le libre échange ?

C'est bien là une question très spéciale car l'Allemagne est notre ennemie d'hier et que les mesures prises envers elle ne doivent pas être les mêmes que celles prises vis-à-vis de nos alliés ; c'est une question très spéciale parce qu'il faut tenir compte de sa situation financière, de son change déprécié et par conséquent favorable pour nous, de sa situation géographique qui en fait notre voisine immédiate et de sa situation économique. C'est pourquoi nous lui avons réservé une place à part, mais la question se rattache étroitement à

notre sujet elle s'y lie tout naturellement et dans cette annexe il ne faut pas voir une sorte de *rallonge* à notre thèse mais un complément utile à notre étude. Pour étudier très sommairement cette question nous emploierons le plan dont nous nous sommes servis pour notre étude générale et après avoir rapidement indiqué les faits nous verrons les discussions doctrinales que soulève ce problème.

C'est un décret du 27 septembre 1914 qui interdit les relations commerciales avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. A raison de l'état de guerre et dans l'intérêt de la défense nationale, décrète l'article premier, tout commerce avec les sujets des empires d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie, ou les personnes y résidant, se trouve et demeure interdit. « Les contrats passés entre les Français et les sujets allemands et autrichiens sont considérés comme nuls et nonavenus, comme contraires à l'ordre public. »

Un décret du 7 novembre 1915 pose la même interdiction pour nos rapports avec les Bulgares.

La loi du 17 août 1915 soumet les marchandises originaires ou provenant des empires d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie à toutes les dispositions pénales des lois de douane concernant les marchandises prohibées, sans préjudice de l'application, le cas échéant, des peines édictées par la loi du 4 avril 1915.

Cette loi du 4 avril 1915 prévoit pour celui qui exécutera ou tentera d'exécuter un acte de commerce ou une convention quelconque avec l'ennemi un emprisonnement d'un an à cinq ans et une amende de 500 à 20.000 fr. sans préjudice, en cas de condamnation, de la confiscation de la marchandise ou valeur, ou du prix, ainsi que des chevaux, voitures, bateaux ou autres objets ayant servi au transport.

En outre des auteurs principaux la loi répute comme complices de l'infraction les individus tels que préposés, courtiers, commissionnaires, assureurs, voituriers, armateurs qui, connaissant la provenance et la destination de la marchandise, auront participé à un titre quelconque, à l'opération réprimée par cette loi.

Pendant la guerre, par conséquent, c'est la prohibition complète dans les rapports des Français avec les Allemands. C'est le blocus sans phrases de l'Allemagne qu'ont établies les diverses mesures que nous avons eu l'occasion d'énumérer.

Le 28 juin 1919 le traité de paix vient marquer d'une façon décisive la fin de la guerre. Les articles 264 et 270 s'occupent des relations franco-allemandes.

L'Allemagne s'engage à assurer le traitement de la nation la plus favorisée pendant 5 ans à toutes les puissances alliées et associées et cela sans réciprocité de leur part. Ce régime est applicable à l'importation (article 264) comme à l'exportation (article 266).

Pendant 6 mois les taxes à l'importation ne seront pas supérieures aux taxes les plus favorables qui étaient appliquées avant la guerre (article 269).

Pendant les 30 mois qui suivront cette première période il en sera de même pour deux séries de produits à savoir : d'abord ceux pour lesquels l'Allemagne avant la guerre avait établi des tarifs conventionnels dans des traités avec les puissances alliées ou associées, en second lieu pour quatre marchandises dont deux au moins intéressent particulièrement les exportations de la France en Allemagne : vins de toutes espèces, laine lavée ou dégraissée, soie artificielle, huile végétale (article 209).

Il importe aussi d'indiquer rapidement ici le régime douanier qui est fait à l'Alsace-Lorraine et à la Sarre. Bien entendu, l'Alsace et la Lorraine rentrent à la table familiale, elles redeviennent françaises mais pour elles le Traité a dû prévoir un régime transitoire dont nous essaierons d'expliquer la nécessité un peu plus loin. Ce régime se résume en deux dispositions. Les produits originaires ou en provenance d'Alsace-Lorraine entreront en franchise en Allemagne pendant 5 ans pour des quantités qui seront indiquées chaque année par la France et qui ne dépasseront pas la moyenne des quantités expédiées des mêmes régions vers l'Allemagne au cours des années 1911-1913. Un décret du 29 décembre 1921 a fixé d'ailleurs la nature et les quantités de ces produits qui devront entrer en franchise en Allemagne.

D'autre part, dans l'intérêt de l'industrie textile alsacienne, qui est si importante, une disposition spéciale aux fils, tissus et autres matières et produits textiles, décide, que, pendant la même durée de 5 ans, l'Allemagne devra les laisser librement sortir et les laisser réimporter en franchise après qu'ils auront subi des opérations de finissage.

Pour le bassin de la Sarre c'est la partie III, (section IV, chapitre 31) qui établit le régime douanier qui y sera appliqué. Le principe est que le bassin de la Sarre est soumis au régime douanier français sous cette double réserve qu'aucun droit d'exportation ne sera mis par l'Allemagne sur les exportations allemandes à destination des industries du territoire du bassin de la Sarre ni par la France sur les produits métallurgiques ou le charbon de la Sarre à destination de l'Allemagne. Ce régime durera 15 ans jusqu'au plébiscite que prévoit le Traité.

Telle est la manière dont le traité de Versailles a réglé la question des relations franco-allemandes. Ce n'est que quelques jours après, à la date du 12 juillet 1919, que la reprise des relations commerciales avec l'Allemagne a été autorisée, à la suite de la levée du blocus.

C'est le régime du traité de Versailles qui est par conséquent imposé dans ces relations mais ce traité n'était pas parfait. Il a fallu, comme chacun le sait, y apporter des tempéraments, des modalités diverses et cette nécessité de modifier le traité a amené la réunion de nombreuses conférences. Le régime douanier s'est trouvé lui aussi quelque peu modifié. C'est ainsi que la conférence de Paris a imposé un droit de 12 o/o aux exportations allemandes.

C'est là une mesure de protectionnisme très nette car elle n'a pas pour but seulement de permettre aux alliés de recouvrer une partie de la dette allemande, elle a pour but essentiel de protéger le commerce français. Laissons d'ailleurs à ce sujet la parole au président du Conseil d'hier, M. Aristide Briand, qui s'exprimait de cette façon sur ce sujet, dans la déclaration qu'il faisait aux Chambres le 3 juillet 1921, en rendant compte des résultats de la Conférence : « Il ne faut pas perdre de vue, disait-il, quand on examine cette question, que pour nous payer, l'Allemagne doit se créer, chaque année, des richesses à l'extérieur en développant ses exportations elle ne pourrait le faire qu'au détriment du commerce et de l'industrie des Alliés. C'est là l'étrange et douloureuse conséquence des faits eux-mêmes. Le prélèvement d'une annuité proportionnelle payable en devises étrangères sur toutes les exportations de l'Allemagne corrigera dans toute la mesure du possible cette situation paradoxale. » Nous avons raison

de dire que cette mesure était une mesure de protectionnisme. La déclaration si nette de M. Briand ne laisse à cet égard aucun doute.

L' *Officiel* du 22 avril publie une loi aux termes de laquelle tout importateur de marchandises allemandes en France, quels que soient le pays de provenance et la nationalité du vendeur versera au Trésor une fraction de la valeur de ces marchandises ne pouvant excéder 50 0/0 et qui sera fixée par décret. L'article 1^{er} spécifie que les sommes ainsi encaissées seront affectées à l'acquittement des obligations contractées par l'Allemagne en exécution des parties VIII et IX du Traité de Paix. C'est l'Administration des Douanes qui est chargée de ce recouvrement.

Evidemment, dans cette mesure il y a lieu de voir, par dessus tout, un moyen pour nous faire indemniser d'une partie de la dette allemande. C'est là le but principal de cette loi mais n'a-t-elle pas un but accessoire qui, précisément, serait un but protectionniste ? Il est bien évident que la marchandise importée va se trouver ainsi grevée de nouvelles charges et que la mesure prise va jouer comme une mesure compensatrice d'autant plus que l'article 4 prévoit la conversion en francs des marks, conversion qui sera effectuée d'après le dernier cours officiel connu à la date de la déclaration en détail déposée à la douane.

En résumé, on a supprimé le blocus et le système prohibitionniste qui ont fonctionné jusqu'à la signature du traité de paix, puis, tout en autorisant la reprise des relations commerciales avec les pays d'Outre-Rhin, on a pris des précautions, on a élevé des barrières douanières pour protéger l'industrie et le commerce français contre la concurrence allemande

provenant des stocks et des facilités que lui donnait un change déprécié. On a enfin établi un régime spécial pour l'Alsace-Lorraine et là, encore, on a fait œuvre de protectionnisme. Nous aurons l'occasion, dans le chapitre suivant, de nous étendre sur les mesures prises contre la concurrence allemande. Il importe ici de marquer l'importance du blocus et de l'interdiction de commerce avec l'ennemi et de nous expliquer sur la nécessité d'imposer à l'Alsace-Lorraine un régime spécial.

Même si la loi n'intervient pas, la conscience oblige le commerçant le moins scrupuleux à s'abstenir, en temps de guerre, de relations commerciales avec l'ennemi. C'est une véritable trahison que de continuer en temps de guerre des relations commerciales avec l'ennemi. Une loi interdisait de façon absolue ces relations avec les personnes mais il était à craindre que nos ennemis ne s'efforcent d'échapper à cette interdiction rigoureuse soit en dissimulant l'origine de leurs produits, soit en utilisant le concours des neutres. C'est pourquoi un décret du 10 décembre 1917 publia les listes noires qui comprenaient le nom des personnes, maisons ou sociétés suspectes. On décida d'autre part (décisions interministérielles du 19 décembre 1914) d'exiger des certificats de nationalité et d'origine pour toute importation. Enfin, à une déclaration de l'Allemagne du 17 février 1915 qui annonçait que les eaux entourant la Grande-Bretagne et la France seraient désormais considérées comme zone de guerre, les Alliés répondirent par un blocus qu'un décret du 13 mars 1915 rendit effectif en France.

Par ces diverses mesures on tend à isoler l'Allemagne, à l'empêcher de s'approvisionner et l'on sait d'ailleurs à quel

régime sévère de restrictions fut soumis le peuple allemand pendant la guerre. Ces mesures de prohibitionnisme, qui rappellent les vieux procédés napoléoniens, ces mesures étaient nécessaires et ont contribué largement à la défaite de l'Allemagne. Il fallait bien empêcher l'Allemagne de venir chez nous s'approvisionner de certaines matières, il fallait surtout l'empêcher de vendre pour la ruiner et il fallait l'empêcher de le faire directement ou indirectement par l'entremise des neutres. C'est à cela que tendaient l'interdiction du commerce avec l'ennemi, les mesures sur la contrebande de guerre et surtout le blocus. On conçoit toute l'importance de ces mesures qui ne sont pas seulement des mesures de protectionnisme mais des mesures de prohibitionnisme.

L'Alsace-Lorraine, par notre victoire redevient française. Du jour au lendemain les industriels alsaciens-lorrains perdent la clientèle allemande qu'ils avaient sans payer de droits puisqu'ils étaient dans le territoire du Zollverein. Les lignes douanières sont reculées. Les produits alsaciens-lorrains paieront des droits pour entrer dans le Reich, ils n'en paieront plus pour entrer en France. La situation est renversée. Rien de plus simple, semble-t-il, au premier abord. Les industries alsaciennes-lorraines (et nous faisons surtout allusion aux filatures et aux tissages) écouleront en France leurs produits au lieu de les envoyer en Allemagne. Mais, tout d'abord, il est difficile de se créer de toutes pièces une clientèle et d'un autre côté la formidable extension prise par les filatures alsaciennes qui étaient en 1914 au nombre de 1.720.000 et par les métiers à tisser qui se chiffraient par 42.000, jointe à celle prise par nos industries textiles du Nord, amènerait forcément une crise de surproduction. Cette crise de surproduction rui-

nerait et l'industrie alsacienne-lorraine et l'industrie française. Il est donc évident que des mesures s'imposaient pour éviter cette cruelle conséquence d'un événement historique si heureux. C'est pour cela que le traité de paix a pris les mesures transitoires que nous avons résumées et qui se sont inspirées de celles prévues par la convention franco-allemande du 12 octobre 1871 qui avait précisément pour but de mettre fin aux mêmes difficultés qui se produisaient à la suite de l'amputation qui nous était faite de ces deux provinces pourtant si françaises.

Mais il nous semble que la question ainsi solutionnée l'est d'un point de vue un peu théorique car quand on entrera dans la réalisation pratique, malgré l'obligation que le traité impose aux allemands de recevoir des produits de l'industrie alsacienne et lorraine, il est bien possible que les Allemands boudent nos industries et veulent fabriquer eux-mêmes. Le péril de la surproduction ne serait pas évité.

Dans une brochure très documentée (1), après s'être élevé contre les palliatifs qui s'appellent le chômage et la réduction de l'outillage, M. Charles Tavenart demande que les tissus de coton français et tous les objets confectionnés avec ces tissus de coton jouissent d'un privilège de 20 0/0 sur les droits fixés au tarif douanier allemand.

Mais évidemment ce ne sont pas ces facilités qui pousseront les allemands à nous soulager de notre surproduction. Et pour lui la solution qui s'impose, c'est l'exportation, non pas l'exportation conseillée ou faisant appel à toujours plus d'initia-

(1) *Tavenart*. Les industries textiles au lendemain de la guerre. Réinstallation de l'Alsace-Lorraine.

tive car autant en emportera le vent, mais une exportation organisée, quasi-obligatoire, réglée par un fonctionnement légal et, pour tout dire, en somme, administrative comme elle l'était en Allemagne.

M. Pinot, secrétaire général du Comité des Forges est partisan, lui aussi, de l'entrée en franchise en Allemagne des produits de la métallurgie des provinces réannexées mais il faut cependant admettre certains correctifs car l'entrée en franchise sans condition conduirait à une conclusion souverainement injuste. Ce serait, en effet, précisément les usines annexées, placées actuellement sous le contrôle des industries de Westphalie, qui se trouveraient en profiter. Elles jouiraient, en fait, de la franchise douanière à la fois en France et en Allemagne. M. Pinot pense notamment, pour obvier à ces inconvénients au système des bons d'importation.

Mais, quoi qu'il en soit et si intéressantes que soient ces suggestions ce ne sont pas celles qui ont été adoptées par le traité de paix et c'est devant les faits que nous devons nous incliner. Notre but était simplement d'indiquer pourquoi un régime spécial s'imposait au moment du retour de l'Alsace-Lorraine à la France. C'était une question très intéressante et qui, au point de vue général de notre travail, était d'un intérêt certain puisqu'elle nous fait connaître un des éléments si importants dont il faut tenir compte dans la politique commerciale de l'après-guerre et par conséquent dans le problème du protectionnisme après la guerre.

CHAPITRE II

La Doctrine

Sur cette question, l'accord est loin d'être fait, en doctrine. Les uns se refusent d'une façon absolue à la reprise des relations commerciales avec nos ennemis d'hier, d'autres se montrent, au contraire, partisans déterminés d'une reprise complète des affaires avec les Allemands et leurs alliés, d'autres enfin sont d'avis d'entraver le commerce allemand par des mesures appropriées. Certains préconisent des mesures de protection, certains même des mesures de prohibition contre l'entrée en France de la « camelote boche », certains affirment, par contre, l'utilité et même la nécessité de ces relations. Ce sont ces courants opposés que nous avons à étudier.

Quelques uns plaident le sentiment et ne peuvent admettre de relations avec le boche incendiaire et destructeur.

« Admettrons-nous un seul instant, écrivait en 1916 M. Raphaël Georges Lévy aujourd'hui sénateur de la Seine, qu'un père qui a perdu son fils à la guerre, qu'un mari dont la femme et les enfants ont été martyrisés par les Allemands dans les régions envahies, qu'aucun de nous enfin qui avons été les témoins indignés de mille actes de sauvagerie et de piraterie commis par nos ennemis de reprendre avec ceux-ci des relations normales? Nous déclarons pour notre part que nous ne pouvons nous faire à cette idée. Nous admettons l'empire des lois économiques à la condition que des motifs d'ordre plus puissant ne viennent pas en contrarier l'effet.

Or, qui pourrait nier que ces motifs existent et deviennent, à mesure que les deuils se multiplient, plus nombreux et plus cruels. Qui de nous pourra ou voudra entretenir des rapports suivis avec les négociants allemands. » (1)

« C'est la même thèse que soutiennent des ligues comme « Patria », comme « Souvenez-vous », comme la « Ligue sociale des acheteurs » qui font prendre à leurs membres l'engagement de n'acheter aucun produit d'origine allemande.

C'est à la même idée qu'obéissait le Touring-Club de France, quand, sous la signature de son président, il faisait afficher dans toute la France le factum ci-dessous :

« Partout le mur.

« Plus de produits allemands chez nous ! Le mur !

« Plus de touristes allemands en France ! Le mur ! »

En 1915, à la Chambre de Commerce de Paris, M. Carson demandait qu'à titre de représailles contre les actes de cruauté commis par les Allemands une loi fût votée pour exclure du territoire national toutes marchandises allemandes pendant 21 ans.

Abandonnant le terrain du sentiment pour envisager les choses sous un angle plus pratique et plus réaliste, M. Edmond Villey, dans une étude sur le « Commerce extérieur de la France pendant la guerre » (2) croit que la guerre aura pour conséquence de diminuer singulièrement les relations commerciales de la France avec l'Allemagne. Le commerce de la France avec l'Allemagne, écrit-il, ne peut manquer

(1) R. G. Lévy. Revue hebdomadaire. 1916. *L'Union économique contre l'Allemagne*.

(2) Edmond Villey (Revue d'économie politique. Juillet août 1916. Page 257).

d'être réduit, par suite de la guerre, dans des proportions énormes et l'intérêt national exige qu'il en soit ainsi. La France n'en supportera pas un dommage appréciable car elle trouvera facilement ailleurs des fournisseurs et des clients pour toutes les choses qu'elle achète et qu'elle vend. » M. Edmond Villey s'appuie sur des considérations d'observation. Pour lui la France importait d'Allemagne surtout de la houille, des machines et mécaniques, des céréales et des produits chimiques.

Pour la houille, il estime qu'il n'y a pas à s'inquiéter ; si, en 1913, nous achetions à l'Allemagne 5.500.000 tonnes de charbon il n'y a pas lieu d'être embarrassé quand on a comme voisins et comme alliés l'Angleterre et la Belgique.

Quant aux machines et mécaniques et aux produits chimiques, il faut donner chez nous un essor considérable à ces industries « et, comme un semblable effort, affirme-t-il, ne saurait manquer d'être fait par tous les pays alliés (sans parler des Etats-Unis) on peut être assuré que ces produits ne manqueront pas. »

M. Villey se débarrasse de la question des exportations françaises en Allemagne (qui, soit dit en passant, étaient inférieures, en 1913, de 200 millions aux importations) en préconisant de trouver de nouveaux débouchés pour ces produits surtout du côté de l'Italie, de l'Espagne, des Républiques sud-américaines, de la Russie (nous sommes en 1916... et il est toujours question du « rouleau compresseur »...) et enfin du Maroc pour lequel M. Villey croit à une brillante prospérité.

M. Villey est donc, lui aussi, adversaire des relations franco-allemandes d'après guerre. On peut, en somme, dire qu'en cette matière M. Villey est protectionniste puisqu'il veut protéger le marché français contre la marchandise d'outre-Rhin

et qu'il veut, au surplus, empêcher les marchandises françaises d'aller en Allemagne. Sans doute l'économiste distingué qu'est M. Villey nous présente sa thèse étayée d'arguments économiques mais nous ne sommes pas éloignés de penser qu'il se soit laissé entraîner par des questions de sentiment. Nous sommes en 1916, on connaît les crimes allemands, les odieux procédés de l'armée du kaiser, on se laisse aller volontiers à la haine la plus farouche et on méconnaît les principes même de l'économie politique.

Sans vouloir discuter à fond la thèse de M. Villey, constatons qu'elle est quelque peu superficielle. Quand il nous parle de l'appoint de la Belgique et de l'Angleterre en houille, c'est oublier que les mines belges ont été occupées par l'ennemi et en partie détruites, que les mines françaises sont dans la même situation et que les 5.500.000 tonnes que nous demandions à l'Allemagne ne seront plus suffisantes à notre consommation, que l'Angleterre ne pourra pas pourvoir à elle seule à nos besoins. Quand M. Villey parle de donner chez nous un essor aux industries métallurgiques et chimiques, c'est oublier qu'avant de penser à une production supérieure à celle d'avant-guerre il faudra d'abord réparer les ruines accumulées par l'envahisseur, c'est oublier que tenue par le blocus l'Allemagne aura un stock de ces produits qui, faits en séries et en grandes quantités, pourront être vendus à bas prix, c'est oublier que faire l'achat en Amérique ou en Angleterre ou le change est défavorable au lieu de le faire en Allemagne où il nous est, au contraire, favorable, c'est augmenter encore les frais d'installation et de matières premières de l'industrie et que c'est par là apporter un élément de plus à la vie chère. Quant à nos exportations l'intérêt du produc-

teur ne semble-t-il pas être de vendre ses produits sur les marchés à change déprécié et à profiter ainsi de la prime du change?

Quoi qu'il en soit nous retenons que sur ce point spécial, M. Villey peut être considéré comme protectionniste, au sens absolu du mot, c'est-à-dire comme prohibitionniste.

Mais parmi tous les projets de lutte économique contre l'Allemagne, il en est un qui fut accueilli avec grande faveur, c'est celui de M. Edmond Théry, qui préconise une union douanière entre les pays alliés. Nombreux furent ceux qui adhèrent aux idées de M. Théry. D'une vaste enquête que fit en 1916, sur les réformes à apporter au régime économique de la France, le Comité républicain de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie, plus connu sous le nom de « Comité Mascuraud » du nom du distingué sénateur de la Seine qui préside à ses destinées, il ressort que les membres du Comité ont, en très grande majorité, donné leur adhésion à ce projet. C'est qu'ils voyaient là une riposte puissante à l'attitude des pays germaniques formant bloc dans un Zollverein de l'Allemagne et de l'Autriche.

M. Edmond Théry dit que les gouvernements alliés doivent s'entendre pour adopter un tarif de guerre commun qui tienne les marchés de l'Alliance fermés à la production austro-allemande dès le rétablissement des relations pacifiques. Il est certain que les gouvernements germaniques riposteront par une mesure analogue. M. Théry se pose alors la question de savoir si nous pouvons nous exposer à ces représailles sans nous nuire à nous-mêmes? Sans hésiter M. Théry répond par l'affirmative, car les marchés des pays alliés sont des marchés riches et ce sont ceux-là dont l'Allemagne a le

plus besoin pour sa production industrielle. Ils comptent pour près de 45 0/0 dans son exportation totale. Les pays alliés lui fournissent, par contre, surtout des matières premières.

Sans doute le fait d'avoir à nous priver des articles allemands jettera d'abord une certaine perturbation dans notre commerce, dans le commerce de détail surtout, mais nous avons déjà réussi, depuis le début de la guerre, à introduire ou à étendre chez nous des fabrications qui nous faisaient plus ou moins défaut et nous arriverons à nous suffire de plus en plus à nous-même.

M. Théry est clairvoyant, il se rend bien compte que le blocus économique des empires centraux ne peut se faire sans le concours des neutres et, à son avis, les marchés des pays alliés exerceront une puissance d'attraction très supérieure à celle des marchés austro-allemands en raison de leur capacité d'achat. Dès lors le blocus économique que formeraient les Alliés serait le maître des intérêts et des destinées commerciales des pays neutres. S'il y en a qui ne se prononcent pas pour nous, ou se refusent à mettre obstacle à l'expansion austro-allemande, ils se verront traiter par nous en conséquence.

Tel est, dans ses grandes lignes, le projet « d'une union douanière entre les pays alliés » cher à M. Edmond Théry.

Le projet de M. Théry est infiniment plus réaliste que celui de M. Villey, mais comme lui il nous semble quelque peu utopique. La plupart des objections que nous opposerions à la thèse de M. Villerey semblent pouvoir s'y appliquer mais il y a quelque chose de plus. La mise en pratique de M. Edmond Théry nous susciterait des conflits douaniers avec tous les neutres car il est bien évident qu'ils n'accepteraient pas,

en admettant qu'ils fussent d'abord avec nous, de perdre en France, en Angleterre, en Italie, le bénéfice des droits les plus réduits (des droits énormes leur seraient en effet imposés au cas de refus de l'Union douanière) sans nous frapper nous et nos alliés de mesures réciproques; c'est la cruelle guerre des tarifs, avec toutes ses conséquences, dont le dernier conflit franco-espagnol nous est un exemple tout d'actualité.

Ce projet tient quelque peu de la doctrine impérialiste et la défaite de l'Allemagne orgueilleuse, s'aliénant les sympathies du monde avec ses projets cyniques de conquête et d'asservissement confirme de façon éclatante les exemples nombreux que nous a donnés l'histoire des erreurs et des dangers de la doctrine politique et économique de l'impérialisme.

M. Carmichaël, président de l'Union des syndicats patronaux des Industries Textiles de France, est lui aussi partisan d'une guerre économique anti-allemande survivant aux hostilités, consistant sans doute dans une lutte et une coalition douanières contre le commerce allemand mais pour lui les résultats les plus importants seront obtenus par un boycottage touchant les capitaux et les personnes.

Il faut que les alliés se refusent complètement à soutenir à nouveau par leur argent directement ou indirectement les industries allemandes. Il faut surtout que, par le maintien plus ou moins complet de l'ostracisme dont sont frappés actuellement les sujets allemands, ceux-ci soient empêchés de reprendre en France particulièrement cette œuvre de dépossession industrielle et commerciale dont notre pays commençait tant à souffrir avant la guerre. C'est le protectionnisme

en matière de déplacements de personnes qui forme le fonds de la thèse de M. Carmichaël.

Comme M. Carmichaël, M. E. Touron, sénateur de l'Aisne, président de l'Association de l'Industrie et de l'Agriculture françaises émet des doutes sur le boycottage rigoureux du commerce austro-allemand.

Pour assurer d'une façon complète ce boycottage il faudrait une entente parfaite entre les alliés ; or il semble difficile qu'un pareil accord puisse s'établir car les intérêts, les tempéraments des diverses nations semblent trop dissemblables pour cela.

D'autre part, la solidarité économique reprendra bien vite ses droits après la guerre car aucun peuple ne peut se passer de l'autre. M. Touron ne veut pas dresser économiquement les peuples les uns contre les autres car cela aboutirait à de nombreux et nouveaux armements et, par la même, à de nouveaux conflits.

A cette union douanière M. Touron voit encore une autre objection. Chaque pays a ses spécialités pour lesquelles il est indispensable aux autres. Le manque de certains produits allemands est actuellement très lourd à l'industrie française. Il cite le cas des matières tinctoriales. M. Touron croit que la France réussira difficilement à pourvoir par elle-même à ses besoins dans cette matière. L'œuvre serait trop coûteuse et d'ailleurs artificielle. Il ne peut exister, en effet, de production chimique et tinctoriale sérieuse sans une grande richesse et une intense exploitation de la houille.

D'un autre côté, pour un certain nombre d'industries, les Allemands ont, au point de vue des matières premières, des capitaux, des organisations, une supériorité et une avance.

énormes qui leur permettraient d'écraser toute concurrence improvisée. Et, en France, d'ailleurs, c'est dans le Nord que se trouvent les capitaux et les matières premières nécessaires au développement de l'industrie chimique. Le sénateur de l'Aisne veut d'abord relever les établissements industriels, source de ces capitaux et de ces produits bruts.

C'est encore un avis à peu près semblable qu'exprime M. David Mennet qui, en 1915, présidait la Chambre de Commerce de Paris. Il ne combat pas le principe d'une entente économique entre alliés postérieure à la guerre mais il a peur qu'il ne se présente des difficultés qui font hésiter les industriels pour le moment où l'on passera à la pratique. Les industriels craignent, en effet, que la France ne trouve pas chez ses alliés des dispositions permettant d'espérer une vraie réciprocité en retour de ses concessions éventuelles. Mais ce qui décide surtout M. David Mennet, c'est la question des matières premières et les produits semi-ouvrés. Cette question fait obstacle à une entente fondée sur une politique de rigueur vis-à-vis de l'Allemagne car nos industriels peuvent avoir intérêt à acheter outre-Rhin leurs matières premières.

L'Association Nationale d'expansion économique, dans sa circulaire n° 116, croit qu'il sera possible de réduire quelque peu le tribut d'un milliard qu'on payait chaque année avant la guerre à l'Allemagne mais « il restera, et nous citons le texte, qu'il serait à peu près impossible de renoncer à la houille et difficile, du moins pendant les premières années, de nous passer complètement des matières premières de l'industrie des colorants et même de certaines couleurs. »

Tous ces techniciens, toutes ces associations regrettent infiniment d'être obligés de reprendre contact avec les ennemis

d'hier, sans vergogne et sans honnêteté, qui ont érigé les procédés les plus barbares à la hauteur d'institutions, mais ils s'inclinent devant la nécessité économique. Ils admettent l'empire des lois économiques et ils ont raison.

Ils ne croient pas qu'on puisse raisonnablement vouloir la ruine totale des peuples germaniques puisque leur ruine totale équivaldrait à la mort de ces nations et que c'est une véritable utopie de penser à supprimer ainsi 120 millions d'individus. Par la force même des choses ces individus subsisteront et, comme l'écrivait si justement M. Havy, conseiller du Commerce extérieur de la France « s'ils subsistent il faut qu'ils vivent, et pour qu'ils vivent il faut qu'ils travaillent; et pour qu'ils travaillent il faut qu'ils achètent. (1) Ils ne croient pas — et les faits leur ont donné raison — qu'on puisse arriver à se passer de certains produits allemands, nécessaires non seulement à notre consommation mais encore à notre production.

Cependant, dans les diverses opinions que nous avons trouvées, il n'est guère question que de certaines matières et de certains produits semi-ouvrés. C'est l'impérieux besoin qu'ont nos industriels de ces produits, sans lesquels ils ne pourraient rien qui les rend adversaires, ou du moins sceptiques sur le blocus économique de l'Allemagne. Il semble bien que, sans ces difficultés d'ordre pratique, ils admettraient volontiers le projet d'Union Commune contre l'Allemagne. Par conséquent si l'on peut très facilement les détacher des prohibitionnistes absolus que nous avons rencontrés plus haut, il ne faudrait pas aller trop vite dans la voie des

(1) Havy. Rapport sur les réformes à apporter au régime économique de la France. Rapport au Comité Mascaraud. 10. Page 84.

déductions et conclure de leur hostilité au projet de M. Edmond Théry que ce sont des libéraux. Ce que nous pouvons dire d'une façon certaine, c'est qu'ils sont, par nécessité, partisans d'une reprise du commerce franco-allemand sur certains points mais quand il s'agit de savoir s'ils le sont, en dehors des matières premières et des produits semi-ouvrés, pour les produits fabriqués par exemple, nous sommes réduits aux hypothèses et aux suppositions. Il semble toutefois qu'il est permis de penser qu'ils se déclareraient partisans de la protection, peut-être même de la prohibition.

Pour les raisons qui ont fait hésiter MM. Carmichaël, Tournon et d'autres encore, à adhérer à la thèse de M. Théry, M. Charles Gide, le si éminent professeur au Collège de France, est un partisan convaincu de la reprise des relations franco-allemandes. A ces raisons d'ailleurs il en ajoute d'autres, d'un ordre beaucoup plus général et beaucoup plus élevé et il ne veut d'aucune prohibition, d'aucun genre. Avec véhémence il s'élève contre cette politique de blocus, contre le programme en trois parties qui avait cours dans le vulgaire « La porte ouverte aux amis, la porte fermée aux ennemis, la porte entr'ouverte aux neutres. » (1)

Pour lui ces solutions sont trop simplistes. La ruine de l'Allemagne serait fâcheuse à plusieurs points de vue. Ce serait pour nous la disparition d'un gros marché, l'aggravation d'une concurrence déjà suffisamment dangereuse, car l'appauvrissement de l'Allemagne aurait nécessairement pour conséquence l'abaissement des salaires et des produits d'où, par suite, une vente à meilleur marché. « Ce serait, dit-il,

(1) *Gide*. Revue d'économie politique 1917. Pages 171 et suivantes. La politique commerciale de la France après la guerre.

une sorte de Japon que nous aurions installé au centre de l'Europe. »

Etant donné, d'autre part, la fatalité géographique qui nous a donné l'Allemagne comme voisine, M. Gide croit que, de toute façon, nous serons obligés d'avoir avec elle des rapports économiques.

La ruine économique de l'Allemagne rendrait presque irréalisable le recouvrement de l'indemnité de guerre. M. Gide, qui écrit l'article dont nous donnons les idées essentielles en 1917 est aussi quelque peu influencé par les difficultés de réaliser l'unité de front... Comment, en effet, raisonnablement espérer un blocus indissoluble des alliés après la guerre quand, en pleine guerre, devant la ruée allemande sur Paris, il est si difficile de faire adopter l'unité de commandement ? M. Gide croit enfin que si, d'une part, nos producteurs peuvent avoir besoin des matières premières que fournit l'Allemagne, il est, d'autre part, difficile de supprimer nos exportations avec l'Allemagne.

A ceux qui pourraient prétendre qu'il n'est pas question d'empêcher l'importation de France en Allemagne, mais seulement l'importation du « Made in Germany » en France, à ceux-là qui oublient que pour pouvoir acheter il faut aussi pouvoir vendre, M. Charles Gide a répondu par avance par la belle image suivante : « Nous ne pouvons accepter, au point de vue de notre expansion économique, d'être séparés de l'Europe centrale par un mur sans portes ni fenêtres auquel nous resterions adossés. Or, il n'est pas possible de les ouvrir d'un côté du mur sans qu'elles soient ouvertes aussi de l'autre côté... »

C'est de la reprise totale des relations franco-allemandes,

de la reprise absolue, sans restrictions qu'est partisan M. Gide. « Nous pensons, écrit-il, que la paix future devra être une paix définitive ou du moins aussi durable que possible, dès lors on ne saurait adopter une politique commerciale qui aurait un résultat précisément opposé, c'est à dire celui de perpétuer la guerre en Europe, tant sous forme de décrets prohibitifs que de grève de consommateurs, de créer des coalitions économiques ayant pour résultat de diviser le monde en deux camps ennemis et de forcer les neutres à prendre parti. »

Pour M. Gide par conséquent, pas de prohibitions, pas de droits protecteurs.

Tous les arguments de M. Gide nous les faisons nôtres. Nous pensons comme lui que les relations économiques franco-allemandes devraient être reprises d'une façon complète, nous estimons aussi que la paix militaire, doit avoir pour corollaire nécessaire la paix économique, nous croyons aussi que le meilleur moyen pour la France de lutter contre la concurrence allemande, c'est de tendre « à faire comme l'Allemagne et mieux qu'elle. » C'est que l'Allemagne, si elle a des défauts considérables, possède, par contre, des qualités exceptionnelles. Elle est parfois, disons même souvent, surtout en matière commerciale, un modèle excellent qu'on a intérêt à imiter, et qu'il est indispensable de dépasser. Mais pour copier d'une façon parfaite le modèle et surtout pour le surpasser il faut du temps, il faut s'assimiler ses qualités, il faut travailler et ce n'est pas du jour au lendemain que semblable évolution peut se faire. Après la tourmente de la guerre, après les dévastations, il faut, avant d'essayer à acquérir cette « colossale » organisation industrielle alle-

mande, songer à réparer nos ruines. C'est là que nous nous séparons de M. Gide pour réclamer un sage protectionnisme « de convalescence », pour demander non pas des mesures de prohibition, mais des mesures de compensation qui nous permettent de lutter à armes égales avec les pays germaniques, qui, à l'abri du blocus de la guerre, ont pu constituer des « stocks de marchandises. »

Sans ruiner le commerce allemand, dont la prospérité est indispensable à la vie même de notre pays, puisque, si paradoxal que cela paraisse, sans ce commerce l'Allemagne serait ruinée et dans l'incapacité de payer ce qu'elle nous doit, il faut, à notre sens, le maintenir dans de justes limites, et il faut, de toute nécessité empêcher l'Allemagne de reprendre ses rêves d'avenir impérialistes et cyniques. Il faut qu'elle ne puisse plus reprendre la maîtrise du commerce international.

C'est ce vœu qu'émettait la Conférence parlementaire interalliée, réunie le 2 juillet 1918, à Londres, sous la présidence de M. Chaumet, quand elle adoptait la résolution suivante :

« La Conférence parlementaire interalliée invite les gouvernements alliés à prendre et à exécuter dans le délai le plus court possible les mesures qu'ils jugeront nécessaires pour déjouer le complot allemand afin de dominer le commerce du monde. »

Dans sa séance du 20 novembre 1918, la Chambre de Commerce de Lyon, prenait une délibération demandant que « soit votée une loi interdisant aux Allemands de réoccuper dans le commerce français et l'industrie française la place qu'ils avaient avant la guerre. »

Pour donner satisfaction à cette légitime revendication nous ne croyons pas pouvoir trouver meilleure solution que celle préconisée par M. Carmichaël qui indique comme arme le protectionnisme en matière de capitaux et de déplacements de personnes, solution que nous avons d'ailleurs examinée ci-dessus.

Mais, à côté de cette dépossession industrielle et commerciale que, sans la guerre, l'Allemagne aurait sans doute menée à bien, et qu'il nous faut à tout prix empêcher, il est un autre écueil à éviter.

Nous avons été amenés à dire qu'à l'abri du blocus l'Allemagne avait pu « stocker » des marchandises. Il y avait donc de ce côté un réel danger pour le producteur français à voir cette irruption de marchandises sur le marché national, au lendemain de la guerre. La lutte n'était pas égale et des précautions paraissaient nécessaires. C'est là que nous prenons contact avec ceux qui sur ce point peuvent être qualifiés, sans crainte d'erreur, de protectionnistes et non pas de prohibitionnistes, parce qu'ils ne préconisent pas une abstention totale dans les relations commerciales avec nos ennemis d'hier mais seulement des précautions et des mesures propres à protéger le commerce français contre la concurrence allemande, favorisée, conséquence bizarre, par le blocus et aussi le dumping.

Dans plusieurs notes l'actif et brillant économiste qu'est M. Landry, député de la Corse, ancien ministre de la Marine, a préconisé des systèmes divers qui sont autant d'armes contre le « Made in Germany » :

1° Réquisitionner en Allemagne les stocks de marchandises préparées pour envahir notre marché;

2° Contraindre l'empire allemand à mettre des droits appropriés sur l'exportation des marchandises allemandes;

3° Nous protéger par l'établissement de droits appropriés sur l'importation des marchandises allemandes. (1)

Cette politique de protection, M. Landry l'a esquissée dans une note postérieure qui peut se résumer sous les quatre principes suivants :

1° Appliquer aux marchandises des pays ennemis des droits du tarif général et éventuellement des droits anti-dumping;

2° Donner au gouvernement la faculté de relever temporairement les droits du tarif général soit pour toutes les importations soumises à ce tarif, soit pour celles en provenance de tel pays (l'Allemagne est par conséquent visée par ce procédé) par des décrets soumis à la ratification des Chambres.

3° Imposer des contingentements aux pays visés;

4° Etablir des prohibitions d'importation, comportant des dérogations dont bénéficieraient les pays alliés ou neutres.

Mais M. Landry n'est pas d'avis d'empêcher l'entrée en France de toutes les marchandises allemandes et s'il pense « qu'il faut appliquer aux marchandises ennemies notre tarif général, aménagé de manière à opposer une barrière pratiquement infranchissable à l'entrée de ces marchandises » du moins il admet « des exceptions qui s'imposeraient, par exemple pour certaines matières premières que nous serions obligés à aller chercher chez nos ennemis ou que nous aurions un intérêt majeur à leur demander ». (2)

(1) Landry. Note au Comité franco-britannique sur les principes directeurs de notre politique douanière.

(2) Landry: *ibidem*.

Au reste ces droits devraient avoir un caractère temporaire tout comme la situation à laquelle il s'agit de parer. Ils devraient viser les marchandises pour lesquelles un envahissement serait à craindre. M. Landry, on le voit, se montre protectionniste dans cette question, mais son protectionnisme n'a rien d'outrancier, il est sage et avisé.

C'est d'un avis semblable qu'est M. le Ministre plénipotentiaire Dupeyrat, directeur de l'Association Nationale d'Expansion économique qui, pour appuyer les observations de M. Landry, déclarait qu'au sein de l'Association qu'il dirige s'est affirmée nettement cette opinion que la guerre a annulé les clauses commerciales qui liaient antérieurement les belligérants et que, dès lors, le commerce des pays ennemis sera, dès la fin des hostilités, passible de notre tarif maximum, majoré ou non en vue de cette éventualité.

Cette esquisse rapide montre combien la question est délicate et comme elle est loin d'être tranchée en doctrine.

Cependant il semble bien qu'un mouvement assez net s'est établi en faveur de la reprise des affaires avec l'Allemagne mais là encore le protectionnisme a affirmé ses droits et c'est des mesures de protection que réclame la majorité de la doctrine.

Ce qu'il faut empêcher d'entrer chez nous, ce sont surtout les produits manufacturés allemands, ce que l'on appelle vulgairement la « camelote allemande ». A l'aide du dumping elle viendrait faire chez nous une concurrence épouvantable et inégale. Le « mark » a baissé dans des proportions effrayantes; pays à change déprécié, l'Allemagne est, par conséquent, un attracteur puissant pour l'étranger qui viendra y acheter, à la faveur des changes, des marchandises à vil

prix pour les revendre au consommateur à des prix élevés. Le producteur français, qui subit déjà à l'heure actuelle une crise intense, se verrait très vite acculé à la ruine. C'est pourquoi il est essentiel de rétablir l'égalité des charges et d'établir chez nous une barrière douanière ou, ce qui est mieux (car il ne faut pas oublier que parmi les alliés il y a quelques peuples libres-échangistes chez lesquels une barrière douanière est peut être difficile à établir), obliger, comme le prescrit la conférence de Paris en 1920, le Gouvernement allemand à établir des droits compensateurs à la sortie, droits qui seront perçus sous le contrôle des alliés et sur lesquels ils prendront un pourcentage qui servira à les payer d'une partie de la dette allemande.

Comme l'a écrit M. Havy, dans le rapport que nous signalions plus haut : « L'habileté des alliés, en admettant qu'ils puissent ruiner les Austro-Allemands, serait donc de savoir les tenir en une sorte de vasselage économique, en endiguant leurs efforts sur la production des produits dont les alliés ont besoin ; produits alimentaires qu'achètent l'Angleterre, la France, l'Italie et qu'ils doivent trouver au meilleur prix, non seulement pour leur consommation intérieure mais aussi s'ils veulent lutter contre les concurrents à l'exportation ; et, en outre, quelques produits demi-ouvrés. »

Il ne faut pas, en somme ruiner l'industrie et le commerce allemands, il faut simplement les découronner de l'hégémonie qu'ils tendaient à prendre. Il faut, en cette manière, éviter de tomber dans les questions de sentiment pour raisonner en hommes d'affaires, en hommes pratiques. Or, si respectables que soient les sentiments de ceux qui ne veulent plus entendre parler des Allemands pour se venger de leurs cruautés, de

leur barbarie, il nous semble pratique de nous faire indemniser, il nous semble pratique de tirer parti du travail de l'Allemagne, il nous semble pratique de voir seulement découronner l'Allemagne de sa suprématie industrielle. C'est parce que nous voulons voir les choses d'une façon plus réaliste que nous sommes partisans déterminés de ce contact avec l'ennemi d'hier.

Mais nous voulons empêcher la ruine de notre pays, nous voulons l'empêcher d'aller à la faillite, faillite qui arriverait si le commerce et l'industrie français étaient ruinés puisqu'ils sont le « substratum » de notre richesse et de notre prospérité. C'est pourquoi nous pensons que le protectionnisme doit jouer dans les cas où l'Allemagne peut nous faire concurrence. Mais, nous l'avons déjà dit, et nous le répétons avec force, il faut que ce protectionnisme soit seulement « un protectionnisme de transition, de convalescence », à l'abri duquel les commerçants et les industriels français ont le devoir de travailler sans relâche à rendre plus puissante notre industrie et selon la forte expression de M. Gide qui est à elle seule tout un programme, à « apprendre à faire comme l'Allemagne et mieux qu'elle. »

CONCLUSION

Nous voilà arrivés au terme de notre étude et c'est le moment où il nous faut prendre position dans le redoutable problème que nous avons tenté d'envisager.

Devons-nous, pour le résoudre, nous attacher au libre échange absolu ou au protectionnisme dans toute sa rigueur ? Nous pensons que l'application complète de ces deux doctrines extrêmes et opposées n'est pas possible dans les circonstances actuelles.

Ah ! sans doute le libre échange est souhaitable, il est désirable. Pouvoir faire venir ses produits d'où l'on veut, sans payer de droits de douane, pouvoir exporter ses marchandises sans être gênés par aucune restriction, pouvoir, « commercer » librement, quel beau rêve ! Mais tout cela n'est-il que du rêve — ce qui ma foi, ne serait rien encore puisqu'il y a de beaux rêves qui se réalisent — tout cela ne serait-il pas plus tôt de l'utopie ! Ah ! nous voudrions de tout notre cœur que ce régime puisse être instauré en fait. Théoriquement, par ses arguments, par les buts généreux qu'elle se propose, la doctrine de la liberté des échanges nous séduit, nous captive, mais, en toute loyauté, nous devons reconnaître qu'actuellement tout au moins elle n'est que du domaine de l'idéal et que si beau que soit un idéal, il faut toujours abandonner ces sphères éthérées pour revenir au terre à terre de la réalité.

Tant qu'il y aura des nations qui auront des intérêts divers, des tempéraments différents, des appétits dissemblables, tant qu'il y aura des intérêts privés qui commanderont aux intérêts généraux, tant qu'il y aura une question des changes, la liberté des échanges qui suppose l'entente préalable de tous les peuples ne sera pas possible. N'est-ce pas justement pour cela que l'idée grandiose dont le Président Wilson s'était fait le champion, n'est-ce pas pour cela que la Société des Nations n'a pas donné les résultats qu'on était en droit d'attendre d'elle, n'est-ce pas pour cela que dans les différentes conférences pour l'interprétation du Traité de Paix et pour la réorganisation du Monde des discussions violentes se font jour, des intérêts divergents et contraires se heurtent, n'est-ce pas pour cela que les résultats sont si lamentables, n'est-ce pas pour cela qu'en 1914 a fait faillite l'internationale ouvrière qu'avaient rêvée pourtant des hommes de génie, au cœur généreux? Oui, tant que le monde sera monde, tant qu'il y aura des Etats différents la liberté des échanges, résultat nécessaire de l'Internationalisme ne sera que chimère? Et bien des générations se succéderont avant qu'à la chimère ait fait place la réalité.

On aurait pu songer, à défaut de l'instauration du libre-échange à un régime de coopération interalliée. Le régime douanier de la paix aurait pu devenir un régime de coopération si les promesses de solidarité proclamées dans les diverses conférences économiques avaient été tenues par les Alliés. Or, loin de les observer les Alliés n'ont voulu, après l'armistice connaître que le jeu de libre-concurrence. Non seulement la France a été laissée seule en face du travail gigantesque de la restauration des régions dévastées et de

la reconstitution de ses forces économiques, mais encore les mesures les plus sévères ont été prises pour la délivrance des crédits ; la spéculation des changes a été favorisée par les Banques anglaises établies en France aussi bien que par les succursales des Banques américaines et les matières premières ont été livrées à des conditions très onéreuses et si le gouvernement français n'avait pas eu la précaution d'augmenter par les coefficients de majoration les droits de douane des objets fabriqués, nous aurions vu le marché national envahi par les marchandises étrangères et la production française eût subi les pires vicissitudes.

Par conséquent libre échange, coopération interralliée ne sont pas les solutions du problème. La France est entourée de nations qui sont protectionnistes et celles même qui faisaient profession d'être libre-échangistes élèvent des barrières douanières, certaines nations ont par rapport à notre pays un change déprécié, mais la France, elle aussi voit son franc très délaissé dans d'autres pays qui ont moins souffert qu'elle-même de l'immense cataclysme, notre agriculture, notre industrie et notre commerce subissent une crise grave et intense. Voilà bien, n'est-il pas vrai les éléments essentiels du problème ?

L'Angleterre, nous le savons, se trouve sous le régime du « Safe guarding Act » ou loi de protection des industries. Les États-Unis sont en train de voter le « Fordney Bill ». La Suède, la Norvège, la Belgique, l'Espagne avec laquelle il a fallu rompre un accord provisoire, ont élevé à leurs frontières des barrières à peu près infranchissables. Constatons d'ailleurs que sous ce rapport le monde douanier pourrait très simplement se subdiviser en deux catégories : les pays

à change élevé et ceux à change déprécié. Contrairement à toutes les traditions et à toutes les sagesse ce sont les premiers qui font profession de protection et les seconds de libéralisme. La France, disons-le avec force, fait d'ailleurs en la circonstance preuve de libéralisme relatif car il est certain que les coefficients douaniers qu'elle a ajoutés à ses droits de douane sont bien moins élevés que ceux des autres pays. Quoi qu'il en soit, il est certain que notre pays est entouré de barrières douanières. C'est là un des premiers éléments du problème.

Nous avons d'autre part à craindre la concurrence des pays à change déprécié. C'est d'ailleurs là une concurrence énorme et contre laquelle il faut lutter. Nous ne voulons pour preuve du danger de cette concurrence qu'un article du « *Berliner Tageblatt* » signé d'un député au Reichstag, M. Gatheim, qui exprimait ainsi les avantages que retireraient l'industrie et le commerce allemands de la baisse du mark.

« L'Allemagne, écrit-il, peut produire dans la plupart des cas à meilleur marché que les pays de l'Occident, du Nord de l'Europe et d'outre-mer.

« La première raison de ce fait est le bas prix de la matière première. Evalués en or, qui est la seule mesure certaine de valeur, les prix du charbon sur le marché mondial, équivalent douze ou quinze fois les prix allemands; même les prix intérieurs anglais, maintenus à un taux inférieur dans l'intérêt de l'industrie nationale, sont environ deux fois et demie plus élevés que les nôtres; les prix du fer allemand sont plus bas que ceux du fer étranger. On peut dire la même chose, pour le bois, le papier, etc.

« Non seulement les matières premières, mais le travail

aussi est bon marché en Allemagne. Nos salaires sont extraordinairement bas, les loyers maintenus artificiellement à un taux peu élevé. L'ouvrier allemand dépense pour son logement des sommes inférieures à celles exigées de l'ouvrier américain, anglais et suisse.

« Supposons, dit l'auteur en terminant, que la politique de représailles anti-allemande soit couronnée de succès, il ne peut en résulter qu'une aggravation de notre misère économique, une nouvelle baisse de notre change et des possibilités accrues d'exporter de nouveau à très bas prix. » (1)

Il est évident que la concurrence des pays comme l'Allemagne est dangereuse. Le change déprécié permet à ces pays d'exporter à vil prix. D'autre part la main-d'œuvre n'est pas chère. Exprimés en francs les tarifs de transports sont, de même, extrêmement réduits par rapport à ceux que supporte notre industrie. Voilà le second élément du problème.

Notre commerce enfin, notre industrie sont dans le marasme. Ecrasés d'impôts, supportant des charges sans nombre, le commerce et l'industrie françaises subissent une crise épouvantable dont les effets cruels commencent à se faire sentir dans les milieux agricoles. Nous n'avons pas à insister longuement sur ce troisième élément du problème que nous avons eu tout le loisir d'étudier plus haut. Nous n'avons qu'à retenir ici que cette crise existe et que nous avons à en tenir compte pour résoudre la question.

Quoi faire alors? Etre protectionnistes? Répondre aux tarifs élevés des autres pays par des droits de représailles?

(1) *Gattheim*. « *Berliner Tageblatt* » 10 décembre 1920.

S'engager dans la guerre de tarifs? Elever des droits compensateurs à l'entrée des marchandises venant des pays à change déprécié? Protéger notre marché national par des droits particulièrement élevés? Est-ce bien là la solution.

Evidemment, dans les conditions actuelles c'est au protectionnisme qu'il faut avoir recours mais il faut savoir le contenir dans de sages limites. Il semble naturel, de prime abord, de répondre aux mesures sévères de protectionnisme des autres Etats par des mesures analogues mais les conflits franco-espagnol et franco-italien nous ont suffisamment montré les dangers et les conséquences cruelles de ces guerres de tarifs et de représailles.

Nous protéger contre les pays à change déprécié, contre leur redoutable concurrence, c'est certainement une ligne de conduite que dicte la logique.

Mais là encore, il faut bien prendre garde de ne pas aller trop loin car si quelques pays ont par rapport à nous un change déprécié il ne faut surtout pas perdre de vue que notre franc est coté très bas dans certains pays et il faut craindre là aussi les représailles.

Pour ce qui est de la crise commerciale, et nous pouvons maintenant y ajouter la crise agricole, il est certain qu'il faut songer à se servir de la doctrine protectionniste mais là encore il faut se garder des exagérations car si nous élevons des barrières de douane pour les marchandises auxquelles suffit la production nationale il est bien évident que l'étranger ne manquera pas d'établir les droits protecteurs sur les produits que la France produit en plus grande quantité que les besoins de la consommation nationale et qu'elle exporte à l'étranger. Par conséquent, il faut craindre ces guerres de

tarifs qui font des victimes et des dégâts dans les deux camps.

Cependant, si dangereux que puisse être le protectionnisme il faut reconnaître loyalement qu'il est nécessaire de l'appliquer dans les circonstances actuelles. Mais ce protectionnisme ne doit être qu'un « protectionnisme de convalescence » de « relèvement économique » et il convient de ne pas exagérer la protection. On a exagéré la protection accordée à l'industrie et en particulier à l'industrie métallurgique (nous croyons d'ailleurs l'avoir démontré dans notre première partie), et il est certain que parmi les causes de la vie chère cette exagération de la protection métallurgique tient une large place ; c'est, en effet, parce que le matériel est cher — et il l'est justement à cause de cette protection — que les produits fabriqués coûtent cher, que les agriculteurs ont des frais généraux si élevés, que les plus petits objets reviennent à des prix exorbitants. Aujourd'hui, avec le progrès, avec l'extension de la machine, tout marche mécaniquement et en fin de compte, dans n'importe quelle branche de l'industrie une partie importante du capital fixe est constitué par la machine et c'est pourquoi nous continuons à affirmer que de cette protection exagérée accordée à la métallurgie provient une partie de nos maux.

Si donc le protectionnisme est nécessaire aujourd'hui, ne glissons pas trop vite sur la pente où l'on veut nous entraîner. Contenons dans de sages limites cette nécessité du moment et accordons juste ce qui est nécessaire pour protéger notre commerce et notre agriculture. Mais qu'on n'oublie pas non plus les intérêts du consommateur, qui est lui aussi particulièrement intéressant et qu'on n'aille pas, sous le couvert de la nécessité du protectionnisme, sacrifier les intérêts de

l'industrie et du commerce au profit de quelques magnats tout puissants qui rêvent d'imiter les rois de l'industrie américaine. Protectionnistes ! soyons le puisque la politique protectionniste des autres pays nous y oblige mais n'acceptons ce procédé que comme un palliatif et pas pour un remède. Acceptons le provisoirement pour empêcher le commerce et l'industrie françaises de sombrer et de décliner tout à fait mais servons-nous du seul moyen qui puisse nous tirer d'embarras et qui, à notre sens est la politique des accords commerciaux. Que justement nos tarifs douaniers protectionnistes nous servent de bases de discussion et qu'ils soient surtout des moyens de négociation.

On ne peut améliorer la situation que par des pourparlers et des concessions réciproques. Seules des conventions bien étudiées nous permettront de reconquérir une clientèle qui nous échappe et qui pourrait bien suivre les nouveaux courants commerciaux nés de la guerre. Il est évident que si notre tarif général peut répondre aux nécessités de la situation nouvelle, notre tarif minimum, majoré par les coefficients, est beaucoup trop élevé pour offrir à ceux avec qui nous voudrions traiter, des éléments de compensation pour les concessions que nous voudrions obtenir d'eux. Si nous ne pouvons abolir les coefficients, ce qui serait souhaitable, il faudrait les diminuer très sensiblement. Il faudrait aussi, pour certains produits et vis-à-vis de certains peuples, rétablir le traitement de la nation la plus favorisée. On ne peut vivre et prospérer en pleine guerre de tarifs et de prohibitions, et il faut s'orienter vers des accords commerciaux sur la base de la réciprocité.

On nous objectera peut-être que nous avons qualifié de

chimère « l'entente préalable, entre les peuples », mais à cette objection possible nous répondrons par avance que si l'accord ne nous semble pas facile à réaliser sur la base de l'égalité absolue il l'est au contraire très aisément sur celle de la réciprocité. Les nations diverses auront leur intérêt dans cet accord réciproque puisqu'ils trouveront des facilités pour faire entrer à l'étranger des produits qu'ils produisent en grande quantité et que les exemptions de droits qu'ils accorderont le seront à des produits dont ils sont, au contraire, déficitaires. L'intérêt y aidant, il y a tout lieu de croire que ces accords sont possibles. Par conséquent, libre échange et protectionnisme ne nous donnent pas satisfaction. C'est d'une doctrine intermédiaire que nous nous déclarons partisans, c'est de la politique de la raison et de la sagesse, celle de l'accord commercial.

Nous ne disons pas avec les libre échangistes : « Le protectionnisme, voilà l'ennemi ! » ni avec les protectionnistes « Le libre échange voilà le danger ! » mais conciliant ces deux théories, nous disons « Le salut, c'est l'accord commercial ! »

C'est le moyen le meilleur de se rapprocher tout doucement, stade par stade, du libre échange qui est certes le régime de l'idéal et vers lequel, justement parce qu'il est le régime de l'idéal, nous devons tendre de toutes nos forces et de toute notre énergie. Mais les peuples seront-ils assez sages pour vouloir réaliser cet idéal. Ne sera-ce toujours qu'une chimère. Hélas, les événements qui se déroulent au moment où nous écrivons, à la Conférence de Gênes, ne sont pas faits pour nous rassurer et même pour nous faire prendre patience et espoir. Le monde sera-t-il toujours divisé en camps en-

nemis et les nations comprendront-elles un jour qu'au lieu de se « manger » entre elles, qu'au lieu de se faire ces guerres douanières qui moins périlleuses et moins épouvantables que les guerres militaires, ont des conséquences aussi funestes au point de vue commercial, elles devraient s'entendre. Comprendront-elles enfin que le salut économique réside dans l'accord commercial. La démocratie française, toujours à l'avant-garde de l'Humanité et du Bon Sens, se doit de montrer franchement le chemin et de donner l'exemple. Si, au moins, tout cela reste chimère, on ne pourra plus accuser notre pays « d'impérialisme ». Ce sera déjà un résultat ; et la France républicaine, soldat de l'Idéal, ne manquera pas de marquer une fois de plus son amour profond de la paix et voudra de tout cœur que la paix militaire ne soit pas un mythe et qu'à cette paix succède enfin la « Pax Economica » sans laquelle eussent été vains les efforts héroïques et sanglants de tant des meilleurs fils de la France pacifique et généreuse...

Vu : le Doyen,

F. LARNAUDE,

Vu : le Président de la thèse,

Germain MARTIN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

P. APPELL.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT PROPOS

La querelle du libre échange et du protectionnisme. L'avènement du néo-protectionnisme. Position du problème « Le protectionnisme en France depuis la Guerre dans les faits et la doctrine. Raisons du choix de ce sujet. Notre but et nos désirs.....	page	11
Division sommaire du sujet.....	page	17

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

Qu'est-ce que le protectionnisme?

L'arsenal protectionniste. Le régime des lois du 11 janvier 1892 et du 29 mars 1910. La différence de traitement entre l'industrie et l'agriculture.....	page	21
--	------	----

Première Partie

LE PROTECTIONNISME DANS LES FAITS

TITRE Ier

LA GUERRE

CHAPITRE I ^{er} . De la déclaration de guerre à la loi du 6 mai 1916. Réduction ou suspension des droits de douane. Les prohibitions de sortie.....	page	33
--	------	----

CHAPITRE II. De la loi du 6 mai 1916 au décret du 22 mars 1917. Causes de la loi du 6 mai 1916. Ses raisons d'être. Les prohibitions d'entrée et de sortie.....	page	41
---	------	----

CHAPITRE III. Du décret du 22 mars 1917 jusqu'à l'armistice. La prohibition générale d'importation. Les exceptions. Les accords interalliés. Caractère de cette politique de guerre: politique de nécessité et mercantilisme..	page	46
--	------	----

TITRE II

L'APRÈS-GUERRE

CHAPITRE I ^{er} . De l'armistice au traité de paix. Une période transitoire. Disparition presque complète des prohibitions et des comités de dérogations. Les surtaxes <i>ad valorem</i> . L'admission temporaire.....	page	57
---	------	----

CHAPITRE II. Du traité de paix aux premiers jours de 1921.		
--	--	--

La lutte économique. Recrudescence des prohibitions d'entrée et de sortie. Les coefficients de majoration des droits de douane. Le relèvement des droits de douane. Quelques mesures protectionnistes. Pas de politique nette	page	60
---	------	----

CHAPITRE III. Du commencement de 1921 à mars 1922.

Retour au protectionnisme. Augmentation des droits de douane, des coefficients de majoration. Rétablissement de certains droits supprimés. Levée de plusieurs prohibitions de sortie. Etablissement de droits de sortie. Prorogation de la loi du 6 mars 1922. Triomphe de l'opportunisme	page	71
---	------	----

CHAPITRE IV. Des rapports de la France avec le Monde. La situation en 1914. La loi du 29 juillet 1919. Les rapports de la France avec le Canada. Les conflits franco-espagnols et franco-italien. Les relations franco-anglaises, franco-américaines et franco-russes.....	page	79
--	------	----

CHAPITRE V. De quelques questions d'ordre spécial : Les capitaux. La main-d'œuvre étrangère. Les œuvres d'art	page	99
---	------	----

CONCLUSION. Le langage des faits. Tableau sommaire de l'évolution du protectionnisme dans les faits depuis la guerre. La politique des décrets. Un coup d'œil sur l'avenir. Nécessité d'une étude du protectionnisme dans la doctrine	page	113
---	------	-----

Deuxième Partie

LE PROTECTIONNISME DANS LA DOCTRINE

CHAPITRE PREMIER

L'AGRICULTURE ET LE PROTECTIONNISME

1. Un hommage au paysan de France, La force du syndicalisme agricole. Les vœux de la Société des Agriculteurs de France, de la Fédération Agricole du Centre, de la C.N.A. de la Société des Viticulteurs de France, La solution de M. Sinceny. La surtaxe sur les droits sur le blé. Le triple tarif. L'opinion d'un journaliste-agriculteur. Son exagération. Les idées du Ministre de l'Agriculture. La lutte contre les prohibitions de sortie. Leurs idées générales	page	131
2. La Croisade du Vin. Les vœux de la Commission d'exportation du vin et de la Semaine Nationale du vin. La préconisation du traité de commerce.....	page	141

CHAPITRE II

L'INDUSTRIE, LE COMMERCE & LE PROTECTIONNISME

1. *Les matières premières.*

La solution de M. Landry. Le concours de l'initiative privée. La solution de M. Fighiera. Le problème de la houille page 146

2. *La question des soies.*

Le congrès de la soie à Lyon. Ses décisions. La lutte entre la soie naturelle et la soie artificielle. Les thèses de MM. Israël, Andrieux, du Ministre du Commerce. La lutte contre les soies orientales..... page 149

3. *La métallurgie.*

La vieille lutte, éternellement renouvelée des métallurgistes et des constructeurs. Les doléances des constructeurs : thèses de MM. Rivory, Niclaude, Bellard. Le projet de loi Haudos. Les doléances des métallurgistes : thèses de MM. Emile Henry, Roussel, Pinot, Engerand. Les vœux du Comité Mascuraud..... page 152

4. *Quelques autres industries.*

Les produits chimiques. L'industrie du liège. La pêche maritime. L'industrie du verre. Les fleurs. L'industrie automobile. L'industrie de luxe. La proposition de loi de M. Ringuier. Les vœux de l'Association de l'Industrie française page 169

5. *Le commerce et le protectionnisme.*

Pourquoi les commerçants se désintéressent de la question. Ce qu'ils demandent. Leur « credo », la liberté du commerce. Les vœux de la Société des Commerçants de France. Le commerce d'exportation. Le protectionnisme maritime. La question des surtaxes d'entrepôt. L'obstacle qu'elle oppose à la convention franco-belge. La lutte doctrinale à ce sujet..... page 175

CHAPITRE III

LE PARLEMENT ET LE PROTECTIONNISME

1. *Les Commissions parlementaires.*

Les avis des Commissions des douanes de la Chambre en 1918. Marc Réville. La Commission des douanes et des accords commerciaux du Sénat. Un discours de M. Jean Morel. La Commission des douanes de la Chambre. Divers discours de son président, M. Haudos. La politique de la

Commission des douanes de la Chambre. La Commission des Finances de la Chambre des Députés.....	page	182
---	------	-----

2. *Le Parlement.*

Les discussions de la guerre. Le discours de M. Tournon au Sénat. L'interpellation Perchot. L'interpellation Brousse sur les consortiums. L'ordre du jour Puech. La Chambre de 1918. Le débat sur le papier-journal. Les idées de M. Gounouillhou. L'interpellation Delessalle sur la crise économique. Les idées de MM. Delessalle, Néron, de Wendel, Barthe, Ringuier, Reille, Soult, Escoffier, Kempf, Ingheles, Loucheur, Haudos. Les ordres du jour. L'idée du du Parlement.....	page	191
---	------	-----

3. *Le Gouvernement.*

Les idées des divers ministres du Commerce, MM. Clémentel, Isaac, Dior.....	page	212
---	------	-----

CHAPITRE IV

LA DOCTRINE PURE

1. <i>Les prohibitionnistes et les protectionnistes outranciers.</i> Les idées de Lysis. La réforme économique. M. Commet. M. Contamine de la Tour. M. Domergue. M. Lalouvet. M. Vergne. Les arguments de cette thèse.....	page	218
--	------	-----

2. *L'Ecole Nationale libérale.*

M. Pierre Cauboue. M. le Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère du Commerce. M. Jean Morel. M. Albert Delatour. M. Marc Réville. M. Sincenny.....	page	224
--	------	-----

3. Quelques questions spéciales. L'anti-dumping. Les marques d'origine. *Les voyageurs de commerce.*

M. André Lebon. M. Landry. La législation américaine. sur ces points particuliers. La discussion entre la taxation spécifique et la taxation « ad valorem ».....	page	231
--	------	-----

4. *La transition entre le protectionnisme et le libre-échange. Les idées du président Wilson.*

M. Isaac. M. Clémentel. Le protectionnisme de convalescence. Le troisième point du Président Wilson. Leur interprétation.....	page	237
---	------	-----

5. *Le libre-échange.*

La « Bataille ». M. Maurice Bouchar. L'Humanité. L'Ère Nouvelle. L'Œuvre. M. Justin Godard. Le Figaro. Le Temps. M. Etienne Lamy. M. Roger. M. Yves Guyot. La Ligue du Libre-échange. Leurs arguments. Le manque de décisions des grandes associations professionnelles..	page	240
---	------	-----

CHAPITRE V

LES CONVENTIONS COMMERCIALES ET LA CLAUSE DE LA NATION LA PLUS FAVORISÉE

Le mouvement doctrinal pour la nécessité des conventions commerciales. M. Domergue. La Société des Agriculteurs de France. Les Commissions des Douanes du Parlement. Les Commissions techniques. M. Isaac. M. Haudos. L'association du Commerce et de l'Industrie. Le Parti républicain démocratique et social. M. Hirsch. Nécessité de la consultation des compétences. Accords à court terme. La Chambre de Commerce de Lyon. Principe de la réciprocité	page 247
Abolition de la clause de la nation la plus favorisée. Adaptation de cette clause. MM. Tisserand, Lorin, Landry, Chapsal. Le Comité Mascuraud. Comment discerner les points particuliers? Le rapport de M. de La Trémollice. Le principe de la réciprocité. L'intrusion de la politique pure doit être évitée dans ce domaine. Les erreurs du quai d'Orsay. M. Robert Chenevier. La nécessité des conventions commerciales	page 257

ANNEXE

Les relations franco-allemandes. Le problème de l'Alsace-Lorraine.

CHAPITRE PREMIER. Les faits.

L'interdiction des relations commerciales franco-allemandes pendant la guerre. Le blocus. Le Traité de paix. Levée du blocus. Le régime d'Alsace-Lorraine et de la Sarre. La Conférence de Paris. La loi du 22 avril 1921. La question de l'Alsace-Lorraine.....	page 265
---	-----------------

CHAPITRE II. La doctrine.

Les thèses de M. G. R. Lévy, du Touring Club de France, de M. Villey, de M. Edmond Théry, de M. Carmichaël, de M. Touron, de M. David Mennet, de M. Dupeyrat, de M. Gide, de M. Landry. Notre conclusion.....	page 275
--	-----------------

CONCLUSION

Le libre-échange, régime idéal. Son impossibilité pratique. La coopération interalliée aurait été souhaitable. Elle n'a pas été faite. Nécessité du protectionnisme de « convalescence ». Les éléments en problème. Nos voisins sont protectionnistes. La concurrence redoutable des pays à change déprécié. La crise commerciale. La véritable solution du problème : l'accord commercial. Les caractères qu'il doit revêtir ! Vers le libre-échange ! page 295

Saumur, imp. Coubard, CHEVALIER, Successeur



